



**Université d'Oran 2**

**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion**

**THESE**

**Pour l'obtention du diplôme de Doctorat « L.M.D »**

**En Sciences de Gestion**

**Le gaspillage dans le système d'exécution des dépenses publiques,  
entre moralisme et pragmatisme des acteurs**

**Présentée et soutenue publiquement par  
M. ARRACHE LAHOUARI.**

**Devant le jury composé de :**

Salem Abdelaziz	Professeur	Université d'Oran 2	Président
Zatla Najat	Professeure	Université d'Oran 2	Rapporteuse
Benbekhti Omar	Professeur	Université d'Oran 2	Examineur
EL-MOUBAREK Mohamed	M.C A	Université Sidi Bel-Abbès	Examineur
Kerzabi Abdelatif	Professeur	Université Tlemcen	Examineur
Barka Zine El Abidine	Professeur	Université Tlemcen	Examineur

**Année 2018-2019**

## Résumé :

Depuis son apparition, le système d'exécution des dépenses publiques algérien a toujours été caractérisé par le phénomène de l'exécution de dépenses supplémentaires inutiles. Beaucoup de travaux de recherche économique et socio-politique ont tenté d'expliquer la corrélation entre ce système et cette caractéristique. Mais ces recherches visaient plus à dénoncer cette caractéristique que de l'expliquer ou de la comprendre. Dans cette recherche, nous allons essayer de comprendre les raisons de la mobilisation de ces dépenses et de démontrer que l'exécution de ces dépenses supplémentaires inutiles, qui sont considérés comme du gaspillage chez le citoyen, et comme de l'inefficacité chez l'économiste, sont primordiales pour maintenir le contrat social, et ainsi l'ordre et la paix sociale. Et d'expliquer le rôle indispensable que joue l'ordonnateur et l'administrateur dans la régulation de la société à travers l'exécution de ces dépenses.

**Mots clés :** Constructivisme tempéré – perspectivisme - gaspillage - système d'exécution des dépenses publiques algérien - Modèle représentationnel - modèle systémique qualitatif relationnel - stratégie de recherche étude de cas qualitative – contrat social – pragmatisme

## المخلص:

منذ ظهور نظام تسديد النفقات العمومية الجزائري، كانت ظاهرة تسديد النفقات إضافية عديمة الفائدة صفته السائدة. عدة أبحاث اقتصادية وسوسيو سياسية حاولت شرح علاقة التي توجد بين هذا النظام وهذه الصفة التي تلازمه. لآكن مشكلة هذه أبحاث كانت تركز على انتقاد هذه صفة أكثر من محاولة شرح وفهم أسباب ظهورها. في هذا البحث سنحاول فهم أسباب استعمال هذه نفقات وسنبرهن على دور حيوي الذي تلعبه هذه نفقات في حفاظ على عقد اجتماعي، النظام العام والسلم اجتماعي رغم انها تعتبر كتبذير عند المواطن، وكعدم النجاعة عند اقتصادي. وفي نفس الوقة سنحاول تسليط الضوء على دور الذي يلعبه أمر بالصرف والمتصرف اداري في ضبط إيقاع المجتمع عن طريق تسديد هذه النفقات إضافية عديمة الفائدة.

**كلمات مفتاحية:** البنائية مخففة - المنظورية - تبذير - نظام تسديد النفقات العمومية الجزائري - نموذج تمثيلي - نموذج النظامي علائقي كيفي -دراسة الحالة كاستراتيجية البحث نوعي - عقد اجتماعي- براغماتية

## Summary:

Since the Algerian public expenditure execution system emerge, the phenomenon of the execution of unnecessary additional expenditures has always been his most characterized. Many economic and socio-political researches attempt to explain the correlation between this system and this characteristic. But this research aims more to denounce this characteristic than to explain or understand it. In this research, we will try to understand the reasons for why this unnecessary additional expenditure be used and show heir essential role for maintain the social contract, social order and social peace, despite being considered as wasteful to the citizen, and as inefficiency for the economist. And we will try to explain the indispensable role played by the authorizing officer and the administrator in the regulation of society through the execution of these expenses.

**Keywords:** moderate constructivism- perspectivism- waste - Algerian public expenditure execution system - Representational Models - Relational qualitative systemic model- qualitative research strategy case study - the social contract - Pragmatism





## REMERCIEMENTS

---

Au début, je remercie Dieu de m'avoir donné le courage et l'énergie qui m'ont permis d'achever ce travail. Et je le remercie de m'avoir fait rencontrer des gens qui ont été utiles et indispensables à l'accomplissement de cette thèse.

Je tien ainsi à remercier ma directrice de thèse, Professeure Madame Najat ZATLA qui a accepté de m'encadrer et qui m'a permis de faire sortir le meilleur de moi-même, et me donner les orientations nécessaires pour que ce travail se réalise, à travers les corrections et les ajustements qu'elle m'a proposés à la fois sur le fond et sur la forme.

Ma correctrice, Dr Madame Fafa BENTABET, qui a corrigé mon travail grammaticalement, lexicalement et sémiotiquement. Sans elle, ce travail n'aurait pas pu être compréhensible. Je lui suis reconnaissant particulièrement eu égard à ses grandes contraintes, elle ne m'a pas laissé tomber et elle est allée avec moi jusqu'à la finalisation de cette thèse.

Dr Salem KAHLOUCHE, Directeur de recherche au Centre des Techniques Spatiales, qui est intervenu dans la phase finale de la rédaction de la thèse, en apportant plus d'éclaircissements et plus de cohérence à ma thèse.

Je remercie également : Professeur Salem ABDELAZIZ, Professeur Omar BENBAKHTI, Docteur EL-MOUBAREK Mohamed, Professeur Abdelatif KERZABI et Professeur Zine El Abidine BARKA, d'avoir accepté de faire partie du jury de ma soutenance.

La famille GUENFOUD et surtout madame GUENFOUD qui m'a hébergé dans sa maison tout au long de l'enquête qui s'est déroulée dans l'administration de la Wilaya D'ALGER et qui m'a procuré toutes les conditions indispensables pour que je mène mon enquête en toute tranquillité.

Mohammed DJEMANE, mon superviseur dans la Direction du Budget et de la Comptabilité de la Wilaya d'ALGER, qui m'a procuré toutes les informations nécessaires et indispensables à la réalisation de mon travail.

Dr Rachid HALET et Karim NEBOU, anciens députés à l'Assemblée Populaire Nationale, et Madjid LAMDANI, ancien président de la commission du tourisme de l'APW d'ALGER, qui m'ont facilité l'accès à l'information et qui m'ont mis en contact avec des cadres ayant la connaissance sur la manière de fonctionnement des instances délibératives et d'élaboration du budget, ce qui m'a permis d'assimiler la logique sur laquelle se fonde le système d'exécution des dépenses publiques algérien.

Je n'oublierai pas de remercier l'équipe de la wilaya d'ORAN, en commençant par l'ancien chef du service du budget et du patrimoine Rachid BELHRAZAM, et tous les membres du bureau budget de l'Etat avec lesquels j'ai collaboré durant les années 2012 et 2013.

À la fin, je tiens à exprimer ma profonde gratitude à mes parents, sans eux je n'aurais aucune existence, qui m'ont soutenu et encouragé durant tous ces six ans, et sans eux je n'aurais pu arriver à mes objectifs. Je remercie aussi mes frères et sœurs et mes amis qui étaient d'un fort soutien pour moi.

A la mémoire de ma grand-mère

A celle de mon grand-père, l'un des martyres de ce pays

## SOMMAIRE

---

<b>Introduction générale :</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : Le constructivisme tempéré</b> .....	<b>15</b>
<b>Introduction du chapitre 1</b> .....	<b>16</b>
<b>1-1-Les éléments constitutants du processus d'élaboration des connaissances</b> .....	<b>21</b>
1-1-1-Définition de l'épistémologie .....	21
1-1-2- Objet à connaître .....	21
1-1-3- Sujet connaissant .....	25
1-1-4- Le système de connaissance qui relie l'objet à connaître au sujet connaissant.....	31
1-1-5- Processus de cognition qui valide les résultats.....	35
<b>1-2-Le constructivisme tempéré</b> .....	<b>41</b>
1-2-1-Les différents types de constructivisme .....	41
1-2-2- Le perspectivisme épistémologique .....	46
<b>Conclusion du chapitre 1</b> .....	<b>86</b>
<b>Chapitre 2 : Méthodologie de recherche</b> .....	<b>88</b>
<b>Introduction du chapitre 2</b> .....	<b>89</b>
<b>2-1-Définition de l'objet de recherche</b> .....	<b>92</b>
2-1-1-La différence entre les phénomènes globaux, universels et spécifiques .....	92
2-1-2-La différence entre le sens et la signification .....	96
2-1-3- Conception du gaspillage selon le type de budget .....	103



## ***Sommaire***

2-1-4-La Dépense plus qu'il n'en faut (DPQF) .....	104
2-1-5-L'objet de recherche .....	106
<b>2-2-Méthodologie de recherche .....</b>	<b>106</b>
2-2-1-L'étude de cas qualitative comme stratégie de recherche .....	107
2-2-2- La démarche de recherche .....	113
2-2-3-Méthode et outils de collecte de données .....	115
2-2-4-Méthode de traitement de données .....	117
<b>2-3-Cas pratique .....</b>	<b>131</b>
2-3-1- La signification des dépenses supplémentaires inutiles chez l'Administrateur ..	132
2-3-2- La signification de la dépense supplémentaire chez le citoyen .....	148
2-3-3-La signification des dépenses supplémentaires chez l'économiste .....	150
<b>Conclusion du chapitre 2 .....</b>	<b>153</b>
<b>Chapitre 3 : Le gaspillage .....</b>	<b>155</b>
<b>Introduction du chapitre .....</b>	<b>156</b>
<b>3-1-Définition du gaspillage .....</b>	<b>158</b>
3-1-1-Le statut lexicologique du mot 'gaspillage' .....	158
3-1-2-Le statut du gaspillage dans les différents champs théologiques .....	161
<b>3-2-La conception scientifique du gaspillage .....</b>	<b>165</b>
3-2-1- Le gaspillage comme phénomène économique .....	165
3-2-2-La différence entre le gaspillage et le luxe .....	166

## *Sommaire*

3-2-3- La définition du gaspillage.....	167
3-2-4- Le gaspillage juridique.....	170
3-2-5- Le gaspillage technique.....	171
<b>3-3-Les différents usages du gaspillage par les économistes .....</b>	<b>172</b>
3-3-1-L'usage favorable du gaspillage.....	172
3-3-2-L'usage défavorable du gaspillage, de par son immoralité.....	175
3-3-3-L'usage du progrès scientifique pour éliminer le gaspillage.....	179
<b>3-4-Les soubassements théoriques et philosophiques de notre modèle représentationnel .....</b>	<b>182</b>
3-4-1-Le Principe Philosophique et les conditions de son application .....	182
3-4-2-Définition des objets abstraits spécifiques .....	186
3-4-3- Définition des similarités d'adéquation et les entités empiriques.....	209
<b>Conclusion du chapitre 3 .....</b>	<b>221</b>
<b>Chapitre 4 : Signification de la DPQF.....</b>	<b>223</b>
<b>Introduction du chapitre 4 .....</b>	<b>224</b>
<b>4-1-La Construction de la DPQF chez chaque Acteur.....</b>	<b>227</b>
4-1-1-L'Administrateur.....	227
4-1-2- Le Citoyen.....	237
4-1-3- L'économiste.....	244
4-1-4- Parallèle de la DPQF chez les trois acteurs.....	250
<b>4-2-La signification de la DPQF pour chaque acteur .....</b>	<b>255</b>

## *Sommaire*

4-2-1-La signification de la DPQF chez l'administrateur .....	256
4-2-2-La signification de la DPQF chez le citoyen.....	260
4-2-3-La signification de la DPQF chez l'économiste.....	264
<b>4-3-La signification de la DPQF au niveau du système .....</b>	<b>269</b>
4-3-1-La DPQF en tant qu'objet complexe.....	270
4-3-2-Reconstruction du système de la DPQF .....	272
4-3-3-La construction du modèle du système de la DPQF .....	279
<b>Conclusion du chapitre 4 .....</b>	<b>291</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>294</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>303</b>
<b>TABLE DES FIGURES.....</b>	<b>324</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX.....</b>	<b>326</b>
<b>LISTE DES ENCADRES .....</b>	<b>327</b>
<b>LISTE DES EQUATIONS .....</b>	<b>328</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>329</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>331</b>

“The view I prefer, *color perspectivism*, is an asymmetric version of color interactionism. I prefer the asymmetric version because I want to emphasize the human side of the interaction. I want to say that typical human experiences the world from a colored perspective. We humans have a particularly human perspective on the world. The world has no particular perspective on us. It does not care about us.”

**RONALD GIERE**

# Introduction générale

Depuis l'antiquité le mot gaspillage était toujours le signe de l'immoralité, du péché, de l'égoïsme et de l'ignorance d'autrui. Mais l'ironie du sort a voulu que sa signification depuis l'antiquité à nos jours ne fasse jamais l'objet de consensus. En fait cette divergence a pris une forme de dualité de la manière d'apercevoir le gaspillage. Allant de la dualité entre Platon et Glaucon, en passant par la dualité de Voltaire et Rousseau jusqu'à la dualité de Keynes et Hayek. Mais ce qui est sûr, c'est que la signification du gaspillage est le résultat d'un processus qui est le reflet d'un contexte qui comporte plusieurs paramètres, le temps, l'espace, les acteurs et leurs différents objectifs.

Prenons l'exemple d'une étude faite par un groupe de chercheurs du centre de recherche CEPREMAP guidé par Brigitte Dormont sur le système de santé en France (Dormont, 2009, p. 54). Elle démontre que plus une personne est proche de la phase de la mort, plus les dépenses liées à ses soins sont énormes sans qu'elles aient un impact positif sur sa santé. En d'autres termes, les dépenses médicales n'ont aucune efficacité sur l'état de santé de ce malade et tout l'argent dépensé n'est que du gaspillage. Pourtant l'équipe médicale ne peut décider d'arrêter les soins à ce malade qui n'a aucune chance de survie, en se basant sur l'argument « dépenses/résultats ». Pour eux le droit de vie est un acquis, toucher à ce droit est une atteinte à l'humanité.

Prenons un autre exemple dans l'économie : après la crise des surprimes de 2008, tous les États ont lancé de vastes plans de sauvetage pour rééquilibrer les marchés et sauver les banques dans l'espoir de relancer la croissance et créer l'emploi. Or ces plans de sauvetage n'ont eu aucun effet sur l'économie. Au contraire, après trois ans seulement, en 2011 une autre crise a éclaté, celle des dettes souveraines de l'Espagne, du Portugal et de la Grèce. La seule explication de cette nouvelle dimension qu'a pris la crise des surprimes se trouve dans la théorie «*new normal*» de Mohamed El-Ariene (El-Erian, 2010). Selon lui la crise qui était considérée comme une simple blessure de chair était en fait une crise plus profonde, ne donnant à l'économie aucun espoir de se rétablir rapidement. Taux de croissance bas, hausse du taux de chômage, manque d'investissement sont tous les composantes d'une nouvelle normalité. Il ne suffit plus d'intervenir dans les marchés pour remettre l'économie dans une situation d'équilibre, ni de baisser le taux d'intérêt pour booster

l'investissement<sup>1</sup> privé et la consommation. Ces instruments n'auront aucun impact dans la nouvelle normalité que vit l'économie mondiale. Donc ces sommes colossales injectées dans l'économie désignées par les politiciens et les économistes comme « opération de sauvetage », pourquoi ne sont-elles pas appelées du « gaspillage » ?

Nous voyons donc comment des phénomènes qui se ressemblent et qui sont composés de même construit, portent différents noms.

Durant notre enquête étymologique, théologique, lexicographique et économique sur le concept du gaspillage, nous avons constaté que le concept du gaspillage est plus courant dans trois domaines en particulier : la gestion alimentaire, l'environnement et les finances publiques. Dans ce dernier domaine, il est le produit du cloisonnement entre trois champs que sont l'économie, la sociologie et la politique, où il suffit d'un incident dans l'un des trois pour que les deux autres soient bouleversés automatiquement. Par exemple, la baisse de population de la ville de Détroit a affecté le budget de la collectivité, ce qui l'a conduit vers la faillite. Autre exemple, la majorité non obtenue dans le sénat américain pour le vote du budget, a conduit les États Unis vers un shutdown budgétaire en 2013. Enfin dernier exemple : l'association entre la corporation politico-syndicale et le lobby économique-financier, a conduit vers la mauvaise gestion des affaires de l'État d'Argentine, provoquant la crise économique de 2001 qui nécessite un redressement budgétaire douloureux avec un impact social considérable sur les couches sociales : plus de pauvreté, plus de famine et une crise politique sans précédent. Les concepts qui le fondent et sont aussi le résultat de ce cloisonnement, doivent être traités avec une certaine prudence, et pris dans leur complexité, et en aucun cas ne peuvent être réduits au seul domaine économique.

Ce qui marque le plus les esprits, c'est quand la gestion des finances publiques est entachée par la mauvaise gestion, la corruption, le détournement des deniers publics, la gabegie de la classe politique comme c'est le cas de l'Argentine. Dans ce cas-là, le gaspillage devient synonyme de

---

1- L'intervention de l'État n'a eu aucun effet sur la stimulation de la croissance. Elle n'a pas permis de relancer la confiance chez les ménages et les entreprises. Au contraire, les entreprises pour mener une opération de désendettement, utilisent alors l'intervention de l'État comme un parapluie leur permettant de s'enfuir des marchés, et le taux directeur des banques centrales ne va que pousser les investisseurs et les ménages à garder l'argent chez eux, mieux que de prendre le risque et le placer dans des banques qui appliquent un taux d'intérêt nominal au-dessous du taux d'intérêt réel.

tous ces maux et donne lieu à des manifestations populaires et politiques. Durant toutes les époques du développement de l'humanité, cette culture de la manifestation ne cessera de prendre de l'ampleur, surtout au 20<sup>ème</sup> siècle avec le développement de la démocratie. Car l'État est devenu l'affaire de tout le monde, il n'est plus la propriété d'un individu ou d'un groupe d'individus. La protection de l'État et son argent deviennent alors la responsabilité de tout le monde. A chaque scandale politico-financier tel le scandale de Panama de 1892, le scandale du stade de Montréal en 1976, l'affaire Tangentopoli en 1992, l'affaire Lockheed en 1970, la population n'hésite à aucun moment à manifester son mécontentement à travers ce concept du gaspillage. Nous le constatons aussi chez certains savants qui représentent leurs époques par leurs écrits. En allant de Platon (Engels, 2009, p. 577)<sup>2</sup> jusqu'aux néo-libéraux et l'école des choix publics, le gaspillage des dépenses publiques est dénoncé quel que soit sa forme.

En Algérie depuis l'année 2000, avec le lancement des grands projets, tels que l'autoroute Est Ouest, le métro d'Alger et les deux nouvelles villes Boughezoul et Sidi Abdellah, différents jugements sur les responsables des grands projets et administrateurs des institutions publiques sont relatés. Parmi ces jugements on trouve *les corrompus*, *les incompetents* et même *les gaspilleurs* de fonds et deniers publics. Le phénomène du gaspillage s'inscrit généralement dans une démarche de réflexion basée sur les jugements des citoyens et des économistes qui, la plupart du temps, se positionnent dans une opposition politique et une position conservatrice religieuse, sans être traité d'une manière purement scientifique.

Dans notre revue de littérature, nous avons remarqué que le concept du gaspillage est attaché parfois à la corruption (Bertelsmann Stiftung, 2009, p. 35), parfois à la mauvaise utilisation du capital humain (Chemingui & Ayadi, 2003, p. 18), parfois à une mauvaise politique de subvention qui pousse au gaspillage alimentaire (Rastoin & Benabderrazik, 2014, pp. 25-27) et très souvent attaché à la mauvaise gestion (Ait Issad & Abada, 2013, p. 2). Mais ce qui nous a le plus marqué, c'est son apparition dans une étude faite par la Banque Mondiale publiée en 2007

---

<sup>2</sup> Pour Platon ; il faut combattre toute forme de gaspillage dans les lieux publics même pour les manifestations religieuses, les seules offrandes offertes aux dieux sont fabriquées à la base du bois, les objets fabriqués à base d'or, argent et bronze sont proscrits. Voir Engels, D. (2009). « [Dieu est la vraie mesure de toute chose...]. Platon et le culte grec traditionnel ». Page 577 et PLATON, lois XII, 955 e 7-956 a 5



intitulée « Une revue des dépenses publiques : à la recherche d'un investissement public de qualité » (López-Cálix, 2007). Le mot « gaspillage » y a été utilisé dans le cadre de la gestion des dépenses publiques et y apparaissait comme un résultat du dysfonctionnement du système budgétaire algérien.

Selon l'analyse des experts de la Banque mondiale, soutenue par une étude sous forme de consultation périodique élaborée par les experts de FMI intitulé «Algérie : questions choisies » (Floerkemeier, Mwase, & Koranchelian, 2006) faite trois ans auparavant<sup>3</sup>, les finances publiques sont passées par quatre étapes pour arriver à une situation de gaspillage :

- Première étape : la réalisation d'une manne financière gigantesque grâce à l'envolée des prix du baril du pétrole qui sont passés de 20\$ en 2000 à 50\$ en 2005 (López-Cálix, 2007, p. 1). Malgré l'instauration du FRR (fonds de régulation de recettes), qui accumule toutes les recettes supplémentaires au-dessus de 19 \$ (López-Cálix, 2007, p. 21), les recettes budgétaires sont restées considérables et trop importantes pour être consommées dans un seul plan quinquennal.
- La deuxième étape a été de transformer cette manne financière en dépenses publiques ce qui a permis de lancer deux programmes quinquennaux PSRE et PCSC avec une somme faramineuse d'un total de 8705 Milliard DA (López-Cálix, 2007, p. 2). L'explication de ce montant est que les gouvernements, rarement, rationalisent leurs dépenses dans une phase expansionniste. Au contraire, ils se lancent toujours dans des programmes dispendieux. Dans le cas algérien, le gouvernement ne pouvait pas résister à une telle manne pétrolière qui a constitué une pression importante sur les dépenses publiques (Talvi & A. Vegh, 2005, p. 8)<sup>4</sup>.
- La troisième étape : les ministères et les administrations qui reçoivent de tels montants n'ont pas les moyens humains et matériels pour les consommer totalement et suivre leurs

---

<sup>3</sup> L'étude repose sur les informations disponibles au moment de son achèvement le 21 décembre 2004.

<sup>4</sup> Dans cette étude faite par Talvi et Vèlgh sur un échantillon de 52 pays, en utilisant le modèle de Barro tax , ils prouvent que dans les cycles d'expansions , les recettes fiscales, d'hydrocarbures ou minerais produisent des pressions sur les dépenses publiques .

tendances croissantes (López-Cálix, 2007, p. 33). À cela s'ajoute la mauvaise gestion budgétaire et les goulots d'étranglement institutionnels qui ne font qu'aggraver la situation de saturation (López-Cálix, 2007, p. 52).

- Dans la quatrième et dernière étape : le gouvernement exerce une pression supplémentaire sur les institutions, les ministères et les administrations déconcentrées responsables de ces budgets d'équipements pour la consommation rapide des crédits de paiements et la réalisation des équipements publics (López-Cálix, 2007, p. vi), ce qui conduit inévitablement vers le gaspillage des ressources (López-Cálix, 2007, p. 33).

Il s'avère donc que le gaspillage n'est qu'un résultat d'un long processus de dysfonctionnement budgétaire et en même temps une forme d'expression des institutions et des administrations face à la pression exercée sur eux. Il ressort dans ce rapport de la BM que le gaspillage est cité au même niveau que l'inefficacité<sup>5</sup> et la corruption<sup>6</sup>.

Commençons par l'inefficacité. Pour la comprendre il faut commencer par définir ce qu'est l'efficacité.

Selon la perception des experts de la BM contenue dans leur rapport, nous trouvons le terme dans deux définitions : la première est l'efficacité de l'investissement « *L'impact de l'investissement public sur l'économie dépend de son efficacité, c'est à dire de sa capacité à produire une unité de produit en utilisant la combinaison des intrants la moins coûteuse. Dans une perspective Keynésienne, toute augmentation de la demande agrégée qu'il s'agisse de la consommation, des exportations, ou de l'investissement peut donner lieu à une augmentation du PIB réel, qui se poursuivra aussi longtemps que l'investissement augmente.* » (López-Cálix, 2007, p. ix). Donc l'efficacité signifie qu'une somme de la dépense publique dépensée doit permettre d'augmenter le PIB réel, avec le moindre coût possible. Dans son deuxième volet, « *L'efficacité renvoie à l'impact plus global des résultats sur l'objectif économique et social du*

---

<sup>5</sup> Le gaspillage est cité juste après l'inefficacité, deux fois dans le rapport dans la page V et 150.

<sup>6</sup> Le gaspillage est cité avant la corruption trois fois d'une manière explicite dans les pages V,2,6,51 et une fois d'une manière implicite en utilisant l'expression « d'accroître les coûts » qui remplace « gaspillage » dans la page 39

*projet ou programme.* »(López-Cálix, 2007, p. 49). Donc la dépense doit permettre non seulement l'augmentation du PIB réel (impact économique) avec le moindre cout possible, mais doit avoir aussi un impact social.

Mais l'une des limites du rapport , c'est qu'aucune étude de terrain n'a été faite pour mesurer l'impact réel de ces dépenses sur la vie des citoyens (López-Cálix, 2007, p. v). Pour l'impact économique, c'est l'indicateur ICOR qui a été utilisé, sachant que dans le rapport, il s'est avéré que cet indicateur avait des imperfections (López-Cálix, 2007, pp. 28-29) et que les normes d'évaluation ne sont pas totalement convaincantes. Donc cette première analyse nous amène à la première question : comment les experts de la BM ont-ils jugé que les dépenses publiques ont été inefficaces et attribué cette étiquette aux institutions et aux administrations centrales et déconcentrées ? Ce qui nous mène vers une autre question plus cruciale. Est-ce qu'une situation de gaspillage conduit forcément vers une situation d'inefficacité ?

Pour ce qui est de la corruption, sa définition dans le rapport n'est pas tout à fait claire, mais nous pouvons faire un constat général suite au nombre de fois où ce terme a été cité. Parfois la corruption est mentionné comme l'antonyme de l'atteinte de croissance économique, du plein emploi et du développement social(López-Cálix, 2007, pp. v-2). Pourtant dans la réalité, plusieurs pays dans le monde ont à la fois une croissance économique et un niveau de corruption très élevé, comme c'est le cas de la Chine et du Brésil. Plusieurs études ont démontré que la corruption peut mobiliser la bureaucratie gouvernementale dans des activités plus rentables et aider à augmenter l'investissement privé dans l'économie (Leff, 1964, p. 10), qui peut donner une croissance durable pour l'économie nationale. Dans d'autres cas , elle peut même produire une distorsion au sein des rouages de la bureaucratie en améliorant à la fois l'efficacité et l'efficience des bureaucrates en augmentant la vitesse de traitement et transfert des dossiers et faire baisser l'asymétrie de l'information chez les investisseurs (Bardhan, 1997, p. 1322).

D'autre fois la corruption est antonyme des mots rationalité et efficacité (López-Cálix, 2007, p. 51) comme si l'immoralité de la corruption réduisait la rationalité et l'efficacité. Pourtant parfois au sein de l'économie, la moralité réduit la performance d'une personne, comme l'a démontré Hervé Kempf (Kempf, 2009). En faisant une analogie psychologique entre un

entrepreneur économique et un parrain de la mafia napolitaine<sup>7</sup>, il a montré que les entrepreneurs qui réussissent les plus sont les personnes qui ne respectent aucune règle et ne prennent en considération aucune éthique.

Pour le coté synonyme, le terme de corruption est lié à l'usage de mauvaises pratiques de gestion : il est cité une fois comme le résultat d'une carence institutionnelle (López-Cálix, 2007, p. 6), et une autre fois il fait référence aux limites constatées dans les procédures de passation des marchés (López-Cálix, 2007, p. 57). Mais ce qui est plus étonnant, c'est qu'il est associé à deux pratiques considérées comme des facteurs de bonne gestion, qui sont :

- le contrat de conception et de construction qui permet de réduire la durée de la mise en œuvre des projets (López-Cálix, 2007, p. 39) ;
- l'autonomie qui est accordée aux EPA qui fournissent les services publiques (López-Cálix, 2007, p. 48) et qui permet ainsi largement d'augmenter leur efficacité .

En fait, selon les arguments fournis par les experts de la BM, si ces deux pratiques permettent de réduire la durée et assurer la réalisation du projet, elles ne font en revanche qu'aggraver le phénomène de corruption. Comme si la corruption est le coût à la fois de la bonne gestion et de l'autonomie.

Cette deuxième analyse nous amène à la deuxième question : est-ce-que la situation de gaspillage est automatiquement une situation de corruption ? Est-ce-que la corruption, avec toute son immoralité, n'est pas le prix à payer pour atteindre une certaine efficacité ? Le prix à payer doit-il être considéré comme gaspillage ou comme un coût de maîtrise de l'asymétrie de l'information ?

---

<sup>7</sup> Roberto Saviano, au terme d'une enquête impeccable sur les mafias napolitaines, l'illustre clairement, en présentant ainsi la psychologie des « parrains » : « Ceux qui prétendent que c'est immoral, qu'il ne peut y avoir d'existence humaine sans éthique, que l'économie doit avoir des limites et obéir à des règles, ceux-là n'ont pas réussi à prendre le pouvoir, ils ont été vaincus par le marché. L'éthique est le frein des perdants, la protection des vaincus, la justification morale de ceux qui n'ont pas su tout miser et tout rafler. »(Kempf, 2009, p. 22)

Une autre remarque qui ressort de ce rapport, est qu'à aucun moment l'étude ne décrit les comportements des acteurs, que ce soit les ordonnateurs ou les administrateurs. À titre d'exemple, quand le facteur de pression qui génère le gaspillage est abordé, ne sont cités que les institutions (López-Cálix, 2007, pp. 8-33) et les ministères (López-Cálix, 2007, pp. VI-33). L'étude est plus une étude macro-organisationnelle, ce qui ne permet pas de comprendre le phénomène du gaspillage dans sa construction de départ. Le même constat peut être observé dans toutes les études qui traitent de l'évaluation des dépenses publiques et de la mise en œuvre des plans quinquennaux du PSRE au PCSC<sup>8</sup>.

Pour toutes ces raisons nous centrerons notre étude sur les acteurs, en traitant le phénomène au niveau micro sociologique, en essayant de les identifier par le biais de l'étude du système au sein duquel ils interagissent. Pour cela, nous utiliserons le corpus théorique de l'approche systémique qui nous semble indispensable pour connaître l'interaction à la fois des sous-systèmes qui compose le système d'exécution des dépenses publiques et l'interaction des acteurs qui appartiennent à ces différents sous-systèmes, lesquels exercent le rôle qui leur est défini par chaque sous-système et par chaque processus. Puis nous nous concentrerons sur le rôle que joue l'administrateur dans les différentes phases d'exécution. Pour cela, nous avons particulièrement privilégié une étude qualitative, basée sur l'approche constructiviste qui privilégie la perception des acteurs. Pourquoi ce choix ? En analysant le rapport de la BM et les différents rapports cités auparavant, nous avons remarqué que les institutions, les administrations et les ministères sont tous pointés du doigt pour leur inefficacité, leur inefficience et leur gaspillage. Donc les administrateurs qui interagissent à l'intérieur de ces organisations auraient dû modifier leurs comportements pour se conformer à la

---

<sup>8</sup> Les études sur lesquelles nous nous sommes basés, traitant l'évaluation des plans quinquennaux du gouvernement algérien et l'efficacité des dépenses publiques sont :

- Fonds monétaire international, Mai 2006, Rapport du FMI No. 05/52 « Algérie : Questions choisies »
- Fonds monétaire international, Mars 2011, Rapport du FMI N° 11/39 « Algérie : Consultation de 2010 au titre de l'article IV — Rapport des services du FMI »
- Groupe de la banque africaine de développement « note de dialogue 2011-2012 » mai 2011
- Banque africaine de développement « Rapport combiné d'achèvement de la note de dialogue 2011-2012 Et de revue de la performance du portefeuille-pays » Novembre 2012
- Mécanisme Africain d'Évaluation par les Pairs (MAEP) « Rapport sur l'état de mise en œuvre du programme d'action national en matière de gouvernance, Novembre 2008 »

norme d'efficacité qui est largement admise par la BM et le FMI. Ce qui n'est pas le cas. Pourquoi ? Deux explications possibles :

- Soit il ne sont pas assez motivés pour se conformer à cette norme.
- Soit la norme dont leurs actions dépendent est construite par d'autres critères, autre que ceux préconisés par les experts de la BM et le FMI.

Prenons à titre d'exemple le rapport de la BM « Une revue des dépenses publiques : À la recherche d'un investissement public de qualité » (López-Cálix, 2007). Nous constatons que « l'efficacité » y est mentionnée 110 fois, le « gaspillage » 10 fois. En même temps, en étudiant l'ensemble des textes<sup>9</sup> qui régissent l'exécution des dépenses publiques allant de la loi des finances jusqu'à l'instruction qui détaille chaque type de dépense, on remarque que l'efficacité n'y est mentionnée que huit fois et le gaspillage une seule fois (Voir tableau N°1)

Tous les deux sont mentionnés uniquement dans l'ordonnance relative à la Cour des Comptes. Encore plus, l'efficacité au sens économique n'y est mentionnée que deux fois et aucune mention à propos du gaspillage.

Donc comment les administrateurs sont-ils incités à éviter le gaspillage si celui-ci n'est pas cité dans leurs codes de conduites et dans les procédures d'exécution des dépenses ? C'est comme espérer que les automobilistes roulent à moins de 100 KM/h sans qu'aucun panneau n'indique la vitesse limite.

Pour comprendre le gaspillage et essayer d'en saisir les significations, nous avons procédé par une démarche cognitive, puis fait appel à une démarche systémique, démarche complémentaire nécessaire pour comprendre comment ces significations sont transformées dans la réalité en stratégies, tactiques et jeux de pouvoirs (Crozier & Friedberg, 1977).

Dans un souci de précision et de représentativité nous avons choisi de délimiter notre

---

<sup>9</sup> Textes relatifs à la comptabilité publique.

<http://www.sante.dz/dsp22/files/Textes%20relatifs%20C3%A0%20la%20Comptabilit%C3%A9%20Publique.pdf>

**Tableau 1 nombre de citations des mots efficacité et gaspillage**

Type de textes	Nombre	Nombre de citation		Sens économique	
		Efficacité	Gaspillage	Efficacité	Gaspillage
Lois	15	0	0	0	0
Décret législatif	3	0	0	0	0
Ordonnance	6	8	0	2	0
Décret présidentiel	1	0	0	0	0
Décret exécutif	17	0	0	0	0
Arrêté	4	0	0	0	0
Instruction	116	0	1	0	0
Circulaire	14	0	0	0	0
Instruction interministérielle	8	0	0	0	0
Total	184	8	1	2	0

Source : Réalisé par l'auteur

champ d'étude au niveau processuel, institutionnel, géographique, et hiérarchique. Pour la délimitation processuelle nous avons choisi la phase d'exécution des dépenses publiques, pour la délimitation institutionnelle nous avons opté pour la Wilaya. Pour la délimitation géographique, nous nous sommes focalisés sur celle d'Oran et celle d'Alger. Pour la délimitation hiérarchique, nous avons retenu la Direction de l'Administration Locale (DAL) pour Oran, et la Direction du Budget de la Comptabilité et du Patrimoine pour Alger.

Pour ce qui est de la délimitation temporelle, cette dernière s'est effectuée sur deux phases, la première est celle à "chiffrer" le terrain, qui consiste à délimiter le phénomène temporellement pour ne prendre que les données quantitatives qui se trouvent entre l'année 2009 et l'année 2015 que nous avons considéré comme essentielle. La deuxième est celle "à déchiffrer" le terrain, elle consiste à délimiter le phénomène temporellement pour ne prendre que les données qualitatives qui se trouvent entre l'année 2013 et l'année 2016. Durant cette période, nous avons mené trois enquêtes de terrain qualitatives pour comprendre pourquoi le phénomène de gaspillage tel que dénommé par le citoyen n'est pas vu de la même manière chez l'administrateur. Et comme complément d'enquête, nous avons procédé à une recherche bibliographique pour saisir et stabiliser la signification du phénomène du gaspillage (tel que dénommé par le citoyen) chez le

citoyen et l'économiste, en la renforçant parallèlement par l'utilisation des données vidéographiques issues de YOUTUBE.

De ce qui précède, et partant de la méthodologie que nous avons adoptée, en dénommant « le gaspillage » une « dépense plus qu'il n'en faut » (DPQF) (voir chapitre 2- section 1), la problématique que nous voulons traiter dans cette recherche est la suivante :

**« Dans une approche constructiviste tempérée, quelle signification pouvons-nous donner à la ‘dépense plus qu'il n'en faut’ qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques algérien ? Et dans quelle logique s'inscrit la construction de sa signification : dans une logique pragmatique, ou moraliste, ou instrumentaliste ? »**

Cette problématique nous conduit vers quatre sous question traitées implicitement :

- La première question est la suivante : est-ce-que ‘la dépense plus qu'il n'en faut’ signifie obligatoirement l'inefficacité comme le prétendent les économistes ? C'est-à-dire une action non logique au sens sociologique du terme ? Si ce n'est pas le cas, est-ce-que les administrateurs peuvent atteindre l'efficacité sans utiliser cette ‘dépense plus qu'il n'en faut’ ?
- De là nous essayerons de savoir si ‘la dépense plus qu'il n'en faut’ est du gaspillage comme le prétendent les citoyens ? C'est-à-dire une action immorale au sens sociologique du terme. Si c'est le cas pourquoi les administrateurs ne le considèrent pas comme tel ?
- Cette question nous pousse à nous interroger sur l'administrateur. Si ce dernier se considère comme efficace bien qu'il soit dans une situation où il utilise ‘des dépenses plus qu'il n'en faut’, et qu'il considère que ces pratiques dont il se sert, ne sont pas du gaspillage et de ce fait ne sont pas immorales, quelle serait donc la logique sur laquelle il se base ? Ce qui nous intéresse est de savoir de quoi est constitué ce système qui permet de produire une telle logique qui ne considère ‘la dépense plus qu'il n'en faut’ ni comme inefficace ni comme immorale ?

Notre thèse se divise quatre chapitres :



Dans le premier chapitre nous allons présenter le paradigme épistémologique que nous adoptons dans notre thèse, qui est le paradigme épistémologique constructivisme tempéré de John Hess<sup>10</sup> qui n'est entre-autre que le paradigme épistémologique perspectiviste de Ronald Giere. Il nous permet de concevoir le phénomène du gaspillage (tel que dénommé par le citoyen) qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques à la fois comme un phénomène objectif et comme un phénomène subjectif.

Mais ce paradigme n'est pas utilisé tout seul, il est combiné avec un autre paradigme qui est le réalisme critique tel que crée par Bhaskar et développé par Frédéric Vandenberghe, pour reconstruire et apercevoir le gaspillage en tant que système. A ce niveau, en traitant le phénomène en toute neutralité, nous nous apercevons qu'il s'agit plutôt d'un phénomène de dépense plus qu'il n'en faut (DPQF), que de gaspillage, ce dernier n'étant que la représentation de celle-ci. Une fois constitué le système de DPQF en combinant ses deux composants, le système culturel et le système social et en nous basant sur les travaux de Peirce et de Wittgenstein, nous avons cherché quel type de signification développe le système de DPQF.

Dans le deuxième chapitre, nous définissons d'une manière précise notre objet de recherche, qui s'inscrit dans une conception globale d'étude des phénomènes. Par la suite, nous définissons notre champ d'étude qui est celui de l'étude du budget de l'Etat. Ensuite nous donnons les arguments qui justifient notre appellation du phénomène du gaspillage, qui est la "DPQF". Par la suite, nous présentons les différents outils méthodologiques par lesquels nous avons traité notre objet d'étude. Au niveau de la stratégie de recherche, nous avons adopté une étude de cas qualitative qui est une stratégie de recherche qui permet de construire un savoir permettant à la société de comprendre un phénomène contemporain sans que le chercheur ne s'implique dans la résolution du phénomène en laissant à la société la liberté de choisir la solution appropriée. Au niveau de la démarche méthodologique, nous avons adopté deux démarches, une démarche cognitive dans laquelle nous avons mobilisé le modèle représentationnel de Giere afin de saisir la signification de chaque acteur impliqué dans le système. La deuxième démarche est la démarche

---

<sup>10</sup> Avenier dénomme le constructivisme de J Hess comme un "constructivisme tempéré". Avenier, M.-J. (2010). Retrouver l'Esprit de la vallée du Constructivisme en remontant à ses sources épistémiques. Cahiers de recherche n° 2010-03 E4. Retrieved from <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00526755>.

systémique dans laquelle nous avons mobilisé la modélisation systémique qualitative relationnelle par laquelle nous allons saisir la signification objective du phénomène et la logique qui régit le système. Enfin, nous présentons les différentes sources de données empiriques mobilisées lors de notre projet de recherche.

Dans le troisième chapitre, nous présentons une étude lexicologique, étymologique et syntaxique du concept de gaspillage dans les trois langues, qui sont : la langue française, la langue arabe et la langue anglaise. Ensuite, nous donnons la signification subjective du concept du gaspillage selon les religions monothéistes, puis la signification objective du concept du gaspillage en nous basant sur les travaux de Jules Milhau. Par la suite, nous examinons les différents usages du gaspillage en tant que pratique selon les différentes écoles économiques, philosophiques et sociologiques. Et à la fin, nous présentons les soubassements philosophiques et théoriques qui fondent notre modèle représentationnel par lequel la signification subjective du phénomène de la DPQF est saisi chez chaque acteur.

Dans le quatrième chapitre, nous reconstruisons les composants des trois sous-systèmes qui construisent le système de DPQF qui sont : le système d'exécution de la DPQF, le système de consommation de la DPQF et le système d'évaluation de la DPQF. Ensuite, nous voyons quels type d'arguments rhétoriques mobilise chaque acteur pour légitimer sa position envers la DPQF. Par la suite, nous utilisons le modèle représentationnel de génération de signification que nous avons développé, pour faire saisir la signification subjective de la DPQF pour chaque acteur et dans les quatre niveau sémiotique, primité, secondité, tiercéité, tiercéité prime. Une fois tous ces éléments développés, nous les utilisons pour reconstruire le système de la DPQF dans sa globalité, pour faire ressortir la signification objective de la DPQF, et la logique qui fonde le système.

# Chapitre 1

## Le constructivisme tempéré

## **Introduction du chapitre 1**

Suite à l'intérêt que nous avons porté à la problématique du gaspillage qui caractérise le SEDP<sup>11</sup> algérien, nous avons essayé de voir les différentes sens que donnaient les économistes au phénomène du gaspillage. Nous avons été frappé par la divergence qui entoure ce concept ainsi que d'autres concepts économiques tels que le prix, l'État, la justice sociale.

La perception du phénomène du gaspillage chez Adam Smith (Rasmussen, 2016; Smith, 1759, 1776) ne peut être séparé de sa perception de l'inégalité économique. Pour lui, le gaspillage qui accompagne l'inégalité économique modérée, manifestée dans les différentes formes de vie luxueuse et extravagante de la classe aisée, est indispensable, puisque il permet la circulation de la richesse des classes riches vers les classes moyennes et pauvres (Smith, 1776). En tant que pouvoir d'achat, cette classe aisée permet de générer de l'emploi et de la productivité liés aux activités manufacturières dont le but est de satisfaire leurs besoins (Smith & Canan, 1763/1896). En plus, cette inégalité économique modérée et tout le gaspillage qui va avec, permet de créer une subordination (Smith, 1776) essentielle à l'existence d'un gouvernement civil et à la stabilité politique, du moment où il y a une distinction claire des rangs causés par la division du travail.

Ce que dénonce Adam Smith est l'inégalité économique excessive (Rasmussen, 2016), puisque le type de gaspillage qui l'accompagne est néfaste pour la stabilité sociale et politique. Pour Smith, les gens sont inégaux dans la possession de la propriété mais en aucun cas inégaux dans l'accès aux moyens de satisfaire le besoin fondamental (Hont & Ignatieff, 1983), en d'autres termes, plus d'inégalité économique ne signifie pas forcément plus de création de profit et de richesse et plus de ruissèlement de la richesse comme le précise Smith (1776). Au contraire, cela signifie plus de pauvreté et plus de précarité. Cette inégalité excessive que Smith dénomme l'"inégalité oppressive" a :

- Des conséquences politiques du moment où elle permet à un nombre réduit de personnes de posséder la majeure partie de la richesse de la nation, ce qui leur sert à extorquer des monopoles et des avantages législatifs illégitimes (Smith, 1776).

---

<sup>11</sup> Abréviation du système d'exécution des dépenses publiques

- Des conséquences sociales, du moment où elle pousse une grande partie de la classe inférieure et moyenne à s'approprier les profits et les richesses pour faire attirer l'attention sur elle et marquer sa position sociale (Smith, 1759), sans chercher à comprendre la moralité du moyen par lequel elle s'est approprié ces profits et richesses.
- Des conséquences morales, du moment où elle pousse les gens à sympathiser avec les riches avec toutes leurs valeurs telles que le vice, la folie, la présomption et de la vanité, de fière ambition et d'avidité ostentatoire, plutôt que de sympathiser avec les pauvres et les personnes de la classe moyenne, avec toutes les valeurs qu'ils défendent qui sont plutôt strictes et austères (Smith, 1759). A ce niveau, Smith oppose les gens de la mode aux gens vertueux, et met la lumière sur la prédominance de la première catégorie sur la deuxième et sur le fait que la société a plus d'affinité pour la première catégorie au détriment de la deuxième. Et comment cette sympathie envers les riches conduit à la désintégration des liens sociaux et à la décadence morale.

Adam Smith ne nie pas la nécessité de l'intervention de l'Etat pour remédier à cette inégalité économique excessive, à travers l'instauration d'une éducation obligatoire gratuite (Smith, 1776), en favorisant législativement les travailleurs au détriment des entrepreneurs (Smith, 1776) ou en instaurant un impôt progressif sur les biens et services luxueux consommés par les riches pour qu'il contribue au budget dans le financement des biens publics (Smith, 1776). Cependant cet Etat et ses interventions doivent être le résultat d'un pacte social conclu par les différentes parties sociales, conformément aux valeurs libérales que défend Smith, et en aucun cas cet Etat ne doit être le résultat d'une appropriation illégitime d'une partie de la société.

John Maynard Keynes (Keynes & Largentaye, 1942 b) n'est pas si différent de Smith. Pour lui les marchands, en cas de crise, deviennent pessimistes. Cet état est la conséquence d'une asymétrie du marché provoqué par le déséquilibre entre l'offre et la demande des biens sur le marché. Lorsque le prix de production devient supérieur au prix de vente, les marchands préfèrent retirer leurs offres de production du marché, pour éviter les pertes. Dans ce cas-là, il y aura le stockage des biens, l'arrêt du processus de production, un chômage massif et une récession économique. Un tel potentiel de la nation, représenté par sa population active et son savoir-faire, est gaspillé au nom de la rentabilité et au nom du laisser-faire et du laisser passer. Pour corriger ce dysfonctionnement, l'intervention de l'État est indispensable. À travers les mécanismes tels que

la destruction de la valeur de la monnaie, le lancement de grands projets d'équipement publics et la réglementation de certaines activités économiques, l'État prend et assure la coordination des activités économiques.

Joseph Schumpeter (Schumpeter & Perroux, 1935) avec son modèle dynamique, voulait jeter la lumière sur le rôle de l'innovation et de la créativité dans l'apparition des cycles économiques. Pour lui, le mal du capitalisme se trouve dans le bien du capitalisme et dans la prospérité qu'il promet. La création destructrice (Schumpeter, 1942) est à la fois la source de progrès technologiques mais en même temps une source de gaspillage. Car à chaque fois qu'un nouveau produit est créé, un produit va disparaître, avec tous les emplois directs et indirects qu'il génère et avec tout le savoir-faire qu'il mobilise. De plus, avec l'obsolescence programmée, de plus en plus de produits de courte longévité vont être mis sur le marché, ce qui conduit vers l'épuisement des ressources naturelles et environnementales et vers les transformations comportementales et culturelles des individus de la société. Pour cela, Schumpeter est du même avis qu'Adam Smith et John Maynard Keynes. Pour lui, il faut une autorité supérieure qui veille sur les valeurs, les institutions et les intérêts de la société (Schumpeter, 1942) . Une autorité composée exclusivement par des gens issus de l'aristocratie et des familles nobles, qui sont élus démocratiquement par la population.

À l'opposé, Léon Walras (1874) voyait dans la loi de libre concurrence absolue un mécanisme naturel qui permet aux initiatives individuelles des entrepreneurs et des consommateurs d'obtenir la meilleure allocation de ressources. Laisser les agents économiques la liberté de rentrer et de sortir du marché en prenant avec eux leurs produits et leur force de travail, permet d'ajuster l'offre et la demande par le système du prix. Pour Walras, les entrepreneurs qui ont mis en arrêt leurs machines et les travailleurs qui ont refusé de travailler, leurs forces inutilisées ne sont pas du gaspillage, contrairement à ce que défend Keynes. Car ces forces inutilisées sont des actions purement rationnelles qui ont été décidées par des agents qui étaient consentants dans le but de ne pas offrir leurs produits et leur force de travail à un prix bas, qui ne rentabilise pas leurs efforts. Pour Walras, le gaspillage commence quand l'État ou une entité exogène influence et augmente les possibilités d'un agent sur un autre. À ce moment-là, le marché devient monopolistique ce qui aura des impacts négatifs sur le prix, la qualité et la quantité des biens mis sur le marché. La conception naturaliste de la justice sociale de Walras (1896) stipule que les agents économiques doivent démarrer de la même ligne de départ. Et ce qui est acquis comme

avantage naturel chez un agent ne doit être retiré par aucune force humaine (Dockès, 2005). Ce qui fait que l'inégalité comme un compromis (1896) est nécessaire pour la prospérité économique, car elle permet de déléguer le Bien-Etre de la société aux personnes les plus compétentes, les plus talentueuses et les plus compétitives.

Dans l'extrême opposé de Léon Walras et de John Maynard Keynes, Ronald Coase (1937) stipule que l'entrepreneur à travers le mécanisme des coûts de transaction, peut choisir le meilleur moyen d'allocation des ressources, soit par l'externalisation du processus de production vers le marché, soit par l'internalisation de ce même processus vers l'entreprise. À travers la fonction de l'entrepreneur (1937), une efficacité sera générée et un grand gaspillage sera évité. Pour cela, la libre coordination entre les acteurs privés de l'économie est le seul moyen d'atteindre la prospérité. Pour Coase, n'importe quel conflit commercial entre deux acteurs ne peut être résolu qu'à travers les coûts de transaction. Et aucun tribunal juridique ou organisme publique ne pourra trancher à la place de ces coûts. Car si un tel remplacement se produisait, il y aura plus de fermetures d'entreprises, plus de faillites et plus de licenciements. Ce qui représente un gaspillage pour l'économie nationale. La solution selon Coase est de laisser les acteurs économiques et celle de la société civile décider du type de justice sociale qu'ils veulent avoir dans la société.

Ces divergences, liées à la perception du phénomène du gaspillage, sont en relation avec la conception du monde et avec la réalité que défendent les économistes. Donc elles sont liées au type de relation que nouent les économistes avec le phénomène qu'ils étudient. D'une part ces divergences sont liées à l'objectif pour lequel ils veulent étudier ce phénomène et d'autre part elles sont liées à la méthode choisie. Ce sont ces types de caractéristiques qui rendent un économiste différent d'un autre. À titre d'exemple prenons Adam Smith qui défend le paradigme épistémologique mécaniste issue de Isaac Newton (Diemer & Guillemin, 2012), selon lequel la connaissance est un système sous forme d'une machine imaginaire dont la fonction est d'expliquer le plus d'évènements possibles à partir du minimum principe. À travers cette conception, Smith s'approprie la loi d'attraction selon laquelle les corps tendent naturellement à se rapprocher les uns des autres et il l'utilise dans l'explication du monde social. Pour lui, les êtres humains sont des objets qui tendent de se rapprocher les uns des autres et ce rapprochement s'effectue par le pacte social. Ce dernier est le fondement de la société, ce qui permet d'éviter de recourir à l'intervention de l'État.

Keynes en revanche, concevait le rôle interventionniste de l'État à travers le rationalisme radical (Dostaler, 1999) qu'il défend et selon lequel les individus sont rationnellement aptes à créer des institutions qui permettent de coordonner les relations sociales au sein de la société. De ce fait l'État et ces institutions ne sont que des faits spontanés créés naturellement pour mettre de l'ordre dans la société.

Pour Schumpeter, le pessimisme qui le caractérisait est dû au réalisme critique poppérienne qu'il défendait (Desjardins & comparée, 1999). Il prenait un certain recul critique, d'une part vis-à-vis de l'État et d'autre part vis-à-vis de la réalité de l'entrepreneur. Il savait que l'entrepreneur est l'un des instruments qui conduirait le système capitaliste à sa propre destruction. Mais il savait aussi que si l'État est doté d'un appareil bureaucratique considérable, cela nuirait à l'innovation et à la prospérité. Un tel paradoxe ne peut être résolu qu'à travers la corporation entre tous les représentants des partis politiques, des syndicats, de la société civile et des entrepreneurs.

Walras était un fervent défenseur de mathématisation de l'économie. Cette préférence est due à sa conception réaliste idéaliste platonicienne de l'économie (Dockès & Potier, 2005). Pour lui la nature est la source de toute forme d'équilibre. Et par nature des personnes sont douées pour exercer des activités économiques et d'autre non. Laisser la loi de libre concurrence absolue fonctionner toute seule, permet d'augmenter le bien être de ces personnes douées, qui, à leur tour, vont augmenter le bien être de toute la société à travers les réinvestissements et consommation de leurs gains.

La conception de la connaissance chez Coase est proche du réalisme scientifique, car il conçoit la connaissance comme des artefacts construits par le chercheur (Vallat, 2014). Si ces artefacts résistent à des tests empiriques, ils peuvent être considérés comme faisant partie du monde. Pour lui les concepts tels que les coûts de transactions, l'entrepreneur, l'entreprise, ne sont que des constructions sociales. L'analyse scientifique des coûts de transaction, à travers lesquelles les entrepreneurs assurent la coordination des activités économiques, est conçue pour défendre les avantages inhérents au libéralisme.

En étudiant les théories économiques et les théories des organisations, nous sommes face à des systèmes de croyances robustes, dotées d'arguments empiriques et d'une argumentation solide. Nous ne pouvons pas comprendre l'objectif sous-jacent de ces théories si nous ne puissions pas dans leurs soubassements philosophiques et idéologiques. Si nous ignorons cette étape, nous



prenons le risque d'utiliser des théories inappropriées pour expliquer le phénomène du gaspillage qui caractérise le SEDP. Ce risque peut être renforcé, si les théories mobilisées ne prennent pas en considération notre positionnement épistémologique exprimé dans cette recherche. Ce qui créera, sans nul doute, un disfonctionnement entre les théories et l'explication du phénomène du Gaspillage. Ainsi, sur la base de notre approche épistémologique et sur la base de notre démarche, fondée sur le constructivisme tempéré, nous pouvons remplacer le terme " gaspillage" par l'expression "dépense plus qu'il n'en faut", (voir chapitre 2) car, tout compte fait, le "gaspillage" est une dépense comme toutes les autres dépenses que les acteurs entreprennent avec des perspectives différentes.

Nous rappelons dans ce chapitre les éléments constitutifs du processus d'élaboration des connaissances (section 1), puis nous consacrons la section 2 à la présentation du constructivisme tempéré que nous avons retenue dans le cadre de cette recherche.

## **1-1-Les éléments constitutifs du processus d'élaboration des connaissances**

### **1-1-1-Définition de l'épistémologie**

Avant d'aborder le processus d'élaboration des connaissances et ses constituants, il faut d'abord définir ce que l'épistémologie. Selon Jean Piaget l'épistémologie est définie « en première approximation comme l'étude de la constitution des connaissances valables » (Piaget, 1967) . Pour qu'une connaissance soit valable, le chercheur est dans l'obligation de répondre aux quatre questions fondamentales qui fondent le savoir. Ces questions sont les questions ontologique , gnoséologique , méthodologique et éthique (Le Moigne, 1995). Et chacune d'elle constitue une phase du processus d'élaboration des connaissances.

### **1-1-2- Objet à connaître**

Le premier élément qui fonde le processus d'élaboration des connaissances est l'*objet à connaître*. Il est la partie ontologique du processus dans laquelle le chercheur s'intéresse à la nature et à l'essence de la réalité qu'il veut étudier (Thiéart, 2007). La question que pose le chercheur à ce stade est : est-ce que l'objet que nous voulons étudier a une existence réaliste, c'est-à-dire une essence propre à lui indépendamment de soi ? Ou bien a-t-il une existence relativiste phénoménologique au sens de Husserl (Edmund Husserl, 1993), où sa construction est purement

mentale c'est à dire que son existence est liée à notre existence et disparaît avec notre disparition ?

On peut apporter à cette question quatre réponses différentes :

Dans l'hypothèse ontologique empirique défendue par le positivisme logique (Carnap, 2001), il existe une réalité indépendante du *sujet connaissant* qui est régie par ses propres lois et par ses propres règles, qui peut être expérimentée empiriquement par des outils mathématiques et statistiques. En d'autres termes ce qui est connaissable pour un positiviste est cette unique réalité observable et indépendante. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, ce qui est connaissable c'est l'efficacité qui dépend d'une réalité organisationnelle et technique indépendante des administrateurs et qu'ils ne peuvent appréhender qu'à travers le gaspillage.

Pour ce qui est de la deuxième réponse, elle figure dans l'hypothèse ontologique réaliste critique défendue par les post-positivistes (Kuhn, 1962; Popper, 1959), selon laquelle il existerait une réalité indépendante du sujet qui est constituée à la fois d'un réel visible et d'un réel caché métaphysique. Ce dernier est inconnaissable puisque les connaissances humaines produites à son sujet sont faillibles. De ce fait, les objets qui appartiennent à ce niveau de réalité sont inobservables. Ce qui est connaissable sur eux, ce ne sont que leurs affordances par lesquelles nous supposons leurs existences (Harré, 1986). Ainsi, le réaliste scientifique considère que le gaspillage que nous observons à travers les prix exorbitants des équipements publics et à travers les services publics de mauvaise qualité (les objets du premier monde), est la manifestation d'une réalité invisible qui est la corruption (les objets du deuxième monde) par laquelle les gens entrent en interaction avec l'administration publique (les objets du troisième monde). Pour le réalisme critique les structures sous-jacentes des phénomènes sociaux qui se trouvent dans le réel profond sont inconnaissables, par conséquent ce qui est connaissable ce sont les relations sociales, qui constituent le réel empirique et le réel actuel des phénomènes sociaux, par lesquels des mécanismes générateurs seront imaginés et inventés pour être utilisés dans l'explication de l'apparition de certains phénomènes sociaux. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, ce qui est observable c'est la pression qu'exercent les responsables sur les administrateurs (relation sociale), pour consommer par exemple les crédits de paiements dans l'entretien de voirie et de trottoirs (réalité actuelle) inutiles (réalité empirique) et en plus, dans de nouveaux mobiliers de bureau (réalité actuelle) extravagants (réalité empirique). Ces deux réalités permettent au chercheur d'imaginer un mécanisme générateur qui serait " la différence constatée entre la somme de crédits

de paiement à consommer et la somme des crédits de paiement effective consommée'' par lequel la structure du « système de sanction implicite » génère un pouvoir causal sous forme de « l'institution de la régulation », qui pousse les responsables à ordonner aux administrateurs de gaspiller.

En ce qui concerne la troisième réponse, nous la trouvons dans l'hypothèse ontologique agnostique défendue par le paradigme épistémologique constructiviste pragmatique (PECP) (Avenier, 2011b; Glasersfeld, 1988, 2001; Le Moigne, 1995, 2001), selon laquelle nous ne pouvons ni confirmer ni infirmer l'existence de la réalité. Et même si cette réalité existe nous ne disposons d'aucun moyen pour prouver son existence. De ce fait, le PECP défend une position constructiviste modérée, du moment où il ne nie pas la possibilité de l'existence de la réalité indépendante du *sujet connaissant*. D'autre part ce qui est connaissable, pour un constructiviste pragmatique, est son expérience personnelle de relations de résistance perçue aux actions menées. En d'autres termes, la réalité, pour un constructiviste, est l'ensemble des expériences accumulées, lors de l'élaboration de solutions, de structures et de procédures pour faire face à des problèmes liés à son contexte et à son environnement. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, ce qui est connaissable c'est le modèle de régulation sociale ; il est une façon particulière d'expérimenter le vécu du problème du gaspillage et en même temps la façon de le résoudre. Cette régulation sociale se réalise à travers la solution que propose le chercheur constructiviste pragmatique (intervenant dans l'institution publique) sous forme d'un processus de négociation des avantages financiers par lequel il tente de persuader les acteurs des organisations et des institutions publiques de la nécessité d'accepter le nouveau SEDP. En effet il leur propose de négocier leurs régimes indemnitaires et d'autres avantages liés à leurs statuts, ce qui compenserait les anciens avantages financiers qu'ils tiraient illégalement de l'ancien SEDP et qui constituait un gaspillage inutile pour les finances publiques algériennes.

Et pour finir , dans l'hypothèse sceptique dogmatique défendue par les interprétativistes (Heidegger, 1927/1981; Edmund Husserl, 1900-1901/1970; Schutz, 1945, 1953; Weber 1992) et les post-modernistes (Baudrillard, 1976; Derrida 1967a; Foucault, 1969; Lyotard, 1979) il n'existe aucun réel au-delà du cerveau du sujet connaissant. De ce fait ces deux paradigmes défendent une position constructiviste radicale. Mais la manière d'apercevoir l'objet, à connaître, est un peu différente dans les deux paradigmes, à cause de la méthode de la construction de connaissance

utilisée dans chacun deux.

Le paradigme épistémologie constructiviste de Guba et Lincoln (PECGL) (Guba & Lincoln, 1989, 1998) défend l'hypothèse ontologique relativiste selon laquelle il existe plusieurs réalités, socialement construites, qui échappent à toute loi naturelle ou causale. Et ce qui est connaissable dans ces réalités, ce ne sont que les réalités dont la construction de leur signification ont obtenu un certain consensus auprès de la communauté étudiée. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, ce qui est connaissable dans cette approche, ce sont les critères d'évaluation des politiques publiques conçus par la population locale, qui représente à la fois les attentes de la population et la solution qu'ils considèrent appropriée pour résoudre leurs problèmes. À partir desquelles le gouvernement évaluera si sa politique publique mise en œuvre est utile ou seulement du gaspillage.

Dans le cas du paradigme épistémologique interprétativiste de Yanow (2006) et de Sandberg (2005), l'hypothèse défendue est l'hypothèse ontologique objective intersubjective, selon laquelle il existe un réel social indépendant du vécu des acteurs. L'objectif de ce postulat est d'échapper au relativisme des postmodernistes dont souffrent beaucoup de disciplines en science sociale, et d'évaluer la signification du vécu d'un individu ou d'un groupe d'individus par rapport à la signification que donne la société ou la communauté au même vécu. En d'autres termes, la signification intersubjective, produite par la société ou la communauté, sert à évaluer l'authenticité de la subjectivité produite par un individu ou groupe d'individus. Mais cette évaluation ne peut être entamée qu'après l'interprétation de l'expérience vécue du sujet interviewé par l'interprétativiste. Pour cela, ce qui est connaissable pour l'interprétativiste en premier lieu est l'expérience vécue, ainsi selon ce paradigme dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, ce qui est connaissable c'est le sens que donnent les administrateurs au vécu de la pratique de l'exécution de l'ordre par lequel un gaspillage est produit. Ce vécu est perçu par les administrateurs comme un acte de réalisation de l'objectif de l'organisation par lequel ils affirment leur allégeance.

Mais pour Claeys et Piaget, la question de l'existence ou l'inexistence de l'objet étudié n'a pas d'importance, du moment où les théories, les modèles, les connaissances produites par les réalistes et les relativistes ne sont qu'une copie de la « vraie » réalité que Claeys dénomme le réel augmenté  $R^+$ . De ce fait, l'objectif d'un constructiviste est de comprendre la façon dont la copie de la réalité  $R^+$  du réel  $R$ , est construite mentalement (Claeys, 2013).

### **1-1-3- Sujet connaissant**

Le deuxième élément qui fonde le processus d'élaboration des connaissances est le *sujet connaissant*. En effet, il est la partie gnoséologique du processus d'élaboration des connaissances, par lequel le chercheur questionne et s'interroge sur la nature et l'essence de la connaissance produite (Le Moigne, 1995). La question que pose le chercheur à ce stade est : quel est le statut que nous voulons adopter dans le processus de la production de la connaissance ? À partir de là, il s'agira de savoir si nous voulons être indépendant de notre *objet à connaître*, tout en laissant l'*objet à connaître* s'exprimer indépendamment de nous, ou si nous voulons être dépendant de notre *objet à connaître* en l'exprimant selon notre propre vision et selon la connaissance que nous possédons sur lui ? La réponse à cette question se trouve parmi les quatre hypothèses suivantes :

- L'hypothèse épistémologique objectiviste dualiste.
  - L'hypothèse réaliste faillibiliste.
  - L'hypothèse épistémologique phénoménologique.
  - L'hypothèse d'épistémologique subjectiviste moniste.
- 
- Dans l'hypothèse épistémologique objectiviste dualiste, fournie par le paradigme du positivisme logique, *l'objet à connaître* et le *sujet connaissant* sont deux entités séparables et irréductibles l'une de l'autre (Avenier, 2012b). De ce fait, *l'objet à connaître* est indépendant du *sujet connaissant* et il existe indépendamment de toute connaissance et de toute ignorance que possède le *sujet connaissant* sur lui. Cette indépendance permet au *sujet connaissant* de découvrir *l'objet à connaître* et de prendre certaine distance par rapport à lui afin de le contempler et de l'observer, pour faire ressortir les lois et les règles qui expliquent son apparition. Sachant que l'hypothèse déterministe naturaliste du positivisme logique postule que les règles de l'apparition d'un tel phénomène, sont soumises elles-mêmes à des règles et des lois supérieures qui appartiennent à la nature. Comme conséquence : toute connaissance produite par *le sujet connaissant* est objective, du moment où cette connaissance est donnée par la nature et non construite par ce même *sujet*. Donc ce dernier a un rôle passif, qui consiste à laisser *l'objet à connaître* prendre le

contrôle de son système cognitif pour que des sensations dues à sa connaissance se produisent d'une manière spontanée. Cette conception empirico-sensualiste stipule que ce qui est connu par *le sujet connaissant* est identique à la réalité de *l'objet à connaître*. Selon cette hypothèse dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, l'efficacité et les administrateurs sont deux entités distinctes. Les administrateurs, en tant qu'acteurs passifs, subissent la multiplication des dysfonctionnements tels que le gaspillage, la corruption et le retard technologique. Ces derniers constituent des signes par lesquels les administrateurs apportent des ajustements dans le SEDP sous forme de méthodes de gestion moderne et de nouvelles technologies dont le but est de rapprocher le SEDP de l'efficacité.

- Les paradigmes post-positivistes défendent l'hypothèse réaliste faillibiliste (ou sophistiquée), qui postule que, si *l'objet à connaître* est indépendant *du sujet connaissant*, la connaissance que ce dernier a sur *l'objet à connaître* est très dépendante de lui. De ce fait, toute connaissance est subjective, du moment qu'elle est une pure construction par *le sujet connaissant* dont le but est de représenter *l'objet à connaître* sous un certain angle de vue. Cette dernière est le reflet des convictions du sujet connaissant, de ses croyances, de ses cultures et surtout de son contexte de découverte. Pour cela, les réalistes critiques prennent une certaine distance et un certain recul critique par rapport à la prétention de produire des connaissances authentiques sur le réel. Cette attitude critique a une incidence épistémologique majeure : le chercheur post-positiviste admet que sa volonté et son pouvoir n'ont d'effet que sur la partie empirique de *l'objet à connaître*.
  - Rom Harré défend une hypothèse épistémologique écologique selon laquelle les individus, à travers l'interaction avec leurs environnements, ont un accès direct aux objets du premier monde. À partir de ces objets des informations sont extraites pour faciliter l'utilisation des affordances offertes par ces objets.
  - Roy Bhaskar défend aussi une telle conception. Pour lui les individus n'ont de connaissance que sur le réel actuel et le réel empirique mais en revanche, la partie cachée, métaphysique de *l'objet à connaître*, est méconnaissable. Ce qui rend impossible de prédire quoi se soit sur *l'objet à connaître*. Une telle hypothèse indéterministe soulage les individus de tout déterminisme et de toute causalité des structures sociales. Elle les met au même niveau d'égalité de force avec ces structures. À titre d'exemple : Rom Harré (1983) considère que les gens ont le pouvoir de construire des institutions et des structures qui se matérialisent

physiquement, par leurs pratiques sociales et par leurs systèmes de communication. Pour Roy Bhaskar défend la même hypothèse indéterministe à travers son modèle transformationnel. Selon lui, à partir du moment où les structures sociales sont l'effet émergent des actions collectives des individus, ces derniers peuvent les transformer. Ensuite, ces structures sociales, ayant subi cette transformation, transforment à leur tour les comportements des individus. À partir du moment où les actions des individus sont leurs effets émergents, ces derniers sont la forme de régulation qu'exercent les structures sociales sur les comportements des individus. Ce qui signifie que les acteurs ont la possibilité de faire le choix entre plusieurs mécanismes générateurs pour déclencher les actions souhaitées.

- Par exemple, dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le réaliste scientifique considère que la corruption en tant que réalité inobservable (objet du deuxième royaume) est une construction purement humaine, qui se manifeste à travers les équipements publics acquis à des prix exorbitants ainsi que des services publics de mauvaise qualité fournis aux citoyens (objets du premier royaume). Mais pour visualiser cette réalité inobservable, le chercheur réaliste scientifique ne doit pas se contenter que des objets du premier royaume, mais doit aller au-delà des documents comptables et au-delà des quatre murs de l'administration ; par exemple le mode de vie de certains responsables publics qui n'est pas en adéquation avec leurs sources de revenus. Ce qui signifie que l'administration en tant que réalité (réalité de troisième royaume) échappe à toute perception, à toute observation et à toute frontière physique ; et que les objets du premier royaume ne sont que des affordances qui invitent le chercheur à s'intéresser à la corruption caractérisant l'administration algérienne.
- Pour un chercheur réaliste critique traitant du gaspillage, puisque les mécanismes générateurs et les responsables sont inséparables, ces derniers ont le choix de mobiliser le mécanisme générateur qui leur convient, à partir duquel l'administrateur est poussé à consommer les CP restantes. Par exemple, les responsables à la place du mécanisme générateur " la différence constatée entre la somme de crédits de paiement à consommer et la somme des crédits de paiement effectivement consommée" peuvent mobiliser le mécanisme générateur " le salaire". Les responsables en brandissant la carte de privation, font peur aux

administrateurs qui sont contraints à affirmer leur “allégeance” (pouvoir causal) à travers la consommation des CP restants, dans des dépenses inutiles, telles que des entretiens de voiries et de trottoirs (réalité actuelle) inutiles (réalité empirique) et de nouveaux équipements de bureau (réalité actuelle) extravagants (réalité empirique). Cette allégeance qui n’est entre autres que le pouvoir causal de la structure de “droit de la fonction publique”.

- L’hypothèse épistémologique phénoménologique, défendue par le PECP et le paradigme épistémologique interprétativiste stipule que *le sujet connaissant* et *l’objet à connaître* sont inextricablement liés, par l’expérience vécue de *l’objet à connaître*. De ce fait, il existe une dépendance entre le sujet *connaissant* et *l’objet à connaître*. Ce dernier n’a pas d’existence en soi, sa seule existence est dans l’expérimentation vécue par le *sujet connaissant*. Pour cela, pour comprendre n’importe quel phénomène, il faut revenir au *sujet connaissant*, qui est l’unité de base de sa compréhension, pour extraire la signification que donne le *sujet connaissant* à *l’objet à connaître*. Et pour le faire, il faut chercher les intentions que le *sujet connaissant* a de l’expérimentation vécue de cet *objet à connaître*. Rappelons que l’hypothèse d’intentionnalité stipule que la conscience des individus est ouverte et toujours dirigée vers autre chose que lui-même. C’est-à-dire que la conscience est toujours liée à quelque chose. Ce qui signifie que les deux paradigmes défendent une position intellectualiste, selon laquelle l’acteur est dans une position active. D’une certaine manière, il élabore et construit ses propres perceptions sur les objets qu’il vise. Mais la seule différence entre le PECP et l’interprétativisme, est que le premier défend une hypothèse téléologique qui postule que le projet de connaître du *sujet connaissant* influence la façon dont il va expérimenter *l’objet à connaître*. Ce qui signifie que, l’expérimentation de *l’objet à connaître* peut faire évoluer l’intention initiale du *sujet connaissant*. Le deuxième défend l’hypothèse intentionnaliste, selon laquelle l’intention du *sujet connaissant* influence la façon dont il va expérimenter *l’objet à connaître*, sans préciser si cette intention va évoluer. Mais le point qui différencie les deux paradigmes épistémologiques du PECGL, est qu’il existe une possibilité de produire une connaissance objective pour parer le handicap du relativisme. De même, pour le PECP, si le chercheur aboutit à une généralisation conceptuelle, c’est-à-dire à des connaissances génériques et artefacts appliquées dans d’autres contextes et soumis à la critique et à l’évaluation de la communauté scientifique spécialisée, et si ces connaissances et ces artefacts ont permis en même temps de faire



évoluer les connaissances antérieures, en enrichissant le noyau dur<sup>12</sup> théorique d'une branche scientifique (Imre Lakatos, 1978), alors le chercheur peut prétendre que le savoir, qui est entre ses mains, est un savoir objectif. Comme le confirme Piaget, l'objectivité<sup>13</sup> est aussi le décentrement qu'effectue le chercheur par rapport à son objet de recherche (Piaget, 1970). Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur et le modèle de la régulation sociale ne font qu'un, du moment que le modèle de la régulation sociale est à la fois le résultat de l'expérience vécue par le chercheur du problème du gaspillage et sa façon propre de voir le problème qu'il veut résoudre. La transformation du problème du gaspillage en un modèle de régulation sociale au niveau cognitif du chercheur, se traduit empiriquement par l'action de transformation du SEDP en un nouveau SEDP plus performant. Cette action de transformation se réalise par le biais d'un processus de négociation des avantages financiers mise en œuvre par le chercheur constructiviste pragmatique. Dans ce processus, le chercheur propose aux responsables et aux administrateurs de négocier un régime indemnitaire qui leur est juste, équitable et favorable en contrepartie d'un engagement de leur part de laisser le ministère mettre en œuvre le projet de réforme du SEDP, pour qu'il soit plus performant et plus efficace, ce qui permet de réduire largement le gaspillage. Pour l'interprétativiste, l'exécution de l'ordre et l'administrateur sont liés par l'expérimentation vécue que l'administrateur a sur l'exécution de l'ordre. En d'autres termes, dans l'acte de conscience "de l'exécution de l'ordre" chez l'administrateur, il y a "un ordre qui vient d'être exécuté dans le monde réel. Mais ce qui fait la différence entre l'acte "de l'exécution de l'ordre" chez un administrateur et chez un autre acteur, est la façon de percevoir cet acte. Chez l'administrateur, l'acte de " l'exécution de l'ordre" est considéré cognitivement comme une affirmation d'allégeance. Cette dernière se transcende dans l'action de réalisation des objectifs de l'organisation sans chercher la moralité ou l'efficacité.

- L'hypothèse d'épistémologique subjectiviste moniste que défend le PECGL suppose qu'il

---

<sup>12</sup> Le Moigne remplace le concept « noyau dur » par le « concept invariant »(Tixier & Jeanjean, 2001).

<sup>13</sup> Pour Piaget, le décentrement du chercheur par rapport à son objet de recherche est une forme d'objectivité, du moment qu'il communique son travail à la communauté scientifique pour qu'elle puisse lui accorder une certaine légitimité scientifique.

est impossible de séparer le *sujet connaissant* de l'*objet à connaître*. Mais à la différence des paradigmes interprétativistes et PECP, le PECGL défend une version *épistémologique* relativiste très radicale qui fait référence à l'héritage postmoderniste et poststructuraliste. Ces deux écoles rejettent l'hypothèse d'un *sujet connaissant* rationnel. Pour elles, le *sujet connaissant* est une personne fictive irrationnelle et en tant que conception il représente un danger pour l'humanité. De plus elles remettent en cause la supériorité du langage scientifique, le considérant comme moyen d'asservissement et de soumission aux mains de personnes fortes contre d'autres plus faibles et plus fragiles. Cette conception du langage est une conception poststructuraliste. Elle stipule que chaque individu crée sa propre réalité à travers son langage. Selon Michel Foucault (1969) le discours, par le biais de ses propres concepts et ses propres règles, énonce l'existence de ses propres objets. Pour cela, le PECGL réfère au relativisme épistémologique selon lequel nous ne pouvons comprendre le phénomène qu'à travers les constructions des acteurs faites sur lui et qui lui attribuent un sens. Ainsi, le chercheur, en participant à la mise en œuvre de cette construction, ne peut s'échapper de son humanité et de ses valeurs. C'est-à-dire que toute connaissance produite dans ce paradigme est purement subjective. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, les critères d'évaluation conçus par les populations locales et par lesquels le gouvernement va évaluer l'action publique, ne peuvent être séparés des populations qui les ont conçus car ils reflètent les normes du mode de vie que défendent les populations et qui représentent leurs cultures, leurs histoires, leurs langages, leurs traditions, leurs besoins et leurs attentes.

Après ce bref aperçu des différentes hypothèses épistémologiques défendue dans chacun des paradigmes épistémologiques utilisés en science de gestion, nous pouvons remarquer que la question centrale n'est pas de chercher si la source de l'essence de la connaissance est le résultat d'un mécanisme passif naturel externe ou le résultat d'un mécanisme actif cognitif interne mais plutôt de chercher la méta-finalité<sup>14</sup> du *sujet connaissant* pour laquelle il construit la connaissance.

---

<sup>14</sup> Méta-finalité : Ce sont des buts vocationnels fondamentaux et des buts ultimes. Les plus valables ayant une répercussion majeure sur l'orientation générale du projet de recherche du chercheur. Généralement il ne suffit pas de connaître le positionnement épistémologique du chercheur pour connaître son but ultime, il faut chercher la méthodologie dans laquelle il inscrit sa recherche. Par exemple : s'il opte pour l'étude de cas son objectif est de

#### **1-1-4- Le système de connaissance qui relie l'objet à connaître au sujet connaissant**

Le troisième élément qui fonde le processus d'élaboration des connaissances est *le système de connaissance* qui relie *l'objet à connaître* au *sujet connaissant* (Piaget, 1967), « Il (re)présente les allées et retours entre les interprétations/projections du sujet depuis/vers l'objet » (Claeys, 2013, p. 21). À ce niveau, le chercheur s'intéresse à la construction de la connaissance, de là, la question qu'il se pose serait : par quelle *méthode* pouvons-nous appréhender *l'objet à connaître* ? En d'autres termes, le chercheur va essayer de savoir quel est le meilleur *mécanisme* qui lui permettra de générer le savoir, sachant que les mécanismes de génération de connaissance diffèrent d'un courant philosophique à un autre. Selon Marie-José Avenier, il existe au moins six mécanismes de génération du savoir.

Le premier mécanisme de génération du savoir est celui du positivisme logique, qui est dénommé *la découverte*. Selon Rudolf Carnap (2001), le but du chercheur est de découvrir les lois qui expliquent et prédissent les phénomènes. Ces lois représentent une relation de causalité entre deux éléments observables et mesurables dont la relation de causalité est soupçonnée d'être le responsable de l'apparition d'un phénomène donné. Cette conception causaliste de la connaissance est réductionniste du moment qu'elle réduit le phénomène à une relation de cause à effet la plus simple. Dans le même temps cette conception est instrumentaliste puisqu'elle se sert des lois découvertes comme instruments de mesure et de prédiction des phénomènes. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP le chercheur découvre que le SEDP est dominé par une gestion purement juridico-politique qui entrave toute volonté de la part des administrateurs de devenir efficaces ; ce qui explique le taux de gaspillage important lors de fonctionnement du SEDP. A travers cette observation, le chercheur produit la relation de causalité selon laquelle chaque fois que nous éloignons du modèle managérial « one best way » de F W Taylor, et que nous rapprochons du modèle juridico-politique, le gaspillage augmente. De ce fait le gaspillage devient l'indice de cet éloignement. Pour réduire l'écart entre le modèle idéal managérial de « one best way » de F W Taylor et le fonctionnement réel du SEDP, les

---

comprendre un phénomène contemporain sans proposer de solutions, contrairement à la méthode dialogique qui propose à l'organisation des solutions pratiques pour qu'elle fasse face aux problèmes qu'elle rencontre dans son quotidien.

administrateurs doivent constamment introduire de nouvelles techniques de gestion et de nouvelles technologies, dans le SEDP, ce qui permet de réduire le taux du gaspillage et d'augmenter de l'efficacité du SEDP.

Le deuxième mécanisme de génération de savoir est celui du réalisme scientifique dénommé la *réification* (ou la *chosification*). Selon Hunt (1991, 1992, 1994), le but du chercheur est d'inventer et d'imaginer des entités non observables, intangibles, qu'il associerait à des théories, pour être utilisées comme une explication plausible de l'apparition de certains phénomènes sociaux. Cette conception représentationnelle de la connaissance permet d'expliquer les phénomènes observables par des concepts inobservables. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP et dans le cadre de cette conception, le chercheur pourrait défendre la thèse d'Alain-Charles Martinet (2009) qui stipule que la corruption, en tant qu'objet non observable, est un coût caché qui représente la cause plausible des prix exorbitants des équipements publics et la cause des services publics de mauvaise qualité qui sont fournis aux citoyens.

Le troisième mécanisme de génération de savoir est celui du réalisme critique qui est dénommé la *réduction*. Selon Bhaskar (1978) le but du chercheur est d'imaginer les mécanismes générateurs et leurs modes d'activation, pour les utiliser comme des explications de l'apparition semi-régulière des phénomènes sociaux. Pour le réalisme critique, les phénomènes de fréquence continue de type « chaque fois que A se produit, alors B tend à survenir » ne font pas partie de ce monde (Avenier, 2012b). Ce qui existe dans ce monde ne sont que les phénomènes dont la fréquence est semi-régulière de type ; « même si A se produit, B ne peut survenir que dans certaines conditions X ». (Lawson, 2003). Le rôle du chercheur est d'imaginer ces « conditions X », par lesquelles des structures sous-jacentes génèrent leurs pouvoirs causals. Donc la conception représentationnelle de connaissance du réalisme critique consiste à imaginer, par l'abduction, le mécanisme générateur qui sera associé à une théorie appropriée, pour expliquer la partie apparente du phénomène. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur va supposer que "la différence constatée entre la somme de crédits de paiement à consommer et la somme des crédits de paiement effectivement consommés" est la condition nécessaire pour que le responsable exerce une pression sur l'administrateur, le poussant à gaspiller les crédits de paiements restants. Car en cas de budget équilibré, les responsables n'auraient pas besoin de telles actions. Ce mécanisme générateur peut être soutenu par le concept du « budget discrétionnaire »

de Cyert et March (1963), qui postule que les responsables demandent des moyens supérieurs à leurs besoins, afin d'avoir une certaine marge de manœuvre, qui leur permettra de gérer leurs organisations avec moins de pression. Afin de rester dans une situation confortable et de pouvoir demander des CP au moins équivalents l'année suivante les responsables poussent les administrateurs à consommer totalement les CP restants.

Le quatrième mécanisme de génération du savoir est celui du PECP qui est dénommé la construction. Selon Avenier (2011b), le but du chercheur est de construire des connaissances locales et génériques, sous forme d'artefacts dont le but est de résoudre un problème pratique et de présenter un travail académique par lequel il contribue activement à la communauté scientifique. Selon ce mécanisme les connaissances génériques sont le résultat d'un processus de conceptualisation et de décontextualisation qui aboutissent à la construction d'artefacts qui peuvent être sous forme de modèles, de théories et de concepts et qui peuvent être activés à n'importe quel moment, pour faire face à un problème opérationnel conformément à la conception pragmatique de la connaissance que défend le PECP. Dans cette optique et toujours dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur dans une démarche clinique proposerait alors, au ministère des finances d'Algérie, une connaissance locale (sous forme d'un processus de négociation des avantages financiers) qui aurait pour but de persuader les responsables et les administrateurs des organisations et des institutions publiques de la nécessité d'accepter le nouveau SEDP, en contrepartie d'une négociation d'un régime indemnitaire des statuts des corps communs. Ensuite, le chercheur transformerait cette connaissance locale en une connaissance générique, à travers le processus de conceptualisation. À partir de là, il établirait des comparaisons entre les données empiriques récoltées (connaissances locales) et les différentes théories, afin de faire ressortir la théorie la plus adéquate, qui permet d'expliquer de telles observations. Suite au résultat de ses recherches bibliographiques, le chercheur perçoit que la théorie de la régulation sociale de Jean Daniel Reynaud est la théorie la plus adéquate, procurant plus d'intelligibilité à l'expérience vécue que lui-même et les responsables de l'institution ont sur la façon de comprendre et de traiter le gaspillage caractérisant le SEDP algérien. En effet cette théorie stipule que n'importe quel changement organisationnel ne peut être réalisé sans le consentement des travailleurs et des dirigeants de l'entreprise. Ce que Reynaud dénomme la régulation conjointe. Cette dernière qui n'est entre autres que l'équilibre réalisé entre la régulation de contrôle exercée par la hiérarchie et la régulation autonome exercée par les travailleurs et leur syndicat. De là, une

fois que le chercheur réussit à expliquer la négociation des avantages financiers par le construit (ou artefact) de ‘ la régulation sociale’, il peut prétendre qu’il a réussi à décontextualiser la connaissance locale qu’il a produite dans un contexte bien précis qui est le SEDP algérien. Cette connaissance devient alors équivalente à toutes connaissances qui sont expliquées par la théorie de régulation sociale, ce que Rispal dénomme la généralisation conceptuelle. De ce fait, la régulation sociale en tant qu’artefact est à la fois une contribution pratique et théorique.

Le cinquième mécanisme de génération du savoir est celui du PECGL qui est également dénommé la construction. Selon CÔTÉ (2000), le but du chercheur est de comprendre les constructions du sens relatives aux politiques publiques, données par la population, à travers les critères d’évaluation qui sont obtenus consensuellement. La contribution majeure de Yvonna Lincoln et Egon Guba (1989) est la construction d’une 4<sup>ème</sup> génération d’évaluation des politiques publiques plus démocratique qui consiste à demander aux citoyens d’exprimer leurs revendications, leurs inquiétudes et leurs problèmes par rapport à une politique publique (CCI : Claim, Concern, Issue). De là, le rôle du chercheur est de les aider à construire ces critères par la voie de débats et d’échanges. Cette conception pragmatique de la connaissance s’inscrit dans une optique d’amélioration de la réalité des gens, en leur donnant la liberté de choisir quel type de vie ils veulent avoir. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP le chercheur, à travers son assistance aux citoyens pour la construction de critères d’évaluation des politiques publiques, essaie de comprendre quel sens donne la population aux modes de vie qu’elle a choisis. Et à travers cette construction du sens, les politiques publiques seront considérées soit comme utiles pour la population, soit comme du gaspillage.

Le sixième mécanisme de génération du savoir est celui du l’interprétativisme qui est dénommé l’interprétation. Selon Sandberg (2005), le rôle du chercheur est d’interpréter les représentations que donnent les personnes à leurs expériences vécues. Par-delà, il comprend le processus de production et de construction du sens utilisé par eux. Geertz (1973), par exemple, nous explique que la culture est sous forme d’un texte à interpréter ; elle est comme un récit de fiction. Pour accéder au sens des symboles qui incarnent la culture , le chercheur doit apprendre le langage de la communauté étudiée , en lisant « par-dessus leur épaule » (1973). Dans cette dimension d’analyse, Geertz stipule que la culture doit être traitée par rapport à sa propre logique, comme un monde alternatif possible et qui ne peut être compris et exprimé que par son propre

récit et sa propre action. Le rôle du chercheur est de voir avec les yeux des acteurs (Hlady Rispal, 2002), pour produire, clarifier et diffuser le dissensus. À travers ce dernier, la communauté scientifique et la société seront sensibilisées sur l'ampleur de la souffrance des gens. Dans le cas du gaspillage caractérisant le SEDP : l'exécution de l'ordre, qui génère du gaspillage, est interprétée par le chercheur comme une représentation que donnent les administrateurs à cette action. Et qui représente la confirmation de leur allégeance à l'institution pour laquelle ils travaillent. Cette découverte nous révèle les conséquences de l'appareil bureaucratique sur le niveau de mécanisation atteint par les administrateurs. Cet appareil conçoit l'être humain comme une machine prête à fonctionner et prête à exécuter des ordres. Si elle cesse de fonctionner, elle sera échangée par une autre.

Pour Clayes la recherche du *système de connaissance* par lequel le *sujet connaissant* est lié à *l'objet à connaître* est mal formulée. Car cette question est grippée par la question de la dualité *Sujet connaissant/Objet à connaître*. Pour que le chercheur soit sûr de la pertinence de la méthode de la validation des connaissances ; il doit abandonner à priori cette question car *l'objet à connaître* pour marquer son existence, doit être pensé par un *sujet connaissant* et pour que la pensée du *sujet connaissant* soit logique et assez réaliste, elle doit être liée au monde, à travers *un objet à connaître*.

#### **1-1-5- Processus de cognition qui valide les résultats**

Le quatrième élément qui fonde le *Processus d'élaboration des connaissances*, est la *position méta*, à travers laquelle le *sujet connaissant* mène une activité de réflexivité <sup>15</sup> (Pierre Bourdieu, 2001) sur le *processus d'élaboration de connaissance* qui a pour but de valider le processus dans sa globalité. À ce niveau éthique (Le Moigne, 1995) la question qui se pose est : est-ce que « le

---

<sup>15</sup> La réflexivité, désigne cette activité menée par la science sociale, en « se prenant elle-même pour objet, se sert de ses propres armes pour se comprendre et se contrôler » (Bourdieu, 2001). Le but du chercheur, selon Bourdieu serait de voir jusqu'à quel niveau les normes sociales et influences socio politique et économique ont influencé les travaux du chercheur, pour qu'il essaie de les réduire au minimum. Ce que Bourdieu appelle « Habitus », en d'autre terme supprimer son relativisme sans imposer son point de vue théorique et philosophique sur les acteurs qui font l'objet de son étude (Bourdieu, 1997) voir aussi « Pierre Bourdieu : critique et réflexivité comme attitude analytique » (Golsorkhi & Huault, 2006)

processus de cognition engagé par le sujet peut donner des résultats valables ? »(Claeys, 2013). Pour Nadeau (1999) la question éthique joue le rôle d'arbitrage dans trois niveaux de connaissance:

- Au niveau de la connaissance générale : ce sont les critères de validités qui distinguent la recherche scientifique d'une autre recherche ; comme les recensements ou les études de marché.
- Au niveau de la connaissance scientifique : c'est la mise en place de certaines conditions et de certains critères de validité. Ces derniers rendent une recherche scientifique authentique et une autre recherche scientifique non authentique.
- Au niveau de la cognition : c'est le type de représentabilité que défend une recherche authentique qui la rend si différente d'une autre recherche authentique. Autrement dit, est-ce que la théorie ou la loi ou le modèle scientifique  $R^+$  issue d'un paradigme épistémologique valable, représente vraiment la réalité extérieure  $R$  ? la réalité socialement construite  $R$  ? Les conditions de l'apparition du réel  $R$  ? Ou est-elle un instrument de mesure et de prédiction du réel extérieur  $R$  ? Ou encore un instrument d'intervention sur un problème réel  $R$  ?

À propos du même sujet, Martinet (1990) précise que les paradigmes épistémologiques adoptent certains critères de validité, par rapport à la vision du monde qu'ils défendent, la méthode qu'ils adoptent et au type de résultat qu'ils proposent.

Pour le positivisme logique, les deux critères de validité de connaissances sont *la vérification* et *la confirmation*. Pour ce paradigme, les énoncés d'une connaissance authentique sont ceux que nous pouvons *vérifier* par un protocole de vérification. En d'autres termes, en mobilisant l'induction, un phénomène peut être observé directement par l'œil ou par un instrument de mesure. Dans le cas du gaspillage, qui caractérise le SEDP, le chercheur positiviste perçoit directement la gestion juridico-politique caractérisant le SEDP et cela lui permet d'induire l'existence d'une relation de causalité entre ce modèle de gestion politico-juridique et le gaspillage. Mais pour augmenter le degré de scientificité de sa proposition, il doit vérifier cette relation sur le plus grand nombre possible d'institutions et d'administrations publiques. Si son hypothèse est confirmée, par le plus grand taux de probabilité possible, alors il va postuler que du moment que le gaspillage est constaté dans le plus grand nombre d'institutions et d'administrations publiques,



et que toutes ces administrations utilisent le SEDP qui est caractérisé par un modèle de gestion juridico-politique, le modèle de gestion juridico-politique est cause de gaspillage.

Le positivisme aménagé défend les mêmes hypothèses ontologiques et épistémologiques que celles du positivisme logique. Mais au niveau méthodologique et éthique, il défend la méthodologie et les critères de validité poppérienne. Chez les positivistes aménagés, il existe deux critères de validité de connaissance qui sont *la réfutation* et *la répliquabilité*. Chez eux, la procédure de recherche ne commence pas par l'observation directe. Elle commence plutôt par l'exploration théorique, par laquelle une hypothèse est élaborée. Cette hypothèse doit être falsifiable ; c'est-à-dire qu'il y a une possibilité de la réfuter par une expérience empirique à travers la déduction. Le but du chercheur est d'essayer de trouver un seul cas observable, pour réfuter l'hypothèse proposée, à travers la déduction. Dans le cas du gaspillage caractérisant le SEDP, le chercheur va *répliquer* le plus de cas possible, dans le but de trouver un seul cas, qui permet d'observer à la fois l'existence d'un modèle de gestion juridico-politique et un taux de gaspillage presque nul. A partir de là, il peut *réfuter* l'existence d'une relation entre la gestion politique et le gaspillage.

Les critères de validité de la connaissance du paradigme "réalisme scientifique" sont *la neutralité, l'objectivité, la validité interne, la validité externe, les tests statistique et la réplification*. Par exemple dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP : *la neutralité* consiste en cela que si le chercheur obtient deux hypothèses expliquant le phénomène du gaspillage, qui sont la corruption et l'envol des prix des matières de construction, dans les marchés internationaux, alors il doit être *objectif* en laissant les *tests statistiques* et mathématiques trancher entre les deux hypothèses. À partir de là, le rôle du chercheur consiste à *répliquer* le plus de cas possibles, pour réfuter les deux hypothèses. L'hypothèse retenue est celle qui est le moins *réfutée*.

Pour le critère de *validité interne*, consiste à démontrer :

- Premièrement la cohérence interne de la recherche qui stipule que la position épistémologique, l'objet de recherche, le but principal du chercheur, les références théoriques mobilisées, la méthode de recherche, le cas pratique, la tactique de collecte des informations et les stratégies de traitement, doivent être en cohérence (Avenier, 2012b). Par exemple le chercheur réaliste scientifique, qui traite le phénomène du gaspillage caractérisant le SEDP, ne peut faire appel à des théories du fonctionnalisme absolu de

Malinowski ou structuro – fonctionnalisme de T Parsons.

- Deuxièmement, la validité du construit : le chercheur doit prouver qu'il y'a une correspondance, entre son construit et les résultats obtenus lors de la vérification et de la corroboration de celui-ci. À partir de ce résultat, les objets non observables contenus dans ce construit peuvent prétendre à l'existence ontologique.
- Troisièmement la rigueur du processus de recherche autrement dit que le chercheur respecte totalement les techniques mathématique et statistique (Hunt, 1990) et l'inférence hypothético-déductive (Popper, 1959).

Une fois que le chercheur prouve *la validité interne*, il passe à la phase de généralisation théorique. Cela consiste à répliquer la théorie dans le plus grand nombre d'échantillons possibles par les tests mathématique et statistique. Les réalistes scientifiques dénomment cette phase : la *validité externe*. Dans le cas du phénomène du gaspillage, qui caractérise, le SEDP le chercheur réaliste scientifique doit tester la théorie qui utilise la corruption comme explication sur le plus grand nombre d'institutions et administrations en Algérie avec pour but est la généralisation théorique.

Les critères de validité de la connaissance du réalisme critique sont *l'explicabilité* et la *justification* du MG. Par exemple dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur doit prouver que le MG "le budget non équilibré entre la somme des crédits de paiement à consommer et la somme des crédits de paiement consommés effectifs" a la capacité d'expliquer le phénomène du gaspillage, chaque fois qu'il est mobilisé dans une étude de cas qui porte sur le problème du gaspillage dans l'administration ou institution publique. Pour assurer cette tâche, il est généralement recommandé dans ce paradigme d'utiliser la méthode de la théorie enracinée (Glaser & Strauss, 1967). Pour cela *la justification* du MG s'effectue majoritairement dans les études de cas comparatifs (Tsoukas 1989) qui consistent à traiter des données empiriques considérables (issues de différentes études de cas) pour porter des ajustements sur le MG initial afin d'augmenter son *explicabilité* et d'assurer une généralisation théorique .

Les critères de validité de la connaissance du PECP sont *l'adaptation fonctionnelle, la viabilité, la généralisation du savoir générique, l'éthique, l'explication et la rigueur*. Par exemple, dans le cas du gaspillage caractérisant le SEDP, le modèle « régulation sociale » est un modèle qui

est en adéquation avec la situation étudiée et qui représente le gaspillage dont souffrent les institutions et les administrations publiques algériennes. Il est *adapté* de sorte que la communauté scientifique et les professionnels peuvent voir à travers lui le problème à résoudre. En même temps, ce modèle est opérationnel puisque les praticiens peuvent l'utiliser comme un instrument *fonctionnel* à travers lequel le phénomène du gaspillage à résoudre est modifié et transformé. En d'autres termes, le modèle fournit des repères *viables* pour les praticiens, par lesquels ils comprennent leur environnement, accèdent et exploitent ses potentialités pour agir efficacement sur lui. Dans le même temps, le modèle « de régulation sociale » est une contribution scientifique, de la part du chercheur, qui permet de résoudre un problème théorique et conceptuel. À travers la généralisation *du savoir générique* le modèle s'inscrit dans une démarche programmatique qui consiste à récolter et à discuter les diverses expériences, dans lesquelles il a été appliqué. Cependant la prétention du chercheur à résoudre le problème du gaspillage, en collaboration avec le ministère des finances et la prétention de produire une connaissance enseignable, ne doit en aucun cas se faire au détriment de la vie privée des administrateurs et des responsables. Le chercheur doit avoir un comportement *éthique* envers eux ; il doit respecter la dignité et l'intégrité des acteurs interviewés. Pour ce qui concerne le critère de *l'explication* et de la *fiabilité*, le chercheur transmet aux bibliothèques et aux institutions de recherche des *descriptions épaisses* (Geertz, 1973), sous forme de données et d'informations, pour que la communauté scientifique se familiarise avec le contexte de recherche. En plus, le chercheur fournit un « *protocole d'audit* » (Balogun & Johnson, 2003) sous forme de rapports qui tracent toutes les étapes de la recherche. Le but de transmettre de tels rapports, par le chercheur, est de prendre une certaine distance avec son projet de recherche et de prendre une certaine réflexivité, (Pierre Bourdieu, 2001; Pierre Bourdieu, 2003) par rapport à son construit, afin qu'il soit soumis aux critiques et qu'il soit objectivisé le plus possible. Pour la fiabilité Le Moigne (Le Moigne, 1995) préconise que le chercheur se fixe comme objectif l'atteinte de la vérité comme une quête obsessionnelle à travers laquelle il va lire , relire et chercher de nouveaux cadres théoriques pour mieux expliquer le problème. À partir de l'atteinte de vérité les données de terrain précédemment recueillies seront analysées à nouveau, par de nouvelles techniques de mesure et de traitement de données.

Les critères de validité de connaissance du PECGL sont la *crédibilité* (trustworthiness) et *l'authenticité*. Par exemple, dans le cas du gaspillage caractérisant le SEDP, le critère de *crédibilité* joue un double jeu. Le premier jeu est celui du chercheur. Pour que ce dernier obtienne de la

crédibilité aux yeux des citoyens. Il doit garantir que les critères d'évaluation construits par eux, à travers son assistance, vont être transmis d'une manière fidèle au gouvernement. Pour que ce dernier sache vraiment les besoins réels exprimés par ces critères d'évaluation, afin de réorienter sa politique publique vers des domaines d'interventions prioritaires, qui vont contribuer concrètement à l'amélioration du vécu des citoyens. Le deuxième jeu et celui de la politique publique : les critères d'évaluation élaborés par la population, une fois adoptés par le gouvernement, vont permettre de donner de *la crédibilité* aux politiques publiques. Ce dernier sera la représentation des attentes prioritaires de la population. Pour *l'authenticité*, l'interprétation que développe le chercheur doit être *authentique* par rapport aux revendications de la population. Cette *authenticité* est à la fois le produit des entretiens entre le chercheur et la population et le produit de discussions effectuées entre eux lors de l'élaboration de critères d'évaluation.

Les critères de validité de connaissance de l'interprétativisme sont la *validité communicationnelle*, la *validité pragmatique* et la *validité transgressive*.

Par exemple dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, *la validité communicationnelle* consiste à communiquer le sens généré en trois étapes :

- La première est celle de la génération des matériaux empiriques : lors de cette étape le chercheur construit une *communauté d'interprétation*. Celle-ci regroupe les administrateurs et les agents de l'administration. À travers les séminaires, les ateliers et les stages organisés par l'administration concernée, il fera connaître son projet de recherche. Une fois ce projet communiqué, à l'ensemble du personnel, il commence à réaliser des entretiens individuels pour générer la signification du gaspillage.
- La phase d'analyse : dans cette étape il essaie de générer une « description épaisse » (Geertz, 1973), à travers la sélection de la signification qui a eu un large consensus entre les administrateurs. Ensuite il faut comparer cette signification avec les autres « communautés d'interprétations », pour asseoir sa crédibilité.
- La phase de communication de connaissance : cette étape consiste à communiquer le travail du chercheur à la *communauté scientifique*, dans le but est de produire une signification intersubjective. Pour arriver à cette fin, le chercheur doit comparer la signification du phénomène étudié, avec la signification consensuelle développée par l'ensemble des chercheurs sur le même phénomène.

Le critère du *pragmatisme* oblige à une certaine cohérence entre le discours des administrateurs et leurs actions. En d'autres termes, la connaissance produite par le chercheur doit être testée dans l'action (Kvale, 1989). Le critère de validité *transgressif* stipule que le chercheur doit mettre en évidence, dans les annexes, toutes les divergences trouvées au moment où il a mené la recherche. Par exemple il met en avant l'avis de personnes qui ne s'intéressent pas du tout à sa recherche, de personnes qui sont en opposition avec la majeure partie du groupe, des femmes par rapport aux hommes et celui des jeunes par rapport aux séniors.

## **1-2-Le constructivisme tempéré**

Avant de définir le constructivisme tempéré, il faut d'abord rappeler les différents types de constructivisme.

### **1-2-1-Les différents types de constructivisme**

Durant notre recherche nous avons trouvé au moins trois classifications : la classification de Girod-Séville et Perret (1999), la classification d'Avenier (2011b) et la classification de David J Hess (1997).

Selon la classification de Girod-Séville et Perret il existe deux types de constructivisme. Le premier est le constructivisme radical pour lequel la réalité n'existe pas et elle n'est que pure invention humaine. Les bâtisseurs de ce type de constructivisme sont Von Glasersfeld (1981, 1988, 2001, 2005) et Le Moigne (1990, 1995, 2001, 2002, 2003). Pour le deuxième paradigme qui est le constructivisme modéré, même si cette réalité existe, celle-ci reste inatteignable par n'importe quelle connaissance humaine. Les figures emblématiques de ce constructivisme, selon Girod-Séville et Perret, sont Max Weber (1992) , Denzin (1984, 1994); Geertz (1973) et Lincoln and Guba (1985)<sup>16</sup>.

Selon la classification d'Avenier, il existe deux types de constructivisme. Le premier est

---

<sup>16</sup> Selon l'article « Les critères de validité en science des organisations : les apports du pragmatisme »

celui du PECP défendu par Von Glasersfeld (1988, 2001) et Le Moigne (1995, 2001). Ce paradigme est considéré comme modéré<sup>17</sup> par Avenier, car il défend une position ontologique agnostique qui ne se prononce ni sur l'existence, ni sur l'inexistence de la réalité. Pour lui ce qui est connaissable c'est l'action de connaître du sujet connaissant, à travers laquelle il introduit l'intelligibilité et la viabilité dans le monde où il vit. Le deuxième est le PECGL défendu par Guba et Lincoln (1989, 1998). Ce paradigme est considéré comme radical par Avenier car il nie toute existence de la réalité. Une position ontologique post-moderniste qui stipule que tout est relatif. En effet, ce qui existe ce ne sont que des multitudes de réalités socialement construites.

Selon la classification de David J Hess (1997), il existe trois types de constructivisme. Le premier constructivisme est le constructivisme radical. Ses soubassements philosophiques sont issus de l'idéalisme social et du relativisme épistémologique ; ces deux soubassements sont les mêmes que nous trouvons dans le PECGL. Ce qui signifie que le constructivisme radical renvoie, en général, au PECGL et aux paradigmes épistémologiques post-modernistes. Sachant que d'après la définition de Hess : cette version extrême de constructivisme défend un réalisme social, pour lequel aucune réalité matérielle ne contraint ou ne structure les observations sensorielles. De ce fait le monde ne limite pas le choix de la théorie au moment où elle est construite et non pas découverte. Ce qui signifie, qu'une théorie, une fois choisie, représente une construction sociale de la réalité basée sur l'idéologie, les valeurs, la culture et l'histoire de la société étudiée (Hess, 1997). Par exemple, un constructiviste radical, au sens de Hess, considère que toute action de l'Etat ou du gouvernement doit être conforme aux désirs des citoyens et de leurs attentes. Et aucun indicateur objectif mesurable tels que : le PIB, déficit budgétaire, inflation, endettement, ne peut limiter la satisfaction de la population, du moment que le SEDP, est une construction sociale aux services de la société. Ce qui signifie que toute politique de l'État qui ne prend pas en considération cette construction, est considérée comme du gaspillage.

Le deuxième type constructivisme est le constructivisme conservateur. Ce dernier est une

---

<sup>17</sup> Selon Avenier la connotation « radical » utilisée par Von Glasersfeld pour désigner son constructivisme, renvoie à la rupture que Von Glasersfeld a voulu établir avec l'ancienne tradition scientifique, qui visait la quête obsessionnelle de la réalité ontologique objective comme un objectif ultime. Et non à la négation de la réalité.

pure invention de Hess, dont le but est de nous présenter un paradigme constructiviste plus naturel que les autres. L'idée que défend ce paradigme est que la culture et les normes sociales, qui façonnent le choix de la théorie scientifique, sont un parti pris, qu'il faut éliminer ; seule condition capable de purifier la théorie de toute subjectivité humaine, et ce n'est qu'à ce moment-là que la théorie pourra prétendre à l'objectivité et sera alors utilisée comme une représentation qui reflète l'état naturel du monde réel. Selon Hess, le programme de recherche de Imre Lakatos (1970) s'inscrit dans cette tradition conservatrice. Elle postule que les chercheurs, en produisant des séries de théories et de nouvelles hypothèses, essaient de renforcer le noyau dur de leurs programmes de recherche. Ce renforcement a pour but d'augmenter sa capacité et à prédire les faits empiriques future. Selon Tixier et Jeanjean (2001) le constructivisme téléologique de Le Moigne s'inscrit dans la même démarche. Selon Le Moigne (1995) lorsque le chercheur décontextualise et conceptualise une connaissance locale pour la transformer en une connaissance générique, il fait appel à des théories et à des concepts produits dans d'autres contextes. De ce fait, chaque fois que ces concepts et ces théories sont mobilisés sur de nouvelles situations et sur de nouveaux cas , leurs contextes de découverte (Reichenbach, 1938) sont supprimés au fil du temps . Ce qui permet au chercheur d'inscrire sa contribution conceptuelle et théorique dans la continuité de ses prédécesseurs et de ses contemporains et d'ouvrir de nouvelles perspectives pour ses successeurs. Par exemple, un constructiviste conservateur peut prétendre que le système d'exécution des dépenses publiques, est un instrument purement objectif, puisque le SEDP a réussi à supprimer au fil du temps tous les biais culturels qui ont contribué à sa construction, à l'époque de sa naissance, tels que le système politique de parti unique, l'économie planifiée et le socialisme. Il peut aussi prétendre que le SEDP est le reflet d'un état réel, puisque le SEDP reflète le prix international des hydrocarbures, la situation politique de l'État, le taux d'inflation, les capacités réelles d'absorption des CP et des AP par les institutions et des administrations publiques. Pour le constructiviste conservateur, le gaspillage est le résultat de situation dans laquelle l'État n'a pas pris en compte ses capacités réelles de financement et d'absorption budgétaire, ce qui a conduit à un goulot d'étranglement institutionnel.

Le troisième constructivisme est le constructivisme tempéré<sup>18</sup>, il est défini par Hess ainsi :

*« L'alternative du constructivisme radical est que les théories scientifiques sont des cartes réalistes d'explication d'un monde réel et en même temps des véhicules qui encodent des catégories linguistiques et des valeurs culturelles (ce que j'appelle le constructivisme culturel) et / ou les intérêts sociaux et d'autres variables sociales (ce que j'appelle le constructivisme social). » (Hess, 1997)*

Selon Hess, ce paradigme s'inscrit dans la même lignée réaliste que celle du réalisme constructif de Gibson (1979) et celle du constructivisme réaliste de Kelly (1963), ce qui le rend hybride par rapport aux autres paradigmes constructivistes cités auparavant. Selon Hess, ce paradigme se différencie d'eux en deux points :

Premièrement il se différencie par son réalisme. Contrairement au constructivisme radical, il soutient que les observations effectuées par le chercheur et les théories qu'il mobilise pour les interpréter sont limitées par un monde réel et matériel. Ce qui est le cas pour le SEDP : bien qu'il soit un artefact, il a cette capacité de produire des effets réels en permanence. Ces derniers constituent des preuves de son existence ontologique et matérielle. Par exemple les preuves matérielles de l'existence du SEDP ce sont les bâtiments en béton et en métal dans lesquels nous avons effectué nos entretiens et nos observations. Ce sont ces personnes physiques et des groupes sociaux, qui travaillent dans la wilaya, avec qui nous avons discuté, tels que les agents de sécurité, les administrateurs. Ce sont les routes et les infrastructures qui ne peuvent être matérialisées qu'à travers ce système.

Deuxièmement, il se différencie par son constructivisme social. Contrairement au constructivisme conservateur, il accorde beaucoup d'importance aux biais culturels, qui sont les valeurs sociales et culturelles responsables de la production du phénomène. Par exemple, le SEDP

---

<sup>18</sup> JD Hess a utilisé le terme « moderate » en anglais qui signifie modéré en français. Mais après recherche nous avons trouvé qu'Avenier a utilisé plutôt le terme « tempéré ». Ce qui nous a poussé à garder cette connotation là qui est celle du « constructivisme tempéré ». Voir Avenier, M.-J. (2010). "Retrouver l'Esprit de la vallée du Constructivisme en remontant à ses sources épistémiques." Cahier de recherche -CERAG 2010 (03 E4).



étudié n'est reconnaissable qu'en Algérie, car il contient certains symboles. Ces derniers ne sont reconnaissables qu'à travers l'appropriation de certaines cultures, traditions, coutumes, langages proprement algériens. Dans le contexte du SEDP, ces biais culturels sont : l'islam, la langue arabe, la langue amazighe, la culture révolutionnaire de l'indépendance. Ils permettent aux acteurs d'identifier ces symboles et de les utiliser pour soi-même. Ils sont, à titre d'exemple, les responsables de la fixation juridique de certains jours fériés par le législateur, les responsables de l'élaboration du budget primitif en langue arabe et les responsables de certaines tenues vestimentaires, tel que le port du voile chez certaines administratrices.

Ces deux caractéristiques du constructivisme tempéré, nous ont convaincu de l'adopter comme paradigme épistémologique, de notre projet de recherche. En effet, nous croyons que le phénomène du gaspillage caractérisant le SEDP se caractérise à la fois par son aspect réel et son aspect social et que sa transformation est liée aux transformations matérielles et culturelles qu'a subi l'Algérie durant ces trente dernières années. Par exemple, s'agissant du côté réaliste du SEDP, depuis l'année 1984, des révolutions technologiques et des progrès techniques majeurs ont été introduits en Algérie. Les administrations publiques algériennes, qui n'étaient dotées que d'une voiture mise à la disposition exclusivement du directeur de la DAL, de la DRAG et du Wali, sont passées à un parc de voitures dernier cri apte à transporter toute l'équipe du Wali. Le service de télécommunication qui n'était réservé qu'aux cadres supérieurs à travers le téléphone fixe, aujourd'hui, ce service est généralisé à travers le téléphone mobile. Ces transformations qu'a subi le SEDP au niveau physique, ont été accompagnées de transformations sociales et culturelles. Conséquence de la généralisation de l'utilisation de l'internet, le SEDP est de plus en plus exposé au contrôle extérieur par la société civile et par les citoyens. Le développement rapide des moyens de transport, qu'a connu le pays, a réduit le temps et le coût du transport. Ce qui a eu un grand impact sur la perception de l'administration centrale chez les administrateurs des administrations déconcentrées. Les contrôleurs d'IGF et de la Cour des comptes n'ont jamais été proches, cognitivement, comme aujourd'hui. Par ailleurs la notion de compétence est vue différemment aujourd'hui. En effet, les nouvelles recrues ne se préoccupent plus de leur niveau de rédaction et de calcul, du moment que la révolution informatique a pris en charge de telles fonctions.

De ce fait le gaspillage qui caractérise le SEDP, est lui aussi à la fois réaliste et construit socialement, car il reflète le changement physique et social qu'a connu la société algérienne ces

trente dernières années. Aujourd'hui il prend la forme de surconsommation de rames de papier, de cartouche d'encre, de surconsommation de forfaits de téléphonie mobile. Ces types de gaspillage n'existaient pas il y a trente ans. Pour cela, la dose réelle/sociale est fondamentale, pour comprendre n'importe quel phénomène dans sa globalité. En effet, c'est dans le réel que le phénomène prend de la forme et produit des effets et c'est dans la terre fertile des biais culturels que le phénomène naît.

### **1-2-2- Le perspectivisme épistémologique**

En analysant le travail de J D Hess , nous constatons que le constructivisme tempéré qu'il défend se réfère au réalisme perspectiviste de Ronald N Giere (2006) et au réalisme constructiviste de Steve Fuller (1987). Cependant, pour notre projet de recherche, nous avons choisi le paradigme épistémologique perspectiviste de Giere comme source des hypothèses fondatrices du constructivisme tempéré ,que nous défendons et qui est complété par les travaux de Roy Bhaskar (1979, 2008) , H R Harré (1979, 1983, 1986, 1991) et Dave Elder-Vass (2007); Vandenberghe (1997/8, 1999, 2005, 2006, 2007) Margaret Archer Archer (1988, 1995, 2000, 2003) de James J. Gibson (1979). Ces derniers auteurs défendent la même hypothèse ontologique réaliste sophistiquée.

Partant de la méthodologie que nous avons adoptée, nous dénommerons « le gaspillage » une « dépense plus qu'il n'en faut » (DPQF), et suite à nos études de terrain, nous avons choisi trois acteurs, pour avoir trois perspectives différentes sur la DPQF et tenter de comprendre le phénomène du gaspillage dans sa globalité. Ces trois acteurs sont : l'administrateur, le citoyen et l'économiste. Sur la base de ce choix nous avons constaté que le gaspillage n'est qu'une signification parmi d'autres que peut prendre la DPQF.

#### **1-2-2-1-Question ontologique**

Selon Hess (1997) et Giere (2006) : il existe un réel, indépendant de toute connaissance humaine, c'est-à-dire que la connaissance développée sur la DPQF, par les acteurs étudiés, est indépendante du phénomène DPQF. Par exemple le DPQF existait avant que nous nous intéressions à lui et il existera après que notre thèse soit achevée.

Si nous nous basons sur les travaux de Frédéric Vandenberghe (2007), nous pouvons dire que le phénomène du DPQF, caractérisant le SEDP, existe à la fois au niveau micro, méso et macro.

Dans le niveau micro nous trouvons deux ordres :

- 1- Ordre individuel : La DPQF existe avant tout au niveau micro sociologique, comme une idée, une représentation ou un concept qui flotte dans la tête des individus qu'ils ressentent physiquement à travers les sensations qu'elle diffuse dans leur peau et leur chair. En tant qu'idée, nous pouvons l'observer sous trois formes :
  - Chez le Citoyen, DPQF est considérée comme un péché qu'il faut haïr.
  - Chez l'Économiste, DPQF est considérée comme une pratique inutile et coûteuse, qu'il faut abandonner.
  - Chez l'Administrateur, DPQF est considérée comme nécessité qu'il faut préserver, si nous voulons assurer la continuité du système.

Ces idées en tant que croyance sont régies par des valeurs que défend l'individu et qui manifestent son positionnement idéologique. Dans notre cas nous avons saisi trois valeurs :

- Les valeurs islamiques déterminent les croyances du Citoyen.
- Les valeurs scientifiques déterminent les croyances de l'Économiste.
- Les valeurs juridiques déterminent les croyances de l'Administrateur et celles de l'Ordonnateur.

Mais, en même temps, en tant que concept, elle désigne la position sociale involontaire qu'occupent les individus dans la structure sociale et elle désigne également le rôle qui leur est assigné dans les relations sociales entre ces différentes positions. Chaque concept est le produit du processus de fabrication des groupes virtuels, dans un contexte local bien défini, celui-ci est la DPQF caractérisant le SEDP. Dans notre cas, nous avons saisi quatre positions sociales : le Citoyen, l'Économiste, l'Administrateur et l'Ordonnateur. À partir de ces quatre positions, nous avons distingué six rôles :

- Gouverné pour le Citoyen
- Technocrate pour l'Économiste
- Subordonné pour l'Administrateur

- Gouvernant, politicien et responsable pour l'Ordonnateur.

À partir de ces six rôles, nous avons décelé trois relations internes entre les positions sociales. Selon Bhaskar une relation interne est la relation où il existe une complémentarité entre deux positions sociales et dont l'observation de l'une des deux parties de la relation permet d'observer l'autre partie :

- La Relation interne 1 (Ordonnateur -Citoyen) : ils ont la position gouvernant, gouverné, si le deuxième n'existe pas alors la relation est rompue, car le rôle de l'ordonnateur est d'offrir un service public. S'il ne trouve pas à qui offrir ce service, alors la mission pour laquelle il était programmé disparaît, ce qui signifie sa propre disparition. La même chose pour le citoyen : si l'ordonnateur disparaît, la notion même de citoyenneté disparaît, car si personne n'est là pour offrir un service public, cela signifie que personne n'est disponible pour la mise en œuvre du contrat social. Donc l'État, en tant que résultat de ce contrat, disparaît, ce qui conduit à sa disparition en tant que citoyen.
- La Relation interne 2 (Ordonnateur -Économiste) : ils ont la position de décideur-technocrate. Si l'économiste n'existe pas, alors cette relation sera rompue, du moment que l'ordonnateur ne pourra pas comprendre et prévoir l'évolution des choses. L'ordonnateur en tant que « décideur » a la responsabilité formelle de prendre des décisions. Mais pour prendre les décisions optimales, il ressent le besoin de toutes sortes d'informations, afin de comprendre et de prévoir l'évolution économique et sociale. De là, il détecte toutes les conséquences et risques possibles des actions qu'il mène et des décisions qu'il décide d'entreprendre. Il ne peut remplir ce besoin, du moment où il a d'autres fonctions à remplir qui sont plus politiques que techniques. Pour cela le rôle de l'économiste, en tant qu'expert et technicien spécialisé en économie, est d'offrir ce type d'informations. De plus, comme le postule Pareto (1917), les politiciens aiment déguiser leurs choix subjectifs sous des justificatifs purement logiques et rationnels. Pour cela, le rôle de l'économiste est d'offrir des théories qui permettent de légitimer scientifiquement et objectivement les choix pris par les décideurs. Et même si l'économiste n'est pas un conseiller pour le décideur, en tant que fervent opposant aux décisions du décideur, il constitue un adversaire plus fiable permettant de

mettre les programmes tracés par le décideur sous les feux des projecteurs. Pour l'économiste, l'inexistence de l'ordonnateur est équivalente à sa disparition, car en tant que technocrate, il n'a pas la légitimité politique pour mener quoi que ce soit. Par ailleurs, les constitutionnalistes considèrent toutes les actions d'un gouvernement technocrate, comme des actions exercées en dehors de tout contrôle démocratique, puisque les technocrates sont soumis aux résultats de leurs outils méthodologiques et techniques et non pas à la volonté du peuple. Pour que l'économiste acquiert cette légitimité, et faire passer ses idées et ses théories, il s'assoit sur la légitimité de l'ordonnateur qui le tire des institutions légitimement élues.

- La Relation interne 3 (Ordonnateur-Administrateur) : ils ont la position responsable-subordonné. Si l'administrateur n'existe pas alors la relation est rompue, car le rôle de l'administrateur est d'aider l'ordonnateur à exécuter l'ensemble des CP et de AP inscrits dans le budget. Celui-ci ne peut pas remplir sa mission institutionnelle sans l'aide des collaborateurs. Simultanément, l'inexistence de l'ordonnateur est néfaste pour l'administrateur, car sans sa signature et sans l'engagement de sa responsabilité juridique, ce dernier ne peut exécuter le budget. De ce fait, il ne peut accomplir la mission pour laquelle il a été recruté et est privé alors de son salaire.

Ces différents concepts et leurs relations, représentent la carte de la société et constituent l'aspect matériel et objectif de celle-ci, qui expose les différents intérêts matériels que poursuit chaque individu. En plus de cette carte, il y a les règles et les conventions sociales, la terminologie spécifique qu'utilise chaque position sociale, qui représentent la grammaire de la carte avec laquelle chaque acteur peut exercer une forme de vie liée à sa position sociale. Cette grammaire se compose des règles linguistiques des actions linguistiques des règles gestuelles des actions non linguistiques et des règles de conduites impératives régissant les actions individuelles. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois règles linguistiques qui correspondent aux quatre positions sociales :

- La terminologie coranique et prophétique : elle régit, particulièrement, la position sociale du citoyen en tant que gouverné.

## *Chapitre 1 : Le constructivisme tempéré*

- La terminologie économique : elle régit, particulièrement, la position sociale de l'économiste en tant que technocrate.
- La terminologie juridique : elle régit, particulièrement, la position sociale de l'administrateur en tant que subordonné.
- L'ordonnateur, n'est pas notre objet d'étude. Il n'est qu'un moyen qui nous permet de construire des relations internes entre les positions sociales. Mais nous pouvons dire qu'il est dominé par la terminologie politique et juridique.

En plus des règles linguistiques, nous avons saisi trois règles gestuelles :

- Les règles culturelles islamiques : elles régissent, particulièrement, la position sociale du citoyen en tant que gouverné.
- Les règles culturelles académiques : elles régissent, particulièrement, la position sociale de l'économiste en tant que technocrate.
- Les règles culturelles administratives : elles régissent, particulièrement, la position sociale de l'administrateur en tant que subordonné.

Et en fin nous avons cerné trois règles de conduites des actions individuelles :

- Les règles religieuses : elles régissent, particulièrement, la position sociale du citoyen en tant que gouverné.
- Les règles scientifiques : elles régissent, particulièrement, la position sociale de l'économiste en tant que technocrate.
- Les règles juridiques : elles régissent, particulièrement, la position sociale de l'administrateur en tant que technocrate.

La grammaire fixe non seulement le rapport que peuvent entretenir deux individus acceptant d'assumer deux positions sociales complémentaires, mais aussi les types d'objets physiques qui font l'objet de ce rapport. Dans notre étude de cas, nous avons repéré trois types d'objets physiques :

- La Relation 1 (Ordonnateur- Citoyen) : par exemple des ponts, de moindre qualité ou délivré en retard- permis de conduire délivrés après une longue période- et de mauvaises prestations de service.
- La Relation 2 (Ordonnateur-Économiste) : les chiffres statistiques - et les rapports sur les montants dépensées- l'inventaire des équipements réalisés.

- La Relation 3 (Ordonnateur-administrateur) : les documents budgétaires- les fiches d'engagement- le cachet « visa » du contrôleur financier.

Le carte de la société et la grammaire constituent la structure du monde vécu, celle-ci détermine les interactions entre les acteurs.

2- L'ordre interactionnel : La DPQF existe au niveau micro sociologique en tant qu'interaction entre les individus de la même société, reliés entre eux par une connexion mentale. La connexion mentale ou la relation intersubjective, au sens de Husserl, s'effectue à travers la communication. Les individus, en acceptant d'assumer des positions sociales, activent ces dernières et entrent dans un jeu de langage, en s'identifiant à un groupe social, afin de jouer un rôle donné. Comme le défend Harré, ce qui existe ce ne sont que les individus et leurs discours. Les structures sociales et culturelles ne peuvent s'activer qu'à travers leurs actions. Bien que les structures sociales fixent un type de relations donné, les individus à travers les valeurs morales et règlementaires font des concessions pour entrer en relation avec l'autre, ces valeurs et ces règles stipulant le respect de l'intégrité de l'autre. De ce fait, malgré leur hétérogénéité, les acteurs peuvent aboutir à une complémentarité et vers la réalisation d'une action commune. Si la carte de la société et la grammaire constituent la structure du monde vécu, l'ordre interactionnel constitue, le monde vécu où les structures sont générées. Comme résultat des interactions répétitives entre les acteurs, le DPQF peut émerger au niveau microsociologique sous forme de trois effets émergents :

- Relation 1 : la relation interne entre les positions sociales : la relation Ordonnateur-Citoyen surgit par la manifestation du citoyen contre la DPQF.
- Relation 2 : la relation interne entre les positions sociales : la relation Ordonnateur-économiste, surgit lorsque l'économiste se doit d'alerter l'opinion publique sur la dangerosité de la DPQF.
- Relation 3 : la relation interne, entre les positions sociales : la relation Ordonnateur-Administrateur surgit lorsque l'administrateur équilibre le budget par la DPQF.

À ce niveau de la réalité, la structure sociale est composée de positions sociales, de relations internes entre les positions sociales, des rôles qu'assument les acteurs dans ces relations internes. Avec les objets physiques, ils constituent l'ordre matériel de la DPQF au niveau

microsociologique. En revanche, la structure culturelle, composée d'idées, croyances, valeurs, règles linguistiques des actions linguistiques, règles gestuelles des actions non linguistiques et règles de conduite, constitue l'ordre symbolique et culturel de la DPQF au niveau microsociologique. Partant de l'hypothèse épistémologique écologique de Harré (1986), nous pouvons postuler que les objets physiques, les individus, occupant des positions sociales et les discours, sont accessibles, directement et virtuellement sans aucune inférence. En revanche l'identification des types d'interactions qu'entretiennent les individus entre eux est purement subjective car elle dépend du système de perception lié aux acteurs eux-mêmes. Ce système de perception dépend de leurs valeurs morales et des attentes auxquelles ils veulent répondre en entrant dans de telles interactions. Puisque l'individu n'est pas dans une position totalement fataliste, il a le choix et la liberté de décider d'occuper ou de ne pas occuper une position sociale dans le SEDP.

Au niveau méso, nous trouvons l'ordre institutionnel.

- 3- L'Ordre institutionnel : La DPQF existe au niveau méso sociologique en tant qu'institution. Elle émerge du résultat de l'ensemble des relations internes entre des positions sociales effectuées au niveau interactionnel. Pour cela en tant qu'institution, la DPQF est considérée comme l'ensemble des actions et pratiques normées et réglementées, qui sont répétées dans le temps et récursives dans l'espace et qui contribuent à l'augmentation la DPQF, au-delà de l'ordre interactionnel. Cette DPQF en tant qu'institution peut être approximativement observée d'une façon réelle sous la forme d'une organisation bien spécifiée, dotée d'un siège, d'un bâtiment et d'un personnel et d'un objectif bien formalisé, tel que le ministère de la justice ou un syndicat ou une association aux buts non lucratifs, qui sont une forme d'exécution du budget de l'Etat. Mais elle peut aussi être virtuelle et fictive, sous forme d'un collectif qui peut devenir un groupe effectif structuré sous certaines conditions ; la première est celle de l'identification des individus à une communauté imaginaire, la deuxième est d'établir une communication permanente entre les différents individus du collectif à travers la médiation technologique et la troisième est que les individus du même collectif sont dotés et représentés par un porte-parole. Premièrement, la DPQF en tant que catégorie sociale, est une idée et une représentation qui flotte dans la tête des individus et qui représente une entité réelle qui



regroupe des membres occupant la même position au sein de la structure sociale. De ce fait les catégories constituent la carte de la société. Dans notre étude de cas, nous avons saisi quatre groupes :

- Les Citoyens qui jouent le rôle de gouvernés dans la relation 1. (R1)
- Les Économistes qui jouent le rôle de technocrates dans la relation 2. (R2)
- Les Administrateurs qui jouent le rôle de subordonnés dans la relation 3. (R3)
- Les Ordonnateurs qui jouent le rôle de gouvernants dans R1, de politicien dans la R2 et de responsable dans la R3.

La DPQF au niveau institutionnel, dispose d'une grammaire sous forme d'idées, valeurs et règles culturelles qui est la même grammaire qui se trouve au niveau individuel et qui permet de lire cette carte. La carte et la grammaire à ce niveau, constituent la structure du monde du vécu. Pour que le collectif devienne une communauté symbolique dans le monde vécu, les membres d'un groupe doivent s'identifier à lui et cela en se l'appropriant comme identité culturelle et potentielle. Pour s'identifier à « nous » ; il faut que les membres du groupe s'identifiant à une catégorie collective, se distinguent d'autres catégories collectives constituant « eux », « ils » ou « autre ». De cette façon les communautés symboliques deviennent des groupes potentiels. Pour que le collectif émerge au niveau institutionnel, il faut que les membres de la société algérienne, s'identifient à l'une des quatre catégories taxonomiques citées précédemment. Comme résultat nous aurons quatre communautés symboliques :

- CS 1 : des individus de la société algérienne s'identifient comme Citoyens.
- CS 2 : des individus de la société algérienne s'identifient comme Économistes.
- CS3 : des individus de la société algérienne s'identifient comme Administrateurs.
- CS 4 : des individus de la société algérienne s'identifient comme Ordonnateurs

Ensuite pour que la communauté symbolique se transforme en quasi-groupe mobilisable, il faut que ses membres entrent en communication virtuelle. À travers cette communication, une conscience collective, aux sens durkheimiennes, est formée et s'installe à l'intérieur de toutes personnes participant au groupe, en unifiant tous leurs actes de consciences individuelles. Selon Vanden Berghe, ce rôle est joué par la médiation technologique. En effet, à travers elle, les membres du groupe sont au courant de leur existence, en tant que groupe et en tant que communauté imaginaire. Pour cela, les TIC tels que : les réseaux

sociaux, les médias de communication ; les chaînes de télévision, la radio et les journaux, permettent d'unir les personnes séparées par des dizaines de kilomètres, en les intégrant dans un seul réseau social où ils rencontrent les personnes qui défendent les mêmes idées et le même intérêt. Dans notre étude de cas, chaque groupe est identifié comme suit :

- Les citoyens sont identifiés dans les reportages télévisés, dans les groupes de réseaux sociaux et dans les articles de journaux, où ils manifestent leurs mécontentements des DPQF.
- Les économistes sont identifiés, dans les débats politiques économiques et politiques télévisés, dans les articles scientifiques et les journaux où ils manifestent le sentiment du danger que représentent les DPQF.
- Les administrateurs sont identifiés par les ministres et les administrations centrales, reliant les différentes administrations algériennes, à travers les instructions et les notes internes qu'ils publient, et qui permettent aux administrateurs de se réunir comme une seule conscience collective. Comme conséquence de cette conscience collective, la DPQF est exécutée simultanément et de la même manière sur tout le territoire algérien. Mais nous pouvons supposer aussi que les syndicats sont une autre forme de représentations des administrateurs.
- Les ordonnateurs posent vraiment un problème, car ces agents sont tenus par le principe de droit de réserve et ne sortent généralement pas du cadre du discours officiel tracé par le gouvernement.

Enfin, pour qu'un groupe mobilisable devienne un groupe organisé, il faut qu'il soit doté d'un représentant de groupe. Selon Vandenberghe, ce représentant, dans les médias, est dénommé le porte-parole. Ce dernier réalise et produit matériellement le groupe. Il est perçu comme une institution et une organisation existant matériellement dans un espace donné qui existe et qui perdure dans le temps. En tant que représentant officiel, il est l'intermédiaire entre les membres du groupe et le groupe. En leur absence il défend leurs intérêts et il les représente. De ce fait, il est le pouvoir causal des collectifs. À travers lui les collectifs, en tant que structure, s'actualisent et se virtualisent dans le monde vécu. Dans notre étude de cas nous avons constaté trois porte-paroles :

- Le premier est le porte-parole des Citoyens que nous apercevons, d'une part chez

les députés de l'opposition, les élus locaux de l'APW et de l'APC de l'opposition, les représentants de la société civile, tel que les associations, les ONG, les représentants des comités des quartiers et des villages, les anciens des tribus ; ces porte-paroles se manifestent contre la DPQF à travers le droit de la parole qu'ils ont au niveau du parlement, des assemblées locales et à travers les médias télévisés et les réseaux sociaux

- Le deuxième est le porte-parole des Économistes. Il peut être président des associations d'experts économiques, un directeur de laboratoire de recherche, un directeur de revues, ou un économiste renommé représentant une école de pensée. À travers les colloques, les conférences et les débats télévisés, ces portes paroles alertent l'opinion publique sur la dangerosité de la DPQF, pour exprimer le sentiment alarmiste suscité par le recours des administrations à cette dernière.
- Le troisième est le porte-parole des Administrateurs. Il peut être leur leader syndical, tel que le secrétaire général des syndicats des travailleurs ou il peut être leur supérieur hiérarchique, tels que le wali, les ministres et le premier ministre. À ce niveau, nous trouvons un double discours : dans le discours officiel, à travers leurs apparitions à la télévision et dans les journaux, ils défendent les politiques publiques du gouvernement et contestent la DPQF d'une manière superficielle. Mais dans le discours non officiel, les administrateurs sont sollicités et félicités, dans le cas où la DPQF est utilisée pour équilibrer le budget puisque. Puisque cette action apporte le sentiment d'équilibre, de sécurité à la fois aux administrateurs et aux ordonnateurs puisqu'ils sont conformes à la loi.

Après cette illustration de la DPQF au niveau institutionnel, nous pouvons déceler trois effets émergents liés aux trois groupes organisationnels :

- Effet émergent N°1 : les relations entre les Citoyens et les Ordonnateurs font émerger la manifestation comme pouvoir causal.
- Effet émergent N °2 : les relations entre les Économistes et les Ordonnateurs font émerger l'action d'alerter l'opinion publique comme pouvoir causal.
- Effet émergent N°3 : les relations entre les Administrateurs et les Ordonnateurs font émerger l'équilibrage du budget comme pouvoir causal.

Selon Vandenberghe, au niveau institutionnel le collectif est perçu objectivement et

virtuellement à travers les collectifs taxonomiques qui regroupent des individus occupant les mêmes positions sociales dans la structure sociale et il est perçu subjectivement et intentionnellement comme une communauté symbolique, dans laquelle les membres du groupe sont liés par une connexion mentale et spirituelle. Car ce sont les membres du groupe qui décident de s'auto-identifier à un tel collectif ou non, en se basant sur leurs affinités idéologiques, religieuses et culturelles.

Au niveau macrosociologique nous trouvons deux ordres :

- 4- L'ordre culturel : la DPQF existe symboliquement au niveau macrosociologique, comme un ensemble de relations structurées entre des idées. En tant que système culturel, la DPQF est un ensemble de valeurs (valeurs islamiques, valeurs scientifiques, valeurs juridiques), de normes (règles de conduites religieuse, scientifiques et juridiques), de règles culturelles (qui régissent les actions non linguistiques qui sont les règles culturelles islamiques, académiques et administratives), de règles grammaticales (la terminologie coranique et prophétique, économique, juridique) et d'idées (un péché, une inutilité, une nécessité), régissant les comportements des membres de l'organisation, de la communauté et du collectif, à travers la transcendance de ces valeurs, de ces règles culturelles, de ces règles grammaticales et de ces idées dans le monde empirique par le biais des institutions normatives que la DPQF génère. Sachant que les constituants du système culturel sont caractérisés par leurs hétérogénéités et leurs contradictions. Malgré que le système culturel est constitué de l'ensemble des règles, d'idées, des normes et de valeurs qui régissent les trois relations internes, celui-ci n'est pas réduit à ses constituants/composant.
- 5- L'ordre structurel : La DPQF existe matériellement au niveau macrosociologique en tant qu'ensemble de relations internes entre des positions sociales. Pour cela la DPQF, en tant que système social est à la fois : la relation interne entre le Citoyen et l'Ordonnateur, la relation interne entre l'Économiste et l'Ordonnateur et la relation interne entre l'Administrateur et l'Ordonnateur. C'est ce système qui permet de reproduire la DPQF ou de la transformer. Cette action de reproduction ou de transformation qui ne peut s'effectuer qu'à travers les actions des acteurs, se réalise sous forme de rapport entre les propriétés émergentes générées au niveau interactionnel et institutionnel.

Les deux systèmes représentent les deux faces du phénomène, qui sont tous les deux

indispensables, pour comprendre la DPQF caractérisant le SEDP. Ces deux systèmes sont totalement indépendants des individus et des acteurs, mais en même temps complémentaires l'un à l'autre. Par exemple le système social représente l'aspect matériel de la DPQF. Les personnes et les individus qui ont été la cause de sa production, sont retraités ou décédés. Et les autres qui exercent encore leurs fonctions au sein de l'institution n'ont jamais prévu que la production et la reproduction du SEDP au fil du temps, produise et reproduise le système qu'est la DPQF, dont les effets matériels apparaissent à la fois à travers les images virtuelles (produites par les positions sociales, les catégories des collectifs et les objets physiques) et à travers les images acoustiques (produites par les discours et les conversations).

Mais ces objets qui sont responsables de la réalité physique de la DPQF ne peuvent avoir de sens et de signification sans le système culturel. En tant qu'ensemble de valeurs, de coutumes, de règles du jeu, la DPQF est née dans une société amazighe-arabo musulmane, où les cultures administratives et universitaires francophones dominaient à l'époque. Ce système symbolique existait avant même l'existence de personnes qui ont produit le SEDP et il existera après leur départ à la retraite et après leur mort.

Les concepteurs du SEDP ne pouvaient rien face à lui, à partir du moment où ils ont accepté certaines positions sociales offertes par la société, les obligeant ainsi à adopter quelques traditions, et cultures à l'encontre de leur volonté, pour assumer un rôle dans le système, malgré le paradoxe qui existe entre le système social (perçu à travers les intérêts et les missions proposées aux acteurs) et le système culturel (perçu à travers les valeurs normatives et culturelles que les acteurs doivent adopter)

Selon l'hypothèse ontologique réaliste perspectiviste de Giere (2006), plusieurs personnes peuvent développer différentes représentations sur une seule et même réalité physique. Car chacun d'eux est motivé par un type de contact particulier avec la réalité physique, puisque la représentation est le résultat d'un type particulier d'interaction proposée par la réalité à ces personnes. Cette interaction est déterminée par un système de communication sociale, un système d'action collectif et une logique particulière que les personnes utilisent pour décoder les signaux de la réalité. Pour cela dans le cas de la DPQF, ce qui est connu ce sont les représentations que se font le citoyen, l'économiste et l'administrateur du phénomène de la DPQF caractérisant le SEDP

et non pas le phénomène lui-même.

### **1-2-2-2-Question épistémologique**

Selon le perspectivisme, il y a une interdépendance entre les acteurs et les représentations faites par ces acteurs sur une partie de la réalité sociale et physique avec laquelle ils sont en contact. Ce type particulier de contact est déterminé par les catégories culturelles et socio-culturelles des acteurs, tels que la culture, l'histoire et le contexte où ils se trouvent (Hess, 1997). Ce qui rend ces représentations subjectives, surtout que ce contact est essentiellement destiné à un genre de personnes bien spécifiques. Sans elles ces représentations ne seront pas révélées. Ce qui est le cas du citoyen, de l'économiste et de l'administrateur. Si ces trois n'existent pas alors nous ne pourrions jamais comprendre la DPQF, du moment que leurs représentations constituent les éléments par lesquels la DPQF émerge en tant que système culturel. Mais en parallèle ces représentations sont indépendantes des acteurs, parce qu'elles ne se produisent que si ces derniers entrent en interaction avec cette partie de la réalité sociale et physique. De ce fait elles sont objectives, car elles dépendent des objets physiques en contact physique avec l'acteur et dépendent aussi des positions sociales que l'acteur doit assumer s'il veut accéder à ce type d'objets physiques et à un certain type de relations internes avec d'autres positions sociales.

Comme résultat, ces représentations sont les types d'interactions que proposent ces objets physiques et ces positions sociales à l'acteur. Liées à l'ordre matériel de la structure du monde vécu, ces représentations, même non acceptées par l'acteur, ne disparaîtront pas. Elles restent figées jusqu'à ce que l'un des acteurs les active à travers les positions sociales qu'il assumera. Par exemple, si une personne assumant la position sociale de citoyen algérien décide d'abandonner cette position et la remplacer par une autre, tel que l'administrateur, la position sociale de citoyen ne disparaît pas, elle est toujours là en attente d'être activé par une autre personne. Ce qui est le même cas pour la position sociale de l'administrateur, si aucune personne ne souhaite assumer le rôle d'administrateur, la représentation liée à cette position est toujours là, puisque son existence est liée aux structures sociales formalisant et virtualisant l'administrateur à travers les textes juridiques et à travers les objets physiques, tels que le bureau, l'immeuble de la wilaya, qui physiquement et matériellement, sont indépendants des acteurs. C'est principalement pour cela que l'approche de Giere et Hess, est implicitement une approche écologique au sens de Gibson (1979) et Harré (1983). Cette approche suppose que la réalité sociale, offrant une certaine

interaction aux acteurs est perçue directement sans aucune inférence, à la fois au niveau visuel et au niveau sonore. Au niveau visuel, elle est perçue sous forme des images virtuelles produites par des corps qui occupent des positions sociales en interaction. Et au niveau sonore, elle est perçue sous forme des images acoustiques produites par un discours et par des actions sociales. Mais ces dernières peuvent être aussi perçues virtuellement puisque parler ou produire un langage est lui-même une action perçue par l'œil. À travers le discours et les actions sociales, le chercheur peut enquêter et présupposer l'existence d'un système de communication social et d'un système d'action collectives qui sont tous les deux responsables de la production des représentations par les acteurs étudiés. Mais à aucun moment ces représentations ne peuvent être produites en dehors des objets physiques et des structures sociales auxquelles elles appartiennent. (Lektorski, 2013).

Nous ne pouvons comprendre la représentation objective-subjective de la DPQF sans saisir l'environnement propre à chaque acteur au sein duquel il assume une position sociale. Parce que l'environnement exerce une grande influence sur la manière dont l'acteur va produire des significations sur les objets qui l'entoure, car il lui fixe le système de langage et le système d'action collectif qui correspondent à la position sociale qu'il vient d'assumer. Même si les acteurs appartiennent au système de la DPQF, cela n'empêche pas que chacun d'eux face partie d'un sous-système propre à lui. Dans notre projet de recherche nous avons localisé onze éléments de base qui constituent l'environnement socio-physique de chaque acteur que sont le Citoyen, l'économiste et l'Administrateur :

- 1- Le monde propre (Harré, 1990): Ce concept fait référence au concept d' Umwelt du biologiste Jakob von Uexküll. Chez Harré, Le monde propre signifie que les trois acteurs disposent d'un environnement, propre à eux, adapté à leurs capacités cognitives et à leurs statuts dans la société. Ce monde propre qui est la forme de vie qu'exercent les acteurs en tant que communauté de code culturel et de convention sociale, par laquelle ils évaluent l'efficacité de leurs actions et attribuent des significations à leur vécu. Dans ce cas-là ce qui est connu sur la DPQF qui caractérise le SEDP, ce ne sont que les mondes environnants des trois acteurs qui se trouvent à l'intérieur du SEDP et non pas le SEDP lui-même (Gibson, 1979). Selon notre étude de cas, nous avons saisi trois mondes propres :
  - MP religieux (gaspillage) : pour le Citoyen.
  - MP scientifique (inefficacité) : pour l'Économiste, il est caractérisé par la rigueur

académique et par une objectivité extrême.

- MP juridique (Application de la règle) : pour l'Administrateur.
- 2- La logique : Pour que chaque acteur s'adapte bien, à son environnement, il doit être doté d'une logique lui permettant de comprendre les signaux transmis par son environnement, pour qu'il soit en mesure de les décrypter. Et cette logique est, essentiellement, influencée par le type de langage utilisé. Doté d'un langage adéquat, l'acteur peut s'exprimer en adéquation avec la forme de vie qu'il accomplit. Selon notre étude de cas, nous avons saisi trois logiques :
- Logique Moraliste : pour le Citoyen
  - Logique instrumentaliste : pour l'Économiste
  - Logique pragmatique : pour l'Administrateur
- 3- La structure (Bhaskar, 1979) : Comme vu précédemment, Bhaskar et les réalistes critiques défendent l'hypothèse d'une réalité sociale qui est régie par une combinaison entre structures culturelles et sociales. Les structures culturelles font référence aux valeurs, aux normes, aux règles culturelles, aux règles grammaticales et aux croyances que défendent les acteurs, que ces derniers mobilisent pour mener des actions coordonnées et complémentaires avec les autres acteurs, ce qui permet de réaliser une activité de vie compréhensible et pleine de signification. Tandis que les structures sociales font référence aux positions sociales, aux rôles et aux tâches distribuées aux individus de la société qui sont mobilisées par les acteurs dans le but de s'approprier une identité par laquelle ils jouent un rôle dans la société. Ce rôle qui est primordial pour n'importe quel acteur qui ne veut pas être rejeté par la société et qui veut devenir indispensable au fonctionnement de celle-ci. Ce rôle lui permet d'exercer une forme de vie autorisée et règlementée et lui permet aussi de réaliser ses intérêts matériels qui ne peuvent être réalisables qu'à travers la réalisation des objectifs du système social auquel il appartient et dans lequel il interagit avec les autres acteurs. Dans notre étude de cas nous pouvons supposer que chaque acteur que nous étudions dépend à la fois d'une structure sociale et d'une structure culturelle :
- Pour le citoyen : le citoyen en tant que personne, qui est à la fois la manifestation d'une structure culturelle composée des valeurs islamiques, des règles de conduites religieuses, des règles culturelles islamiques, de la terminologie coranique et prophétique, et de croyances et convictions, considère la DPQF comme étant un



péché. Il est également la manifestation d'une structure sociale qui est celle de la position sociale de "citoyen". Cette position sociale s'active dans le monde vécu une fois qu'une personne accepte de l'assumer, ce qui permet à cette personne de se projeter dans une relation interne avec l'ordonnateur et qui l'oblige à jouer le rôle "de gouverner".

- Pour l'économiste : l'économiste en tant que personne, est la manifestation d'une combinaison de deux structures. La première est la structure culturelle formée par un ensemble de valeurs et règles de conduites scientifiques, des règles culturelles académiques, de la terminologie économique et scientifique et de croyances et de convictions, considère la DPQF comme étant inutile. La deuxième est la structure sociale qui est celle de la position sociale de "l'économiste". Cette dernière se manifeste dans le monde vécu lorsqu'une personne se décide de l'assumer à travers ses actions qu'elle mène dans la vie quotidienne, telles que la codification des règles, des symboles produits par la société. Ces actions qui le caractérisent le poussent à rentrer dans une relation interne avec l'ordonnateur, et le contraignent à jouer le rôle de "technocrate".
- Pour l'administrateur : En tant que personne, l'administrateur est considéré comme le dernier maillon de la chaîne de l'exécution de la DPQF. La réalisation de cette dernière est d'abord le résultat de la manifestation de l'administrateur en tant que personne, par deux structures combinées. La première est celle de la structure culturelle composée par des valeurs juridiques, des règles de conduites juridiques, des règles culturelles administratives, de la terminologie juridique et de croyances et convictions, considère que la DPQF est nécessaire. La deuxième est celle de la structure sociale qui est celle de la position sociale de "l'administrateur". Celle-ci est activée par la volonté d'une personne à l'assumer, en l'entraînant à rentrer dans une relation interne avec l'administrateur et en l'obligeant à jouer le rôle du "subordonné".

Nous pouvons dire que les structures culturelles et les structures sociales influencent les trois acteurs. Mais il y a une structure qui prédomine, chez un acteur, plus qu'une autre. Par exemple, les acteurs qui adoptent la position sociale de l'économiste et de l'administrateur, sont au départ des citoyens, mais une fois que le premier entre dans l'enceinte universitaire et le deuxième entre dans son bureau, ils adoptent tous les deux une

autre position sociale qui correspond au monde propre scientifique pour le premier et au monde propre juridique pour le deuxième.

- 4- Le mécanisme générateur (MG) (Bhaskar, 2008) : selon Bhaskar, ces structures citées au-dessus contiennent des mécanismes générateurs. Sous certaines conditions ces mécanismes déclenchent les pouvoirs causals de ces structures. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois MG :
  - Les dépenses supplémentaires n'ont aucune contrepartie réelle, que ce soit au niveau de la qualité ou au niveau de la quantité : pour les règles religieuses.
  - Les dépenses supplémentaires qui permettent d'augmenter les dépenses globales, sans contrepartie conséquente de recettes ou d'équipements publics : pour les règles scientifiques.
  - La constatation d'un écart entre les dépenses consommées et les dépenses à réaliser : pour les règles juridiques.
- 5- Les pouvoirs causals (Bhaskar, 2008): Comme nous l'avons expliqué plus haut, chaque structure contient en elle des pouvoirs causals. Ces pouvoirs s'exercent par les institutions et les organisations. Ces dernières en tant qu'effets émergents microsociologiques, dotées d'une conscience collective, permettent à la DPQF, en tant que système, de se réaliser et de se reproduire dans les interactions entre les acteurs au niveau microsociologique (Vandenberghe, 2007), à travers les actions collectives qu'il génère. Ce qui nous permet d'observer la DPQF au cœur des actions du Citoyen, de l'Économiste et de l'Administrateur. Actions réalisées à l'intérieur de leur monde propre, ces derniers constituant leur critère d'évaluation. Ce qui fait que les actions des acteurs sont à la fois des actions menées sur leur monde propre pour que celui-là se réalise et se formalise, et des réactions envers les objets physiques ou artificiels que contient leur monde propre. Ces actions et réactions constituent des répliques de règles sociales et culturelles sous-jacentes qui fondent le système de la DPQF. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois pouvoirs causals :
  - « La manifestation », pour les règles religieuses : La religion musulmane pousse les citoyens à 'manifester leurs mécontentements contre la DPQF'.
  - « Alerter l'opinion publique », pour les règles scientifiques. : Les données et les connaissances dont dispose l'économiste suscita chez lui sentiment alarmiste qui le

pousse à “alerter l’opinion publique sur la dangerosité et l’impact néfaste des DPQF sur les grands équilibres macro-économiques et sur la souveraineté économique de l’État.

- « L’équilibration du budget » : pour les règles juridiques : La consommation de la DPQF n’est qu’une action spontanée de la part de l’administrateur qui agit contre le déséquilibre se trouvant entre les dépenses consommées et les dépenses à consommer. Afin d’“équilibrer le budget” et ainsi se conformer à la loi.

6- La réalité physique (Harré, 1986) : Dans le monde propre de chaque acteur, il existe des objets physiques qui sont adaptés à son corps et à son rôle dans une relation interne avec une autre position sociale et qui sont adaptés aussi à un système cognitif particulier et spécifique qui n’appartient qu’à lui. Selon l’hypothèse écologique que défend Harré, les êtres humains accèdent directement aux objets physiques sans aucune médiation et sans aucune représentation. L’environnement propre stimule l’acteur à entrer en interaction avec lui, par le biais d’objets physiques qu’il lui offre. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois types d’objets physiques, correspondant à trois environnements propres, qui se trouvent à l’intérieur du système de la DPQF :

- Les ponts de moindre qualité – le permis de conduire délivrés après une longue période- la mauvaise prestation de services : pour le MP religieux.
- Les chiffres statistiques énoncés par l’État- les rapports sur les sommes globales des dépenses- les inventaires sur les équipements réalisés : pour le MP scientifique.
- Les documents budgétaires - la fiche d’engagement- le cachet du visa du contrôleur financier : pour le MP juridique.

7- Caractère de demande : Ce concept élaboré par Kurt Koffka (1935) signifie que les objets informent les acteurs de ce qu’ils peuvent faire d’eux , en offrant des possibilités aux acteurs d’entrer en interaction avec leurs environnements propres. Ce qui est le cas pour la DPQF, qui est avant tout un objet physique de caractère social, dont la fonction est de faire se rapprocher deux acteurs pour qu’ils entrent en interaction sociale complémentaire. La connaissance de la fonction de cet objet physique et de son utilité sociale ne peut être révélée que par la maîtrise des règles du jeu de langage et la maîtrise de la logique qui lui est propre. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois caractères de demande :

- « Manifestez-vous » : pour les ponts de moindre qualité, le permis de conduire délivrer après une longue période, la mauvaise prestation de service. Ces objets physiques

invitent le citoyen à manifester contre leur immoralité.

- « Tirer la » : pour les chiffres statistiques énoncés par l'État, les rapports sur les sommes globales des dépenses, les inventaires sur les équipements réalisés. Ces objets invitent l'économiste à tirer la sonnette d'alarme pour sensibiliser l'opinion publique et le pouvoir public sur leur dangerosité.
  - « Équilibrez-le » : pour les documents budgétaires, la fiche d'engagement, le cachet du visa du contrôleur financier. Ces objets invitent l'administrateur à équilibrer le budget à travers la consommation des DPQF.
- 8- Système de communication sociale (Lektorski, 2013) : Le discours en tant que partie du système de communication permet aux acteurs, de nommer, d'identifier, de localiser, d'apprendre et de communiquer un certain artefact, tels que la DPQF et le SEDP. En plus des discours, il y a les comportements gestuels qui amplifient le sens des mots, la signification des mots et des signes verbaux. Ces deux parties du langage, qui sont les actions linguistiques numériques et les actions non linguistiques analogiques, permettent aux acteurs de jouer un jeu de langage pour entrer en interaction avec d'autres acteurs, à travers lesquelles des relations internes entre des positions sociales vont émerger. Mais ce système est à la fois le langage qu'utilisent les acteurs et les règles d'utilisation de ce langage. Dans notre étude de cas nous avons saisi trois systèmes de communication sociale :
- Langage religieux : pour le Citoyen. Ce langage est non seulement composé mais aussi régi par une terminologie coranique et prophétique et par un ensemble de comportements gestuels issues de règles culturelles islamiques.
  - Langage scientifique : pour l'Économiste. Ce langage est non seulement composé mais aussi régi par une terminologie scientifique et économique et par un ensemble de comportements gestuels issus de règles académiques et scientifiques.
  - Langage juridique : Pour l'Administrateur. Ce langage est non seulement composé mais aussi régi par une terminologie purement juridique et par un ensemble de comportements gestuels issus de règles culturelles administratives et juridiques.
- 9- Système d'action collective (Commons, 1934; Durkheim, 1893) : Quand un individu agit au niveau du monde vécu, il agit toujours au niveau institutionnel même s'il a l'air d'être seul. JR Commons (1934) définit l'institution comme étant l'action collective qui contrôle l'action individuelle. Ce qui rend les actions d'un individu limitées par les actions du

collectif. Ce dernier, en tant que conscience commune comme le stipule Durkheim (1893), sous forme de valeurs et de normes partagées et croyances communes ancrées dans la conscience des individus, détermine leurs actions, en leur fixant celles qui sont autorisées et celles qui ne le sont pas. Ces actions autorisées et non autorisées tirent leurs significations des sanctions répressives qui les accompagnent. Chez les réalistes critiques tel que D Elder-Vass (2007), c'est grâce aux actions collectives que les institutions émergent au niveau empirique. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois systèmes d'actions collectives :

- Commander et agir d'après des commandements : c'est un ensemble d'actions imposées par la religion islamique qui sont régies par les règles religieuses dont le but est d'accomplir des actions morales.
- L'évaluation des politiques publiques : c'est un ensemble d'actions qui visent à évaluer les actions de l'État, pour voir si ces dernières ont atteint les objectifs escomptés. Elle est régie par des règles scientifiques économiques très rigoureuses dont le but est de mesurer l'efficacité des actions des agents économiques.
- L'exécution des dépenses publiques : c'est un ensemble d'actions qui visent à exécuter les dépenses publiques, à travers lesquelles les actions de l'État se concrétisent matériellement. Ces actions sont régies par des règles juridiques administratives, dont le but est de produire un agent administratif mécanisé, conçu, pour faire partie d'une machine de gestion qui est le système bureaucratique.

10- Signification (Peirce, 1960; Wittgenstein, 1953): C'est grâce au système de communication sociale que les objets physiques et les phénomènes sociaux prennent leurs noms, que des valeurs et des cultures se transmettent et que des représentations se construisent. C'est dans le langage que nous communiquons, que notre monde est pensé et que les objets du monde prennent leurs significations. Et c'est dans le système d'action collective que ces significations se réalisent et génèrent leurs répliques sous forme d'actions collectives qui tendent à réguler et à standardiser la société en poussant ses membres à partager un ensemble de pratiques, de structures sociales, de traditions et de coutumes. Ces dernières qui constituent la forme de vie partagée qui se construit et se stabilise à travers les actions et réactions régulières et répétitives de ses membres, par lesquelles les signes grammaticaux et comportementaux obtiennent leurs significations. Pour cela, comme le démontre Eco ([1976]1979) , les formes de vies en tant qu'unité

culturelle, constituent les interprétants et les significations des signes. Pour cela, en se combinant avec le système d'action collective et le système de communication sociale, la forme de vie en tant qu'unité culturelle nous offre les règles permettant aux acteurs de produire des énoncés et des pratiques sociales signifiées, qui symbolisent le monde propre dans lequel ils vivent. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois significations de la DPQF :

- Gaspillage (chez le Citoyen) : Selon la terminologie coranique et prophétique, les règles culturelles islamiques et les commandements de l'islâm, toute DPQF est nommée "gaspillage". Elle est un péché qu'il faut bannir et dénoncer.
- Inefficacité (chez l'Économiste) : Selon la terminologie économique, les règles culturelles académiques, l'évaluation de l'action de l'administrateur, les théories économiques et les théories du management, la DPQF est une source "d'inefficacité" qu'il faut éliminer.
- Application de la loi (chez l'Administrateur) : Selon la terminologie juridique, les règles culturelles administratives, l'action d'exécution de la DPQF menée par l'administrateur, n'est qu'une "application de la loi" ni plus ni moins.

11- Signification neutre (Hlady Rispal, 2002) : Pour réduire la subjectivité des représentations produites par les acteurs et éviter toute forme de relativisme, nous avons pris une distance par rapport à eux. Tout en restant sur le terrain nous prenons une position d'extériorité vis-à-vis de notre terrain. En d'autres termes, malgré la mobilisation des représentations des acteurs dans notre projet de recherche, à aucun moment ces représentations ne vont se confondre avec notre modèle final. Pour cela, nous avons essayé de trouver pour chaque structure caractérisant l'un des acteurs, une structure qui la neutralise et la rend tempérée. Dans notre étude de cas, nous avons saisi trois significations neutres :

- Immorale : pour le "Gaspillage". Alors que la signification est basée sur une perception musulmane, nous allons la faire passer à un système normatif laïque ; tel que le système de Rousseau. Celui-ci garantit à toutes les cultures et les religions un droit légal de liberté et de juger toutes actions sur le critère moral-immoral. De ce fait la DPQF est plutôt "immorale" au sens roussélien, du moment où elle ne contribue pas au bien-être des citoyens.
- Action non logique : pour "l'Inefficacité". Cette signification est un produit d'un système théorique et conceptuel purement économique. Or Pareto a démontré que

les théories économiques sont, la plupart du temps, des pseudos théories et surtout les théories des finances publiques<sup>19</sup>. Pour cela il préconise que l'économie soit imbriquée dans la sociologie, pour qu'elle revienne à son champ naturel et de mesurer toute action qui se base sur une théorie économique, à partir du critère logique-non logique. Comme résultat, du moment où l'action qui produit la DPQF se base sur une théorie fautive qui est la théorie de la finance publique, cette action est considérée comme une 'action non-logique'.

- Stratégie : pour "Application de la loi". Pour Crozier et Reynaud, les lois et les règles juridiques ne sont que des instruments dans les mains des acteurs à travers lesquels ils réalisent leurs objectifs. À titre d'exemple, dans une perspective sociologique comme le fait Crozier, la DPQF n'est qu'une "stratégie" qui permet à l'administrateur de réaliser les objectifs de l'Ordonnateur qui consistent à garder les mêmes montants des CP de l'année en cours pour le budget de l'année suivante.

---

<sup>19</sup> Selon Pareto toute action qui s'inscrit dans le cadre de la théorie des finances publiques est une action fautive, puisque cette théorie est elle-même basée sur une théorie fautive qui est celle de la théorie « des besoins collectifs », ce qui a été prouvé plus tard par Marc Leroy : « La théorie des besoins collectifs est fautive ». Leroy, M. (2014). Pareto, fondateur à (re)découvrir de la sociologie des finances publiques. Retrieved 04 mai 2016, from SociologieS <https://sociologies.revues.org/4859>. Mais encore, pour Pareto, les actions qui s'inscrivent dans le cadre de la théorie des finances publiques ne peuvent pas faire l'objet de l'étude des sciences économiques, puisqu'elles sont non-logiques. Pour cette raison elles doivent plutôt faire l'objet de l'étude de la sociologie : « *La théorie scientifique aura peu d'aide, ou aucune, de la part des traités sur la "science" des finances publiques publiées jusqu'à présent. Du point de vue de la théorie scientifique, leur meilleure valeur est proche de zéro..... Notez bien, que le fait de considérer le contribuable comme un opérateur qui tente de maximiser l'ophélimité, ne donne souvent qu'une partie, une infime partie du phénomène. En général, le contribuable n'est pas au courant de tous les effets liés aux impôts ou aux mesures fiscales, par conséquent ses actions ne sont pas de types logiques selon la science économique, pour lesquelles la théorie est moins difficile ; plutôt elles sont de types non-logique pour lesquels la théorie est plus difficile* ». Traduit par nos soins. Pareto, V. (1975). A "Guido Sensini", letter of 9 April 1905,. In G. Busino (Ed.), Correspondance, 19(2), OEuvres Complètes (pp. 542-544). Genève: Librairie Droz.

Faire au minimum ressortir les représentations et les significations, liées à la perspective de chacun de ces trois acteurs , reste insuffisant comme le démontre Hess (1997). Le chercheur doit non seulement reconstruire la signification d'un phénomène qui dépend d'un contexte et d'une culture spécifique, mais aussi chercher la théorie qui l'explique. Dans ce sens, le PECT de Hess défend une hypothèse épistémologique relativiste critique de la connaissance selon laquelle tous les types de connaissances nous permettent de construire des représentations sur des phénomènes sociaux. Mais l'explicabilité des représentations est le rôle des théories scientifiques (Giere, 2006) . L'autre rôle de ces théories est de trancher entre une simple opinion issue d'un langage quotidien et un énoncé théorique issu de la connaissance scientifique. Ce qui nous facilite la production d'une perspective fiable sur le monde dans lequel nous vivons (Giere, 2006).

C'est principalement pour cette raison que notre processus de recherche à été divisé en deux étapes. La première étape consistait à trouver les trois représentations liées aux trois acteurs que nous avons choisi précédemment, pour produire le modèle représentatif, par lequel nous essayons de comprendre la DPQF. Une fois, cette étape réalisée, nous sommes alors passés à la deuxième étape, qui consistait à chercher les théories qui expliquent l'origine des représentations des trois acteurs et l'origine de leurs actions, pour ensuite les transformer en une perspective scientifique.

De ce fait, l'hypothèse épistémologique relativiste critique défendue par Hess, nous permet, non seulement de prétendre, qu'un phénomène donné peut être expliqué par plusieurs connaissances issues de plusieurs acteurs et de plusieurs contextes donnés, ce qui introduit une certaine démocratie dans la recherche scientifique. Mais il nous permet aussi de nous échapper du relativisme moral, en évaluant les conséquences des valeurs mobilisées par l'acteur dans ses actions sur les autres personnes qui subissent ses actes.

### **1-2-2-3-Question méthodologique**

Dans le PECT, la construction est la méthode qui permet d'appréhender les connaissances et générer le savoir. Mais pas n'importe quelle construction , un type spécifique de construction dans lequel le chercheur n'essaie pas de transformer la réalité ou la coconstruire avec les acteurs observés , mais de soustraire ses significations (Hlady Rispal, 2002). Le chercheur tout en restant sur le terrain, peut échapper à sa subjectivité, grâce à la position d'extériorité qu'il prend vis à vis



des acteurs étudiés. À travers cette position, il va au-delà du rôle de « voir avec les yeux » des acteurs et au-delà du rôle « de prendre en perspectives les acteurs étudiés » (Hammersley, 1990) (Hlady Rispal, 2002), pour se focaliser davantage sur le fait de saisir le sens caché, profond et sophistiqué dissimulé derrière le sens ou le non-sens apparent. (Crozier & Friedberg, 1977). La saisie de ce sens ne peut être effectuée qu'à travers la prise en compte du phénomène dans sa globalité, sachant que ce sens profond est la signification que donnent les acteurs à leurs actions. Ces dernières sont tout à fait logiques par rapport au jeu de langage qu'utilisent les acteurs entre eux (Wittgenstein et al., 2005). Pour cela, il y a une différence entre sens et signification. Cette différence a été très expliquée et détaillée par Vygotski (1997).

Selon Jean Paulhan (cité par Vygotski), *le sens* d'un mot est défini comme « un phénomène complexe, mobile qui, dans une certaine mesure, change constamment selon les consciences et, pour une même conscience, selon les circonstances » (1997, p. 370) . Premièrement, le sens d'un mot est produit dans la complexité. Cette complexité comporte le lieu et le temps où le mot a été énoncé, entendu et écrit. Elle comporte également le type d'interlocuteurs qui ont échangé ce mot et l'objet visé par son énonciation (Mounin, 1974). Pour cela le sens du mot ne peut être compris qu'à travers le contexte et la phrase dans lesquels il a été exprimé (C. C. Du Marsais, 1765). Puisque l'environnement change constamment et les stratégies et les intentions des personnes aussi, le sens d'un mot peut changer et peut être perçu différemment chez les acteurs qui sont concernés par cette énonciation. Une telle définition est affirmée par Vygotski (1997) qui définit le sens comme «une formation dynamique, fluctuante, complexe, qui comporte plusieurs zones de stabilité différentes.» (1997, p. 370). Ces zones de stabilité sont les différents sens que peut comporter un mot. Pour cela le rôle de la conscience comme productrice de sens est de décider dans quelle zone va s'installer le mot. Comme le défend Ferdinand de Saussure (1916), le sens d'un signe linguistique est fixé par la représentation que donne l'énonciateur à ce signe au moment où il est énoncé . À ce moment-là le signe aura, ce qu'appelle Saussure, une valeur linguistique, cette valeur que le mot tire du système linguistique dont il appartient.

L'étude du sens s'est développée surtout avec la phénoménologie d'Edmund Husserl (1900-1901/1970). À travers l'intentionnalité, le sens n'est plus orienté vers les choses telles qu'elles sont représentées au niveau extérieur. Mais vers les choses telles qu'elles sont vécues et visées par l'esprit, ce qui permet de s'ouvrir au sens des phénomènes en délaissant les

significations qui sont fixées à priori. Pour cela le décentrement du sujet de « on » vers « je » est capital, car il permet de saisir le sens du phénomène à travers la description des contenus de conscience d'une personne. Cette description se réalise par l'appropriation et l'analyse du langage et de discours de ce dernier, ce qui permet de comprendre le phénomène plus facilement.

Le sens est défendu par les paradigmes épistémologiques et méthodologiques issus des sciences humaines et sociales. Qui prennent l'étude de l'être humain en tant qu'Être, comme objet d'étude et qui privilégient généralement le mode d'interprétation *langage/renvoi* pour saisir le sens caché des phénomènes. Ces derniers ne peuvent être saisis qu'à travers le sujet.

*La signification* vient du mot signe qui veut dire qu'une chose est l'indice de l'autre. Pour Vygotski (1997) la signification est la liaison entre un mot et un contexte particulier. Malgré toutes les modifications qui pourraient affecter le sens d'un mot sa signification reste toujours stable. Le contexte particulier que vient d'énoncer Vygotski est celui de l'usage d'un mot dans une phrase ou dans un texte. C. C. Du Marsais (1765) précise qu'avant que le locuteur énonce un discours, le mot ne peut pas avoir plus d'une signification. Cette dernière doit être fixée à priori pour être adéquate avec un contexte particulier bien précis. Pour Vygotski « la signification, est l'une des zones du sens que le mot acquiert dans un contexte verbal particulier » (1997, p. 370). Pour cela la signification est une partie du sens. Elle est la potentialité matérielle des mots qui se réalisent dans le langage, sans laquelle le sens ne peut se réaliser (Vygotski, 1997). Pour Vygotski (1997) si le sens se trouve dans la pensée et fait référence à l'intériorité, la signification fait référence au langage du dictionnaire et à l'extériorité. Un mot isolé ne peut avoir qu'une seule signification comme c'est le cas du dictionnaire (C. C. Du Marsais, 1765). La signification est son sens primitif et fondamental. De ce fait l'objet extérieur devient son signe (C. Du Marsais, Beauzée, & Marmontel, 1789).

Cette relation d'extériorité a été exposée dans le triangle sémiotique d'Aristote " Parole/concept (état d'âme) /chose", selon lequel un objet matériel concret se trouve dans nos esprits par le biais des concepts, idées, pensées. Ces derniers à leur tour se formalisent sous forme de signes et de mots. À travers ce processus les mots prennent des significations au sens d'Aristote. En d'autres termes les objets externes sont les significations des mots. Et ces derniers ne sont que des catégorisations des premiers. Cette catégorisation est le résultat de la généralisation des observations qui permettent de donner des définitions aux objets et de leur attribuer des noms. Le

structuralisme de Saussure se base sur le triangle sémiotique d'Aristote. Il conçoit la signification comme une structure, sous forme d'une relation entre un signifiant et un signifié. Le premier qui est l'image acoustique du mot et le deuxième qui est son concept. Cette conception oppositive postule que chaque mot a sa propre représentation mentale. Cela signifie qu'à l'intérieur d'une communauté linguistique les représentations mentales sont identiques pour tout le monde. Ce qui permet aux membres de la communauté linguistique lors de l'utilisation des mots, de renvoyer au même objet matériel extérieur à la relation signifiant- signifié.

Pour Vygotski (1997) cette relation de signifiant- signifié est le lien par lequel la signification assure l'articulation entre le mot et les généralisations. Ces dernières sont des représentations mentales produites par la pensée et acquises à travers l'histoire, les expériences et l'apprentissage. Pour cela chez Vygotski (1997), la pensée verbale qui est la relation entre la pensée et le langage, est un processus dynamique . Ce qui signifie que la signification d'un mot n'est pas immuable ou invariable. Au contraire, elle change par rapport à l'environnement, au contexte et au type de locuteur qui interagissent avec l'énonciateur. Pour cela Vygotski est proche de la démarche moniste d'Aristote , car il conçoit la généralisation (qui est une représentation, idée et concept produite à travers les différentes expériences empiriques et différentes observations faites sur un objet physique donné), comme une substance identique au monde physique(Bronckart & Friedrich, 1999). De fait qu'elle a été produite en son sein, le mot n'est que la catégorisation de l'objet physique réalisé par la généralisation et que la pensée n'est qu'une signification attribuée à cet objet par cette dernière, cela signifie que la pensée et le mot sont deux faces de la même pièce, ils sont les mêmes.

La signification était le talon d'Achille du paradigme épistémologique positiviste qui dominait le début du 20ème siècle. Partagé largement par communauté scientifique, il a été représenté par l'école de Vienne qui partageait la même conception saussurienne de la signification. À travers la radicalisation du triangle sémiotique d'Aristote (Rastier, 1995), les membres de cercle de Vienne sont arrivés à la conclusion qui suit : les énoncés n'ont de signification que s'ils sont vérifiés par un protocole de vérification, ce que Moritz Schlick dénomme la méthode de vérification (Schlick & Mulder, 1978). Bertrand Russell (1912) défendait la même hypothèse. Il considérait qu'une croyance n'a de signification que si elle correspond à un fait objectif existant dans le monde extérieur. En s'inscrivant dans la continuité des travaux de ses

prédécesseurs, Carnap ajouta l'inférence inductive comme moyen de démarcation entre les propositions scientifiques et les propositions non scientifiques. De ce fait, les questions métaphysiques sont considérées comme des objets dépourvus de toute signification, du moment qu'elles sont invérifiables empiriquement (Carnap, Neurath, & Hahn, 2010). Mais c'est grâce à Otto Neurath que le langage et la signification ont pris une autre dimension. Il était le premier à tenter d'unifier sous une même bannière langagière qui est le langage physique, le langage des sciences exactes et des sciences dures avec les autres langages des sciences sociales. L'idée de Neurath était que du moment qu'un phénomène mobilise plusieurs disciplines pour être expliqué (Carnap, Neurath, & Hahn, 2010), il est préférable que la signification scientifique extraite de ce phénomène soit unique et unifiée pour l'ensemble des disciplines qui le traitent, ce qui permet de faciliter la tâche des chercheurs. De ce fait l'unification des langages des disciplines expliquant ce phénomène est primordiale.

La signification a pris un essor avec les travaux du deuxième<sup>20</sup> Ludwig Wittgenstein dans son livre « Investigations philosophiques » (1953), qui préconise le retour vers les mots tels que nous les utilisons tous les jours. Les mots sont passés d'un mode *représentation langage/image* comme le stipulaient les positivistes logiques, pour aller vers un mode plus pratique prenant en compte la manière dont ils sont utilisés quotidiennement par les gens dans leurs langages respectifs, par lesquels ils réalisent leurs activités quotidiennes. Dans cette conception, le langage est vu comme une *pratique langage/outil*. Il ne suffit plus de se procurer le langage mais de l'utiliser effectivement. L'analogie utilisée par Wittgenstein est de considérer les différents langages comme des jeux, qu'il appelle « jeux de langages » (1953). Des jeux qu'il définit comme différentes pratiques sémiotiques qu'utilisent les gens dans leur vie quotidienne comme :

*« Commander, et agir d'après des commandements. Décrire un objet d'après son aspect, ou d'après des mesures prises. Reconstituer un objet d'après une description (dessin). Rapporter un événement. Faire des conjectures au sujet d'un événement. Former une hypothèse et l'examiner. Représenter les résultats d'une expérimentation par des*

---

<sup>20</sup> Deuxième Ludwig Wittgenstein, fait référence à la deuxième partie de vie de Wittgenstein. C'était le moment où il a abandonné le réalisme qu'il a développé dans « Tractatus Logico-Philosophicus » et l'a remplacé par un relativisme moins rationaliste. Ce relativisme qu'il a bien explicité dans le livre « Investigations philosophiques ».

*tables et des diagrammes. Inventer une histoire ; et lire. Jouer du théâtre. Chanter des “ rondes ”. Deviner des énigmes. Faire un mot d’esprit ; raconter. Résoudre un problème d’arithmétique pratique. Traduire d’une langue dans une autre. Solliciter, remercier, maudire, saluer, prier. » (Wittgenstein et al., 2005, pp. 39-40).*

Ces différentes pratiques sémiotiques sont des jeux de langage, composées d’actions linguistiques soutenues par des actions non linguistiques qui sont régies par des règles terminologiques et des règles culturelles. Ces actions sont accompagnées de pratiques sociales normées par des règles de conduite. Cet ensemble d’actions, pratiques et règles, Wittgenstein les dénomme la grammaire. Cette grammaire est un ensemble de règles, qui servent à fixer les mots, les concepts, leurs significations et la manière de leurs utilisations. Elles sont connues par toutes les personnes qui jouent le jeu de langage car elles postulent les principes de base de son fonctionnement. Une fois fixées, elles ne peuvent être en aucun cas négociées. En plus elles ne peuvent être apprises par un enseignement académique. La seule manière de les apprendre, c’est de les pratiquer et les utiliser à travers le jeu de langage. Le Jeu de langage en tant que système de propositions d’énoncés, sert à lancer des énoncés sous forme de phrases, de mots et d’actions pour voir si ces énoncés permettent de réaliser des pratiques sociales. Si elles aboutissent à ces dernières, cela signifie que le sujet qui joue ce jeu de langage, est en total conformité avec les règles de ce jeu. En résumé, chez Wittgenstein, la « signification d’un mot est son usage dans le langage. » (L. Wittgenstein et al., 2005, p. 43). Et chaque énoncé proposé n’est qu’un coup dans ce jeu. Ce coup ne peut être pertinent que si, premièrement, il est en adéquation avec les règles des jeux dans lesquelles il est proposé et deuxièmement s’il est en conformité avec la forme de vie, qui est l’interprétant et la représentation du jeu de langage dans lequel ce coup est lancé. Comme l’explique Wittgenstein « Se représenter un langage, signifie se représenter une forme de vie » (L. Wittgenstein et al., 2005, Paragraphe 19). Cette dernière est un ensemble de pratiques et de structures sociales, de traditions et de coutumes qui constituent un environnement culturel et social, partagé par un groupe de personnes et que le jeu de langage qui lui est propre tend à réaliser en pratique. Ce qui rend la conception de langage de Wittgenstein pragmatique car le langage ne représente pas uniquement un ensemble de mots lancés dans l’air mais il réalise les objectifs propres du locuteur à travers les coups du jeu de langage, en adéquation avec le monde propre

auquel il appartient. Ce qui fait de la forme de vie, un critère de validité pour chaque coup de jeu de langage.

La conception de Wittgenstein est en adéquation avec la conception de Charles Sanders Peirce (Chauviré, 2010). Tous les deux conçoivent la signification dans un sens pragmatique, c'est-à-dire que la signification ne peut être comprise qu'en relation avec une pratique, une activité sociale ou la réalisation d'une action. Contrairement au positivisme qui conçoit les énoncés comme des représentations, Peirce conçoit les énoncés comme une pratique qui possède une utilité sociale. Ce qui est vrai c'est ce qui a un impact réel sur la vie des gens. Pour cela la signification au sens Peircienne est à la fois antiréductionniste, vague et indéterminée. Pour lui, la signification est un processus sémiotique sous forme d'un rapport triadique entre le signe, l'objet et l'interprétant. Peirce nous explique la relation entre les trois :

*« Un Signe ou Representamen est un premier qui entretient avec un second appelé son objet une relation triadique si authentique qu'elle peut déterminer un troisième, appelé son interprétant, à entretenir avec son objet la même relation triadique qu'il entretient lui-même avec ce même objet »(2.274)*

Mais l'originalité que Peirce a introduit dans le triangle sémiotique aristotélien est d'insérer le fondement, qu'il définit comme :

*« Un Signe, ou Representamen, est quelque chose qui tient lieu pour quelqu'un de quelque chose sous quelque rapport ou à quelque titre. Il s'adresse à quelqu'un, c'est-à-dire crée dans l'esprit de cette personne un signe équivalent ou peut-être un signe plus développé. Ce signe qu'il crée, je l'appelle l'interprétant du premier signe. Ce signe tient lieu de quelque chose : de son objet. Il tient lieu de cet objet non sous tous rapports, mais par référence à une sorte d'idée que j'ai appelée quelquefois le fondement du representamen » (2.228)*

Le signe-fondement chez Peirce peut-être un qualisigne, sinsigne ou légisigne. C'est à travers les trois que le signe fondement peut être le signe d'un objet réel sous trois angles différents (5.286), par l'intermédiaire d'un objet immédiat qui constitue la représentation intériorisée de l'objet réel extérieur qu'il dénomme l'objet dynamique. Pour Peirce le signe fondement peut être :

- Un qualisigne : c'est à dire un signe qui désigne son objet par les qualités qui lui sont propre. Nous ne pouvons les capter que par les cinq sens ; l'ouïe, le goût, le toucher, l'odorat, la vue sous forme d'images acoustiques, virtuelle, olfactive. Ces qualités qui ont une existence propre indépendante de tout objet ou interprétant (David, 1980), sont indéterminées puisqu'elles offrent des possibilités illimitées au locuteur, grâce à l'imagination et à l'activation de la métaphore qu'elles produisent chez lui, lors de leurs utilisation pour désigner un objet (David, 1980) . Dans note étude de cas nous avons saisi trois qualisigne :
  - o Mécontentement : sentiment provoqué par la DPQF chez le Citoyen.
  - o Alarmiste : sentiment provoqué par la DPQF chez l'Économiste.
  - o L'équilibre : sentiment provoqué par la DPQF chez l'Administrateur.
- Un sinsigne : c'est-à-dire est un signe fondement qui désigne son objet par une circonstance ou un objet (David, 1980) . Dans le cas d'une circonstance, il peut être sous forme de bruit, d'une odeur, d'une réplique ou d'un objet. L'une des caractéristiques du sinsigne est que le qualisigne lui est subordonné. C'est à l'intérieur de lui que le qualisigne se matérialise. Dans notre étude de cas nous avons saisi trois sinsignes :
  - o Manifestation : réaction envers la DPQF par laquelle le sentiment de mécontentement se manifeste chez le Citoyen.
  - o Alerter l'opinion publique : réaction envers la DPQF par laquelle le sentiment alarmiste se manifeste chez l'Économiste.
  - o Équilibrage du budget : l'action menée par la DPQF et par laquelle le sentiment d'équilibre se manifeste chez l'Administrateur.
- Un Légisigne : c'est-à-dire un signe fondement qui désigne son objet sous forme d'« une loi, d'une règle, d'une convention, ou d'une habitude. Le langage, les gestes, les structures culturelles et sociales d'une société sont essentiellement des légisignes » (David, 1980). L'une des caractéristiques du légisigne est qu'il doit être toujours suivi d'une réplique sous forme d'un sinsigne. Car c'est dans les répliques que les lois et les règles se matérialisent. En même temps c'est lui qui donne du sens à toute action et à tout objet. Dans notre étude de cas nous avons saisi trois légisignes :
  - o Le symbole du gaspillage : c'est la signification qu'attribue le Citoyen à la DPQF.

- Le symbole d'inefficacité : c'est la signification que donne l'Économiste à la DPQF.
- Le symbole de l'application de la loi : c'est la signification que donne l'Administrateur à la DPQF.

Le fondement est la manière et la façon dont l'objet dynamique est pensé. Il est sous forme d'un objet immédiat qui est contenu à l'intérieur du signe. Il est une idée, une représentation qui se concentre sur un aspect spécifique de l'objet dynamique. Il est la connotation du signe et sa signification. Il existerait d'après Peirce trois types de signe fondement :

- L'icône : lorsqu'une ressemblance ou similarité qualitative relie un objet dynamique qui est une qualité possible, à son signe descriptif, le fondement du signe descriptif est une icône. Ce dernier met l'objet dynamique et le signe dans une relation de motivation, par laquelle les propriétés intrinsèques du signe correspondent à certaines qualités de l'objet dynamique. L'icône en tant qu'objet immédiat peut être liée à son signe, sous forme de qualisigne, sinsigne ou légisigne. Dans notre thèse nous l'avons mobilisée comme qualisigne. L'icône comme fondement d'un qualisigne, réfère à une similarité de sentiment produit par l'objet dynamique et qui fait référence à une expérience passée. Dans notre objet d'étude nous avons saisi trois objets immédiats iconique :
  - Le Mécontentement  $\Rightarrow$  signe-fondement : mécontentement.
  - L'Alarmisme  $\Rightarrow$  signe fondement : Alarmiste.
  - L'équilibre  $\Rightarrow$  signe fondement : L'équilibre.
- L'Indice : lorsqu'une action ou réaction relie un objet occurrent concret à son signe désignatif, le fondement du signe désignatif est un indice. Ce dernier met l'objet et le signe soit dans une relation de contiguïté soit dans une relation de causalité. L'indice en tant qu'objet immédiat ne peut être lié à son signe que sous forme de sinsigne ou de légisigne. Dans notre thèse il est mobilisé en tant que sinsigne. L'indice comme fondement d'un signe, désigne l'action ou réaction visible par laquelle les effets de l'objet dynamique sont constatés sur le signe. Dans notre étude nous avons saisi trois indices :
  - La réaction visible des citoyens sous forme de manifestation dans les chaînes TV et dans la rue est l'indice des DPQF visibles pour eux à travers les ponts de moindre qualité ou délivrés en retard, les mauvaises prestations de service... etc.



- Quand les économistes alertent l'opinion publique en tirant la sonnette d'alarme, cette réaction est l'indice des DPQF visibles pour eux à travers les chiffres statistiques et les rapports des sommes dépensées.... etc.
- L'action de l'administrateur qui consiste à équilibrer le budget à tout prix et cela conformément à la loi, est l'indice de l'utilisation des DPQF. Elles sont visibles à travers les document budgétaires, fiches d'engagement ...etc.
- Le symbole : Lorsqu'un interprétant de signe met en relation une loi, une habitude, une classe collective avec son signe d'une manière tacite, le fondement du signe est un symbole. Ce dernier constitue la règle, la loi, la convention, par laquelle le signe désigné dénote l'objet dynamique sans qu'il y' ait aucune ressemblance et aucune contiguïté entre les deux. De ce fait le symbole en tant que fondement de signe, constitue sa connotation, sa signification. Pour saisir cette dernière, il est nécessaire que le locuteur apprenne les symboles, le contexte de leurs mobilisations et le mode de leur usage. Les symboles ne peuvent être liés à leurs signes qu'à travers le légisigne, sachant que ce dernier ne peut être matérialisé que dans une réplique sous forme sinsigne. Dans notre étude nous avons saisi trois symboles :
  - « Gaspillage » : les DPQF en tant que péché, sont considérées comme le symbole du gaspillage contre lequel les Citoyens manifestent leur mécontentement envers les ordonnateurs et les administrateurs qui les ont engendrées.
  - « Inefficacité » : les DPQF en tant que disfonctionnement organisationnel, sont considérées comme le symbole de l'inefficacité, par le biais de laquelle les Économistes répliquent et tirent la sonnette d'alarme sur leur dangerosité.
  - « Application de la loi » : Les DPQF en tant que crédit de paiements, sont considérées comme le symbole de l'application de la loi par le biais de laquelle les administrateurs répliquent et équilibrent les budgets des institutions dont ils dépendent.

Dans le modèle triadique de la signification, Peirce conçoit le processus sémiotique comme un rapport triadique entre le signe, l'objet et l'interprétant dans lequel la relation-signe triadique entre fondement, l'objet et l'interprétant, est réalisée. L'interprétant, troisième de cette relation, introduit la règle qui relie le fondement du signe et l'objet. En tant que règle qui sert à interpréter

les signes, il convertit le signe en fondement par lequel le signe est relié à l'objet dynamique. Il est donc relié à l'objet dynamique à travers le fondement qu'il a produit. Selon Peirce il existerait trois types d'interprétants : l'interprétant rhématique, le dicisigne, l'argument.

- L'interprétant rhématique : Comme structure de priméité, il opère une relation du signe à l'objet exclusivement par la qualité du signe qui est une classe d'objets possibles. De ce fait il est un interprétant émotionnel, sous forme d'une ombre de signe qui ne donne aucun indice sur le type de l'objet auquel il réfère. Pour cela il ne peut être ni vrai, ni faux, il n'est qu'une variable dans une proposition fonctionnelle. Dans notre étude, il existe trois types d'interprétant rhématique :
  - Mécontentement : en tant qu'interprétant immédiat sous forme d'objets infinis qui réfèrent à la classe de sentiment du mécontentement, transforme le sentiment « mécontentement » (signe) produit par la DPQF, en un objet immédiat par lequel la DPQF est perçue à travers ses caractéristiques qualitatives.
  - Le sentiment alarmiste : en tant qu'interprétant immédiat sous forme d'objets infinis qui réfèrent à la classe de sentiment d'alarmiste, transforme le sentiment « alarmiste » produit par la DPQF, en un objet immédiat par lequel la DPQF est perçue à travers ses caractéristiques qualitatives.
  - Le sentiment d'équilibre : en tant qu'interprétant immédiat sous forme d'objets infinis qui réfèrent à la classe de sentiment d'équilibre, il transforme le sentiment « équilibre » produit par la DPQF, en un objet immédiat par lequel la DPQF est perçue à travers ses caractéristiques qualitatives.
- Le dicisigne : en tant qu'interprétant au second degré, son fonctionnement est comme une proposition logique qui met en relation deux constantes sous forme d'une relation de sujet-prédicat. Il est alors un interprétant dynamique à l'instant où il relie le signe au contexte et à l'objet qui sont la cause de sa production (objet a produit le signe), comme un objet qui pourrait-être le responsable de l'apparition de l'ombre qui était perçue précédemment. À ce stade l'interprétant est une proposition sans aucune valeur véridique, il ne fournit pas assez d'arguments, si l'objet est ou peut-être vraiment responsable de la production du signe. Dans notre étude de cas nous avons trois dicisignes :

- « Cette manifestation est la réaction à la DPQF exécutée par les administrateurs » : Cette proposition relie deux évènements qui s'affectent mutuellement, par laquelle l'exécution de la DPQF comme un objet occurrent, se personnalise dans la réaction des citoyens, qui est la manifestation contre cet objet.
  - « Tirer la sonnette d'alarme est la réaction à la DPQF exécutée par les administrateurs » : Cette proposition lie deux évènements qui s'affectent mutuellement, par laquelle l'exécution de la DPQF comme objet occurrent, se personnalise dans la sonnette d'alarme que tire l'économiste et constitue ainsi une réaction de cet objet.
  - « L'Équilibration du budget est la cause de la DPQF exécutée par les administrateurs » : Cette proposition relie deux évènements qui s'affectent mutuellement, par laquelle l'exécution de la DPQF comme objet occurrent, se personnalise dans l'action de l'équilibration e du budget menée par l'administrateur
- L'argument : en tant qu'interprétant au niveau de tiercéité, il relie le signe à son objet à travers la règle qu'il formule. L'argument ne peut fonctionner qu'à travers une relation entre un légisigne et un symbole. Parce qu'il est logique, il ne fonctionne que sur les signes, les observations assez nombreuses et satisfaisantes qui ont prouvé leurs attachements aux objets auxquels ils réfèrent d'une façon finale. Il y a trois types de règles qui correspondent à chaque type d'argument. La règle peut résulter des faits, à ce niveau l'argument est une induction. La règle peut être imposée aux faits, à ce niveau l'argument est une déduction. Enfin la règle peut être découverte sous forme d'une hypothèse qui suppose l'explication d'un fait donné. Dans notre étude de cas chaque acteur mobilise les trois arguments :
- Abduction : Lorsque chacun des acteurs entre en interaction avec les objets physiques qui composent la DPQF, un phénomène surprenant apparaît qui est la DPQF. Ceci sèmera le doute auprès des acteurs, en déstabilisant l'état de connaissance qu'ils ont sur leur monde propre, que la croyance est sensée le stabilisé et le rendue cohérent. De ce fait, au départ les seules informations qu'ont ces acteurs sur ce phénomène est le sentiment qu'ils ont envers lui. L'administrateur développe un sentiment d'équilibre, l'économiste développe

un sentiment alarmiste et le citoyen développe un sentiment de mécontentement. Sur la base de ces sentiments les acteurs vont essayer de construire de nouvelles croyances pour apaiser leur doute et comprendre les raisons de l'apparition de ce phénomène. Ainsi l'administrateur croit que l'apparition de la DPQF est une nécessité, le citoyen croit qu'elle est un péché et l'économiste croit qu'elle est inutile. Depuis ces croyances, des connaissances seront produites à titre provisoire et à titre spéculatif pour expliquer et comprendre les raisons de l'apparition de la DPQF. Ces connaissances sont sous formes de règles (théories ou hypothèses, ou conjectures) à vérifier la validité par des expériences empiriques. De ce fait l'économiste va produire une hypothèse selon laquelle s'il n'y avait pas d'inefficacité dans le SEDP algérien, cette DPQF n'apparaîtrait jamais, donc c'est qu'il y a eu une négligence de la part des économistes qui n'ont pas su alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics sur la dangerosité et l'impact néfaste de la DPQF. Pour le citoyen, il postule l'hypothèse selon laquelle s'il n'y avait pas de gaspillage cette DPQF n'aurait jamais dû exister, ce qui signifie que les citoyens n'ont pas manifesté contre cette DPQF. Pour l'administrateur, c'est tout à fait le contraire, la DPQF est le signe de respect de la règle, si elle existe c'est pour que la loi soit appliquée.

Déduction : Lorsque les trois acteurs élaborent leurs hypothèses, chacun d'eux tire une conséquence de l'hypothèse qu'il a élaboré sous forme d'une prédiction par laquelle il vérifie son hypothèse. À ce niveau, les trois acteurs abandonnent leur attitude passive et deviennent tous les trois actifs, en agissant formellement sur leurs réalités, de façon à transformer et modifier la DPQF. L'administrateur va consommer d'avantage la DPQF pour équilibrer son budget, le citoyen va manifester contre la DPQF pour qu'elle disparaisse et enfin l'économiste alerte les pouvoir publics et les citoyens sur la dangerosité de la DPQF pour que les administrateurs cessent de l'utiliser.

Induction : Le critère de validité de l'hypothèse élaborée par chaque acteur est l'appréciation de cette hypothèse par sa communauté respective ; c'est par elle que les acteurs vont confirmer l'utilité de la règle qu'ils viennent d'élaborer. Une hypothèse de fort degré d'utilité est une hypothèse qui a réussi à établir une

forte relation entre le phénomène qui est la DPQF et l'action qui découle de cette hypothèse et qui tente à agir sur celle-ci [DPQF], en plus d'établir une relation entre la règle postulée par chacun des acteurs et la forme de vie de leur communauté respective. De ce fait si l'administrateur remarque que son action de l'équilibrage du budget à travers la DPQF est récompensée par sa hiérarchie, ça signifie que la règle de l'équilibre budgétaire est l'explication de la DPQF, et ainsi elle est sa signification. Pour le citoyen, s'il observe que la manifestation contre la DPQF est saluée par les musulmans, ça signifie que la règle musulmane relative au gaspillage qui stipule d'interdire toute forme de dépense non nécessaire, comme l'explication de l'apparition de la DPQF. Comme résultat la manifestation est la connotation de la DPQF. Enfin, si l'économiste observe que l'action d'alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics est accueillie favorablement par la communauté scientifique, puisque ses craintes sont tout à fait légitimes puisqu'elle se base sur une théorie scientifique et sur des données empiriques. Alors il peut stipuler que la règle de l'inefficacité est la cause de la DPQF, elle est à la fois l'explication et la signification de l'apparition de la DPQF.

A la lumière des théories du sémiotique du Peirce et du jeu de langage de Wittgenstein et en nous basant sur les travaux de Dinda L. Gorfée (1989 a), nous pouvons faire un rapprochement entre la notion de signification telle que conçue par Peirce et la notion de signification telle que conçue pour Wittgenstein. Comme nous l'avons expliqué, Peirce considère que la signification d'un phénomène se trouve dans le fondement, ce dernier qui est lui-même le symbole de légisigne (Eco & Peraldi, 1980). En même temps, comme il a été démontré par Dinda L. Gorfée le jeu de langage est équivalent au symbole (ou fondement ou objet immédiat) tel que défini par Peirce ; c'est-à-dire un signe de troisième catégorie. Ce qui fait que le jeu de langage est la signification d'une forme de vie [« Se représenter un langage, signifie se représenter une forme de vie » (L. Wittgenstein et al., 2005, Paragraphe 19).]

En nous basant sur cette première conclusion nous pouvons dire que le jeu de langage est un signe de tiercéité, ou un signe de tiercéité authentique comme le dénomme Dinda L. Gorfée.

Ce qui fait que le jeu de langage est le signifiant de la forme de la vie. À travers les règles du jeu, l'acteur peut lancer des coups dans un jeu de langage, par lequel ces coups sont interprétés comme le signifiant de la forme de vie que l'acteur veut représenter par son jeu de langage. Par exemple lorsque l'administrateur joue le jeu de langage de "l'application de la loi", ce jeu n'est qu'une pratique signifiante régie par des règles du jeu juridique visant à produire un résultat concret qui est "l'application de la loi", cette dernière faisant partie d'une forme de vie juridico administrative.

Donc, en premier lieu le jeu de langage de "l'application de la loi" est un "légisigne symbolique argumental", puisque les comportements linguistique et non linguistique (qui se manifestent dans l'action de régulation du budget) de l'administrateur ne sont que la réplique d'une règle juridique comptable qui est "l'application de la loi" (légisigne) dont l'une des formes (symbole) est l'utilisation inévitable des DPQF (argument) par l'administrateur pour qu'il puisse réguler son budget à travers lequel il peut se conformer à la loi. Sachant que ce type "d'application de la loi" (symbole) et sa relation avec la consommation des DPQF (objet-argument) est justifié par la règle juridique de "l'application de la loi" (légisigne) qui énonce l'explication selon laquelle "chaque fois qu'une loi est appliquée, il y a un ordre pour consommer les DPQF" (argument). Cet argument qui est produit par une inférence déductive, puisque dans cette situation la règle est fixée à priori. L'administrateur tire de cette règle les actions qu'il doit mener pour réaliser les conséquences escomptées par cette règle. Pour l'administrateur "la forme particulière de" l'application de la loi " (symbole) qui fait appel à la consommation supplémentaire des crédits de paiements non encore consommés (et qui n'ont pas trouvé de débouchés dans les besoins à satisfaire par l'administration), est le signifiant de la DPQF (Argument-objet). Cette DPQF qui elle-même n'est qu'un symbole qui représente ce type particulier de consommations de crédits de paiements non encore consommées. En d'autre part, nous pouvons dire que l'ordre de consommation des DPQF (argument – objet) est véhiculé par la règle de l'application de la loi (symbole).

Mais pour Dinda L. Gorfée l'analyse des jeux de langage ne s'arrête pas là. En fait, la théorie sémiotique Peirce est plus vaste et plus englobante, puisqu'elle prend en considération la production du signe quel que soit sa nature. En revanche la théorie sémantique de Wittgenstein ne se concentre que sur les pratiques sémiotiques d'ordre culturelle qui appartient à l'ordre humain.

Ce qui fait que le jeu de langage est aussi un signe de tiercéité dégénéré, car comme l'explique Dinda L. Gorlée, le jeu de langage ne signifie que dans un contexte précis, par exemple "l'application de la loi" ne signifie que dans le contexte d'exécution des dépenses publiques algérien (forme de vie juridique). Mais en même temps le jeu de langage est l'indice de l'objet qui le cause, par exemple le jeu de langage "d'application de la loi" ne peut exister que s'il y aura la consommation supplémentaire des crédits de paiements non encore consommés (et qui n'ont pas trouvé de débouché dans les besoins à satisfaire par l'administration).

Donc, en deuxième lieu le jeu de langage de "l'application de la loi" est un "légisigne indiciaire dicent". Ce dernier qui est premièrement un signe général (légisigne), puisque "l'application de la loi" est un type général de phénomène culturel d'un type juridique. Deuxièmement "l'application de la loi" est un signe qui fait référence à son objet (indice), cet objet qui est "la consommation supplémentaire des crédits de paiements non encore consommés". Précisant que ce sont les répliques de la règle juridique de "l'application de la loi" (lésignie) à travers laquelle celle-ci se réfère à son objet [la consommation supplémentaire des crédits de paiements non encore consommés] (indice). Troisièmement "l'application de la loi" fournit une information sur son objet (Dicisigne), sous forme d'une proposition logique « cette application de la loi est un ordre pour consommer les DPQF (ou la consommation supplémentaire des crédits de paiements non encore consommés) ». Sachant que les répliques de "l'application de la loi" par lesquelles des informations sur les DPQF seront transmises, peuvent être sous différentes formes ; la première forme est l'expression faciale de la peur qui apparaît chez l'administrateur par laquelle il exprime son inquiétude de ne pas pouvoir consommer complètement les DPQF, ce qui signifie son licenciement. La deuxième est la qualité vocale, une voix inquiète par laquelle l'administrateur exprime son angoisse de ne pas consommer les DPQF, et de ce fait se trouverait dans une situation d'illégalité. La troisième forme est le mode d'articulation et les comportements gestuels utilisés par l'administrateur lorsqu'il est dans un rapport d'échange et d'entretien avec un interlocuteur, dans lequel il renforce le sens qu'il donne aux DPQF. Par exemple lorsque l'administrateur entrelace ses doigts, ce geste signifie qu'aborder l'idée même de la consommation des DPQF le rend stressé.

Mais selon Dinda L. Gorlée, le jeu de langage est un signe composite, « attendu qu'il requiert nécessairement un symbole rhématique...pour exprimer son information, et un légisigne indiciaire rhématique pour indiquer le sujet de cette information »(Peirce, 1960, p. CP:2.262).

Donc en troisième lieu le jeu de langage en tant que légisigne indiciaire rhématique, est un signe basé sur la pratique directe où le signe qui fait référence à un objet particulier. Premièrement, il est un signe général (légisigne) et son emploi est régi par les règles du système linguistique préalablement codifié, et sa signification fait référence à un objet bien spécifié. Selon Peirce, dans cette catégorie nous trouvons les noms propres, les pronoms démonstratifs, et les pronoms personnels. Par exemple l'administrateur peut changer l'énoncé suivant « l'application de la loi stipule la consommation des DPQF » par « celle-ci stipule la consommation des DPQF » ou par « elle stipule la consommation des DPQF ». Où l'administrateur peut lui ajouter un nom propre « l'application de la loi en Algérie stipule la consommation des DPQF ». Deuxièmement, les répliques de légisigne sous forme d'occurrence représentent l'indice de l'objet, cette réplique montre et dit quelque chose sur l'objet. Par exemple lorsque l'administrateur dit « elle », il est en train de dire quelque chose sur "l'application de la loi". Dans le même sujet lorsqu'il dit « celle-ci », il est en train de désigner "l'application de la loi" ou encore lorsqu'il dit « Algérie » il est en train à la fois de dire et de montrer "une application de la loi" spécifique à l'Algérie. Troisièmement, la relation entre le signe et l'objet est une relation de contiguïté (rhème), le signe est interprété immédiatement : Elle, Celle-ci---application de la loi. Algérie --- application de la loi en Algérie. Dans ce cas l'interprétant du légisigne est en attente, il ne peut être actif que dans une opération d'énonciation. Il est ouvert sur plusieurs possibilités (rhème) jusqu'à ce qu'un objet lui soit attribué. Par exemple Celle-ci, lui seul ne vaut rien, c'est en lui attribuant l'objet "application de la loi" qu'il obtiendra une signification. Tous les deux sont liés directement sans aucune médiation.

Selon ce premier rapprochement et en se basant sur les travaux de Dinda L. Gorfée, le fait de se référer à un objet en le désignant par des gestes et des actes comportementaux, cette désignation constitue un jeu de langage. Donc "l'application de la loi" en tant qu'activité significative combinée par des activités verbales et non verbales est d'abord une proposition (dicisigne) linguistique et gestuelle qui désigne des objets physiques (tels que : les documents budgétaires- les fiches d'engagement- le cachet « visa » du contrôleur financier) qui matérialisent la consommation des DPQF. En d'autres termes les actions linguistiques et non linguistiques (telles que la régulation du budget) sont la réaction (indice) envers la consommation des DPQF, elles constituent une référence envers l'action de consommation des DPQF. Mais cette réaction ne peut avoir de signification sauf si elle est conforme aux règles du jeu de langages"



“l’application de la loi” (légisigne), c’est-à-dire une réaction conforme aux conventions et les traditions juridiques qui permet à cette réaction de réaliser une forme de “vie juridique” qui consiste “à maintenir ces DPQF indispensables pour le fonctionnement du SEDP”.

Notre choix de la signification au sens Charles Sander Peirce et Ludwig Wittgenstein est lié à la démarche systémique qu’ils adoptent pour représenter la signification. Selon cette conception triadique, la vie émotionnelle, la vie pratique et la vie pragmatique sont interreliées. La première, en tant que sentiment qui représente la DPQF chez les trois acteurs, constitue le signe du phénomène. La deuxième, en tant qu’action qu’entament les trois acteurs, constitue l’objet du phénomène. Enfin, la troisième, en tant que règles, permet aux trois acteurs de s’organiser, se réguler, de communiquer et de prédire les bonnes actions conformes à leurs mondes propres, car c’est à travers eux que leurs actions auront une signification. Cette dernière ne peut être saisie qu’à travers l’utilité et l’efficacité de l’action. Ce que nous proposons ces deux acteurs, c’est de revenir à la banalité de nos actions quotidiennes et de notre discours pour faire ressurgir les vraies significations des phénomènes de vie.

#### **1-2-2-4-Critère de validité**

Les critères de validité du paradigme épistémologique perspectiviste ne sont pas suffisamment explicités par Giere. Mais selon notre exploration théorique nous pouvons ressortir trois critères :

Le premier est le critère de “pragmatisme” : le chercheur, à travers son modèle représentationnel, doit résoudre un problème théorique et conceptuel qui permet à la communauté scientifique de comprendre le phénomène étudié et d’en avoir une nouvelle perspective. Dans notre projet de recherche nous avons adopté la méthode étude de cas de Hlady Rispal (2002), pour comprendre un phénomène contemporain qui est la DPQF caractérisant le SEDP algérien, sans lui porter aucun jugement. Contrairement au PECP et PECLG, nous n’allons ni proposer une solution pratique, ni le modifier par nos actions.

Le deuxième critère est l’adéquation. Premièrement dans une approche perspectiviste, le modèle proposé par le chercheur doit être en adéquation avec le cas pratique étudié. Deuxièmement le chercheur doit assurer l’adéquation entre chaque activité représentationnelle

(voir chapitre 2).

Le troisième critère est la similarité. Ce critère se réalise à l'intérieur du critère de l'adéquation. L'adéquation entre le modèle représentationnel et le modèle empirique, se fait à travers les similarités ancrées simultanément dans les deux modèles.

### **Conclusion du chapitre 1**

Thomas Kuhn définit les paradigmes épistémologiques comme « l'ensemble des croyances, valeurs et techniques qui sont partagées par les membres d'une communauté scientifique, au cours d'une période de consensus théorique. »(Kuhn, 1962). Le chercheur en prenant une position épistémologique, et avec sa propre perception du monde, s'inscrit dans une école de pensée. À travers cette position qu'il adopte, il partage avec une catégorie de chercheur la même vision du monde et la même méthodologie.

À titre d'exemple, Michel Crozier, Jean-Daniel Reynaud et Erhard Friedberg appartenaient au même groupe et partageaient une vision pragmatique de l'organisation qui se base sur les règles, la bureaucratie et la régulation. Le deuxième exemple est celui de Renaud Sainsaulieu et Philippe d'Iribarne, ces deux chercheurs partageaient une vision axée sur la culture des organisations. Le dernier exemple que nous pouvons citer est celui de R N Anthony et Robert Simons, ces deux chercheurs ont pu créer un nouvel axe dans la discipline du contrôle de gestion, qui s'intéresse plus à la dimension stratégique, c'est-à-dire le rôle du contrôle de gestion à modifier ou à recréer une nouvelle stratégie pour l'entreprise.

L'adoption du paradigme épistémologique constructiviste tempéré, composé d'un perspectivisme composite non pur combiné avec un paradigme réaliste critique, n'a d'autre objectif que de marquer notre appartenance à une école de pensée, et à une certaine vision du monde. Cette vision qui est pluraliste et démocratique puisqu'elle donne à chaque acteur la possibilité de représenter le phénomène de la DPQF selon sa propre culture et son propre monde réel. Ce qui rend cette manière de voir le monde à la fois objective et subjective. Elle est subjective du moment où elle prend les contenus de conscience de chaque acteur, comme le fondement de la reconstruction de la représentation que donne chaque acteur au phénomène de la DPQF. Et elle est objective du moment où cette représentation ne peut être construite qu'à travers l'interaction de

l'acteur avec la DPQF (c'est-à-dire l'interaction avec les objets physiques qui matérialisent la DPQF). Mais dans un autre sens elle est objective du moment où l'agrégation des représentations des trois acteurs nous permet de reconstituer le système pour expliquer la manière dont les trois représentations atteignent un certain équilibre et une certaine entente.

# Chapitre 2

## Méthodologie de recherche

## **Introduction du chapitre 2**

Durant nos investigations, nous étions bouleversés par les stéréotypes et préjugés que subissent les agents de l'administration. Ces derniers ne bénéficient d'aucune étude de recherche approfondie sur les conditions de leur travail et sur le système dans lequel ils interagissent, afin de comprendre les raisons qui les poussent à agir ainsi. En effet, tout le monde se plaint du gaspillage mais chacun a sa part de responsabilité. Considérer le gaspillage comme système insinue qu'il y a certain nombre de mécanismes de régularisation de ce système permettant à la fois de l'équilibrer et de le faire exister le plus longtemps possible. Et qui sait, peut-être qu'une majeure partie de la société la plus farouche contre ce phénomène, est responsable de sa longévité sans qu'elle le sache.

Mais ce qui nous a le plus frappé, c'est que cette culture de préjugés et de stéréotypes que nous appelons « la culture du journal » existe aussi dans la communauté scientifique. Peu de recherches empiriques sérieuses sont menées à l'intérieur du système pour comprendre le phénomène du gaspillage. En général, les recherches qui sont menées sont sous forme d'études économétrique et statistique qui réduisent la dimension sociale et humaine en une équation et à des chiffres, sous l'influence de l'opinion publique et des politiciens ; Ce qui brouille complètement la compréhension du phénomène. Pourtant comme le disait Gaston Bachelard « Une expérience scientifique est une expérience qui contredit l'expérience commune. ». La science doit remettre en cause toute évidence et tout préjugé et non pas les renforcer pour satisfaire le groupe auquel nous appartenons.

Cependant, pour remettre en cause ces préjugés, à travers des recherches empiriques sérieuses, il faut non seulement le faire à travers la lecture de livres, l'analyse documentaire et le traitement des données de rapports, mais aussi, selon Robert Park<sup>21</sup>, salir ses jambes en allant vers le terrain et récolter les données de première main. Dans les domaines des Sciences Sociales en général ainsi que dans celui de la Science de gestion en particulier, le vécu des acteurs doit constituer les données de base pour chaque recherche rigoureuse. Pour cela, le chercheur doit se projeter de l'autre côté de l'équation, se rapprocher de l'environnement des acteurs ; car observer

---

<sup>21</sup> Cite par Becker, H. (1966). In *constructive Typology and Social Theory*. J. McKinney. New York Appleton-Century-Croft

le phénomène et le décortiquer est complètement différent. Dans ce sens, Luc de Brabandere (1998), nous révèle l'imperfection de l'hypothèse de Kant (1781; 2012) (qui est apparue dans la critique de la raison pure) qui sous-tend que  $7+5 = 12$ . Selon lui, un simple regard informatif sur l'équation  $7+5=12$  nous permet de déduire « que le résultat de l'addition contient moins d'informations que la partie gauche de signe d'égalité » (1998, p. 16). En fait « L'expression  $7+5$  contient en effet, outre le résultat 12, le chemin qui y mène... alors que le 12 une fois acquis et seul survivant de l'opération arithmétique ne sait plus s'il est issu de 24 divisé par 2, de 15 moins 3 ou toute autre possibilité » (1998, Idem). Dans les sciences sociales le 12 représente la culture de journal, la réalité manifestée, l'évidence et lieu en commun, l'idéologie. La partie gauche de l'équation, représente les structures et les mécanismes sous-jacents des phénomènes, la réalité latente, le recul critique et le criticisme.

Mais pour se situer de l'autre côté de l'équation, où se trouvent les acteurs, reste insuffisant. Il faut que le chercheur détermine son objectif relatif à l'étude d'un tel phénomène. Il doit se demander s'il veut aider les acteurs étudiés à résoudre un problème organisationnel, s'il veut améliorer une pratique et une tâche quotidienne, s'il veut militer à travers son projet de recherche pour améliorer les conditions de vie des acteurs, ou s'il veut générer une théorie ou des concepts pour expliquer un phénomène, ou s'il veut créer un dissensus pour comprendre le vécu des gens, pour qu'ils s'expriment à travers son projet de recherche, ou s'il veut produire ou chercher un cadre conceptuel et théorique ou créer un modèle représentationnel par lequel, la communauté scientifique comprendra un problème contemporain dans toute sa complexité.

Après, à travers la détermination de l'objectif, le chercheur élabore une stratégie de recherche adéquate, qui lui fournit le cheminement approprié pour atteindre son but. Cette stratégie peut prendre la forme d'une démarche clinique, ethnométhodologie, ethnographique critique, expérimentale, phénoménologique ou une démarche de recherche d'étude de cas. Ensuite cette stratégie lui fixera les différentes méthodes et techniques de recherche qui permettront sa mise en œuvre.

La réussite d'un projet de recherche est liée à l'adéquation entre le choix du paradigme épistémologique, la démarche de recherche, les méthodes et les techniques de collecte et de traitement de données et le type de terrain et d'acteurs sur lesquels l'enquête sera effectuée et surtout à la définition la plus claire et la plus explicite de l'objet de recherche. Après l'analyse des

notes et des informations collectées durant notre enquête en mémoire du Master et après une étude bibliographique approfondie, nous avons remarqué que notre projet de recherche doit concerner en plus de l'administrateur, l'économiste et le citoyen car le gaspillage en tant que système, dépasse la simple frontière des bâtiments et des administrations. Les frontières qui délimitent son champ d'intervention sont abstraites et imperceptibles car chacun de ces deux acteurs (l'économiste et le citoyen) peuvent influencer d'une manière directe ou indirecte la perception globale du phénomène du gaspillage, du moment que l'administrateur est exposé à l'ingérence du citoyen et de l'économiste sur la base du contrat social qui les lie. Pour des besoins méthodologiques et surtout logiques nous avons dû transformer le terme de "gaspillage" en l'expression "une dépense plus qu'il n'en faut" (DPQF) car en fin de compte, cette somme gaspillée n'est qu'une dépense comme toute autre dépense. C'est le monde propre et la forme de vie dans lesquels les acteurs interagissent qui influencent la logique à travers laquelle cette dépense est perçue.

Pour traiter ce projet d'étude, nous avons choisi le paradigme épistémologique perspectiviste comme illustré dans le premier chapitre. Pour la stratégie de recherche nous avons choisi l'étude de cas car notre objectif est de créer un cadre conceptuel et un modèle illustratif pour aider la communauté scientifique à comprendre un problème contemporain, sans que notre modèle porte en lui un projet de transformation des institutions étudiées. Pour les méthodes et techniques de traitement de données, nous avons choisi différentes techniques telles que l'observation non participante, l'analyse du discours, l'entretien non directif et l'étude bibliographique. Mais la technique qui constitue le cœur de notre recherche est le modèle représentationnel de Giere, par le biais duquel nous avons construit la signification du phénomène de la DPQF pour chaque acteur. Toutes ces significations que donnent les acteurs au DPQF sont ensuite intégrées au modèle à travers le modèle systémique qualitative relationnelle de Mucchielli (2008) qui permet de visualiser l'ensemble des relations au sein du même système. Pour la collecte des données de terrain nous avons dû nous adapter au statut de chaque acteur. Par exemple, pour comprendre la signification du phénomène chez l'administrateur, nous avons effectué deux investigations qualitatives empiriques, des entretiens avec des présidents de commissions d'APW, des députés et des sénateurs, en plus des données secondaires récoltées par le biais des études bibliographiques. Pour le citoyen et l'économiste, nous avons dû changer de stratégie pour cause de contrainte du temps et le manque de moyens financiers. Nous avons visualisé au total 120 vidéos sur YouTube

d'une durée de 83 heures, montées par des chaînes télévisées nationales sous forme de reportages, débats et programmes télévisés et lu près d'une quarantaine d'articles de journal dans lesquels des économistes et des citoyens expriment leurs opinions sur la DPQF. Nous avons traité des articles de journaux, en prenant en considération que ce qui était écrit entre deux guillemets et qui reflète réellement ce que les économistes et les citoyens expriment comme opinion et point de vue, en éliminant ainsi les avis des rédacteurs de l'article.

## **2-1-Définition de l'objet de recherche**

### **2-1-1-La différence entre les phénomènes globaux, universels et spécifiques**

La distinction entre les phénomènes universels, spécifiques et globaux est capitale à la recherche car chaque type de phénomène mobilise des inférences et un type spécifique de stratégies et de méthodes de recherche propres à lui.

Dans le cas de la conception universaliste de l'étude des phénomènes, l'objectif du chercheur est la généralisation théorique. En procédant à l'étude des phénomènes particuliers dans un contexte spécifique, il essayera alors de découvrir la loi générale, pour la généraliser suite à sa vérification dans un grand nombre de cas possibles. Ce que les chercheurs dénomment la généralisation théorique. L'application de cette conception en finance publique se traduit par la supposition suivante ; si tous les pays du monde, sont régis par les mêmes indicateurs tels que le PIB, PNB, la balance extérieure du commerce, les marchés de la dette souveraine, nous pouvons induire une loi générale qui explique que la gestion des Finances Publiques de tous les Etats est identique, puisqu'ils sont soumis aux mêmes critères macro-économiques imposés par les grandes institutions telles que FMI et la BM. Dans notre étude de cas, le gaspillage qui caractérise le SEDP est vu selon cette conception, comme une fatalité qui caractérise tous les pays qui ont une recette fiscale énorme. Ces pays qui ne peuvent résister à une telle manne financière, vont entamer des programmes dépensiers qui exerceront une pression sur le SEDP ce qui produira du gaspillage (Talvi & Vegh, 2000) .

Dans le cas de la conception spécifique de l'étude des phénomènes, l'objectif du chercheur est de comprendre les caractéristiques spécifiques qui rendent un phénomène si particulier. A travers la recherche qualitative, le chercheur va se focaliser essentiellement sur les spécificités



culturelles en essayant de « *nous fournir des idées et des connaissances importantes* » (Nelson, Treichler, & Grossberg, 1992, p. 2) sur un phénomène jusqu'ici maintenant méconnu . Ces idées et connaissances sont le résultat d'un processus d'extraction de symboles par lesquels des représentations réfléchies chez un groupe sont éclaircies. L'application de cette conception en Finances Publiques va se formaliser par la supposition suivante : si chaque Etat est régi par une mémoire collective (Halbwachs, 1925) et par un héritage culturel propre à lui, il est donc impossible de faire la comparaison entre la gestion des Finances Publiques des différents Etats, puisque chacune d'elles est régie par des institutions sociales et juridiques spécifiques construites socialement , dans lesquelles les individus s'identifient.(North, 2005). Appliquée à notre étude de cas cela signifierait que le gaspillage qui caractérise le SEDP n'est pas penser de la même manière aux États-Unis et en Algérie parce que le pouvoir de décision dans la wilaya est détenu par le Wali qui est nommé par le Président, contrairement au County dans lequel le pouvoir de décision est détenu par un conseil de surveillance (Board of Supervisors) démocratiquement élu. De la même façon le chercheur qui s'inscrit dans cette conception, peut percevoir le gaspillage différemment dans chaque wilaya car chacune a sa propre histoire, sa propre ethnie et sa propre géographie.

La troisième conception est la conception globale de l'étude des phénomènes. Selon Dimitrova (2005), les spécialistes de la langue française qualifient de global un phénomène déterminé par des causes *purement économiques* (Dimitrova, 2005), contrairement au terme mondialisation (dans le sens universel) qui, lui, désigne un phénomène déterminé par plusieurs structures et par un processus multi-causale, telles que les causes biologiques, sociales, chimiques et physiques. En résumé, quand l'étude d'un phénomène s'inscrit dans le domaine économique, il s'agira donc de plus de globalisation que de mondialisation.

Selon Dimitrova pour qu'un phénomène soit dénommé global, il faut qu'il obéisse à six critères : Le premier est la *convergence* : l'ensemble des institutions juridiques légales, construites au nom du service public et de l'efficacité économique, mises en place pour affaiblir les institutions traditionnelles assurent ainsi une grande convergence entre les membres de la société. L'une de ces institutions, est l'institution juridique qui impose un certain statut juridique créant des identités imaginaires telles que les citoyens, les administrateurs et les enseignants chercheurs.

Le deuxième est le *flux de transaction*. Les individus en s'identifiant à des communautés imaginaires (tels que les citoyens, les économistes et les administrateurs), s'identifient

intentionnellement à des entités institutionnelles telles que l'APW, l'université, la direction de la DAL, dans lesquelles ces individus interagissent [au nom de ces institutions]. Ce qui permettra de connaître les devoirs et les droits de chaque individu appartenant à une institution donnée, et qui facilitera la collecte d'impôts et de taxes, le transfert des fonds publics, la distribution des salaires et assurera la disponibilité des crédits nécessaires à la continuité des constructions et l'achèvement des équipements publics.

Le troisième critère est celui de l'*hégémonie*, réalisé à travers la bureaucratie. Cette organisation de travail qui se base sur la rationalité scientifique et le respect des règles (Weber, 2003), exclut toute dimension humaine de la société et tente de gérer la vie de ses membres par des décrets et par des lois à des fins économiques (Crozier, 1979). À travers ce système, l'Etat impose son hégémonie sur tous les domaines de vie, social, écologique, ou religieux.

Le quatrième critère est le *monocritère*, l'Etat considère les règles économiques (PIB, balance commerciale...) comme les seules règles qui motivent ses actions, lors de la fourniture de services publics aux citoyens, sans chercher leurs impacts socio-culturels.

Le cinquième critère est la *compression du temps* dans laquelle le temps biologique est remplacé par un temps économique. La journée biologique qui commence au lever du soleil et se termine au coucher du soleil est remplacée par une journée de travail entre 8 H et 16H30. L'année biologique est remplacée par une année budgétaire qui débute du premier janvier au 31 décembre. La vie biologique qui est propre à chaque humain est remplacée par une durée de vie économique, qui débute le premier jour du travail jusqu'à la retraite.

Le sixième critère est celui de la *compression de l'espace* dans lequel les subdivisions du territoire se basent sur la disponibilité des ressources, les moyens humains et la position géostratégique. Une telle conception du territoire ne prend pas en considération la réalité sociale des gens et les met dans un territoire auquel ils ne s'identifient pas. Comme résultat, la modification de l'espace modifie radicalement les liens sociaux que l'administrateur peut nouer avec les citoyens.

Ces six critères qui constituent le phénomène global, produisent deux caractéristiques par lesquelles il est identifié. La première, est son statut ontologique. Le phénomène global est à la

fois *objectif* et *subjectif*. Objectif, parce que les changements globaux, de l'ordre social économique et politique qui affectent la vie des administrateurs et des citoyens, sont indépendants. Par exemple, la nomination des walis, des secrétaires généraux et des directeurs régionaux, se fait en dehors de la volonté des administrateurs et des citoyens de la wilaya. Cette indépendance est due à la centralisation des décisions qui caractérise le système administratif algérien par lequel l'Etat exerce ses pouvoirs. Subjectif, puisque les citoyens et les administrateurs de la wilaya ne se contentent pas d'une simple position de passivité, ils s'engagent activement dans l'interprétation et la construction du sens de ces transformations que subi leur environnement social (Dimitrova, 2005). Cette construction du sens se fait à travers la recherche des failles dans le système juridique qui fonde l'Etat, de là, les décisions qui viennent en amont seront soit bloquées soit utilisées à leurs profits. Ils peuvent donc dans un certain degré abandonner certaines valeurs sociales, culturelles et sociales.

La deuxième caractéristique est que chaque phénomène global est le résultat d'un phénomène local. Par exemple quand un ensemble de cadres de l'administration appartenant à une région donnée sont promus dans l'administration centrale, leurs pratiques culturelles et sociales exercées au niveau de l'administration centrale, se transforment en un phénomène global car elles affectent l'ensemble des 48 administrations.

Selon notre analyse, nous pouvons supposer que le gaspillage qui caractérise le SEDP est un phénomène global, à partir du moment où ses effets sont identiques aux effets de n'importe quel phénomène global. Le premier effet est l'*instantanéité* : à travers la nouvelle technologie le wali peut se trouver dans plusieurs endroits simultanément et donner des ordres à ses collaborateurs de n'importe quel endroit, sans pour autant se déplacer. Le deuxième effet est l'*interchangeabilité* : à travers la nouvelle technologie, les administrateurs peuvent, produire, échanger, et accéder à, des informations. Ce qui les rend fragiles, puisque les responsables sont au courant de leurs positions et de leurs performances, ce qui facilite leur remplacement par des administrateurs mieux performants et plus obéissants. Le troisième est l'*interconnexion* : c'est un réseau de relation transgressant les frontières des administrateurs sans leurs avis, où la frontière entre la vie privée et la vie publique n'est plus claire. Cette transgression s'effectue essentiellement par les normes juridiques tels que les décrets, les lois et les notes interministérielles qui rendent les acteurs de l'administrations interconnectés. A titre d'exemple, n'importe quelle modification

qui s'effectue au niveau de l'administration centrale, ou qui touche les statuts des corps en commun ou l'organigramme, sera sentie immédiatement par tous les administrations des wilayas du pays. En même temps elle va au-delà du statut de l'administrateur, puisqu'elle va toucher son mode de vie. Le quatrième effet est l'*interdépendance* : cet effet est le résultat émergent d'un phénomène, d'une dimension locale vers une dimension globale. Par exemple quand le personnel de l'administration d'une région revendique l'augmentation des salaires et si un tel droit est arraché, alors ce droit est acquis par défaut par l'ensemble du personnel qui fait partie du même corps commun, au niveau national.

Le deuxième argument que nous utilisons pour renforcer notre conjecture, se trouve dans les travaux de Jon Elster (1989) . Selon ce dernier, il y a quatre types de normes : les normes sociales, les normes morales, les normes juridiques (ou légales) et les normes conventionnelles. Pour Elster, les normes juridiques sont les seules qui nous permettent de prédire les actions des acteurs, à cause des sanctions qu'elles contiennent et qui contraignent ces derniers à adopter certains comportements, s'ils veulent réaliser leurs objectifs et ceux des organisations pour lesquelles ils travaillent. C'est le cas dans notre projet de recherche. A partir du moment où les directions d'administration locale des 48 wilayas de l'Algérie sont régies par les mêmes normes (loi des finances 84-17, la loi de comptabilité 90-21 et les deux instructions ministérielles W1 et W2) nous pouvons donc supposer que les comportements des administrateurs dans les 48 wilayas du pays sont assez proches. De plus, le système bureaucratique qui régit ces directions supprime la domination rationnelle qui surprime toute logique faisant appel à la religion ou à la coutume, ce qui permet la standardisation des administrateurs.

Enfin notre dernier argument est que les normes juridiques sont spécifiques à l'État algérien, ce qui les différencie de celles d'autres pays. Ce qui exclut toute qualité universelle du phénomène étudié.

### **2-1-2-La différence entre le sens et la signification**

Il y existe une grande différence entre le sens et la signification. Cette dernière a plusieurs utilisations. Nous la trouvons à la fois dans les phénomènes universels, globaux et spécifiques, sachant qu'ici nous les abordons au niveau méthodologique.

Premièrement, il existe des démarches méthodologiques qui s'inscrivent dans une conception universaliste d'étude des phénomènes, telle que la démarche expérimentale qui est mise en œuvre par la méthode de « l'organisation scientifique du travail » (1911) de F W Taylor et la méthode « administration » (Fayol 1916) de Henri Fayol qui défendent le paradigme positivisme logique dans lequel la signification est mobilisée pour désigner des phénomènes qui ont un certain degré de scientificité. Cette scientificité qui se concrétise par le protocole de vérification permet de réaliser l'observation d'un phénomène donné. Si ce protocole réalise l'observation du phénomène, il devient sa signification. Ainsi, selon ce paradigme et dans le cas du gaspillage caractérisant le SEDP, si la nouvelle technique de gestion introduite par les responsables du ministère des finances, contribue à la réduction du gaspillage et à l'amélioration de la rentabilité des dépenses publiques, cette technique sera donc considérée comme la signification de cette nouvelle amélioration organisationnelle. Dans le cas inverse, le post positiviste se focalisera sur une seule institution publique où les résultats d'amélioration sont falsifiés. S'il ne parvient pas à le faire, il va alors considérer que cette technique de gestion représente la signification de ce type d'amélioration organisationnelle qu'elle engendre.

Deuxièmement, il existe des démarches méthodologiques qui s'inscrivent dans une conception spécifique d'étude des phénomènes et elles se divisent en deux classes. La première classe regroupe la démarche clinique (Martine Hlady Rispal, 2002), thérapeutique (Avenier, 1989), dialogique (Avenier & Parmentier Cajaiba, 2012a). Elle défend en général un paradigme épistémologique constructiviste ou un paradigme PEC au sens restreint d'Avenier. Ces démarches mobilisent la signification pour désigner les modèles et les savoirs génériques qui ont prouvé leur scientificité. Cette dernière se traduit par la capacité des modèles et des savoirs génériques à la fois, de résoudre un problème pratique et organisationnel, de présenter une vision alternative de l'organisation et de contribuer à la connaissance scientifique par les résultats qu'ils ont obtenu. En d'autres termes si un modèle remplit les critères cités au-dessus, il sera alors considéré comme la signification du problème qu'il résout. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, si le modèle mis en place par le chercheur et la direction du ministère des finance, réussit à présenter une vision alternative à la loi de finances et à la loi de comptabilité publique et aboutit à l'amélioration de l'efficacité du SEDP, ce modèle sera alors considéré comme signification du problème du gaspillage résolu.

La deuxième classe inclut la démarche ethnométhodologie (Garfinkel, 1967, 1986; Plane, 1996, 1999). La première caractéristique de cette démarche est qu'elle défend un paradigme épistémologique interprétativiste. Sa deuxième caractéristique est que le chercheur qui l'adopte, vise à produire un projet de transformation. Ce projet est sous formes de méthodes et de procédures permettant aux travailleurs d'accomplir une action collective et les aide à résoudre un problème lié à leurs interactions quotidiennes avec les autres acteurs. La troisième caractéristique est qu'elle mobilise le terme "signification" pour désigner les projets de transformations qui ont prouvé leur efficacité. De ce fait si le projet de transformation aboutit à la réalisation d'une action collective, il sera alors considéré comme sa signification. Si la première classe tente de résoudre des problèmes au niveau méso-organisationnel et s'intéresse plus aux agents de maîtrise, la seconde classe, quant à elle, s'intéresse plutôt au niveau micro-organisationnel et aux agents d'exécution. En plus à la différence de la première classe qui vise à produire une connaissance scientifique, l'ethnométhodologie se contente du savoir profane. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, si, avec l'aide de responsable de l'organisation, le chercheur réussit à transformer les pratiques et les actions quotidiennes de l'administration en actions efficaces et coordonnées, à travers les procédures et les règles qu'il mette en place, alors son projet de transformation constitue la signification de cette action collective transformée.

Troisièmement, il existe des démarches méthodologiques qui s'inscrivent dans une conception spécifique de l'étude des phénomènes. Mais contrairement aux approches précédentes, celles-ci mobilisent le sens qui, lui, diffère d'une démarche à une autre. Quatre démarches figurent parmi cette conception : la première est la démarche phénoménologique, qui tire ces soubassements philosophiques de Edmund Husserl (1900-1901/1970). Ici c'est le paradigme épistémologique interprétativisme qui domine. Le principal représentant de cette démarche n'est autre qu' Alex Mucchielli (Paillé & Mucchielli, 2012). Cette démarche mobilise le terme "le sens" pour désigner un savoir (produit par le chercheur) qui a réussi à représenter fidèlement et authentiquement le vécu d'une personne ou d'une communauté. Ce vécu qui n'est entre autres qu'un vécu de la pensée (c'est-à-dire la manière dont un objet est visé par la conscience d'un individu) de l'expérience vécue (objet ou phénomène expérimenté par le sujet), ou la manière dont un acteur appréhende par son intuition un phénomène éprouvé, en d'autres termes le sens subjectif que donne l'acteur à son expérience vécue. À travers cette connaissance le chercheur révèle la souffrance des acteurs. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur tentera de

comprendre le sens que donne l'administrateur à l'action de l'exécution de l'ordre qui génère du gaspillage. Par la méthode du récit phénoménologique (Paillé & Mucchielli, 2012), il découvre alors que l'administrateur n'a pas d'autre choix que d'exécuter les ordres de ses supérieurs, au risque de perdre son gagne-pain. De ce fait, "la conservation du gagne-pain" est le sens de l'expérimentation vécue de l'exécution de l'ordre.

La deuxième démarche est la démarche ethnographique interprétative, issue des travaux de Clifford Geertz (1973) qui prône le paradigme épistémologique interprétativiste. C'est Philippe d'Iribarne (1989) qui promût cette démarche dans les sciences organisationnelles et du management. Ici le sens est mobilisé pour désigner la culture qui est l'explication et la cause de certains accomplissements de pratiques managériales. Grâce à cette connaissance, un groupe ou une communauté sociale seront interprétés selon leur propre culture. Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur, en se basant sur les travaux de Philippe d'Iribarne (2007), s'efforcera de découvrir une structure culturelle à l'intérieur de la religion de l'islam qui expliquerait l'accomplissement de l'action du gaspillage. Il déduira donc que la valeur d'obéissance envers le gouverneur en tant que valeur en islam, est la principale responsable de l'accomplissement de l'acte du gaspillage. Car cette valeur en tant que règle de conduite stipule que le musulman doit donner son allégeance et obéir aux ordres du gouverneur. Toute désobéissance conduit au désordre, à la sédition et à la division de la nation musulmane. Comme résultat, la valeur d'obéissance envers le gouverneur est le sens que donne l'administrateur à l'action du gaspillage.

La troisième démarche est la démarche de l'ethnographie critique. Elle est issue des travaux de l'école de Frankfort avec ses penseurs emblématiques ; nous en citerons, Theodor W Adorno et Max Horkheimer (1975). Cette démarche adopte un paradigme épistémologique interprétativiste et mobilise le sens soit pour désigner une connaissance qui permet de dévoiler et émanciper les gens, (Une telle démarche est prônée en management par Paul Shrivastava (1986)), soit pour désigner une connaissance qui permet aux acteurs de s'engager localement pour transformer les organisations. Les penseurs emblématiques de cette démarche sont Eric Trist et Ken Bamforth (1951). Dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur mobilise la théorie de la sociologie des finances publiques (Pareto, 1917), pour critiquer les finances publiques algériennes, en démontrant qu'elle est une action non logique, qui est au service d'une élite politico

financière au détriment du peuple (Leroy, 2014). De ce fait il propose que la loi de finances soit évaluée en aval par le peuple, en se basant sur la méthode de la quatrième génération d'évaluation des politiques publiques fondée par Guba et Lincoln (1989). Comme résultat, la théorie de la sociologie des finances publiques (Pareto, 1917) est le sens de la méthode de la quatrième génération d'évaluation des politiques publiques (Guba & Lincoln, 1989).

La quatrième démarche est la démarche de l'ethnographie postmoderne qui tire ses soubassements théoriques et philosophique des travaux de Jean Baudrillard (1976), Jean-François Lyotard (1979), Michel Foucault (1961; 1969; 1975) et de Jacques Derrida (1967a; 1967b). Cette démarche défend un paradigme épistémologique relativiste radical et rejette le modernisme avec ses postulats. Dans cette démarche, le sens est mobilisé pour désigner le sens du mot différé par l'auteur, qui est saisi par le chercheur à travers la méthode de déconstruction de Jacques Derrida. La révélation du sens du mot différé permet de déconstruire l'autorité de l'auteur et émanciper les personnes qui ont subi les dommages collatéraux du sens mobilisé par le chercheur. Le promoteur de cette méthode en management est Robert Chia (1995, 1996). Pour Chia, la déconstruction des concepts qui fondent le management moderne est capital, car ils sont responsables du désenchantement des travailleurs. Par exemple dans le cas du gaspillage qui caractérise le SEDP, le chercheur déconstruira le concept de l'exécution qui génère le gaspillage. Le chercheur découvrira que les auteurs en management ont différé et caché le sens "achever" pour que les lecteurs ne se focalisent que sur le sens "de la réalisation". Comme résultat, le chercheur considèrera alors que l'action d'exécution des dépenses publiques, est une action machiavélique dont le but est de mener des attaques contre tout potentiel économique de l'Etat, afin d'achever et assassiner l'esprit de l'Etat. Cette action se fait au profit d'un groupe d'intérêt qui tire parti d'un tel sacrifice. "L'achèvement" de tout espoir d'une économie d'Etat forte est le sens de "l'exécution des dépenses publiques".

Quatrièmement, il y a des démarches méthodologiques qui s'inscrivent dans une conception globale de l'étude des phénomènes qui mobilisent la signification pour désigner des phénomènes avec un certain degré de scientificité. Cette conception comprend la démarche de l'analyse stratégique et systémique de Michael Crozier et de Friedberg (1977). Le chercheur mobilise le vécu des acteurs pour comprendre le sens profond dissimulé derrière le sens apparent et le sens non apparent attribué par les acteurs à leurs interactions. À ce niveau-là, la signification



de chaque rapport vécu par les acteurs, est la contrainte à laquelle les acteurs sont confrontés et qu'ils doivent gérer face à chaque rapport. Cependant le chercheur ne compte pas uniquement sur ces subjectivités mais les utilisera comme données objectives dans la reconstruction des propriétés et de la logique du système d'action concret, représentant l'ensemble des jeux structurés, qui agence et régule les rapports entre les acteurs. C'est à travers ce système que le chercheur définira la position objective de chaque acteur étudié, le type de règle qu'il utilise, le type de rapport qu'il entretient avec les autres acteurs, les types de ressources qui sont à sa disposition et les types de contraintes qui enfreignent ses actions. Ainsi il pourra comprendre l'écart qui existe entre l'organigramme formel comme prescrit dans les règlements intérieurs et l'organigramme informel comme fonctionnel dans la pratique. De ce fait le système d'action concret en tant qu'instrument objectif de compréhension des jeux de pouvoir est leur signification objective.

La même logique est défendue par la démarche systémique de J D Reynaud (Reynaud, 1989) qui part de la logique mobilisée par les acteurs lors de la réalisation de leurs actions pour comprendre quel type de règle ils tendent à réaliser. Cette dernière constitue la signification subjective de leurs actions. Ensuite, le chercheur, à travers toutes ces règles, essaie de reconstruire l'acteur collectif mis au point par les acteurs agissants à l'intérieur de lui et qui n'est, entre autres, qu'un ensemble de règles ayant obtenu leurs consensus. L'acteur collectif fixe les règles de leurs comportements, leurs actions et leurs conduites, sans qu'il exerce un déterminisme sur eux. Car à n'importe quel moment les acteurs ont la possibilité de modifier les règles qui le constitue. Mais une fois élaboré, comme le confirme Alain Touraine (1965), ces règles échappent à leurs créateurs, car elles précèdent toute action des acteurs et les obligent à les respecter par la sanction et l'exclusion du jeu exercés sur eux. Pour cela l'acteur collectif (ou sujet historique au sens d'Alain Touraine) est un instrument par lequel la signification objective de la règle est découverte. Les règles sont découvertes par les acteurs au cours de l'exercice de leur rôle dans un jeu de pouvoir, avant même qu'ils aient connaissance de les mobiliser à leurs profits. En effet il y a des règles que certains acteurs n'ont pas élaborés ou pour lesquelles ils en ont fait une concession et qu'ils ont validées suite à un arrangement. En résumé si le chercheur réussit à expliquer les régulations qui s'effectuent entre les acteurs à travers l'acteurs collectif, celui-ci devient alors la signification objective de la régulation sociale effectuée au sein de l'organisation.

Dans notre étude nous développons le même cheminement, du moment que nous nous

inscrivons dans une démarche systémique. Mais avant d'expliquer dans quel contexte nous mobilisons la signification subjective et objective, il faut d'abord faire une distinction entre deux faits, les faits sociaux et les faits institutionnels. Cette distinction revient à John Searle (1969, 1995), pour qui chaque type de faits est régi par deux types de règles. Les premières règles sont les règles normatives. Elles régissent et décrivent les comportements indépendamment de leurs existences, c'est-à-dire que les comportements qu'elles décrivent et régissent, existent ou préexistent avant même leur existence propre. Elles sont postulées sous la forme « fait X » ou « si Y, alors fait X ». À ce niveau une communauté attribue aux objets bruts et à un ensemble de comportements (X), une fonction (Y). Par exemple certains ponts, certains papiers qui contiennent nos extraits de naissance, certains aliments et bouteilles d'eau, certaines actions de protection, les gens leur attribuent la fonction de la dépense car ils servent à satisfaire leurs besoins matériels. La dépense est un signe de ce type d'objets qui réalisent ce type de fonction, ce qui leur permet d'être des faits sociaux. Les deuxièmes règles sont les règles constitutives. Elles ont la possibilité de créer un comportement et des objets nouveaux. Sans elles, ces nouveaux comportements et objets ne peuvent être décrits car elles leur donnent des caractéristiques et des qualités spécifiques indépendamment de leurs propriétés physiques. Pour réaliser une telle fonction, une communauté donnée attribue aux objets en plus d'une fonction, un statut qui leur permet de devenir des faits institutionnels, postulés sous la forme « X revient à Y dans la situation S ». Par exemple certaines dépenses (ponts et certains aliments et bouteilles d'eau) (X) sont du gaspillage (Y) selon les règles de l'islâm, ou (X) sont utiles (Y) selon les règles administratives. À travers ce statut qu'acquièrent ces objets dans un contexte spécifique ils deviennent des faits institutionnels.

Pour cela notre stratégie de recherche consiste dans la première étape à récolter un maximum d'informations sur les acteurs, sur leurs stratégies, leurs tactiques, leurs actions, leurs réactions et les buts qu'ils veulent atteindre. Ces premières informations sous forme de faits sociaux, nous permettent de déceler les règles normatives par lesquelles ces acteurs sauront quel type d'action ou inaction leur permettent de réaliser leurs objectifs. Dans la deuxième étape, à travers ces faits sociaux nous allons chercher les règles constitutives pour reconstruire le jeu de chacun des trois acteurs, afin de les utiliser ensuite comme instruments pour comprendre ce qui rend la perception d'un fait social si spécifique et si institutionnelle concernant chacun d'eux. Une fois les trois jeux reconstitués, il s'agira de chercher la logique qui fonde chacun des trois jeux reconstruits et par laquelle un fait social devient alors un fait institutionnel et acquiert une

signification spécifique subjective, par laquelle les actions aberrantes des acteurs réalisées dans leur système de jeux propres, deviennent si logiques. Puis dans la troisième étape nous prenons une certaine extériorité face aux significations des acteurs, pour neutraliser leurs subjectivités et les transformer en un langage purement scientifique. Une fois réalisé nous passerons à la quatrième étape suite à laquelle les trois systèmes du jeu des trois acteurs seront agrégés dans un seul système du jeu ; système qu'ils produisent. Ce système qui est la DPQF, nous permet d'observer l'interaction entre les trois acteurs et les systèmes dont ils dépendent, pour apercevoir ce que les citoyens dénomment le gaspillage (ou inefficacité chez l'économiste) qui n'est qu'une action de régulation officieuse qui permet la continuité du fonctionnement du SEDP. Car si le SEDP marche à la lettre selon les règles établies par les lois et réglementations, il sera automatiquement bloqué. Le système DPQF qui est la signification objective du phénomène du gaspillage selon les termes des citoyens, définit son utilité (en tant que disfonctionnement) pour le bon fonctionnement du SEDP et il explique la complémentarité des actions hétérogènes des trois acteurs.

### **2-1-3- Conception du gaspillage selon le type de budget**

Durant notre enquête empirique à la DAL de la wilaya d'Oran et à la Direction du budget et de la comptabilité de la wilaya d'Alger, nous avons observé qu'il existe deux types de budget. Le premier budget est appelé le budget de l'État. Il est constitué en grande partie de dépenses de fonctionnement et est financé par le budget annuel de l'État. Le ministère de la collectivité locale y fait appel pour assurer l'équilibre budgétaire des wilayas et alléger les dépenses de fonctionnement essentiellement de la masse salariale et des dépenses de personnel.

Le deuxième budget est celui de la wilaya. Il est constitué généralement de dépenses d'équipements. Une partie de ce budget est financé par les recettes fiscales que génère la wilaya et une autre partie est financée par le Fond de solidarité et le Fond de garantie des collectivités locales.

Le phénomène du gaspillage ne se manifeste pas de la même manière dans les deux budgets. Dans le cas du budget de l'État, si les administrateurs ne consomment pas entièrement leurs crédits de paiements, l'excédent est récupéré par l'administration centrale et sera totalement perdu pour ces administrateurs. Puis l'année suivante ces derniers verront leurs crédits de paiement diminuer sous prétexte que le budget attribué l'année passée était surestimé et dépassait largement

leurs capacités de consommation. Pour que les administrateurs ne se retrouvent pas dans une telle situation, ils essayent de consommer les crédits de paiement dans des dépenses supplémentaires (inutiles selon le citoyen et l'économiste) pour préserver le même montant du budget de l'année en cours, pour l'année suivante, ou, encore mieux, décrocher un montant supérieur. Ce n'est pas le cas pour le budget de la wilaya : où si les crédits de paiement ne sont pas totalement consommés, les administrateurs peuvent alors transférer les crédits restants au budget de l'année suivante et les préserver. Mais cette préservation n'est en effet qu'illusion, car les marchés d'équipements publics sont signés sur la base des prix de l'année en cours. S'ils ne sont pas lancés à temps ou achevés totalement, leurs prix augmenteront pour cause d'inflation, poussant ainsi l'administration à réévaluer les couts des marchés publics.

De ce fait nous observons que la forme du gaspillage change d'un type de budget à un autre. Dans le cas du budget de l'État, le gaspillage est dû aux efforts produits par les administrateurs afin de consommer le budget à temps, contrairement au budget de la wilaya où le gaspillage est dû à l'usure des montants des crédits de paiement due à l'inflation et causé par l'incapacité des administrateurs à lancer les marchés publics à temps. L'observation des deux problèmes nous révèle que le point commun entre les deux, est la sous-capacité des administrations à exécuter le budget qui leur est alloué. Dans notre projet de recherche nous nous intéressons au premier aspect du problème, permettant de comprendre le phénomène du gaspillage, au sens du citoyen, qui caractérise le SEDP algérien.

#### **2-1-4-La Dépense plus qu'il n'en faut (DPQF)**

Suite à notre analyse des premiers résultats de notre enquête empirique et après longue réflexion épistémologique sur le phénomène du gaspillage, nous avons détecté une grande incohérence entre l'objet de recherche provisoire conçu au départ et la réalité du terrain parce que l'administrateur ne perçoit en aucun cas son acte comme du gaspillage. Pour lui il s'agit de l'exécution d'une loi parmi tant d'autres. L'administrateur n'a peut-être pas tout à fait tort, car en aucun cas, la loi ne décrit son acte comme étant du gaspillage ou de l'inefficacité (voire l'introduction générale). Cette façon de voir l'acte de l'exécution des dépenses supplémentaires par l'administrateur, peut être validée ontologiquement par n'importe quelle personne, à condition que cette personne puisse se dépouiller de toute subjectivité et de toute valeur morale qui affecte son système de jugement. Par exemple lorsque le citoyen voit les ouvriers remplacer le pavé du

trottoir par un nouveau, s'il se dépouille de ses valeurs morales, il constatera simplement un changement de pavé et en aucun cas du gaspillage (ou de l'inefficacité s'il était un économiste). Précisons que l'administrateur, contrairement au citoyen, voit l'exécution des dépenses publiques supplémentaires par rapport à sa position et à son environnement propre. Dans cet environnement, l'administrateur est cloîtré dans son bureau où la dimension physique et humaine est vraiment réduite en chiffres, en numéros, en quantités, en dates et en textes règlementaires et juridiques. Plus encore, si l'administrateur appartient au service du budget de l'Etat, sa réalité se résume à solder les comptes budgétaires par un chiffre zéro (en consommant totalement et automatiquement tous les crédits budgétaires). En revanche, si l'administrateur appartient au service du budget de la Wilaya, sa réalité se résume à veiller que la consommation des autorisations de programmes soient en adéquation avec la durée de la réalisation des équipements publics depuis leurs inscriptions dans le budget.

Sur la base de ces données, nous avons décidé de garder la divergence de vues concernant l'exécution des dépenses publiques supplémentaire car nous sommes convaincus qu'elle est un atout qui nous permet d'enrichir la compréhension de ce phénomène, en prenant en compte le point de vue de chaque acteur que sont l'administrateur, le citoyen et l'économiste. Cette divergence nous la vivons tous les jours et que c'est elle qui nous unit, puisqu'elle nous rend complémentaires l'un par rapport à l'autre. Cette divergence qui est le produit d'une logique que nous mobilisons pour apercevoir les phénomènes du monde, celle-ci (logique) étant elle-même le produit du système linguistique que nous utilisons (Athanasopoulos et al., 2015). Ce système n'est entre autre que le résultat de notre adhésion à une institution. Cette dernière en tant que forme de vie, a le pouvoir de nous imposer non seulement un système de communication sociale, mais aussi un système d'action collectif. De ce fait, toute représentation sur un phénomène donnée implique la combinaison des deux systèmes cités précédemment, ce qui produit une divergence sur la manière de voir un phénomène donné chez les différents individus de la même société. L'administrateur, le citoyen et l'économiste n'aperçoivent pas de la même manière cette dépense supplémentaire ou cette dépense de mauvaise qualité car ils appartiennent à des institutions et à des formes de vies différentes.

Pour résoudre ce problème ontologique, nous avons décidé de dénommer cette dépense (supplémentaire exécutée par l'administrateur) créant cette polémique, dépense plus qu'il n'en faut

(DPQF), afin de garder une distance égale envers les trois acteurs (voir figure 1)

### **2-1-5-L'objet de recherche**

La problématique de recherche que nous traitons dans notre projet de recherche est la suivante :

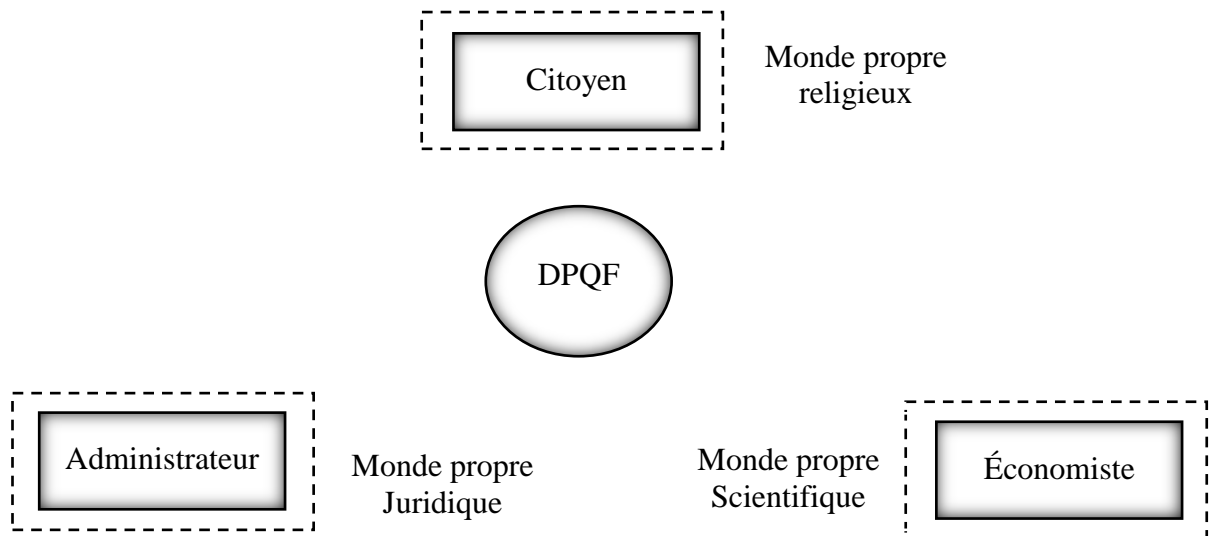
**« Dans une approche constructiviste tempérée, quelle signification pouvons-nous donner au gaspillage qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques algérien ? Et dans quelle logique s'inscrit sa construction : une logique pragmatique, moraliste, ou instrumentaliste ? »**

Pour des raisons stylistiques nous avons privilégié dans l'intitulé le mot gaspillage à celui de DPQF pour motiver le lecteur. Mais à l'intérieur de notre thèse nous utilisons la DPQF pour des raisons de neutralité et d'objectivité. Donc la problématique devient **« Dans une approche constructiviste tempérée, quelle signification pouvons-nous donner à la DPQF qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques algérien ? Et dans quelle logique s'inscrit sa construction : une logique pragmatique, moraliste, ou instrumentaliste »**. À travers cette problématique nous essaierons de déceler la signification de la DPQF qui caractérise le SEDP. Deuxièmement nous essaierons de démontrer que cette signification ne peut être comprise qu'à travers une démarche systémique, puisque nous mentionnons **le système d'exécution des dépenses publiques**. Troisièmement, pour comprendre la signification liée à ce système, il nous faudra le reconstruire à travers les trois logiques appartenant aux trois acteurs qui le composent et qui sont que le citoyen, l'administrateur et l'économiste. Enfin il s'agira de démontrer que le DPQF est un phénomène global, du moment que nous avons mentionné le mot « algérien » et que les 48 wilayates sont régies par le même cadre juridique.

### **2-2-Méthodologie de recherche**

Dans l'étymologie grecque, le mot méthode vient du mot "*methodos*" (μέθοδος) composé de deux mots, le mot "*meta*" qui signifie « qui suit » et le mot "*hodos*" qui signifie « chemin, voie ». En unifiant les deux termes ça nous donne « suivre une voie ou un chemin ». Ce qui est le cas dans le monde de la recherche. Il se peut que deux chercheurs partagent la même vision du

Figure 1 : Dépense plus qu'il n'en faut



monde, mais ils divergent sur le chemin à prendre pour explorer ce monde. Nous avons vu dans la première section du chapitre 2, comment les chercheurs appartenant à l'école de relation humaine, n'ont pas la même méthode pour étudier les hommes, car chacun d'eux voit qu'il est préférable de se focaliser sur un aspect plutôt que sur un autre. Il y en a qui préfèrent se focaliser sur la linguistique [Robert Chia (1995, 1996)], il y en a qui préfèrent se focaliser sur la manière d'opérer et transformer la réalité [sont Eric Trist et Ken Bamforth (1951)] et il y en a d'autres qui préfèrent se focaliser sur la culture et les traditions [Philippe d'Iribarne (1989)]. Dans cette section nous allons présenter notre méthode et stratégie de recherche.

### 2-2-1-L'étude de cas qualitative comme stratégie de recherche

#### 2-2-1-1-Définition

Toute méthode de recherche est la façon par laquelle le chercheur saisit la signification de l'objet de recherche (Sarantakos, 2012). Mais le choix de cette méthode ne peut se faire que par rapport à une stratégie. La méthodologie de recherche est « le plan général qui éclaire le chercheur sur les questions de recherche » (Saunders, Lewis, & Thornhill, 2009). Ces questions de recherche sont au nombre de quatre et reformulées comme suit :

- 1- « Sur quel contexte d'étude ?- définissant un "cas" » (Ebang, 2013) .

- 2- « Avec quels objectifs et dans quelles conditions ? - définissant les ambitions et la faisabilité de l'étude » (Idem).
- 3- « Avec quels outils ? - définissant les méthodes, concepts analytiques et, éventuellement, le paradigme de rattachement-. » (Idem).
- 4- « Et en fin de quelle manière ? - définissant la démarche ainsi que la problématique idoine- il convient de conduire son enquête ? » (Idem)

Ces questions prouvent que le choix de la méthode n'est pas du hasard, mais déterminé par les valeurs, les concepts, les théories et les objectifs du chercheur, ce qui contredit l'hypothèse de la neutralité de ce dernier par rapport à son terrain et par rapport à son background (Combessie, 2003).

Dans notre projet de recherche, le cas a été défini par rapport au contexte des finances publiques algérien, plus spécifiquement, les finances publiques des collectivités locales de la wilaya. L'objectif qui a motivé notre choix est la volonté à saisir la signification de la DPQF chez les acteurs qui composent le SEDP, construisant ainsi un modèle illustratif afin de permettre à la communauté scientifique de comprendre un problème contemporain qui est la DPQF qui caractérise le SEDP algérien. Cette volonté a été conditionnée par le choix du paradigme épistémologique perspectiviste et d'une démarche qualitative combinée avec des logiques inductives, hypothético-déductives et réductives enchevêtrés. Nous avons fait appel aux méthodes de l'analyse du discours, l'observation participante, l'entretien ouvert, la recherche et l'analyse documentaire pour réaliser ces objectifs. En général ce sont des outils purement qualitatifs.

Concernant le cadre conceptuel, il se base principalement sur les concepts le "système d'action concret", "système de communication sociale", "monde propre", "forme de vie", "symbole", "signification", "système"... Et en ce qui concerne le paradigme théorique, nous citerons la théorie de l'homme sociale, la théorie de régulation sociale, la théorie de l'acteur stratégique, l'aspect culturel... Pour nous la démarche la plus adéquate permettant de réaliser cet objectif est la démarche systémique, par laquelle des récursivités sont découvertes pour argumenter notre modèle, précédée d'une démarche cognitive issue des travaux de Giere. Le tout se traduit par une problématique visant à expliciter la signification de la DPQF qui sous-tend le SEDP algérien.



Nous avons constaté que l'une des options envisageables est la stratégie de l'étude de cas qualitative comme proposée par Yin (1990) et Martine Hlady Rispal (2015), et a, pour diverses raisons trouvées dans la définition de Yin (1990, p. 17) : « une étude de cas est une enquête empirique qui examine un phénomène contemporain au sein de son contexte réel lorsque les frontières entre phénomène et contexte ne sont pas clairement évidentes et pour laquelle de multiples sources de données sont utilisées ». De cette définition et d'après les arguments de Hlady Rispal (2002; 2015), nous pouvons donc mettre en évidence les cinq raisons qui motive le choix de cette stratégie :

- 1- Premièrement, l'étude de cas est une investigation empirique, comme le cas de notre projet de recherche. Nous partons du terrain pour nous échapper de certains clichés portés sur les administrateurs et sur l'administration algérienne par la société algérienne.
- 2- Deuxièmement, elle vise à comprendre un phénomène contemporain, en essayant de l'analyser en profondeur et dégager les dynamiques qu'il présente dans un environnement très spécifique. Pour cela son projet n'est ni une étude historique ni de proposer des solutions pour résoudre les problèmes de la société et des organisations. Elle essaie seulement d'aider la société et les organisations à se poser les bonnes questions, en leur laissant le soin de prendre les bonnes solutions, car les chercheurs n'ont pas la légitimité institutionnelle (de la part du peuple, d'un conseil d'administration, des travailleurs) pour proposer quoi que ce soit. Par ce que nous défendons dans notre projet de recherche, nous voulons seulement comprendre le phénomène de la DPQF, phénomène assez récent, qui a émergé dans les années 2000 avec la hausse du prix de pétrole. À travers le modèle représentationnel et le modèle systémique que nous allons réaliser, nous voulons comprendre les logiques qui sous-tendent les actions des acteurs qui composent le phénomène et qui le font émerger, pour aider la communauté scientifique à le saisir dans sa globalité et dans un environnement multidimensionnel (religieux, scientifique-administratif).
- 3- Troisièmement, l'étude de de cas étudie le phénomène dans son contexte réel. Elle n'est donc pas une expérimentation où la généralisation est indispensable, ce qui rend le phénomène très spécifié en limitant le domaine d'investigation dans lequel il sera étudié. Dans notre projet de recherche le phénomène de la DPQF est étudié dans un contexte purement algérien, le cas d'étude portant sur les collectivités territoriales des wilayas. Les

vidéos visionnés et analysées mettent en avant l'avis des économistes algériens et des citoyens algériens sur la DPQF qui caractérise la gestion de ces collectivités.

- 4- Elle est privilégiée lorsqu'un phénomène et son contexte se trouvent enchevêtrés et que les frontières ne sont pas clairement définies. Son utilisation est alors justifiée lorsque le phénomène prend une complexité très avancée. Une analyse profonde du phénomène s'impose, analysant ainsi le processus de sa complexification et du « comment et pourquoi » des faits qu'il génère. Dans notre projet de recherche nous nous sommes confrontés à la même situation où les frontières entre l'administration qui exécute la dépense et son contexte sont mal définies. Nous avons vu dans l'introduction générale, qu'à chaque fois que les prix des hydrocarbures augmentent au niveau international, cela engendre une rente financière poussant les gouvernements à entreprendre une politique dépensière. Ce qui inflige une pression considérable sur les administrations au niveau local, car les ministères ne prennent pas en considération les capacités réelles d'exécution du budget de ces administrations, ce qui conduit inévitablement vers des DPQF. Autre exemple de frontières mal définies : celui du budget. La wilaya dispose de deux budgets, le budget de la wilaya et le budget de l'Etat. Le budget de la wilaya est censé être ordonné par le PAPW ce qui n'est pas le cas car l'ordonnateur principal est le wali, qui détient pourtant pas la légitimité politique pour le faire. En effet, même si les dépenses sont exécutées conformément à la loi, au cahier de charge et à la fiche technique des projets, elles seront considérées comme du gaspillage pour reprendre les termes des citoyens, car comme le défend Guba et Lincoln (1989), toute politique publique est soumise à l'évaluation de la population locale qui est la première concernée par ces dépenses. Le budget de l'Etat est constitué en grande partie des dépenses de fonctionnement et par conséquent des salaires, ce qui signifie que les administrateurs donnent leurs allégeances au ministère de l'intérieur et aux administrations centrales et non pas aux populations locales, ce qui conduit au même problème que celui du budget wilaya celui de la légitimité. Est-ce que les dépenses publiques sont planifiées sur la base de la population locale ? si ce n'est pas le cas, ces dépenses sont forcément du gaspillage selon les termes du citoyen. En sachant que l'administrateur est lui-même citoyen, comment être citoyen et administrateur en même temps ? Et comment préserver son statut d'administrateur quand on est un citoyen ? Car son responsable peut le contacter à n'importe quel moment, pour lui donner les instructions du lendemain. En même temps en tant qu'administrateur il peut recevoir n'importe quel

membre de sa famille dans son bureau, ou défendre ces convictions politiques et ces croyances religieuses dans l'administration. Donc la DPQF et le contexte dans lequel elle se produit sont enchevêtrés ; environnement multidimensionnel (religieux, scientifique-administrative).

- 5- En fin, l'étude de cas prime sur les autres stratégies lorsque la mobilisation de multiples sources de données et d'informations est indispensable à comprendre un phénomène en profondeur. Ces données multiples contribuent à la connaissance du « comment les événements se produisent » et concernent les mécanismes, les interactions, les résultats des situations. Elles peuvent-être renforcées par la technique de l'histoire de vie, nous éclairent davantage sur le phénomène et nous permettent d'expliquer les causes de son avènement. Mais, à travers l'enquête orale qui la caractérise, elle éclaire les actions présentes et les actions futures. Dans notre projet d'étude nous avons mobilisé plusieurs sources d'information, telles que - les informations issues de la documentation - les informations données par les acteurs à travers les entretiens personnels ou des chaînes télévisées – les informations issues des observations sur le terrain.

Pour ces différentes raisons nous avons opté pour la stratégie d'étude de cas qualitative. Mais selon Hlady Rispal le chercheur qui entreprend cette stratégie doit posséder ces quatre qualités:

- 1- L'observation : comme illustrée ci-dessus, le chercheur n'est pas censé poser des questions ou résoudre un problème, mais observer et comprendre un phénomène.
- 2- Le funambulisme : le chercheur ne se contente pas seulement de trouver ce qu'il cherche mais de traquer des faits inédits surprenants pour aboutir à des choses nouvelles. Comme le défend McGuire (2004), en cherchant à , vérifier et falsifier les hypothèses, il se prive du riche potentiel des informations préliminaires.

Pour cela il ne doit alors pas avoir peur du prix à payer suite à un tel objectif qui est la position inconfortable de la découverte.

- 3- L'interprétariat : il s'agit de comprendre le langage des acteurs impliqués dans le phénomène à décortiquer. Si le chercheur souhaite transférer ce savoir à la communauté scientifique, il doit transformer le langage des acteurs étudiés en langage conceptuel et

scientifique.

- 4- La plaidoirie : Le chercheur doit prouver le sens de l'innovation, il doit adapter et ajuster les outils qu'il mobilise par rapport au terrain étudié.

En plus de ces quatre qualités il doit respecter un principe fondamental qui régit la stratégie de l'étude de cas qualitative qui est la saturation théorique et qui consiste à créer un échantillon d'étude, à travers lequel un apprentissage est mené. Une fois que le chercheur commence à entendre et observer la même chose, à ce moment-là il peut alors considérer qu'il a atteint la transférabilité, par laquelle il transfère un savoir à la communauté scientifique.

### **2-2-1-2-Type de recherche et l'objectif visé par l'objet d'étude**

Dans notre projet d'étude nous avons choisi la stratégie d'étude de cas qualitative comme stratégie à part entière (Martine Hlady Rispal, 2002). Ce type de recherche vise à produire un modèle systémique par lequel le phénomène de la DPQF sera compris. En même temps que l'observation nous avons analysé les données documentaires pour comprendre le monde propre des administrateurs et constituer la signification qu'il donne à la DPQF. À la fin du processus de recherche, nous avons complété les deux études de cas choisies par une analyse du discours des vidéos partagées sur YouTube et des articles des journaux pour constituer la signification que donnent le citoyen et l'économiste à la DPQF.

### **2-2-1-3-L'objectif du projet d'étude**

À travers notre projet d'étude, nous souhaitons découvrir des causalités récursives pour comprendre la stratégie que mène l'administrateur pour réaliser la DPQF et pour comprendre les stratégies du citoyen et de l'économiste par lesquelles ils agissent et interprètent l'action de ce dernier. Pour cela une description approfondie est menée sur la situation d'exécution de la DPQF entamée par l'administrateur et sur la situation de réaction de l'économiste et du citoyen, en mobilisant des données multiples et variées telles que les informations issues de la documentation, les informations issues des entretiens et les informations issues de l'observation pour décrypter le phénomène de la DPQF en tant que système et saisir les variables les plus importants qui servent à le comprendre. À travers ces derniers nous pouvons capter des régularités assez stables qui permettent de déceler les séquences les plus importantes de son émergence en tant que système.

Pour mener à bien ce processus, nous avons inscrit notre projet d'étude dans une démarche systémique pour bien recueillir et traiter les informations. Cette démarche est une démarche méthodologique qui s'intéresse à l'étude des systèmes. Premièrement elle définit les systèmes comme un ensemble d'interactions entre individus qui assument des positions sociales, ces derniers doivent être reliés obligatoirement par une relation interne, c'est-à-dire une relation de complémentarité. Deuxièmement la démarche systémique considère le système comme un donneur de sens à toute action qui se produit à l'intérieur de lui, ce qui explique l'importance que nous avons donné à l'étude et à l'analyse des interactions entre le citoyen, l'économiste et l'administrateur (ces interactions qui sont noués à travers l'ordonnateur). L'analyse et l'étude de ces interactions nous permettent à la fois de saisir la logique, la règle, la signification qui sous-tendent chaque type d'interactions et de reconstituer le phénomène de la DPQF pour le comprendre dans sa globalité.

### **2-2-1-4-Type de l'étude de cas**

Dans notre projet d'étude nous avons privilégié une étude de cas multisite. La première étude de cas s'est déroulée sur une période assez longue d'une année et demi. Elle nous a permis de récolter le maximum de données et de nous familiariser avec le langage, la culture et l'environnement des acteurs. Nous avons cherché et élaboré un cadre théorique et conceptuel provisoire qui, en même temps, nous a permis de créer un modèle pilote et ensuite nous diriger vers un type spécifique de données. La deuxième étude de cas, elle, s'est déroulée sur une courte période et nous a permis de confirmer et d'infirmer les théories et les concepts qui nous semblaient au départ les plus adéquates au phénomène étudié. En plus elle nous a aidé à finaliser la construction de la signification que donne l'administrateur au phénomène de la DPQF. Si ces deux études de cas, effectuées dans la première phase de la recherche, nous ont permis de saisir la signification de la DPQF chez l'administrateur, la recherche et l'analyse documentaire effectuées dans la deuxième phase de recherche, nous ont permis de connaître les zones d'incertitude dont les administrateurs se servent pour atteindre leurs objectifs et les objectifs de l'organisation.

### **2-2-2- La démarche de recherche**

Dans notre thèse nous avons utilisé deux démarches :

- La première démarche est celle de la démarche cognitive, celle de Giere dans laquelle nous avons mobilisé le modèle représentationnel pour reconstruire la représentation que donne chaque acteur à la DPQF.
- Puis la deuxième démarche est la démarche systémique, à travers laquelle nous allons réunir toutes ces représentations afin de reconstruire le système dans sa globalité, de pouvoir démontrer que la DPQF en tant que système, permet un bon fonctionnement du SEDP. Ce système est à notre sens, une signification objective de la coordination entre les trois représentations des acteurs.

#### **2-2-2-1- La démarche cognitive**

La démarche cognitive s'intéresse au processus par lequel des représentations, des pensées sont construites et par lesquelles des situations, des événements et des objets sont compris et poussent les acteurs à interagir sous certaines formes de comportement, en essayant d'analyser en détail les composantes cognitives d'un individu, tel son histoire, son environnement social, ses valeurs, ses croyances qui ont abouti à représenter mentalement et d'une façon unique un tel phénomène. Comme l'explique Giere, les couleurs n'existent pas dans les objets, elles ne sont que le résultat de l'interaction entre les aspects du monde et le système visuel de l'Homme ; à la lumière de ce que nous venons d'avancer , nous prenons comme exemple le cas de signification que produisent le citoyen, l'économiste et l'administrateur sur la DPQF, qui est le résultat des interactions entre leurs structures sociales et culturelles et entre des objets physiques tels que les ponts, les documents budgétaires et les chiffres statistiques.

#### **2-2-2-2- La démarche systémique**

Selon Jean-Claude Lugan (2009), la démarche systémique « est un ensemble d'éléments identifiables, interdépendants, c'est-à-dire liés entre eux par des relations telles que, si l'une d'elles est modifiée, les autres le sont aussi et par conséquent tout l'ensemble du système est modifié, transformé. C'est également un ensemble borné dont on définit les limites en fonction des objectifs (propriétés, buts, projets, finalités) que l'on souhaite privilégier » (2009). En nous basant sur cette définition, nous déduisons que :

- Premièrement, étudier un phénomène stipule que nous l'étudions comme un

ensemble d'éléments ; dans notre projet d'étude la DPQF est sous forme d'éléments qui sont : l'administrateur, le citoyen et l'économiste.

- Deuxièmement, ces éléments sont interdépendants ; ce qui signifie même en première vue que ces éléments sont hétérogènes tout en étant interdépendants, car en tant que tout, ils produisent un effet émergent qui les organise et leur assure une certaine cohérence, à travers le système de régulation dont cet effet émergent est doté. Donc une modification au niveau de composants conduit forcément à la transformation de la forme que prend le système. Dans notre projet d'étude, la DPQF est l'effet émergent des relations internes qui se nouent entre les trois acteurs et dans lesquelles ces derniers assument des positions sociales. La DPQF une fois produite, émerge en tant que système social et culturel qui les [trois acteurs] organise et leur assure une certaine homogénéité.
- Troisièmement, les éléments qui composent le système sont définis et choisis par le chercheur par rapport au projet qu'il a défini et tend à poursuivre ; en vertu de ces éléments une frontière est tracée entre le système et son environnement. Ce qui signifie que tout un système est construit, du moment où le chercheur préfère une certaine relation par rapport à d'autres. Dans notre projet d'étude, le choix des trois acteurs qui composent le système de la DPQF, est basé sur le modèle représentationnel que nous avons construit et par lequel trois logiques possibles sont découvertes pour comprendre le phénomène de la DPQF dans trois perspectives différentes. Ces trois logiques si hétérogènes à première vue, ont la possibilité de produire un fait émergent qui est la DPQF, qui lui-même est indispensable pour réguler le SEDP et d'assurer une intégration entre ces trois logiques et les trois acteurs qui les adoptent.

### **2-2-3-Méthode et outils de collecte de données**

#### **2-2-3-1-Observation non participante**

Au départ lors de nos deux enquêtes qualitatives empiriques, nous aurions souhaité utiliser la méthode d'observation participante, mais le problème c'est qu'il existe une réticence de la part

des administrations et institutions publiques envers un tel type de recherche, de peur que leurs confidentialités ne soient révélées. Pour cette raison, nous avons adopté la méthode d'observation non participante en utilisant un subterfuge. Ainsi nous avons simulé être un stagiaire mis sous l'autorité de son superviseur pour observer et collecter le maximum de données lors de son apprentissage. Cette méthode a été plus riche en termes de données à Oran qu'à Alger, vu la longue durée que nous avons passé dans la DAL de la wilaya d'Oran.

### **2-2-3-2-Entretien ouvert**

Durant nos deux enquêtes qualitatives empiriques et lors de notre entretien avec les deux présidents de la commission de l'APW d'Alger et avec un sénateur, nous avons choisi un entretien ouvert, en assumant ses inconvénients tel que passer une heure de conversation stérile sans obtenir aucune information. Mais cette position est la conséquence de la stratégie que nous avons adoptée qui consistait à se faire passer pour un stagiaire. Ainsi, laisser parler les gens sans fixer des limites, permet de mieux les comprendre et de saisir les éléments de leur personnalité qui font que leurs actions leur paraissent aussi logiques à leurs yeux.

À travers cette stratégie de simulation, nous avons pu découvrir des personnes physiques dotées de sentiments qui se cachaient derrière leur statut juridique fixé par la loi. Quel que soit le côté négatif ou le côté positif que nous observions dans nos administrations publiques, en fin de journée nous constatons que ce ne sont ni des démons ni des anges qui se trouvaient derrière ce mal ou ce bien, ce ne sont que des hommes et des femmes qui ont décidé d'agir d'une certaine façon sur la base de motivations personnelles. Comprendre ces raisons revient à tout chercheur en sciences sociales, sans qu'il puisse porter de jugement sur leurs actes.

La combinaison de la méthode de l'observation non participante avec l'entretien ouvert nous a permis d'effectuer une immersion totale dans les deux organisations ; ce qui nous a permis d'extraire plus facilement la logique, l'objectif et les valeurs qui sous-tendent l'exécution de la DPQF et qui donnent de la signification à cette dernière.

### **2-2-3-3-La recherche documentaire**

En tant que méthode, c'est un ensemble d'étapes aidant le chercheur ou l'enquêteur à



chercher, identifier et trouver des sources de données en relation avec son objet de recherche et lui permettant de choisir une stratégie de recherche approprié pour traiter cet objet. Ces sources de données une fois identifiées et analysées permettent de produire une connaissance sur un sujet, ou une question, ou un phénomène donné. Ces sources de données sont différentes. Elles sont sous forme de livres, thèses, mémoires, rapport de stage, revue périodique, rapport, article de journaux, CD audio, CD DVD vidéo...etc.

En respect avec la méthode qualitative, nous avons évité de commencer par la recherche documentaire, notre projet de recherche étant construit depuis le terrain. La recherche documentaire venait après les enquêtes qualitatives empiriques. Nous pouvons dire que notre recherche documentaire se partage en quatre catégories :

- La première que nous avons menée à l'ENA et la CNES dont nous avons recueilli des données à partir des rapports de stage, des mémoires de fin de formation, des études menées par les experts du CNES à partir desquels nous avons tenté de saisir la signification de la DPQF chez l'administrateur.
- La deuxième est constituée des données que nous avons recueillies à partir des livres, des articles scientifiques pour saisir la signification de la DPQF chez les économistes.
- La troisième regroupe les données recueillies à partir des articles de journaux pour saisir à la fois la signification de la DPQF à la fois chez le citoyen et l'économiste.
- La quatrième est celle constituée par des vidéos partagées sur les réseau sociale YouTube pour saisir à la fois la signification de la DPQF à la fois chez le citoyen et l'économiste.

#### **2-2-4-Méthode de traitement de données**

##### **2-2-4-1-Modèle représentationnel**

Comme le souligne Giere (2004) les modèles sont utilisés par les chercheurs pour représenter un certain aspect du monde et réaliser des objectifs spécifiques. Une telle définition s'inscrit dans la démarche pragmatique et s'intéresse au cadre au sein duquel se construit la représentation. C'est-à-dire qu'elle s'intéresse plus aux activités scientifiques dans lesquelles les théories et les lois, comme le langage, sont énoncés pour représenter un aspect spécifique du monde. Puisque les concepts de « théorie » et de « lois » sont vagues, Giere privilégie cinq

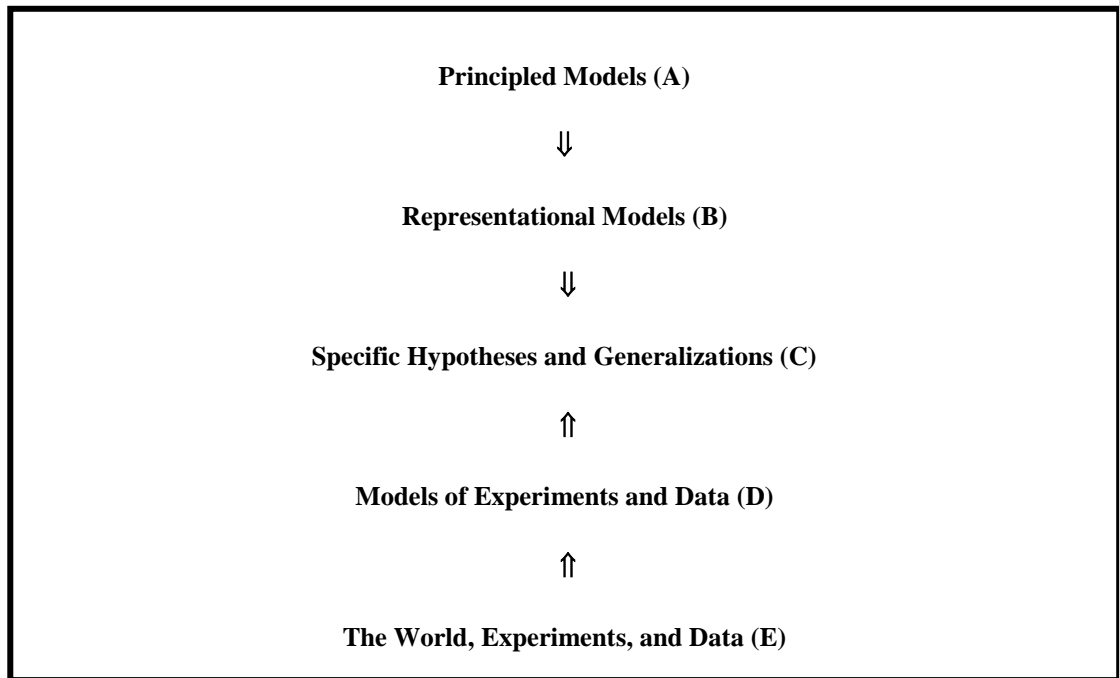
activités représentationnelles menées d'une manière itérative et interactive. Ces activités sont le principe général et les conditions spécifiques, le modèle représentationnel, les hypothèses spécifiques, les modèles empiriques et la génération de données empiriques. Ces activités s'inscrivent dans le modèle basé sur la compréhension des théories scientifiques « Model-based understanding of theories » de Giere (voire figure N°2). Afin de maintenir l'unité entre les cinq, il faudra alors que le critère d'adéquation soit réalisé entre chaque activité et que le chercheur prouve son pragmatisme en offrant une solution théorique et conceptuelle pour aider la communauté scientifique à comprendre le phénomène étudié.

#### **2-2-4-1-1-Le principe général et les conditions spécifiques**

La première activité est sous forme de *principes (A)*, ce sont des lois générales formuler linguistiquement, dont les caractéristiques spécifiées ne peuvent être exhibées que par des objets extrêmement abstraits. Leur fonction principale est de définir la trajectoire que doivent entreprendre les modèles représentationnels. Pour cela elles sont considérées comme modèles très généraux sous forme de *gabarit* qui tracent les limites des *Modèles représentationnels (B)*, elles n'ont aucune capacité à postuler une revendication empirique, car elles ne sont démontrées que dans un cadre *ceteris paribus*. Que le phénomène étudié soit physique ou social, elles fonctionnent toujours au sein d'un système ouvert. En plus des principes généraux, il y a *les conditions spécifiques*. Car un *principe général* ne peut être utilisé de n'importe quelle façon. La différence entre un langage non scientifique et un langage scientifique, c'est que ce dernier est constamment contrôlé par des spécialistes dans un domaine scientifique bien précis. Leur mission est de définir consensuellement *les conditions spécifiques* de l'utilisation de tels *principes généraux*, en définissant les dénominations des objets scientifiques, les circonstances et les contextes au sein desquels ils sont évoqués qui font qu'un *principe général* est lisible et des *objets abstrait plus spécifiques* sont produits.

*Le principe* qui fonde la partie théorique et conceptuelle de notre projet de recherche est « *la théorie de connaissance d'Emmanuel Kant* » (voir chapitre N°3). Cette théorie est la base des sciences sociales du 20<sup>ème</sup> siècle et *la condition spécifique de son utilisation* est la *théorie de l'homme* énoncée par Durkheim dans l'ouvrage « *De la division du travail social* » (1893).

Figure 2 : modèle basé sur la compréhension des théories scientifique<sup>22</sup>



#### 2-2-4-1-2-Modèle représentationnel

La deuxième activité est la construction des *modèles représentationnels* (B) qui sont des *objets abstraits plus spécifiques* construits conformément aux *principes généraux et aux conditions spécifiques* (A). Ils visent le monde réel, puisque leur construction permet d'identifier des similarités entre les éléments qui les constituent et les caractéristiques du monde réel. Précisons que les modèles ne sont pas le monde (Giere, 2004), puisque il n'est atteint que d'une façon approximative selon la posture perspectiviste. Ce qui fait que les lois et les théories qui leur appartiennent sont leurs propres caractéristiques et non celles du monde réel, et que leurs vérités sont vérifiées par rapport aux modèles et non pas à la réalité qu'elles tentent d'expliquer. C'est eux qui définissent le champ d'application ou de la non application des théories et des lois. Une fois que les modèles les sélectionnent, ils déterminent leur degré d'exactitude à travers les tests et expériences par une démarche de recherche programmatique, où ils sont constamment confrontés

---

<sup>22</sup> Le modèle est extrait de l'article Giere, R. N. (2004). "How Models Are Used to Represent Reality." *Philosophy of Science*, 71: 742–752.

à des tests empiriques infinis (McGuire, 2004). Testés sur d'autres contextes et terrains, ils donnent d'autres explications qui renforcent leurs scientificités.

Dans notre étude de cas l'adéquation entre le principe général (**A**) de *la théorie de la connaissance d'Emmanuel Kant* (2012) et le modèle spécifique (**B**) est réalisé par l'interprétation du modèle général (**A**) par des *modèles et des objets abstraits plus spécifiques* (**B**) issus de théories multiples. À titre d'exemple, nous avons interprété :

- *La conscience morale commune* de Kant par la *conscience collective* de Durkheim, la *strate* de Max Weber, la *classe* de Pareto, *l'homme social* de Elton Mayo, *l'acteur collectif* de J D Reynaud, *le système d'action concret* de Crozier et Friedberg et *l'acteur social* de Sainsaulieu.
- *Les règles techniques* de Kant par *les règles indicatives* de Durkheim, *Les maximes du but* de Weber, *l'Homo Oeconomicus* de Pareto, *les règles officielles* de Mayo, *les règles de contrôle* de Reynaud.
- *Les règles morales* de Kant par *les règles impératives* de Durkheim, *les maximes normatives* de Weber, et *les préceptes* de Pareto, *les règles informelles* de Mayo, *les règles d'autonomie* de Reynaud, *les règles du jeu* de Crozier et *les règles culturelles* de Sainsaulieu.

### **2-2-4-1-3- Les Hypothèses spécifiques**

La troisième activité est celle des *hypothèses spécifiques* (**C**). Ce sont *des hypothèses* élaborées par les chercheurs dont le but est de résoudre des problèmes pratiques liés au terrain étudié (Giere, 2006), par « le choix d'aspects très spécifiques des *modèles représentationnels* (**B**) que nous essayons de faire rentrer en *adéquation* avec des aspects choisis des *modèles de données* (**D**) » (2006) en respectant deux principes :

- Celui de la similarité, à travers laquelle les chercheurs identifient et créent par l'abduction et l'imagination des aspects de similitude inexistantes (**C**) entre leurs modèles représentationnels (**B**) et les modèles empiriques (**D**). Pour les revendiquer ensuite (similitudes inexistantes [**C**]) comme explications plausibles de manifestation du phénomène étudié. Ces similitudes (**C**) ajustées au fur et à mesure que les chercheurs

progressent dans leurs recherches augmentant de la sorte l'efficacité de leurs modèles représentationnels (**B**) (Giere, 2004). Sachant que ces hypothèses (**C**) ne sont pas subjectives, puisque n'importe quelle personne qui observe le phénomène suivant la même perspective obtiendra les mêmes résultats. Dans notre projet de recherche nous avons *identifié* (identification [**B**→**C**])) trois *similitudes* (**C**) (voire figure n°3) qui sont *la logique moraliste* qui met en relation l'objet abstrait très spécifique *la régulation autonome* (**B**) avec l'objet empirique « *le citoyen* » (**D**). *La logique instrumentaliste* qui met en relation l'objet abstrait très spécifique *la régulation du contrôles* (**B**) avec l'objet empirique « *économiste* » (**D**). *La logique pragmatique* qui met en relation l'objet abstrait très spécifique *la régulation conjointe* (**B**) avec l'objet empirique « *administrateur* » (**D**). Ces *similarités* en plus des structures et des règles représentent les causes profondes qui sous-tendent l'action de la construction de la signification, et les réactions déclenchées envers la DPQF.

- Celui de pragmatisme stipule que les chercheurs créent une solution théorique et méthodologique pour représenter les phénomènes sociaux selon un langage théorique (Giere, 2006), conformément à l'hypothèse relativiste critique qui donne la supériorité aux discours scientifiques sur les discours profanes utilisés dans la vie de tous les jours (Hess, 1997). Pour réaliser cet objectif les chercheurs s'inscrivent dans une approche programmatique par laquelle ils essaient d'alimenter au maximum son modèle empirique (**D**) par des données issues des investigations empiriques. Tout en s'appropriant des théories et des concepts adéquats aux données empiriques, pour les ancrer dans la réalité (Glaser & Strauss, 1967). Ce qui aboutira à la résolution d'un problème théorique dont la communauté scientifique souffre. Le problème théorique et conceptuel auquel nous nous sommes confrontés dans notre projet d'étude est de comprendre pourquoi l'administrateur n'a pas la même attitude envers la DPQF comme celle de l'économiste et l'administrateur. Pour comprendre cette divergence il fallait saisir la logique, les règles, la structure, les normes qui sous-tendent ; l'action de la construction de la signification et les réactions déclenchées par chacun d'eux envers la DPQF. Du terrain nous avons récolté les données précédemment citées et nous avons reconstruits le système dans sa globalité, système au sein duquel les trois acteurs interagissent. Par faute de trouver un corpus théorique adéquat dans le contrôle de gestion, nous avons dû mobiliser un corpus théorique proche de cette discipline et par lequel nous avons construit notre modèle représentationnel, composé

d'auteurs tel Max Weber, Émile Durkheim, Elton Mayo, Michel Crozier, Jean Daniel Reynaud et Renaud Sainsaulieu complété par la théorie sémiotique de Peirce et de Wittgenstein, qui nous a permis de saisir la signification dans sa complexité.

Une fois que l'adéquation est assurée entre *les hypothèses spécifiques (C)*, les *modèles représentationnels (B)* et les modèles empiriques (**D**), l'adéquation entre *les hypothèses spécifiques (C)*, *les principes généraux et les conditions spécifiques (A)* est assurée indirectement par l'activité d'*interprétation des principes généraux (A)* dans *les modèles représentationnels (B)* (**A**→**B**) construits par le chercheur, et par l'activité d'*identification* des éléments des *modèles représentationnels (B)* qui sont *spécifiques et similaires (C)* (**B**→**C**) aux modèles empiriques. (**C**→**D**).

#### **2-2-4-1-4-Le modèle empirique**

La quatrième activité est *le modèle empirique (D)*. Giere (2006) défend la même position que Patrick Suppes (1962) et de Bas van Fraassen (1980; 1989). Pour eux, il est impossible de confronter *le modèle représentationnel (B)* directement aux données du *monde réel (E)* parce que les connaissances et les représentations acquises sur le monde dépendent du cadre conceptuel et théorique mobilisé (van Fraassen, 1980). Il suffit que le cadre change pour que la perception du monde change, sans qu'il soit modifié matériellement. Comme nous l'avons cité auparavant, les théories et le cadre conceptuel, qui justifient et argumentent nos connaissances et nos représentations, tirent leurs vérités du *modèle représentationnel (B)* et non pas du monde réel. Et pour assurer la pertinence des vérités des théories et du cadre conceptuel, il faut que le chercheur réussisse à prouver une adéquation entre *le modèle empirique ([D] data-model)* (issu du monde réel), et *le modèle représentationnel (B)* (van Fraassen, 1980), sachant que la vérification à la fois théorique et empirique de cette adéquation ne peut se réaliser qu'à travers *les similarités (C)* qui lient le *modèle empirique* au *modèle représentationnel*. En d'autres termes, si les conditions de l'adéquation et de similarités sont remplies, cela signifie que les théories et le cadre conceptuel mobilisés sont acceptables, ce que Suppes appelle « *la réalisation possible d'un modèle théorique* » (1962).

Autre argument : *le modèle représentationnel (B)* ne peut être confronté directement au monde réel (**E**), et le monde physique ne peut être compris qu'à travers sa partie sociale constituée

des théories et de cadres conceptuels. Partie qui change d'un chercheur à un autre suivant ses objectifs, ses convictions et sa culture, ce qui limite les perceptions de la réalité physique de chaque chercheur à une seule perspective. Prenons comme cas notre projet de recherche. Premièrement il est difficile de prendre la totalité des données sur le phénomène DPQF, car il y a certaine réalité qui nous échappe. Pour cela nous avons dû nous concentrer sur une partie des données jugées les plus intéressantes, par lesquelles nous allons chercher une théorie et un cadre conceptuel les expliquant. Ce qui signifie que malgré l'existence de plusieurs théories et de cadres conceptuels permettant d'expliquer le même phénomène de DPQF, nous ne pouvons choisir qu'une seule théorie et qu'un seul cadre conceptuel, puisque nous sommes limités à la fois par les données empiriques recueillies et par notre culture qui est unique et spécifique. Donc la théorie mobilisée est déterminée par la quantité de données saisies sur *le monde réel* (**D**) et non pas par le monde réel (**E**). Deuxièmement, il existe en effet plusieurs théories puissent expliquer l'existence de la DPQF, mais aucune d'elles ne permet de le visualiser réellement, car elle ne prend en considération qu'une partie de lui. Comme le démontre Peirce, les théories en tant que symbole représentent les objets qu'elles désignent indépendamment de leurs formes physiques. Puisque les théories parlent du gaspillage et de l'inefficacité, ce que nous voyons ce sont que les textes juridiques, des biens matériels, des fiches d'engagement et des équipements publics tels que les bâtiments et les infrastructures. Ce qui signifie que les théories ne représentent pas physiquement la DPQF, puisqu'elles sont son abstraction. Troisièmement, étant donné que nos théories ne sont que des abstractions, cela signifie qu'elles sont vraisemblables et non des vérités certaines. De ce fait la DPQF en tant que réalité physique n'est pas réduite à nos modèles représentationnels constitués par ces théories, puisqu'elle est construite. Sa précision ou sa non précision de représentation est déterminée par le modèle empirique alimenté par les données du monde réel.

À ce niveau-là, la tâche du *modèle empirique* (**D**) est de mettre en adéquation les *hypothèses spécifiques* (**C**) et les *données empiriques générées et recueillies* sur le cas étudié (**E**). Cette relation ( $C \rightarrow D$ ) entre les *hypothèses spécifiques* (**C**) et le modèle empirique (**D**), nous permet d'ajuster *le modèle représentationnel* (**B**), ou de générer plus des données empiriques (**E**) pour renforcer sa précision. Cela s'est traduit dans notre cas d'étude par l'ajout du citoyen et de l'économiste (voir chapitre 3). Ces données empiriques additionnelles nous ont aidé à augmenter la précision de représentation du phénomène DPQF.

#### **2-2-4-1-5-La génération des données empiriques**

La cinquième activité est la génération des données empiriques (Giere, 2004). Par l'exploration empirique et l'interaction avec la réalité, des données seront générées et certaines perceptions construites, ayant ainsi un impact sur le type du modèle empirique que le chercheur choisit d'utiliser. Il peut mobiliser les données récoltées par d'autres chercheurs dans d'autres contextes, à condition qu'elles aient une relation avec la problématique traitée.

#### **2-2-4-1-6-La construction des représentations selon le modèle de Giere (MAG<sup>23</sup>)**

Pour reconstruire les représentations que donnent les trois acteurs à la DPQF, nous avons utilisé le MAG conjointement avec la conception de signification au sens descriptif, tel que conçu par Wittgenstein et Peirce, dans le but de mettre en relation ces représentations avec les données empiriques récoltées durant l'enquête et de nous conformer à l'hypothèse épistémologique relativiste critique de Giere (2006). Pour réaliser ces reconstructions conformément à ces objectifs, nous allons premièrement traiter le phénomène du gaspillage selon les termes du citoyen par rapport au système de communication social qui caractérise chaque acteur étudié, système qui attribue une signification à leurs vécus et à leurs pratiques. Ensuite dans la deuxième étape, les différents discours et langages passeront par un processus de filtrage qui les transformera en langage scientifique. La réussite de ce processus dépend de sa capacité à attribuer des explications scientifiques aux significations des vécus et des pratiques subjectives récoltées dans la première étape (Giere, 2006; Hess, 1997). Ce qui permet de comprendre le phénomène scientifiquement (Martine Hlady Rispal, 2002).

Pour reconstruire les représentations des acteurs tout en restant cohérent avec l'approche épistémique perspectiviste de Giere, il faut respecter les quatre éléments de base du « model-based account of scientific theorizing » de Giere (2006) :

- Premièrement, définir le phénomène « R » étudié, qui est la DPQF. Sachant que, nous supposons que le phénomène R de Giere est analogiquement équivalent à l'objet

---

<sup>23</sup> MAG : est l'abréviation de modèle alternatif de Giere



dynamique « OD » de Peirce, et à la forme de vie de Wittgenstein.

- Deuxièmement, définir les termes et les concepts « P », qui vont représenter le phénomène « R : DPQF », sachant que le « P » est semblable au coup de jeu de langage développé par Wittgenstein et le signe (ou representamen) développé par Peirce qui conçoit le signe d'une manière différente à chaque niveau d'analyse sémiotique : comme qualisigne dans la priméité, sinsigne dans la secondéité et légisigne dans la tiercéité. Ce qui signifie que l'acteur à travers les actes langagiers, les actes gestuels, les actions individuelles régulées institutionnellement, manifeste ses sentiments et réalise symboliquement une forme de vie.
- Troisièmement, définir l'acteur « A » celui qui représente le phénomène « R : DPQF » par les termes et les concepts « P ». Cet acteur qui est la manifestation de deux structures : La première est la structure sociale qui correspond à une position sociale en relation interne avec une autre ; la seconde est une structure culturelle qui correspond aux règles linguistiques des actions linguistiques, aux règles gestuelles des actions non linguistiques, aux règles de conduite des actions individuelles, idées, croyances et valeurs.
- Quatrièmement, définir l'objectif « I » de l'acteur « A » qui le motive à penser, à apercevoir sous un certain angle le phénomène « R » et à le représenter, par les termes « P ». À ce niveau-là, nous supposons que l'objectif « I » est analogiquement semblable à l'objet immédiat (OI) défini par Peirce (dans trois niveaux d'analyse sémiotique) et au jeu de langage défini par Wittgenstein (seulement dans le deuxième et le troisième niveau d'analyse sémiotique de Peirce). Ces deux concepts issus de la sémiotique peircienne et wittgensteinienne, affirment la position active des acteurs : à travers leurs pratiques langagières, ils réalisent des actions et des formes de vie avec leurs propres volontés, sans qu'elles soient réductrices ou déterminées à une structure. Cette hypothèse sera confirmée plus tard par James Gibson (1979) qui défend que les personnes s'engagent volontairement dans un processus d'extraction d'informations depuis leurs positions et leurs objectifs pour disposer d'un socle d'informations utiles qui leur permet d'exploiter les objets de leur environnement. Cet élément « I » nous est utile puisqu'il permet de saisir les significations du phénomène de la DPQF pour les trois acteurs au niveau de tiercéité.

Cependant dans le cadre de notre projet de recherche nous avons constaté l'utilité d'ajouter deux éléments supplémentaires qui sont la logique « L » et le métalangage « M » pour combiner l'approche descriptive Peircienne-Wittgensteinienne à celle de Giere.

- Cinquièmement, définir le métalangage « M » qui constitue les règles qui permettent de vérifier si les termes utilisés « P » par l'acteur « A », pour désigner l'objet « R : DPQF », sous certains angles de vue « I » sont vraiment les termes qui correspondent à la désignation de cet objet. Sachant que le métalangage « M » est à la fois la règle qui sert à la vérification des termes « P » et le traducteur qui transforme les termes « P » en significations sous forme « I ». Mais que signifie réellement un métalangage ? Ce concept est inventé par Alfred Tarski (1923-1944). Pour lui il existerait deux types de langage, le premier langage est celui que nous utilisons quotidiennement pour formuler des propositions sur les phénomènes fréquents et qui nous permet de dénoter les objets de notre environnement. Il est sous forme de langage-objet, et ses propositions sont soumises à une évaluation qui vérifie leur certitude. Le deuxième langage est celui dans lequel nous utilisons le premier langage, où les vérités sur le langage-objet sont définies et des nouvelles règles et lois sont produites servant à vérifier les nouvelles propositions ajoutées dans le langage objet. De ce fait, en tant que référence et règle de vérification des propositions du premier langage, il assure l'adéquation matérielle entre une proposition formulée dans un langage et l'expression réelle de cette proposition dans le monde réel par l'équation "équivalence de la forme (T) » :

***Équation 1 : équivalence de la forme (T)***

(T)	'X' est vrai si et seulement si P
-----	-----------------------------------

Ce qui signifie que la phrase 'X' est vraie dans le langage-objet si seulement sa traduction en P dans un contexte métalangage reste la même. Sachant qu'après l'approfondissement théorique, nous pouvons supposer que le métalangage « M » est équivalent au concept de la grammaire (ou les règles) du jeu de langage de Wittgenstein et de l'interprétant du Peirce. Bien que Wittgenstein ait refusé l'idée de l'existence d'un métalangage supérieur à tout autre type de langage, en considérant le métalangage comme langage ordinaire, nous supposons qu'il existe un langage de référence sous forme de métalangage qui constitue à la fois la grammaire et les règles du langage-objet et le donneur de significations, permettant de vérifier si les termes et les actes utilisés par les acteurs sont en adéquation avec le système de communication et le système d'action collectif de leur monde propre. En d'autres termes, le métalangage est la référence qui permet de vérifier si les acteurs ont

vraiment réalisé ou pas la forme de vie qui leur correspond. Dans notre modèle nous supposons que le métalangage est constitué à la fois du système de communication sociale, du système d'action collective et de la forme de vie (comme postulé chez Eco (Eco, [1976]1979)). Sachant qu'en plus de leurs rôles de vérificateur, le premier constitue le langage qu'utilisent les acteurs pour énoncer des propositions, le deuxième est la réalisation de l'action collective institutionnellement conforme au monde propre ; toutes les deux tentent de réaliser le troisième qui est la forme de vie « R ». Pour donner un exemple illustratif, du fonctionnement de cette équation prenons l'exemple de l'administrateur. Ce dernier représente la DPQF à la fois par l'énoncé « je suis en train d'appliquer la loi » par un acte langagier et gestuel. De plus il mène une action individuelle régulée institutionnellement qui est l'exécution effective de la DPQF. Cet énoncé « cette DPQF est une application de la loi ('X') » est vrai si et seulement si, la DPQF est une application de la loi (P) métalangage « M ». En d'autres termes, l'énoncé langagier, non langagier et l'action collective 'X', traduits en phrase P, dans un métalangage juridique, doivent avoir une signification égale.

- Sixièmement, déterminer la logique « L » dans laquelle s'inscrit chaque acteur « A » qui est le produit du système de communication sociale « M » qui lui permet d'apercevoir l'objet « R » sous un certain angle « I ». Pour cela, le rôle que joue le système de communication sociale est important car il influence la logique qu'utilisent les acteurs pour apercevoir leur environnement sous certaines formes (Athanasopoulos et al., 2015) . L'administrateur, le citoyen et l'économiste ne peuvent apercevoir la DPQF de la même manière, puisqu'ils s'inscrivent dans des logiques différentes, issues de langages différents.

Après la présentation et les ajustements menés sur le « model-based account of scientific theorizing » de Giere nous avons obtenu le modèle suivant :

***Équation 2 : Modèle représentationnel de génération de signification***

*Un acteur « A » propose les concepts « P » pour représenter le phénomène « R » selon une certaine logique « L » dans le but « I » conforme et vrai par rapport à un métalangage « M » qui correspond à une forme de vie « F ».*<sup>24</sup>

---

<sup>24</sup> Cette proposition est élaborée par nos soins.

Ce modèle est mobilisé dans les trois niveaux de réalité qui fondent la représentation de chaque acteur. Pour cela, la reconstruction de la représentation de chacun est fondée sur quatre niveaux :

- Primité : nous retrouvons le niveau qualitatif de la représentation qui est caractérisée par une *réalité physique* qui offre à l'acteur les possibilités d'interaction avec son environnement. Ce qu'on appelle *les caractères de demande*.
- Secondité : où nous retrouvons le niveau pratique de la représentation, formulé sous forme d'action et réaction, qui est caractérisé par les *pouvoirs causales* (effet émergent) et le *MG* qu'ils génèrent.
- Tiercéité : nous retrouvons le niveau symbolique de la représentation. C'est en elle que la signification du phénomène qui nous intéresse est extraite. Elle consiste en la production d'une *structure culturelle* qui régit à la fois les actions des individus dans la société et donne sens à leurs pratiques.
- Tiercéité' (tiercéité prime) : à ce niveau-là, les représentations des trois acteurs sont représentées par d'autres représentations plus neutres, qui prennent une certaine distance envers les acteurs et leurs subjectivités. Là où la structure de chaque acteur est générée par une structure plus fondamentale, par exemple la structure de la religion chez le citoyen est générée par une structure plus fondamentale qui est la structure morale au sens de Rousseau (2011) et de Kant (1994) . La structure juridique de l'administrateur est générée par une structure plus fondamentale qui est la structure du pouvoir. Cette dernière se manifeste dans les stratégies des acteurs sous forme de droit, de conventions ou de traditions. La structure scientifique de l'économiste est générée par une structure plus fondamentale qui est l'idéologie, qui se manifeste dans les actions non logiques sous forme de théories, de concepts et de modèles argumentatifs.

#### **2-2-4-2-La méthode systémique qualitative relationnelle**

La méthode SQR est basée sur un paradigme épistémologique constructiviste et sur une démarche systémique issue des travaux de Mucchielli (2008). Cette méthode est utilisée lorsque les phénomènes sont traités comme des objets complexes et lorsque les relations de communication sont la base de génération des données.

Elle s'inscrit dans la continuité des travaux de Le Moigne (1990) sur l'étude des modélisations systémiques, puisqu'elle sert d'outil de compréhension et de représentation de la réalité, sans éliminer l'aspect complexe de cette dernière. De ce fait, nous pouvons déduire qu'elle est une méthode pragmatique puisqu'elle sert de toile de fond que nous appelons le modèle qui nous permettra d'observer les phénomènes dans leur contexte et de visualiser ainsi, les interactions entre les acteurs, producteurs de ces phénomènes, ce qui lui permet de résoudre également des problèmes théoriques, conceptuels et pratiques. Nous pouvons ajouter que c'est une approche compréhensive, du moment où les acteurs, producteurs des phénomènes, sont au cœur même du questionnement du chercheur utilisant cette méthode, du fait que toute modélisation est construite sur la base du rôle, de l'objectif, des valeurs, des stratégies qu'adoptent les acteurs sociaux. Pour conclure, nous pouvons avancer qu'elle est en adéquation avec la qualité de la non directivité préconisée par la démarche systémique, du moment où le chercheur vient sur le terrain sans aucun cadre théorique et conceptuel construit au préalable.

En résumé, elle permet dans un premier temps de construire un cadre concret en aidant le chercheur à prendre conscience du dynamisme qui caractérise les phénomènes sociaux et de mettre en évidence la construction contextualisée en même temps du système et du sens dans le processus de communication. Dans un deuxième temps, elle permet d'assurer un fort ancrage dans les données communicationnelles.

Pour aboutir au modèle SQR le chercheur doit respecter quatre étapes.

#### **2-2-4-1-1- Première étape : Repérage des communications récurrentes et catégorisation**

À travers l'observation et les données recueillies sur le terrain et selon Alex Mucchielli, dans «Étude des communications: approche par la modélisation des relations »(2004) , « le chercheur repère des constantes et des répétitions de "communication récurrentes" » pour ensuite les catégoriser. « Le qualitatif de « leurs formes » doit être suffisamment précis pour représenter clairement le type de communication ».

Après la définition des acteurs principaux qui sont l'administrateur, le citoyen, l'économiste et les acteurs secondaires qui sont le gouvernement, l'ordonnateur et le porte-parole, nous avons noté des "communications récurrentes" telles que : acceptation, contrôle

comportemental, exécution de la loi (ou dépenses et DPQF), compromis, manifestation contre la DPQF, alerte de danger de la DPQF. Mais nous avons observé que la logique qui constitue la base du système DPQF est l'obligation de l'allégeance plus marquée, surtout chez l'ordonnateur, qui est le détenteur du pouvoir public au niveau local. Cette « méta-catégorie » commence lorsque le wali est averti par le gouvernement. À ce moment, il commence à exécuter à la fois les dépenses et les DPQF à travers les administrateurs, pour satisfaire les revendications de salaires des administrateurs et pour améliorer les conditions de vie des citoyens, des économistes et de leurs représentants. Cependant en contrepartie, il les oblige à lui affirmer leur allégeance dans le but que tous les acteurs respectent la loi et l'ordre public. De cette façon, il instaure l'ordre social. Au besoin il utilise les DPQF, qui est un budget discrétionnaire dont il dispose, pour faire atteindre cet objectif. Si ce budget ne lui permet pas de les obliger à lui affirmer allégeance, plus de DPQF lui seront attribuées par le gouvernement afin de l'aider à satisfaire toutes ces revendications. Ce qui permet d'apaiser une grande partie des manifestations des citoyens contre les DPQF et une partie des alertes contre les dangers des DPQF lancés par les économistes.

#### **2-2-4-1-2- Deuxième étape : Modélisation des formes d'échange**

Une fois tous les acteurs définis, toutes les "communications récurrentes" et la logique du système découvertes, le chercheur met toutes ces informations dans un schéma qui lui permet de visualiser l'ensemble des relations entre les acteurs et le type d'échange qu'ils développent entre eux. De cette façon il essaie de saisir et de comprendre la boucle de rétroaction qui régule la totalité du système. (Nous développons ce modèle dans le chapitre 4).

#### **2-2-4-1-3- Troisième étape : Modélisation des significations des formes des échanges**

Dans cette étape le chercheur cherche les significations des formes d'échanges développées par les acteurs pour les mettre en relation avec la totalité du système. Il va procéder au remplacement de chaque forme d'échange par sa signification dans le contexte collectif vécu qui est l'obligation d'allégeance. Le chercheur essaie de trouver la signification de cet échange dans le vécu collectif.

Dans notre étude de cas, la signification de l'obligation d'allégeance est le budget discrétionnaire. Pour que l'ordonnateur puisse gagner la confiance des citoyens et pour qu'ils lui

prêtent allégeance, il doit avoir un stock de DPQF auxquelles il aura recours au cas où sa légitimité est remise en cause. Donc, l'ordre public est basé sur l'allégeance des citoyens qui ne peut être assurée que par le budget discrétionnaire que le gouvernement doit annuellement réapprovisionner.

#### **2-2-4-1-4- Quatrième étape : Lecture de la logique finale**

Dans la seconde modélisation où les formes d'échanges sont remplacées par leurs significations, le chercheur peut expliquer comment les DPQF sont enclenchées. Dans ce cas, le gouvernement fait pression sur l'ordonnateur. Ce dernier assume la pression et essaie de son côté d'exécuter le budget, contenant des dépenses et DPQF, qui lui est alloué. Ces DPQF constituent le budget discrétionnaire par lequel il oblige les autres acteurs à lui prêter allégeance. Si les dépenses et les DPQF suffisent à satisfaire les revendications, les acteurs ne contestent pas les DPQF. D'autre part, si elles ne satisfont pas leurs revendications, d'autres DPQF seront produites jusqu'à la diminution de l'intensité des manifestations et des contestations.

#### **2-3-Cas pratique**

Pour étudier en profondeur notre objet de recherche, la majeure partie du travail a été effectuée autour de l'administrateur, car c'est autour de lui et de ses actions que la polémique est créée. D'autant plus que peu de données qualitatives sont fournies sur son vécu. Nous avons par la suite, complété cette investigation empirique par une étude sur le citoyen et sur l'économiste pour reconstruire le système de la DPQF qui nous permettra de comprendre son rôle dans la régulation du SEDP sans laquelle ce dernier ne peut fonctionner complètement. Mais la différence qui se trouve dans cette section de ce chapitre par rapport à d'autres sections, est que nous allons utiliser le terme "dépenses supplémentaires inutiles"<sup>25</sup> à la place du terme de DPQF. Puisque ce dernier, en tant qu'objet de recherche n'était cerné qu'à la fin du processus de recherche. En plus utiliser le terme " "dépense supplémentaire inutile" " permet aux lecteurs de se familiariser avec

---

<sup>25</sup> Cette méthode est proche à la méthode dialogique proposée par Avenier (voir Avenier, M.-J., & Parmentier Cajaiba, A. (2012a). The dialogical model: developing academic knowledge for and from practice. *European Management Review*, 9(4), 199-212), où le chercheur commence par la production des connaissances locales pour en arriver aux connaissances génériques.

le contexte de recherche du moment.

### **2-3-1- La signification des dépenses supplémentaires inutiles chez l'Administrateur**

Pour mettre en évidence la signification de l'administrateur concernant les dépenses supplémentaires inutiles, nous avons mené deux études de cas : la première, au sein de la DAL de la wilaya d'Oran et la deuxième au centre de la Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine de la wilaya d'Alger. Puis nous avons mené des entretiens avec deux présidents de commission de l'APW d'Alger et effectué des recherches documentaires au niveau du CNES et de l'ENA et étudié les rapports internationaux portant sur la gestion des finances publiques algériennes.

#### **2-3-1-1- L'investigation empirique**

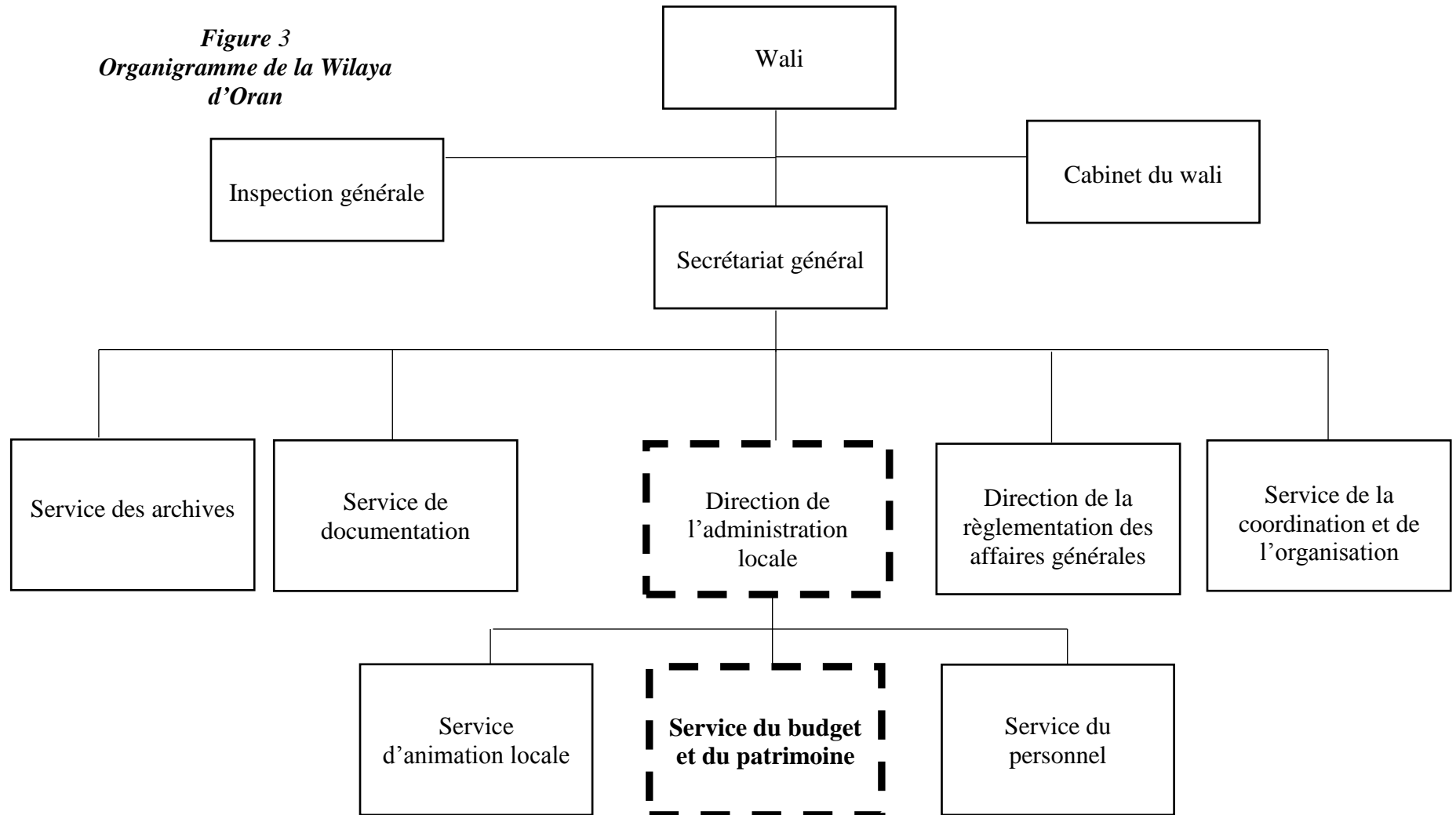
##### **\* LA DAL de la Wilaya d'Oran**

Cette investigation n'est que la suite de notre mémoire de Master, qui a eu lieu au sein de la Direction de l'Administration Locale de la Wilaya d'Oran (voir encadré 1), Service du Budget et Patrimoine (voir figure 3). L'enquête de 18 mois a été divisée en trois phases :

- La première a duré quatre mois. Dans cette phase nous avons obtenu une autorisation de 4 mois, plus précisément du 5/11/2012 au 28/02/2013 et pu donc entamer officiellement notre enquête. Nous y étions présents quatre fois par semaine. Durant cette phase nous avons vécu en une immersion totale dans l'organisation et nous avons eu le privilège de passer d'une observation non participante à une observation participante puisque nous nous sommes en quelque sorte familiarisé avec le personnel qui nous a attribué des tâches quotidiennes assez secondaires telles que l'impression des documents ou la classification des documents. Nous nous sommes rapprochés des administrateurs pour nous renseigner davantage sur l'opération budgétaire du paiement des salaires ou celle de paiement d'un fournisseur. Durant cette période, nous avons reconstruit l'environnement de l'administrateur ; ce qui nous a permis de constater le décalage existant entre les recherches faites auparavant et les articles de journaux et les émissions télévisées qui traitaient de la question du gaspillage des deniers publics. Nous avons remarqué qu'à aucun moment,



Figure 3  
Organigramme de la Wilaya  
d'Oran



**Encadré 1 : Fiche technique de la wilaya D'Oran**

**Wilaya d'Oran**

Population : 1 577 556 habitants

Personnel : 900

Budget de la Wilaya 2010 /2015      Unité en milliards de Dinars

Année	Montant		Taux : BE/BW
	Budget Wilaya	Budget d'État	
2010	4.64	0.558	
2011	4.47	0.566	12.6%
2012	5.46	0.707	13%
2013	5.4	0.610	11.29 %
2014	5.48	0.736	13.43 %
2015	6.08	0.754	12.4 %

l'action de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles n'est considérée comme étant du gaspillage (encadré 2), elle n'est perçue au contraire que comme l'exécution d'une loi parmi tant d'autres. Ce qui explique, que nous nous sommes, au départ, trompés concernant l'objectif réel et institutionnel auquel l'administrateur est soumis. Cerner cet objectif permet de comprendre les causes sous-jacentes génératrices de ces dépenses supplémentaires inutiles.

- La deuxième période s'est étendue de mars à Juin 2013. Dans cette phase nous nous sommes focalisés sur l'objectif réel que suit l'administrateur et par lequel ces dépenses supplémentaires inutiles sont mobilisées. Nous tentons alors de comprendre le système sous-jacent qui génère ces dépenses supplémentaires non nécessaires. À travers des entretiens individuels menés et une observation approfondie réalisée des comportements des administrateurs, nous avons constaté que l'objectif réel de l'administrateur c'est la consommation totale des CP attribués à l'organisation avant le 31/12/ de l'année en cours. Les dépenses supplémentaires inutiles consommées ne sont qu'un moyen qui lui permet de réaliser cet objectif. Une fois cet objectif atteint, il sera plus à même de réclamer des crédits

***Encadré 2: Logique administrative versus logique économique***

Durant notre investigation, le chef de bureau s'est plaint de l'existence de crédits de paiements non consommés. Il fera alors appel, en notre présence, aux fournisseurs habitués, pour les consommer entièrement. Ce qui nous laisse sans voix. Nous avons donc formulé deux hypothèses, la première serait que ce chef de bureau a le bras long au point d'annoncer ce gaspillage d'argent sans aucune crainte, ou alors il banalise cette action car pour lui, elle est légale.

Notre superviseur admet alors que son chef de bureau n'a pas vraiment le choix. S'il ne consomme pas la totalité des crédits, l'année prochaine, les dotations budgétaires diminueront. Il nous explique ensuite que, si dans les sciences économiques on vous enseigne que le bon Manager est celui qui réalise les objectifs de l'organisation tout en dégagant un excédent monétaire, ici le plus important n'est pas de réaliser les missions, mais de respecter les procédures administratives et de consommer entièrement les dotations allouées. Légale ou pas, personne n'a jamais sanctionné personne, cette pratique a toujours été utilisée.

beaucoup plus importants l'année suivante. "Consommez plus, obtenez plus, consommez moins obtenez moins"(encadré 3). Au départ nous pensions que le Wali, Le directeur de la DAL exerçaient une énorme pression sur l'administrateur pour qu'il soit amené à consommer l'intégralité des crédits dans le but d'en obtenir plus. Mais en réalité ces responsables s'inquiètent plutôt de la diminution des crédits attribués par l'administration centrale ; ce qui aboutit à une réduction de leur marge de manœuvre. La première conclusion est que l'action d'exécuter les dépenses supplémentaires inutiles, considérées comme un signe d'inefficacité et de gaspillage par les économistes et les citoyens, est en réalité une stratégie adoptée par l'administrateur pour renforcer son statut, préserver les crédits de l'année en cours, faire en sorte que l'organisation fonctionne confortablement. En tant que pratique clandestine, elle reste capitale pour le SEDP, car sans elle, il ne fonctionne plus. La deuxième conclusion est que le processus de fonctionnement et d'intensification de l'usage de la pratique de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles est déterminé par trois facteurs : la capacité réelle de consommation de l'organisation, la durée de consommation et la somme à consommer. Concernant la capacité réelle de consommation de l'organisation, nous avons constaté que les

***Encadré 3 : Les dépenses supplémentaires inutiles comme moyen et système de régulation***

En novembre 2012 lorsque nous avons commencé notre enquête, nous avons constaté qu'il y avait beaucoup de travaux de rénovation dans l'immeuble du siège de la Wilaya d'Oran. Des travaux qui n'étaient pas nécessaires selon notre point de vue, puisque l'ancienne peinture et l'ancien faïence étaient encore en bon état. Jusque-là rien d'intrigant.

C'est en avril 2013, lorsque le service du budget et du patrimoine a reçu le budget de l'année et il a commencé à l'exécuter, que nous avons compris les causes de ces travaux de rénovation. En fait, sur ordre de l'ordonnateur, les administrateurs entament des opérations budgétaires telle que ; lancement des travaux de rénovation exorbitante, lancement des commandes d'achat d'imprimés administratifs inutiles ou lancement de l'opération de l'acquisition et d'installation d'un nouvel équipement de bureau ; dans le but de consommer les montants des crédits budgétaires restants. Ces opérations budgétaires sous forme de gaspillage des crédits budgétaires supplémentaires, permettent à l'administrateur ainsi qu'à sa hiérarchie, de faire augmenter les dotations budgétaires de l'année suivante allouées à eux par l'Etat. Cette obsession à faire gaspiller plus d'argent pour en recevoir plus est si forte, que certains responsables ouvrent des postes budgétaires sans avoir l'espace disponible pour recevoir les futures recrues. Il y avait un cas dans une autre administration, où deux secrétaires de bureau partageaient le même bureau à tel point que le chef service pour les départager, a décidé que l'une travaille le matin et l'autre l'après-midi.

Mais l'existence de ces pratiques de gaspillage dépend en majeure partie de la LFC, tant que cette dernière existe, les administrateurs pourront gaspiller plus de crédits de paiement pour en recevoir plus l'année prochaine. Nous ne disons pas que le gaspillage n'existe pas dans une année budgétaire qui ne comporte pas une LFC, nous disons seulement que le gaspillage est plus remarqué et plus frappant dans une année budgétaire qui comporte une LFC que dans une année budgétaire qui ne comporte pas une LFC. Mais ça n'empêche que la LFC est un bon moyen pour les ordonnateurs et les administrateurs pour avoir plus de marge de manœuvre dans la gestion des services de l'administration et dans la fourniture des services publics. Lors de nos entretiens avec le personnel du service du budget et du patrimoine, ils nous ont expliqué que lorsqu'ils ont été mis au courant en Septembre 2013, que le projet de la LFC était annulé, il a eu un bouleversement au sein de l'administration. Les Ordonnateurs ont été perturbés et ils étaient dans l'incapacité

à gérer cette situation inattendue, car la LFC comprend une grande partie des dépenses de fonctionnement consommées durant l'année. En conclusion, l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles, n'est donc pas seulement un moyen d'atteindre l'objectif, mais un système de régulation de la SEDP.

ordonnateurs, à force de demander chaque année plus de crédits, oublient la capacité réelle humaine ou matérielle de consommation. Nous avons constaté, durant notre investigation que certains cadres faisaient des heures supplémentaires puisque incapables de gérer les enveloppes qu'on leur a attribuées et les opérations budgétaires dues aux marchés publics et aux dépenses de fonctionnement. Nous avons donc validé le constat des experts de la Banque Mondiale<sup>26</sup> selon lequel les ministères et les administrations centrales attribuent des budgets supérieurs à la capacité réelle des administrations déconcentrées. Le deuxième facteur, nous l'avons observé durant le mois juin, avec le vote de la Loi des Finances Complémentaire. A cette période l'administrateur doit consommer en seulement six mois le reste du BP et le BS<sup>27</sup> sachant que même la durée de consommation du BP pose problème, puisque les organisations ne reçoivent leurs BP qu'à partir du mois de mars, ce qui leur laisse que neuf mois pour consommer entièrement le budget. Plus le montant est important plus il est difficile de le consommer dans la durée légale. La combinaison des trois facteurs détermine la puissance du processus de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles : plus la capacité de consommation de l'organisation est réduite, le temps d'exécution court et le montant à consommer grand, plus le processus de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles tourne à plein régime, d'où l'utilisation d'un grand nombre des dépenses supplémentaires inutiles en très peu de temps (encadré 4). Dans le cas inverse le processus de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles

---

<sup>26</sup> López-Cálix, J. R. (2007). République Algérienne Démocratique et Populaire Une Revue des dépenses publiques : À la recherche d'un investissement public de qualité. Groupe pour le Développement socio-économique : Région Moyen Orient et Afrique du Nord. ALGERIE, Banque Mondiale Volume I : Texte Principal 234.

<sup>27</sup> BP : budget primitif. BS : budget supplémentaire.

*Encadré 4: fièvre dépensière*

Dans le célèbre roman de George Barr McCutcheon intitulé « Brewster's Millions » Brewster doit dépenser en un an 30 millions \$ (équivalent à 700 millions \$ de notre époque), s'il veut hériter les 300 millions \$ de son oncle. Une somme colossale à dépenser en une courte durée. Brewster tentera toutes les dépenses inimaginables pour réaliser son but.

De même pour l'administration de la wilaya d'Oran, une fièvre dépensière hallucinante s'est déclenchée simultanément avec l'augmentation vertigineuse des dépenses de fonctionnement de l'État qui est passée en six ans entre 2007 et 2012, de 22 à 65 milliard \$. Avec des sommes colossales, une sous-capacité de consommation de crédits et une durée de consommation qui s'étale sur une année, l'utilisation des dépenses supplémentaires inutiles prend de l'ampleur.

Nous avons assisté à un ajout de 8 millions de dinars comme budget supplémentaire d'un chapitre. En premier lieu nous avons pensé qu'il s'agissait de plusieurs opérations budgétaires. Mais en réalité cette somme a servi à une seule et unique opération. Une somme aussi importante avec une durée de consommation très limitée, la seule solution pour l'administrateur était de dépenser les 8 millions de dinars dans l'achat de minibus.

tourne à bas régime et peu des dépenses supplémentaires inutiles sont mobilisées.

- La troisième période s'est étendue de novembre à octobre 2014. L'objectif de cette phase était en fait, d'étudier d'une manière plus approfondie le cadre réglementaire qui régit l'administrateur. Parallèlement, nous avons aussi mené une recherche documentaire (Encadré 5) concernant toutes les lois, règlements, instructions... que l'administrateur suit pour réaliser ses objectifs et ceux de la hiérarchie. Nous avons découvert que l'exécution d'une dépense quelconque n'est qu'une exécution de la loi. Donc l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles est aussi une loi. Si l'administrateur ne l'exécute pas il sera alors sanctionné pour non-respect de la loi. La preuve en est que dans tous les textes qui régissent la comptabilité publique le gaspillage n'est cité qu'une seule fois et sa signification ne renvoie pas au sens que nous percevons qui est celui de la dilapidation des deniers publics. Nous avons compris que les dimensions physique, sociale et humaine sont réduites à une

**Encadré 5 : Textes relatifs à la comptabilité publique**

Dénomination	Nombre global	Nombre par catégorie
* Lois	15	
* Ordonnances	6	
* Décrets	21	
Décrets présidentiels		1
Décrets législatifs		3
Décrets exécutif		17
* Arrêtés	4	
* Instructions	124	
Instructions		116
Instructions interministérielles		8
* Circulaires	14	

En plus de ces textes relatifs à la comptabilité publique nous avons aussi étudié :

La Loi n° 12-07 relative à la wilaya, l’Instruction interministérielle W1 sur les opérations financières des wilayas et l’Instruction interministérielle W2 sur l’exécution du budget de la wilaya.

application de la loi. Pour que l’administrateur soit accepté par ses pairs et par sa hiérarchie, toute action qu’il mènera doit être en cohérence avec le contexte dans lequel il évolue, qui est l’application de la loi sans chercher la cause, la limite ou encore la façon de faire.

**\* La direction du budget, de la comptabilité et du patrimoine de la wilaya d’Alger**

Cette investigation s’est déroulée en 4 mois au sein de la Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine de la Wilaya d’Alger (encadré 6), Service du Budget et Patrimoine (figure 4). Nous avons essayé de faire des comparaisons entre l’étude de cas de la wilaya d’Oran et celle d’Alger. Malgré l’énorme grande différence qui existe entre les capacités humaines,

**Encadré 6 : Fiche technique de la wilaya D'Alger**

<b>Wilaya d'Alger</b>			
Population : 3 154 792 habitants			
Personnel : 2700			
Budget de la Wilaya 2010 /2015      Unité en milliard de dinars			
Année	Montant		Taux : BE/BW
	Budget Wilaya	Budget d'État	
2010	25,2	1,22	4,84%
2011	26	1,52	5,84%
2012	26,3	2,85	10,83%
2013	25,03	1,46	5,83%
2014	30	2,45	8,16 %
2015	35,24	2,02	5,73 %

matérielles et financières, l'exécution des dépenses publiques au sein des deux institutions est gérée par les mêmes lois, ordonnances, notes, instructions.... Ce qui signifie que les administrateurs adoptent les mêmes logiques, tactiques, stratégies et suivent les mêmes buts et finalités. A travers nos observations, nous pouvons confirmer la possibilité de généralisation, à partir des deux cas<sup>28</sup> que les normes juridiques influent plus les actions des administrateurs que toute autres normes<sup>29</sup>.

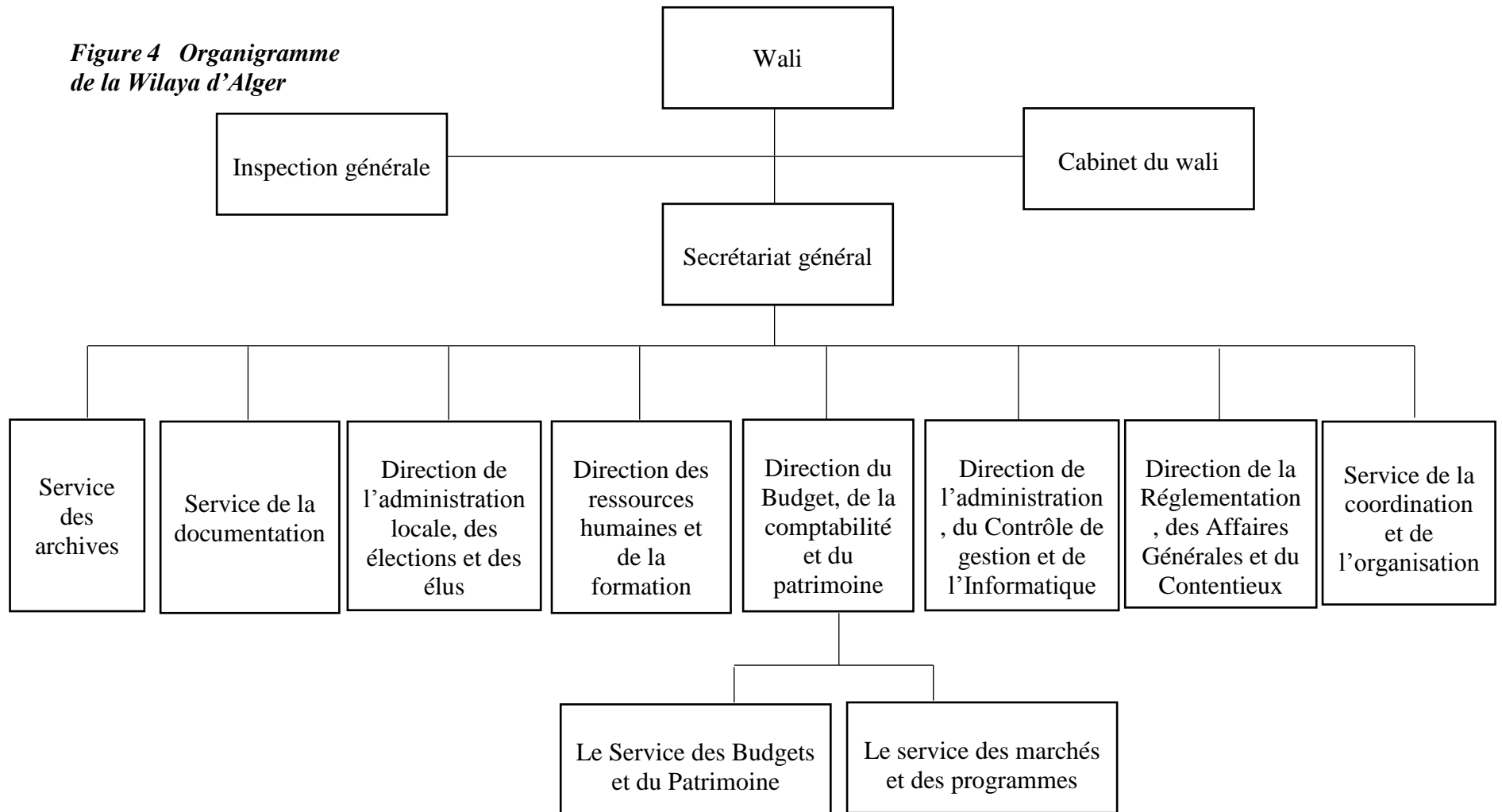
---

<sup>28</sup> C'est Michael Crozier qui a fondé la généralisation depuis deux cas. Lors de la soutenance de sa thèse, il a été fortement critiqué par son maître Raymond Aron, ce dernier voyait dans cette méthode une pratique de recherche abusive, mais Michael Crozier répliqua à son maître en disant « il vaut mieux généraliser à partir de deux cas qu'à partir de rien du tout ! ». (voir Crozier, M. (1996). COMMENT JE ME SUIS DÉCOUVERT SOCIOLOGUE RÉFLEXIONS SUR UN APPRENTISSAGE QUI NE SERA JAMAIS TERMINÉ. Revue française de science politique, 80-95.). Cette possibilité de généralisation depuis deux cas nous la trouvons aussi dans la méthode étude de cas (voir Hlady Rispal, M. (2002). La méthode des cas : application à la recherche en gestion. Bruxelles : De Boeck Université).

<sup>29</sup> Cette hypothèse a été confirmée plus tard par la recherche bibliographique réalisée, dans laquelle nous avons trouvé que Jon Elster postulait que les acteurs sont plus influés par les normes juridiques que par d'autres normes (voir Elster, J. (1989). Social Norms and Economic Theory. Journal of Economic Perspectives, 3(4), 99-117)



Figure 4 Organigramme de la Wilaya d'Alger



Durant cette investigation, nous avons découvert trois choses qui nous ont marquées. La première est la différence entre les dépenses supplémentaires inutiles mobilisées dans le budget de la wilaya et celles mobilisées dans le budget d'État. Si pour le budget d'Etat l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles se manifeste sous forme de stratégies permettant de consommer le plus vite possible les crédits de paiement restants et ce, avant la fin de l'année budgétaire en cours, concernant le budget de la wilaya, l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles est une stratégie qui consiste à compenser l'usure de la valeur monétaire du projet, due au retard de lancement et de l'achèvement du projet à temps et à l'inflation galopante année après année (Encadré 7).

La deuxième découverte c'est l'enchevêtrement inextricable entre le budget de la wilaya et celui de l'Etat. Les deux budgets bénéficient d'une certaine autonomie car tous deux dépendent d'une autorité différente. Mais en vérité, la structure informelle révèle que la réalité est complexe : alors que le budget de l'APW est censé être dirigé par le PAPW, ses prérogatives sont soumises à la volonté du premier ministre (encadré 8), alors qu'il n'est pas élu par la population de la wilaya d'Oran ou d'Alger (encadré 9). L'exécution des dépenses supplémentaires inutiles ne doit être traitée que comme un tout, puisque les frontières qui séparent la wilaya des autres institutions ne sont pas clairement définies : un président d'APC très influent peut exercer une pression sur les commissions de l'APW pour qu'elles octroient plus de subventions aux programmes de PCD à sa commune. De même un ministre peut sacrifier un projet d'équipement public au profit de la wilaya en s'appropriant le terrain du projet pour son secteur.

La troisième découverte que nous avons faite, est que la dimension humaine, sociale et physique est réduite en chiffre qui est lui-même réduit en une application de la loi (encadré 10). Ce qui a confirmé le premier constat découvert dans la wilaya d'Oran. L'administrateur ne prend en considération que les objets qui ont du sens dans le contexte dans lequel il évolue, des objets lui permettant de s'intégrer efficacement dans son milieu de travail et lui facilitant ainsi l'application stricte de la loi, à travers laquelle il réaffirme son allégeance à sa hiérarchie. La dimension juridique est très forte chez lui, elle le mécanise en faisant de lui une composante de la machine politico-administrative.

***Encadré 7: Réévaluation des programmes***

Le point commun entre le budget de la wilaya et le budget d'Etat, c'est l'incapacité à gérer les dotations budgétaires. Si pour le budget de l'Etat on procède à l'utilisation des dépenses supplémentaires inutiles afin de consommer entièrement les crédits, l'excédent budgétaire est éliminé. En ce qui concerne la wilaya il est possible de reporter l'excédent à l'année prochaine, ce qui représentera un vrai problème au fil des exercices, et les projets d'équipements et d'investissements inscrits dans les anciens budgets ne seront jamais lancés à cause du manque de moyens humains et matériels. Les montants nécessaires à la mise en place de ces projets perdent leur valeur réelle à cause de l'inflation. Il faudra alors les réévaluer et des dépenses supplémentaires inutiles seront injectées pour les maintenir au prix du marché. Faute de prévision des montants des équipements, une fois leur montant fixé, leur prix ne concorde pas avec le prix du marché. Une réévaluation est donc nécessaire.

***Encadré 8: un enchevêtrement de pouvoir***

Durant notre investigation qui s'est réalisée dans la Direction du Budget, de la comptabilité et du patrimoine de la wilaya d'Alger, nous nous sommes procuré le budget primitif de l'année 2016. Lorsque nous avons analysé en détail les propositions formulées par le PAPW, nous sommes tombé sur un passage où le PAPW annonce que le budget a été élaboré conformément aux instructions du premier ministre, qui impose aux ordonnateurs de poursuivre la rationalisation des dépenses publiques lors de l'élaboration du budget. Pourtant la Wilaya d'Alger dégage un excédent budgétaire considérable, qui pourrait financer davantage les dépenses d'investissement et d'équipements publics et ainsi améliorer le cadre de vie des citoyens. Mais le PAPW a tendance à suivre la politique gouvernementale que de suivre sa propre voie. Cette expérience nous a permis de clarifier les relations qui se nouent entre les collectivités locales et le gouvernement. En fait dans l'organigramme formel, l'ordonnateur principal qui est le wali, dépend directement de l'organe de l'APW, et de ce fait le wali est soumis à une relation de coordination avec le PAPW s'il veut faire voter un budget. Mais dans l'organigramme informel, le PAPW et le wali sont soumis à l'autorité du Premier Ministre et du Ministre de l'intérieur et des collectivités locales ; ces derniers sont les vrais responsables de l'orientation budgétaire du budget de la wilaya.

***Encadré 9: Le dépassement de pouvoir***

Durant notre investigation, en 2015, nous avons assisté à une scène où le personnel de l'administration de la Direction du Budget, de la comptabilité et du patrimoine de la wilaya d'Alger était en colère. La raison de cette colère est que le premier ministre a promulgué une instruction qui interdit toute mutation et toute promotion dans la fonction publique. Selon le témoignage des agents de l'administration que nous avons interviewés, le versement de leurs salaires dépend du budget de fonctionnement de la wilaya et non du budget de l'Etat. Ce qui fait que le versement de leurs salaires dépend de l'autorité du PAPW qui est élu démocratiquement par les citoyens de la wilaya d'Alger. Donc le Premier ministre en promulguant cette instruction, a touché un droit constitutionnel car il n'est aucunement élu par les citoyens de la wilaya d'Alger, et qu'il n'avait aucune légitimité de s'ingérer dans la gestion du budget de la wilaya. Cette scène nous a révélé la complexité du SEDP algérien. Si nous voulons traiter l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles (DPQF) qui fait fonctionner le SEDP, nous devons traiter cette action d'exécution dans sa complexité et dans sa globalité.

***Encadré 10: la réalité pour l'administrateur***

Autre bureau, autre administrateur qui s'occupe du chapitre des dépenses du fonctionnement : fournitures de nourriture. Au cours de notre entretien, il déclara « ce qui m'intéresse c'est combien ça coûte, ni plus ni moins ». Ne portant ainsi aucun intérêt à la qualité du produit, la date d'expiration, disponible en stock ou pas. « Je m'intéresse seulement à l'instruction sur l'emballage ; « café », le poids et le prix, plutôt que son goût, son odeur ou encore la qualité de son emballage, afin que je puisse calculer et vérifier le prix. Ceci est plus la responsabilité des gestionnaires de stock, une fois l'accusé de réception de la marchandise en ma possession, je suis libre de toute responsabilité ». Alors nous répliquons que la loi est un texte et non pas des chiffres. L'administrateur répond à son tour « vous vous trompez, on vote un budget avec des chiffres. Respectez les chiffres c'est appliquer la loi. Nous ne sommes pas sanctionnés pour des vols mais pour le non-respect des lois ». En d'autres termes, une partie des ordonnateurs sont en prison à cause du non-respect des montants maximum autorisés par la Lois des Finances, et non pas à cause de la fraude et de la corruption.

### **2-3-1-2- Résultats de la recherche documentaire**

#### **\* ENA**

Suite à notre étude des mémoires de fin de formation et des rapports de stage des étudiants au sein de l'ENA, et dans le but de récolter plus d'informations, qui sont à mon sens, très sensibles (encadré 11), nous avons conclu que les causes du gaspillage varient d'un rapport à un autre. C'est ainsi qu'en résumé, nous constatons que :

- Le manque de cadres compétents aptes à gérer l'élaboration et l'exécution du budget est réelle. Par exemple dans le cas d'une DAL, les cadres ne représentent que 2.93% sur un ensemble d'effectif de 1892. D'autre part, dans une autre DAL, le taux d'encadrement ne représente que 14 % sur un ensemble d'effectif de 1054.
- La lourdeur législative et bureaucratique et sa complexité caractérisent l'exécution des dépenses publiques. De même, un chômage déguisé dans lequel nous retrouvons un excès dans l'effectif de la majorité des wilayas, conduit à des conflits internes avec l'augmentation des tensions sociales entre les travailleurs ; ceci entrave la bonne exécution des dépenses publiques.
- Il existe un manque d'indépendance de prise de décisions chez les cadres et un chevauchement des pouvoirs entre les différents acteurs qui prennent les décisions.
- Les ordonnateurs se préoccupent du respect des procédures légales et juridiques, du respect de la forme et des délais de l'exécution de la dépense. Ils ne se soucient point de l'impact économique et social de l'exécution des dépenses.
- De plus, la notion du service public est absente chez la plupart des agents publics.
- Il n'existe quasiment pas des objectifs précis, clairs et bien définis sur le moyen et le long terme.
- Le gaspillage et les dépenses excessives de l'argent public pour la consommation entière des dotations financières sont le point commun de tous les services dans la perspective de préserver le même montant des dotations de l'exercice budgétaire en cours, pour le prochain budget.

**Encadré 11: Titres consultés au sein de l'ENA**

- La gestion et l'organisation des collectivités locales.
- La gestion des finances locales.
- La gestion des finances publiques comme outil de bonne gouvernance économique : analyse des indicateurs de transparence dans la GEP en Algérie.
- Organisation et fonctionnement des collectivités locales.
- Budget de la wilaya : étude financière.
- L'investissement public local.
- Le renforcement des capacités de gestion des ordonnateurs dans le cadre du projet du MSB.
- L'évaluation des politiques publiques par l'inspection générale des finances.
- Apurement et jugement des comptes.
- Préparation du budget public : rôle des mécanismes de préparation du budget public dans la rationalisation des dépenses publiques.
- L'exécution des dépenses publiques.
- Le rôle de FCCL dans le financement des budgets des collectivités locales.
- La DAL comme mécanisme de rationalisation de l'action locale de la wilaya de Djelfa.
- Préparation du budget de la wilaya : cas de la wilaya d'Alger.
- Le rôle de FCCL dans le développement local.

**\* Le Conseil National Economique et Social (CNES)**

Notre passage au CNES avait le même objectif que celui de la recherche effectuée à l'ENA. Le CNES en tant qu'organe, étudie et évalue les sujets d'intérêts nationaux et recommande au gouvernement des actions appropriées. Les cadres du CNES ont la possibilité d'accéder à des données qui ne sont pas à la portée de quiconque. Au cours de notre recherche, nous avons constaté qu'il n'existait que deux projets de recherches<sup>30</sup> sur le sujet dans leur bibliothèque. Ceux-ci ont

---

<sup>30</sup> - Le développement qui doit être conféré à la gestion des finances locales, CNES. Juillet, 2007. La 18<sup>ème</sup> session (traduit de la langue arabe)

- La consultation nationale sur la définition des objectifs de la réalisation du meilleur développement local :

trois caractéristiques communes :

- 1- La première c'est que les notions de 'région' et de 'zone' sont les plus utilisées dans ces rapports que les notions de 'wilaya' et de 'commune' ; ceci signifie que les experts-élaborateurs de ces deux projets d'études ont une vision globale et stratégique.
- 2- La deuxième c'est qu'ils ont une vision assez libérale des collectivités locales qui se base sur le modèle du 'marché' avec toutes ses qualités : libre échange, privatisation, monétarisation, concurrence/rentabilité, libération de l'initiative privée. Dans ce modèle, le seul critère d'évaluation de la performance des collectivités locales est l'argent, c'est-à-dire- combien ils génèrent d'argent, combien coûtent leurs actions, et la rentabilité des dépenses investies.
- 3- Le troisième critère c'est qu'ils utilisent un jeu de langage dans lequel le gaspillage, la corruption, sont mentionnés d'une façon implicite, avançant dans leurs conclusions des causes telles que :
  - a) Un système de croissance économique basé sur la centralisation des pouvoirs, caractérisé par une économie de demande quasi rentière et d'une demande unilatérale des biens et des services, celles de l'État.
  - b) Les pouvoirs limités du wali.
  - c) L'inexistence de pouvoirs assez larges chez les élus locaux.
  - d) Le manque de coordination entre les différents secteurs.
  - e) Le manque de transparence, l'inexistence de l'égalité et l'obligation de rendre des comptes.
  - f) Le manque de capacité des appareils de prévention et de lutte contre la corruption.
  - g) Le recul du sens de service public au niveau des institutions publiques et des responsables. Quand bien même ce sens existe, il n'y a pas une administration moderne qui permet de le réaliser.
  - h) Le manque d'outils et de méthodes modernes de gestion.
  - i) L'opacité des prérogatives attribuées aux responsables et des missions des

---

Cinquante recommandations pour soutenir une nouvelle dynamique des aspirations et des ambitions des citoyens. (2001). Palais des Nations Alger : 29 et 30 décembre 2011. (Traduit de la langue arabe)

institutions, compliquées par une terminologie juridique, dévient les missions et les responsabilités de chacun. Ces deux lacunes conduisent à des tensions entre les responsables et les travailleurs, produisant un gaspillage de l'énergie, une irresponsabilité et indiscipline quasi-totales.

- j) La déconnexion des textes de lois qui régissent la gestion des collectivités locales avec la réalité, conduit à une mauvaise gestion.
- k) Des collectivités locales sont accusées de dilapidation de deniers publics dans des opérations budgétaires coûteuses et dans des manifestations luxueuses et ostentatoires.
- l) La mauvaise prévision des coûts des projets.
- m) Le manque de cadres qualifiés et spécialisés dans la finance locale.

### **2-3-1-3- Entretiens ouverts**

Parallèlement à la recherche documentaire et à l'investigation empirique, nous avons eu des entretiens ouverts avec deux présidents de commission de l'APW et un sénateur. C'est ainsi que nous avons été confrontés à un problème : ces élus nous ont donné une vision politique sur le fonctionnement de la DAL et du SEDP, contrairement à notre objectif. Notre projet de recherche s'inscrit dans un cadre socio-managérial. Nous avons donc décidé de réutiliser les entretiens dans la construction de la signification des dépenses supplémentaires inutiles. Cependant, nous nous sommes heurtés à une nouvelle difficulté : en effet, ces députés et ce sénateur réduisaient le problème d'existence des dépenses supplémentaires inutiles à une question de démocratie. L'autre raison est que leur niveau intellectuel étant élevé, leur discours ne correspondait pas au langage d'un simple citoyen. Pour cette raison, nous avons décidé d'abandonner les entretiens comme source de données.

### **2-3-2- La signification de la dépense supplémentaire chez le Citoyen**

Pour saisir la signification de l'exécution des dépenses supplémentaires inutiles chez le citoyen, nous avons utilisé deux sources de données : des articles de journaux et de reportages sous forme de vidéos partagées sur le réseau social YouTube.



### **2-3-2-1-La recherche et l'analyse documentaire**

#### **\* Le Journal**

Nous avons étudié une trentaine d'articles de journaux dans lesquels les citoyens ont exprimé leur avis sur les dépenses supplémentaires inutiles, la corruption et la mauvaise gestion. Notre intérêt portait sur les déclarations des citoyens à travers lesquelles ils exprimaient leurs mécontentements, en délaissant les avis des journalistes, leurs analyses et leurs traitements de données.

#### **\* Les Vidéos**

Pour des raisons de manque de moyens financiers et de temps, nous avons exploité les reportages produits par les chaînes privées, et partagés sur le réseau social YouTube. Nous avons visualisé 90 vidéos d'une durée globale de 48 heures. L'avantage qu'ont les vidéos par rapport aux articles des journaux, c'est la possibilité de percevoir le langage gestuel qui est très important puisqu'il amplifie le sens.

### **Résultat de la recherche**

Nous avons remarqué que le citoyen fait appel à la religion pour évaluer les actions des ordonnateurs et des administrateurs (encadré 12). Cette observation est plus concluante dans les vidéos que dans les journaux. En général, les journaux ont tendance à présenter les manifestations des mécontentements sous un angle sélectif pour maintenir le niveau intellectuel élevé du journal, contrairement aux journaux. En effet, pendant les reportages des vidéos des chaînes privées, le spectateur a l'accès direct au dialecte originel de la population interviewée. Parfois nous rencontrons des difficultés pour décrypter certains dialectes, particulièrement en ce qui concerne les populations de la région kabyle, de l'extrême-est et de l'extrême sud-est. Nous avons noté certains cas moins représentatifs, où le citoyen évalue l'action de l'administrateur et de l'ordonnateur, par l'absence ou la présence de l'État. Mais pour des raisons scientifiques nous avons choisi le premier sens, car il est plus représentatif.

**Encadré 12: Différents mots utilisés par le citoyen pour désigner les dépenses supplémentaires inutiles**

La plupart des données que nous avons recueillies à travers YouTube, sont des reportages produits par des chaînes privées. Il nous a fallu un travail d'un mois et demi pour analyser les 90 vidéos qui varient d'une durée de 20 minutes à 1 heure. Pour des raisons méthodologiques, nous avons traduit les déclarations des citoyens de la langue arabe à la langue française tout en essayant de préserver le sens original des mots.

Les déclarations les plus citées :

- |                                            |                                 |
|--------------------------------------------|---------------------------------|
| - Ce n'est pas bien de leur part           | « والله ما حق عليهم »           |
| - C'est un déni, ne craignent-ils pas Dieu | « هذا منكر هادو ما يخافوش ربي » |
| - Que Dieu les punisse                     | « ربي ياخذ فيهم الحق »          |
| - C'est interdit par Dieu                  | « حرام ربي ما قالش كيما هاك »   |
| - Au nom de Dieu, regardez notre situation | « ها شوفو فينا في وجه ربي »     |
| - Qui sont-ils, des musulmans ou autres ?  | « هادو مسلمين ولا شا يكونوا »   |
| - Au nom de Dieu, c'est du gaspillage      | « هذا تبذير , حرام والله »      |

Autre type de déclarations moins représentatives :

- |                                                          |                                                 |
|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| - L'État nous a abandonnés                               | « دولة تخلت علينا »                             |
| - L'État n'existe pas, il est absent                     | « ما كانش دولة راهي غايبة »                     |
| - S'il existait un État on n'en serait pas arrivé à cela | « كون كانت كايبة دولة كون ما وصلناش لهذا موصل » |

**2-3-3-La signification des dépenses supplémentaires inutiles chez l'économiste**

**2-3-3-1-La recherche et l'analyse documentaire**

Pour saisir la signification des dépenses supplémentaires inutiles chez l'économiste, nous avons procédé à trois sources de données :

- La première ressource : il s'agit d'articles scientifiques,
- La deuxième ressource : il s'agit d'articles de journaux rédigés par des économistes et des entretiens entre journalistes et économistes.

- Et la troisième ressource : il s'agit de débats économiques télévisés, partagés sur le réseau social YouTube et pendant auxquels des experts et des économistes sont invités.

**\* Les articles scientifiques et les communications dans les colloques**

À travers notre parcours scientifique, qui est orienté vers les Sciences Economiques et les sciences financières, nous pouvons annoncer que la plupart des travaux évaluent les actions de l'État, de l'administration et des institutions publiques, par les unités de mesure d'efficacité et d'efficience, qui elles-mêmes sont issues d'une culture managériale américaine dont les figures majeures sont F W Taylor, Harrington Emerson, Peter F Drucker. Bien que le gaspillage soit mentionné par ces mêmes auteurs américains dans leurs travaux, il demeure toutefois le résultat de non-atteinte de l'objectif et de non-respect des moyens qui sont à la disposition de l'administrateur et de l'organisation évaluée.

Pour cette raison, le gaspillage est orienté principalement vers le sens de l'inefficacité que vers le sens du gaspillage lui-même. Les articles des chercheurs algériens ainsi que ceux des experts économistes adoptent d'ailleurs, la même terminologie que la terminologie scientifique américaine, du moment où cette dernière domine la discipline des sciences économiques et des sciences financières.

**\* Les Articles des journaux :**

Au cours de notre recherche documentaire axée sur la presse algérienne, nous avons analysé une trentaine d'articles de journaux, dans lesquels nous avons pris conscience du poids de la position politique et idéologique de l'économiste et de l'expert dans l'évaluation de l'action de l'État, des Institutions et des Administrations publiques. Nous avons ainsi remarqué que les invités sont sélectionnés en fonction des lignes éditoriales qu'adopte le journal : autrement dit, si ce dernier fait partie de l'Opposition, il aurait tendance à inviter des économistes et des experts issus d'une élite non gouvernementale issue de l'Opposition. Si c'est l'inverse, il aurait tendance d'inviter des économistes et des experts issus d'une élite gouvernementale active.

Il est à signaler que les experts et les économistes issus d'une élite ou d'une autre, appellent

communément à des réformes, signalent le danger si cette situation persiste et formulent chacun un type de réformes différent. En effet, pour les experts et les économistes issus d'une élite gouvernementale active, la réforme est limitée aux réformes institutionnelles et structurelles sans modifier le modèle de gouvernance ; contrairement aux experts et aux économistes issus d'une élite non gouvernementale de l'Opposition qui demandent que la réforme devrait commencer par une réforme du modèle de gouvernance lui-même.

**\* Vidéos :**

Par manque de moyens financiers et manque de temps, nous avons exploité les vidéos se trouvant sur le réseau social YouTube. Ces vidéos contiennent des débats télévisés économiques animés par des spécialistes, des économistes ainsi que par des experts économiques invités, sur les plateaux de télévision. Nous avons ainsi visualisé un total de 30 vidéos d'une durée qui varie généralement, entre une heure et une heure et demie. Pour des raisons méthodologiques nous avons exclu tout débat avec un député ou une personnalité n'ayant pas le statut d'économiste ou d'expert. Nous avons ainsi, confirmé les premiers résultats que nous avons observés lors de l'analyse des articles de journaux ; en effet, nous avons constaté que quelle que soit la position idéologique et politique de l'économiste, il manifeste toujours son inquiétude envers la situation actuelle ; il est toujours prêt à signaler le danger et alerter l'opinion publique.

**Résultat :**

À travers ces trois sources de données, nous avons constaté que l'économiste est là pour signaler un danger, pour alerter le public, avertir les pouvoirs publics (voir encadré 13). Il est toujours dans un état d'esprit pessimiste, et ce, même dans le cas où le prix du baril de pétrole était autour de 110\$. Nous supposons que cet état d'esprit est dû à l'activité scientifique, caractérisée par le pessimisme qui postule que nul ne peut connaître la vérité d'une manière parfaite ou absolue et que nous ne pouvons la connaître qu'avec un certain degré de précision ou d'une manière vraisemblable. Cet éloignement d'une vérité absolue tend à encourager les économistes à mener des recherches avec un rythme continu et soutenu. Ce que nous avons observé à travers notre enquête c'est que les économistes n'arrêtent pas de faire des recherches sur le phénomène de l'inefficacité qui caractérise le SEDP algérien. Grâce à leur pessimisme et leur peur de l'avenir, ils vont faire progresser les connaissances sur ce phénomène, et de ce fait, ils vont aider la société

**Encadré 13 : Différents mots utilisés par l'économiste pour désigner la DPQF**

Nous avons recueilli la plupart des données à travers le YouTube ; ce sont des débats économiques spécialisés, produits par des chaînes privées. Il nous a fallu un travail de deux mois et demi pour analyser les 30 vidéos dont la durée varie autour d'une 1 heure à 1 heure et demie. En outre, nous avons collecté une trentaine d'articles de journaux. En traitant les deux sources nous avons obtenus ces déclarations très significatives :

- « *Si nous ne faisons rien nous allons droit au mur* ».
- « *Cette situation ne peut pas continuer. Il nous faut un changement* ».
- « *Le modèle de gestion actuelle a démontré ses limites. Il faut le changer avant qu'il ne soit trop tard* ».
- « *Tous les indicateurs sont au rouge, nous ne pouvons pas continuer dans cette politique dépensière* ».
- « *Il faut profiter de cette situation confortable et entamer des réformes structurelles, avant que le pire ne vienne et nous serons alors contraints de prendre des décisions douloureuses* ».

à se poser les bonnes questions et à être sur ses gardes.

**Conclusion du chapitre 2**

Essayer de comprendre le phénomène de la DPQF ne signifie à aucun moment donner l'opportunité aux acteurs de se justifier et ne présente aussi aucun argument scientifique à la société pour les juger. Dans notre projet de recherche, nous avons essayé de comprendre le phénomène de la DPQF qui caractérise le SEDP pour aider la société à poser les bonnes questions dans le but qu'elle choisisse les bons moyens de lutter contre, sans notre interférence dans ce choix. Ceci est fondé sur l'illégitimité politique qui caractérise le statut du chercheur, qui ne doit à aucun moment jouer le rôle de tuteur de la société à laquelle il appartient.

Vu notre compréhension du phénomène de la DPQF et notre vision sur le monde de la Recherche, nous avons adopté, dans le but de traiter le phénomène avec la plus grande rigueur scientifique, et pour proposer une vision alternative du phénomène de la DPQF qui caractérise le

SEDP, des moyens tels que la stratégie, la démarche, les méthodes de collecte et les méthodes de traitement des données que nous avons développé dans ce chapitre.

Pour nous, les outils méthodologiques et la stratégie de Recherche que le chercheur adopte sont comme des "lunettes" qui permettraient à chacun de voir le phénomène avec une couleur particulière, une couleur donnée. Il suffirait de changer le verre pour que le phénomène prenne une couleur différente. La multiplicité des verres permet donc d'avoir une variété de perspectives sur la compréhension des phénomènes ; ce qui nous conduit à enrichir notre compréhension sur ces derniers.

Ce que nous avons essayé de développer dans ce chapitre, c'est la "lunette" par laquelle nous avons observé le phénomène et par laquelle nous avons développé un modèle pour mieux le saisir dans sa globalité, en espérant ajouter un apport méthodologique dans la compréhension des phénomènes s'inscrivant dans le champ de management public qui est caractérisé par la complexité et l'inter relation entre le monde politique, social, économique et religieux.

# Chapitre 3

## Le gaspillage

### **Introduction du chapitre 3**

« La signification d'un mot est son usage dans le langage » (Wittgenstein, 1953, p. PI 43)  
À la lumière de notre recherche bibliographique sur le concept du gaspillage, nous sommes étonnés et perplexes devant la transformation et le développement de ce dernier à travers le temps. À l'issue de la lecture des travaux de Paul Imbs (1971), nous constatons que le gaspillage se réfère à une technique et un processus d'agriculture ou à la production d'un type spécifique de nourriture qui sont bénéfiques à la fois aux humains et aux animaux. Pour comprendre la connotation négative qu'utilisent les citoyens et les religieux, il faut chercher son utilisation métaphorique dans la Religion où il prend le sens de "détester", "déconseiller" et "contrecarrer", car dans toutes les pratiques des religions monothéistes, la religion déteste, déconseille, et contrecarre toute forme de gaspillage.

Pour mieux cerner le concept du gaspillage selon Jules MILHAU (1942), il faut d'abord comprendre les notions "d'utilité" et de "valeur". Ces deux concepts sont plutôt des données subjectives selon la conception de Walras, Jevons et Menger. Pour cela, MILHAU suggère d'étudier "l'utilité" comme notion objective et de remplacer le concept de "la valeur" par le concept du "prix" ; ce qui nous donne deux types différents de gaspillage :

- Le premier est le gaspillage technique qui renvoie à l'utilité comme une donnée objective.
- Le deuxième est le gaspillage juridique qui renvoie au prix.

De ce fait, le concept de gaspillage devient laïque et dénué de toute connotation morale. De surcroît, Jules MILHAU essaie de résoudre avec la même méthode, la confusion qui existe entre le concept du "gaspillage" et celui du "luxe", en démontrant que la frontière entre les deux est superflue et que l'exagération dans le "luxe" conduit forcément au "gaspillage".

Cette connotation laïque et objective n'est pas l'effet que de la scientificité des méthodes et du paradigme épistémologique utilisés, mais c'est aussi un effet culturel convictionnel et idéologique qui caractérise les pères fondateurs du management (FW Taylor, Henri Fayol). N'oublions pas que FW Taylor a grandi dans une famille pratiquant la religion Quaker, caractérisée par la simplicité de la vie, luttant contre tout conformisme et gaspillage liés à la mode. C'est ainsi que les biens que possèdent ces mêmes Quakers sont limités au strict nécessaire pour vivre. Selon



les Quakers la théologie est peu importante et la foi en Dieu est une affaire personnelle qui se base sur l'expérience personnelle envers Dieu. Ceci leur permet d'être ouverts sur toutes les découvertes scientifiques. Henri Fayol était beaucoup influencé par le Saint-Simonisme (Peaucelle, 2003) une doctrine fondée par Saint-Simon, qui préconisait que la Science c'est la religion qui permet à l'humanité d'aller vers le Progrès, le Bien-Etre et la Paix. Pour ses adhérents, la seule action autorisée dans la société est l'action utile ; ainsi, pour l'obtenir il faut que la société soit dotée d'une liberté de conscience qui garantit de dégager les initiatives privées, basées sur les vérités scientifiques expérimentées, empiriquement. Harrington Emerson, le père de l'efficacité moderne était un descendant des Quakers de part sa mère ; il défendait de surcroît, une vision laïque et progressiste, position qu'il a importée avec lui durant ses études en Europe dont les nouvelles techniques et progrès scientifique, découverts à cette époque, l'ont séduit et fasciné.

Triste ironie du sort ! en effet, la technologie qu'a essayé de combattre Rousseau toute sa vie, comme étant un mal pour l'Humanité, représentait pour lui la cause du gaspillage, mais cependant, les pères du management l'ont utilisée pour combattre ce dernier. Donc à ce niveau de réflexion nous pouvons penser que c'est le consensus autour du moyen par lequel le gaspillage est combattu, qui pose problème. Pour un autre philosophe précapitaliste, Voltaire, le gaspillage sous forme de dépenses luxueuses, est lui-même un moyen indispensable pour faire tourner l'industrie et la manufacture (Voltaire, 1837, p. 387), une idée défendue un siècle et demi après par John Maynard Keynes and Jean- de Largentaye (1942 a), pour qui l'épargne et thésaurisation sont un vrai danger pour le bon fonctionnement du circuit économique.

Dans notre recherche nous avons saisi trois logiques qui sous-tendent l'utilisation ou la non utilisation du gaspillage. Ceux sont les logiques moraliste, instrumentaliste et pragmatique. Pour mieux comprendre le fonctionnement de ces logiques, l'étude de *la théorie de la connaissance* d'Emanuel Kant est nécessaire, puisqu'elle est le fondement des Sciences Sociales du 20<sup>ème</sup> siècle. C'est ainsi que nous percevons et nous sentons son impact dans les travaux de Durkheim et Weber.

D'après notre exploration théorique le représentant de la logique pragmatique qui défend le gaspillage est Voltaire, pour qui tous les moyens sont bons pour faire tourner les machines et augmenter la productivité et la richesse de la Nation. Cette vision défend l'idée que le gaspillage est le moyen par lequel l'économie est stimulée par la demande ; vision partagée et défendue par J M Keynes par le concept de la "demande effective" par lequel il démontre comment la

parcimonie des acteurs, fait retirer une grande partie de la demande du circuit économique ; ce qui conduit à la crise économique et au chômage.

La deuxième logique, la logique moraliste qui proscrit le gaspillage est défendue par J.J. Rousseau ; ce dernier a démontré que les dépenses luxueuses des riches se font au dépend des moyens de subsistance des pauvres. Une telle logique est adoptée par Thorstein Veblen qui démontre que la consommation de loisirs et de luxe chez les riches est un gaspillage à la fois des biens et du temps ; ce qui est inutile pour l'économie et dont les conséquences contribuent à accentuer l'écart entre les riches et les pauvres. En effet, les riches, issus du monde des affaires, préfèrent écouler moins de biens sur le marché dans la perspective d'augmenter les prix, pour maintenir leur mode de vie ; ce qui génère une sous-production et le chômage.

La troisième logique est la logique instrumentaliste défendue par Jeremy Bentham et par John Stuart Mill pour qui le sacrifice d'une part de Bien-Etre d'une partie de la société est indispensable pour assurer la totalité du Bien-Etre collectif. Pour John Stuart Mill les lois naturelles et la diffusion du Savoir sont la caractéristique du monde moderne dont la société industrielle est la forme finale. Par son principe d'utilitarisme, il voulait abolir toute individualité et donner à la masse le choix de définir son sort. Ce projet utilitariste, dans sa forme industrielle, est mis en œuvre par Taylor qui voulait donner le pouvoir aux ingénieurs au détriment des spéculateurs, pour baisser les coûts et démocratiser l'accès aux Biens et aux Services et augmenter ainsi le Bien-Etre général, à la fois celui des travailleurs et celui de la société à travers l'OST qu'il met en place.

### **3-1-Définition du gaspillage**

#### **3-1-1-Le statut lexicologique du mot 'gaspillage'**

##### **3-1-1-1- L'étymologie du gaspillage dans la langue française**

Selon Paul IMBS (1971) le mot "gaspiller" est prononcé la première fois en « 1549 », c'est la combinaison entre deux mots : d'une part, le mot "Gaspailier" qui est un terme dialectique de la région de Nanterre signifiant "rejeter les balles de blé" (1971), c'est-à-dire séparer le blé de la balle qui le renferme, "puis répandre la paille de blé" (1971), ce qui veut dire disperser la paille sur la terre ; et d'autre part, l'adverbe "gaspilha" qui signifie "grapiller" (1971), un mot

originaires de la région Occitan, terre du Sud de la France, qui est écrit en Français moderne avec deux P « grappiller » et qui signifie « cueillir ici et là ». En combinant ces deux mots, cela nous donne la signification suivante : l'opération de séparation du blé de sa balle et de la paille, pour ensuite les ramasser tous dans le même endroit. Dans d'autres contextes et suite à plusieurs influences linguistiques, « Gaspailles » signifie :

- D'une part, « balles de blé rejetées par le van » (1971).
- Et d'autre part « Fromage de [petit] lait caillé » (1971), et « nourriture du bétail, déchet », c'est-à-dire un déchet qui fait nourrir, un déchet qui est d'une utilité secondaire, qui remplit la même fonction qu'une nourriture normale utilisée par les Êtres Humains.

De ce fait, le gaspillage renvoie au résultat de l'opération d'extraction de nourriture qui sert comme un aliment de consommation de base pour les Êtres Humains. Le résidu qui en découle et qui est jeté par le crible devient lui-même une nourriture de consommation de deuxième niveau, destiné en premier lieu pour les bétails et les animaux domestiques. Le mot a connu un développement lexicographique dans la région centre ouest et nord de la France.

### **3-1-1-2-L'étymologie du gaspillage dans la langue arabe**

Selon le grand lexicologue arabe Mourtaf Zoubaidi, « tabdir » « تبذير » [le Gaspillage] dans la langue arabe, est dérivé du verbe « badara » « بذر » (Al-Zubaidi 1985), qui est synonyme du verbe « semer » et qui signifie *répandre* de la graine ou du grain sur une terre préparée. Donc le premier sens renvoie à la *dispersion*. Mais « badara » (semer) signifie aussi : « *Ce qui est laissé de côté par l'agriculteur après chaque récolte, pour la plantation de céréales.* » (Al-Zubaidi 1985). Autrement dit, par la plantation et la culture, les graines servent à la reproduction des céréales durant l'année suivante.

Dans un autre sens, « tabdir » « تبذير » veut dire : « *il est la première chose qui sort de l'implant, de l'herbe et des plantes ; il gardera ce nom tant qu'il est au milieu de deux feuilles. Ce mot prend de même, la signification suivante : toutes les plantes qui poussent vers le haut, qui deviennent apparentes ou se colorent, et quand leur aspect devient reconnaissable.* » (Al-Zubaidi 1985). En d'autres termes le gaspillage se réfère à l'apparition d'une bonne récolte et de culture et de l'implantation.

### **3-1-1-3-L'étymologie du gaspillage dans la langue anglaise**

Selon les lexicologues anglais, le mot ‘waste’ (gaspillage) est prononcé pour la première fois au XIII<sup>ème</sup> siècle. Mifflin pense que ‘waste’ est dérivé du mot appartenant à l’anglais du Moyen Âge ‘wasten’(Mifflin, 2012), lui-même dérivé du mot franco-normand ‘waster’ contrairement à Harper (Harper, 2001) qui pense que l’origine du mot se trouve dans la langue anglo-normande influencée par l’ancienne langue allemande. A la faveur de ces différentes sources étymologiques « waste » (gaspillage) prend la signification suivante : dévaster, jeter les ordures, laisser vider, vide, désert (de quelque chose), une action ou une chose qui ne produit rien.

Nous voyons que c’est dans l’ancienne langue anglaise que le gaspillage prend une signification négative ; puisque nous y trouvons, sémantiquement parlant, la même signification du gaspillage que dans le français moderne, c’est à dire « quelque chose ou action qui ne produit rien ». Cette conclusion qui est confirmée par d’autres lexicologues notamment Emile Littré (1863) et Frédéric Godefroy (1881) nous révèle que l’origine du mot anglais « waste » est le mot français « waste » de l’ancienne langue franche française et qui se prononce « vaste » signifiant « région désolée » (désertée) ou dans un autre sens « terre inculte ». Notons que le mot français ‘waste’ prend sa source de la langue nord normande et qu’il est dérivé du mot ‘Gast’ qui revêt plusieurs significations : ravage, pillage, dilapidation, dommage, terre inculte, gaspillage (dans le sens du français moderne), prodigalité, massacre, ruiné, vide, vaste.

A l’issue de nos recherches bibliographiques, nous pouvons avancer que le mot ‘gaspillage’ au sens français moderne du terme a été influencé par la culture anglo-saxonne, du fait que perdant sa signification originale, il est devenu la traduction du mot « waste » qui lui-même existait dans l’ancien Français et qui a disparu au fil des années. De surcroît, le sens du mot lui-même fut l’objet d’une amplification suite à son utilisation métonymique et métaphorique négative par des écrivains romantiques français, durant le XIX<sup>ème</sup> siècle et suite à la diffusion dans la sphère académique, des travaux du théoricien américain FW Taylor qui défendait l’OST pour éliminer le gaspillage dans le processus de production.

Toutefois la connotation négative du ‘gaspillage’ ne renvoie en aucun cas au sens moral et religieux utilisé par les citoyens ; cette connotation renvoie plus à l’aspect technique que l’aspect moral. C’est donc dans la religion qu’il faut trouver le sens moral du gaspillage tel qu’il est utilisé

par les citoyens.

### **3-1-2-Le statut du gaspillage dans les différents champs théologiques**

#### **3-1-2-1-Le Christianisme**

Le gaspillage est proscrit chez les Catholiques ; il est cité dans le septième Commandement « Tu ne commettras pas de vol » (Catéchisme de l'Église catholique). Dans ce sens d'autres actions qui sont une atteinte au respect des personnes et de leurs biens, sont incluses. De ce fait, elles sont « ... moralement illicites : ..... les dépenses excessives, le gaspillage.... »(Honoré, 2005) . Donc le gaspillage chez les Catholiques est considéré comme du vol car, il prive les gens pauvres des revenus de subsistance qui les protègent de la famine et du besoin : « Il est contraire à la dignité humaine de faire souffrir inutilement les animaux et de gaspiller leurs vies. Il est également indigne de dépenser pour eux des sommes qui devraient en priorité soulager la misère des Hommes. » (Honoré, 2005).

Chez les Protestants le constat est le même : dans la Bible de Louis Segond (1880) le gaspillage est en effet proscrit :

*« Jésus prit les pains, rendit grâce.... Lorsqu'ils furent rassasiés, il dit à ses disciples : Ramassez les morceaux qui restent, afin que rien ne se perde. Ils les ramassèrent donc, et ils remplirent douze paniers avec les morceaux qui restèrent des cinq pains d'orge, après que tous eurent mangé. ... »*

A travers ce passage, nous pouvons apercevoir le rejet par les Protestants du gaspillage sous ses différents aspects :

- Gaspillage environnemental : du moment où un aliment non consommé génère un problème de propreté.
- Gaspillage économique : du moment où un aliment non consommé est considéré comme une perte puisqu'il n'est pas utilisé efficacement.
- Gaspillage éthique : puisque ces déchets jetés sont considérés comme un signe de l'injustice sociale, car si la société était égalitaire, certaines personnes n'auraient pas plus

qu'elles ne méritent.

Les Orthodoxes, eux, sont proches des Catholiques : le gaspillage est proscrit dans le Huitième Commandement « Ne pas voler ». Pour les Catholiques en effet, le gaspillage et le luxe sont au même degré de péché. Dans la Bible si un Croyant revêtu « de porphyre et de fin lin, et chaque jour il se régalaient avec éclat » (Luc 16 :19) il sera considéré comme Non Croyant, car le luxe sous forme de dépenses excessives sur les vêtements, voitures, décoration d'une maison, pollue le cœur de l'Être Humain. Selon les règles de conduite orthodoxes, les dépenses quelconques ne peuvent dépasser le revenu mensuel réel d'un riche ou d'un grand salaire ; une telle dépense excessive priverait en effet, les pauvres de la satisfaction de leurs besoins, et conduirait vers une hausse générale des prix et en même temps vers le surendettement de la personne qui pratique cette dépense. Cette personne pourrait alors avoir recours à la corruption, au vol, à l'escroquerie pour maintenir son mode de vie luxueux et pour payer ses dettes. Il est inutile de rappeler que le maintien d'un mode de vie luxueux conduit vers la destruction des valeurs culturelles et religieuses de la Société. La Vertu d'une Société dépend donc de cette passion humaine pécheresse pour le luxe et l'extravagance.

### **3-1-2-2-Le Judaïsme**

Chez les Juifs la proscription du gaspillage se trouve dans *bal tach'hit* (בל תשחית -Ne pas détruire-). Dans la Torah (Devarim, chapitre 20, versets 19 et 20) il est dit :

*Lorsque tu t'arrêteras à une ville de nombreux jours pour entrer en guerre avec elle afin de t'en emparer, ne détruis pas son arbre en brandissant contre lui la hache, car de lui tu mangeras et tu ne le couperas pas, car l'arbre du champ est-il un homme pour que tu lui infliges les rigueurs du siège. Seul l'arbre dont tu sais qu'il n'est pas un arbre fruitier, celui-là tu pourras le détruire et le couper ».*

Ce qui signifie que les Juifs ne peuvent pas détruire un arbre productif, une chose qui a de l'avenir. Moïse Maïmonide contribue à l'extension de ce principe vers d'autres formes de gaspillage et d'autres destructions inutiles telles que casser les ustensiles, déchirer les vêtements, détruire les bâtiments et les maisons, obturer les puits et gaspiller la nourriture.

Toutefois, le judaïsme est pragmatique à un certain niveau ; dans le cas où une personne

est en danger elle peut transgresser le principe « Ne pas détruire » (bal tach'hit) comme le stipule Guemara. En effet, le Juif a le droit de détruire un meuble pour s'échauffer, en cas de froid, il peut ne pas terminer son assiette si cette quantité supplémentaire le rend malade, il peut couper un arbre fruitier s'il n'existe aucun arbre stérile. Il peut de même, satisfaire ses propres besoins même s'ils sont luxueux et extravagants ou de tirer le maximum de profit d'une situation donnée à condition qu'il ait les moyens suffisants pour les satisfaire et que ces besoins ne soient pas soumis aux injonctions divines. Nous constatons donc que chez les Juifs, la notion de gaspillage ce n'est pas détruire pour détruire.

### **3-1-2-3-Islam**

Dans le Quran<sup>31</sup> deux mots sont utilisés ; 'الإسراف' qui est équivalent à 'extravagance' et 'التبذير' qui est équivalent au 'gaspillage'. La différence entre les deux mots c'est que l'« Extravagance – الإسراف » signifie dépenser de l'argent de manière exagérée, pour satisfaire des besoins autorisés par Dieu « حلال », en ne respectant ni les capacités réelles de consommation du corps humain, ni l'ensemble optimal des besoins, en matière d'habillement et de logement, ni le pouvoir d'achat réel que procure un revenu donné. Par exemple : manger beaucoup de nourriture au point d'avoir une indigestion,

La signification du 'التبذير – gaspillage' dans le Quran, c'est dépenser de l'argent pour satisfaire des besoins interdits par Dieu, pour défendre une cause injuste (Qurtubi, 1966), dont l'objectif est de commettre un acte immoral soit à l'encontre de soi-même ou contre les intérêts des autres ; ce qui signifie que (Aljarjani, 2009) l'intention de faire du mal est moralement et complètement consentie par l'individu qui commet un tel acte, contrairement à « Extravagance – الإسراف » dans laquelle Dieu défend et interdit à ses serviteurs de s'éloigner d'un tel acte :

*« Ô enfants d'Adam, dans chaque lieu de Salât portez votre parure (vos habits). Et mangez et buvez ; et ne commettez pas d'excès [« Extravagance » الإسراف], car Il [Allah] n'aime pas ceux qui commettent des excès » sourate Al-A'râf verset 31*

---

<sup>31</sup> Il faut différencier entre la langue arabe utilisée dans littérature arabe, et la langue arabe utilisée dans le Quran. Cette dernière qui utilise des mots plus précis est plus profonde dans le sens et dans la signification.

Dans le cas du « التذير – gaspillage » Dieu, non seulement défend et interdit, mais encore menace ses serviteurs avec des châtements, puisqu'un gaspilleur n'est pas si différent que Satan :

*« (26) Et donne au proche parent ce qui lui est dû ainsi qu'au pauvre et au voyageur (en détresse). Et ne gaspille pas indûment, (27). Car les gaspilleurs sont les frères des diables ; et le Diable est très ingrat envers son Seigneur. » sourate Al-Isra' (Le Voyage Nocturne)*

Par exemple sont considérés comme gaspillage : fumer jusqu'à contracter le cancer, dépenser son argent pour faire renaître la sédition jusqu'à provoquer le chaos. Cependant le gaspillage le plus dangereux c'est de mener une vie luxueuse, dépensière et ostentatoire qui mène à la destruction des structures sociales de la Société et à la décadence générale, à travers la corruption, le vol que de tels actes génèrent. À ce niveau, Dieu avertit les gens opulents : s'ils ne se corrigent pas, il châtera la Société en la détruisant :

*« Et quand Nous voulons détruire une cité, Nous ordonnons à ses gens opulents [d'obéir à Nos prescriptions], mais (au contraire) ils se livrent à la perversité. Alors la Parole prononcée contre elle se réalise, et Nous la détruisons entièrement. » sourate Al-Isra' (Le Voyage Nocturne) verset (16)*

Mais, le point commun entre le gaspillage et l'extravagance est que tous les deux signifient le dépassement des limites.

### **3-1-2-4-Parallèle entre les différentes approches du mot "gaspillage"**

À travers l'étude du concept du gaspillage dans les trois religions monothéistes, nous trouvons que les adeptes de chaque religion se fixent une signification figée du concept ; ce qui rend difficile la tâche de trouver un consensus entre les trois. Par exemple, les Chrétiens d'Albanie du sud considèrent comme du gaspillage, la générosité que les Musulmans d'Albanie du sud s'attribuent. Alors que les Musulmans d'Albanie du sud considèrent comme un caractère d'avarice, la bonne gestion et l'économie qui caractérisent les Chrétiens d'Albanie du sud (Rapper, 2002).

Parfois il se trouve qu'à l'intérieur d'une même religion, le consensus sur la connotation



du concept du gaspillage ne soit pas tranché ; comme exemple la générosité qui caractérise les Juifs de la Péninsule arabe qu'ils partagent avec leurs voisins arabes, est considérée comme du gaspillage chez les Juifs américains, caractérisés par la parcimonie et l'austérité issus de leurs ancêtres allemands (El-Messiri, 1999).

Selon notre analyse des trois religions monothéistes, nous pouvons conclure qu'il n'existe pas de consensus sur la signification du "gaspillage" puisqu'un fait peut être considéré comme du gaspillage dans une religion, et ne pas l'être dans une autre. A ce niveau de réflexion, nous pouvons donc, nous demander si le gaspillage peut être considéré objectivement en dehors de toute religion et de toute culture. Selon Jules Milhau la réponse est affirmative (Milhau & Nogaro, 1942)

### **3-2-La conception scientifique du gaspillage**

Jules Milhau, dans un ouvrage unique en ce genre intitulé « Essai sur la notion de gaspillage » (1942), a tenté de traiter le phénomène du gaspillage en tant que phénomène économique en toute objectivité et avec un esprit scientifique, en se basant sur deux concepts qui sont l'utilité et le prix.

#### **3-2-1- Le gaspillage comme phénomène économique**

Étudier le gaspillage comme phénomène économique stipule en effet, que ce phénomène remplit deux conditions citées plus haut.

Jules Milhau considère l'utilité comme une donnée objective, contrairement à Manoïesco et Walras qui la conçoivent comme une donnée subjective orientée vers des facteurs psychologiques. En effet pour Milhau, l'utilité est caractérisée par des facteurs physiologiques, conception empruntée à Ostwald qui traitait l'utilité sous l'angle d'énergétisme ; c'est ainsi que nous pouvons par exemple mesurer un nombre de calories produites par un aliment, ou préservées par un vêtement. De surcroît, traiter l'utilité comme donnée objective signifie que nous pouvons la considérer comme un attribut de l'objet, ce qui nous permet de mesurer dans le temps et dans l'espace, la capacité de satisfaire nos besoins, l'utilité de l'objet. Nous pouvons à titre d'exemple, nous demander combien de distance nous pouvons parcourir et combien de temps nous pouvons tenir, si nous consommons une unité d'un objet X. Sur cette base, Milhau définit donc l'utilité

ainsi :

*« L'utilité d'un bien est sa capacité de fournir un service technique propre à satisfaire, directement ou indirectement les besoins de la collectivité » (P14)*

Ces besoins peuvent être la soif, faim, l'abri, sécurité...etc.

Pour le concept du prix, Milhau le préfère au concept de valeurs, car ce dernier a été controversé, et fut l'objet d'une polémique, du fait qu'il renvoie à des facteurs psychologiques si complexes qu'il est impossible de les étudier. Milhau définit le concept de prix ainsi :

*« Le prix d'un bien est le rapport d'échange entre ce bien et la marchandise monnaie, ou plus exactement, le prix d'une marchandise est le nombre d'unités de monnaie qui s'échangent contre cette marchandise » (P16)*

Selon cette définition et ainsi que le représentaient Walras et Jevons, le prix n'est que le rapport entre deux marchandises, l'une est un bien et l'autre est une monnaie. A travers les concepts de l'utilité et du prix, Milhau tente de donner une définition au gaspillage ; cependant avant de donner une telle signification il propose de faire une distinction entre le gaspillage et le luxe.

### **3-2-2-La différence entre le gaspillage et le luxe**

En empruntant la définition de Charles Gide (1931) , Milhau considère le luxe comme toute satisfaction donnée à des besoins superflus. Pour Gide le luxe est relatif à l'espace et au temps. Ce que nous considérons par exemple, comme une nécessité à notre époque telle la voiture, les études à l'université, les soins médicaux, dans le passé proche, était considéré comme un luxe,

Selon Milhau, le luxe peut être supportable jusqu'à une certaine limite ; s'il dépasse ce niveau il devient dangereux et sera considéré comme du gaspillage. Sa dangerosité ne dépend pas du prix versé pour satisfaire les besoins souhaités par une personne, mais elle dépend de la quantité de richesse ou de travail consommé pour satisfaire ces besoins si exagérés au point qu'ils représentent un danger social. Par exemple si la quantité de travail nécessaire pour décorer le bureau du wali équivaut aux quantités de travail pour la construction de quatre chambres d'un programme de logements sociaux, ce luxe est supportable. Mais ce luxe devient un danger quand la quantité de travail nécessaire pour décorer le bureau du wali équivaut à la quantité de travail de construction d'un bâtiment dans le cadre d'un programme de logements sociaux. Dans ce cas là ,

ce luxe devient un danger social et par conséquent il est considéré comme du gaspillage.

### **3-2-3- La définition du gaspillage**

En Economie, les Biens et les Services sont caractérisés par deux phénomènes : la destruction matérielle et la destruction économique.

- La destruction matérielle se réalise lorsqu'une personne, pour satisfaire un besoin, mène une opération de consommation qui détruirait l'utilité du bien par laquelle elle veut satisfaire ce besoin. Par exemple pour que des travailleurs de la wilaya satisfassent le besoin de réaliser des opérations budgétaires, ils ont besoin de mener une opération de consommation de papier. Une fois les opérations budgétaires réalisées, le papier utilisé perd toute son utilité et ne peut plus être réutilisé donc c'est une destruction matérielle.

- La destruction économique se réalise lorsqu'un bien perd son utilité bien qu'il ne fasse l'objet d'aucune destruction matérielle et lorsqu'aucune personne ne l'a utilisé pour satisfaire un besoin quelconque ce que les économistes dénomment l'effet de mode. Par exemple, dans les administrations de la wilaya il existe des dizaines de dactylographies entièrement neuves, mais elles ont perdu toute leur utilité, car elles sont remplacées par des ordinateurs. Selon Milhau la mission économique d'un bien est remplie, lorsque la disparition de son utilité dans une combinaison brutale ou dans une combustion lente permet de satisfaire un besoin humain. « L'utilité, en mourant, se métamorphose en services » (P23).

Sur la base de ces arguments, Milhau donne une première définition du gaspillage :

*« Il y a gaspillage lorsque la disparition d'utilité ne détermine pas le maximum de satisfaction » (P23).*

C'est-à-dire que lorsque des biens ne sont pas consommés, que leur utilité est entièrement détruite et qu'aucun service n'est fourni ; cette destruction de l'utilité constitue un gaspillage. Par exemple lors des banquets dans la wilaya, si une quantité de nourriture est jetée, elle sera considérée comme du gaspillage puisqu'elle n'a pas été consommée, et en même temps elle a perdu toute son utilité nutritionnelle sans qu'aucune personne n'en profite.

L'autre cas, est celui des Biens dont l'utilité ne pourra jamais être détruite, bien qu'ils ne

soient pas consommés et bien qu'ils ne satisfont aucun besoin. En dépit de cela, ils sont considérés comme du gaspillage. Par exemple, des monuments historiques, des statues, des œuvres d'art existant dans le territoire de la wilaya, sont fermés aux visiteurs, sans qu'aucune personne ne les consomme pour satisfaire ses besoins esthétiques ; bien que leur utilité ne pourra jamais être détruite, il n'en demeure pas moins qu'ils sont considérés comme du gaspillage. A la lumière des définitions et l'analyse commentée au-dessus, Milhau remarque que le gaspillage est :

*« La non satisfaction des besoins humains dans le cas où cette satisfaction était possible » (P24)*

En d'autres termes, toute utilité qui ne se transforme pas en satisfaction est considérée comme du gaspillage.

Mais selon Milhau, il existe un autre type de gaspillage différent de celui qui existe dans le processus de consommation que W F Taylor a tenté d'éliminer à travers sa méthode OST : c'est le gaspillage que nous rencontrons dans le processus de production. Il s'agit d'obtenir, avec le même effort, le plus de produits possible qui permettraient de produire plus d'utilité, se pose. À titre d'exemple, nous nous demanderons comment nous pourrions réaliser plusieurs équipements publics, fournir plus de services publics avec le même personnel, avec le même budget de fonctionnement et d'équipements.

Selon Milhau, il existe un deuxième type de gaspillage lié aux échanges sur le marché, aux arbitrages de l'agent économique. Ce gaspillage réside là où le pouvoir d'achat procuré par une unité monétaire est mal utilisé suite à une mauvaise négociation de prix et là où nous ne savons pas déployer l'argent à cause d'une sélection inappropriée du produit, du fournisseur et du client, et

*« Toutes les fois que nous ne savons pas transformer en satisfaction toute l'utilité disponible dans les Biens » (P25).*

Avec ces actes nous avortons l'utilité d'un Bien qui aurait pu être acquis si une bonne négociation avait été bien menée. Selon Milhau, ce type de gaspillage est un gaspillage monétaire, contrairement au premier qui est un gaspillage d'utilité. Mais pour Milhau la compréhension de ces deux gaspillages, le gaspillage de l'utilité et le gaspillage monétaire, ne peut pas se réaliser sans connaître le capital technique et le capital juridique.

### **3-2-3-1- La gaspillage d'utilité**

La compréhension du gaspillage de l'utilité passe par la définition et la compréhension du concept de capital technique qui est sous forme de Biens tels que l'immeuble de la wilaya, les bureaux, les voitures de service qui sont des instruments fournissant des services techniques. Par exemple le capital technique de l'immeuble nous fournit le service technique espace de travail, le bureau nous fournit le service technique comme une table pour écrire, un espace pour cacher les documents. Ces services constituent des revenus techniques grâce auxquels ces capitaux techniques ont de l'utilité. Ce qui implique que l'utilité n'est qu'un service juridique que peut fournir un capital technique. Le gaspillage d'utilité ou comme le dénomme Milhau le gaspillage technique, se produit lorsque l'utilité d'un capital technique est détruite sans qu'un service technique ne soit fourni. Par exemple un bureau qui n'est pas utilisé, perd progressivement son utilité suite à l'humidité et à la moisissure du bois sans qu'il n'ait fourni aucun service technique.

### **3-2-3-2- Le gaspillage monétaire**

La compréhension du gaspillage monétaire passe par la compréhension du capital juridique. Ce dernier se présente sous la forme de Biens qui donnent le droit à leur propriétaire de les négocier et de les transmettre à d'autres personnes. Il peut s'agir des Biens immobiliers de la wilaya, des entreprises, des voitures, des bureaux ; ces capitaux techniques sont des objets de contrat fournissant un service juridique. Un Bien immobilier peut par exemple, nous fournir un service juridique sous la forme d'un loyer ; une EPIC peut nous fournir un service juridique sous la forme de dividendes ; des voitures peuvent nous fournir un service juridique sous la forme d'une plus-value si elles sont bien entretenues et leur prix de vente est bien négocié. Ces services juridiques constituent des revenus juridiques sous la forme de quantité monétaire qui procure une valeur monétaire supplémentaire à ces capitaux juridiques. Ces quantités monétaires deviennent elles-mêmes des capitaux juridiques puisqu'elles donnent un certain droit sur l'achat de certains biens et services.

Quel que soit le type de capital juridique, sa valeur monétaire dépend des capitaux techniques qu'il peut procurer [lors de l'achat], ou des revenus techniques qu'il a pu générer à son propriétaire [lors des ventes]. Si durant l'opération d'échange de vente ou d'achat, un arbitrage optimal est effectué, ces revenus techniques permettent au propriétaire du capital juridique de

maximiser son utilité. Dans le cas échéant, cela implique que le capital juridique n'a pas procuré des capitaux techniques qu'il était sensé procurer, ou il n'a pas généré un capital juridique qu'il aurait pu obtenir. Nous sommes donc dans ce cas, confrontés à un gaspillage monétaire. Par exemple dans le cas où la wilaya dispose d'un chapitre non encore consommé, ce capital juridique est considéré comme du gaspillage quand sa valeur monétaire est détruite par l'inflation, sans qu'il fournisse un quelconque service juridique ou sans qu'il procure un capital technique à l'administration. C'est-à-dire qu'en contrepartie de la destruction de sa valeur monétaire, il n'y aurait ni équipement public construit, ni marchandise achetée, ni dividendes ou intérêts obtenus. Nous pouvons déduire que le service juridique procurant une possibilité d'échange ou un pouvoir d'achat n'est que la monnaie générée ou bien utilisée par une meilleure utilisation des capitaux juridiques.

A la lumière des concepts du capital technique et capital juridique, Milhau tente de les appliquer pour définir les deux types de gaspillage : le gaspillage technique et le gaspillage juridique.

#### **3-2-4- Le gaspillage juridique**

Lorsque le Wali, en tant qu'ordonnateur, n'exploite pas efficacement ses EPIC pour tirer plus de dividendes, quand il ne réussit pas à obtenir plus de loyers sur le patrimoine que possède la wilaya ou lorsqu'il signe un marché dont le prix est très élevé par rapport au prix du marché avec un fournisseur, il perd un revenu juridique considérable. Cependant, bien que ce revenu qu'il aurait pu réaliser soit considéré comme du gaspillage juridique, ce dernier ne concerne que sa personne et non la société. En effet, quand bien même il a perdu le droit juridique sur ces biens, la société bénéficiera toujours des richesses techniques produites sur ces biens, du moment où les EPIC de propreté peuvent produire le service technique de propreté, et du moment où le patrimoine de la wilaya peut fournir un service technique d'espace de ventes, sans que le citoyen paie un seul centime. Dans le cas de l'opération d'achat où un contrat de marché est mal négocié, le wali perd le droit de l'utilité puisque en payant des prix exorbitants pour l'acquisition de biens, il aura moins accès à ces biens qui ont été mal négociés ; mais en aucun cas, il ne perd le droit de l'utilité du moment où il bénéficie toujours d'un service technique des biens acquis : transport, manger, outils d'écriture et de saisie.

Ce type de gaspillage est expliqué par le statut juridique qui procure au wali le droit d'engranger des revenus ou des achats sur les capitaux juridiques mis à sa disposition ; pour cette raison il s'agit d'un gaspillage individuel puisque le wali est la seule personne disposant du droit juridique à ordonner les différentes attributions des crédits budgétaires (conformément aux attributions budgétaires) et à décider de la façon dont seront gérés le patrimoine de la wilaya et les EPIC qui sont sous son autorité. Ce type de gaspillage est produit lors de la création du capital juridique, c'est-à-dire lors du processus d'échanges de vente et d'achat. Il s'agit d'un gaspillage de richesse sous une forme monétaire qui appauvrit les individus mais non pas la société.

Selon Milhau, le gaspillage juridique se produit lorsque l'équilibre entre l'offre et la demande sur les Biens et Services n'est pas obtenu, dans lequel des arbitrages sont mal faits et des choix non judicieux sont réalisés par les différents acteurs économiques. Dans une telle situation, le système d'échange qui ne permet pas de transformer en services techniques toute l'utilité incluse dans la situation d'équilibre réalisée par ce système, représente une satisfaction minimale. En revenant à l'exemple cité plus haut, si le wali lors de négociations d'un contrat de marché public mène un bon arbitrage à l'issue duquel un choix judicieux est pris, il peut obtenir plus de produits possibles ; ce qui signifie qu'il peut obtenir plus de services techniques liés à la destruction de l'utilité de ces produits, donc il obtient une maximisation de l'utilité.

### **3-2-5- Le gaspillage technique**

Lorsque des bennes à ordures ménagères sont à l'arrêt, lorsque les marchés de proximité sont à l'abandon, lorsque des ordures ménagères ne sont pas recyclées, lorsque des centaines d'imprimés et de formulaires sont mouillés par l'eau dans le stock, lorsque des Biens et Services luxueux sont fournis pour satisfaire des besoins capricieux des individus, lorsque des Biens sont détruits volontairement pour garder, pour l'année suivante, le même montant du budget de l'année en cours, nous sommes selon Milhau, dans un type de gaspillage qui affecte la société et la collectivité, plus dangereux que le premier. En effet dans ce cas de figure, aucun revenu technique n'est obtenu pour la société malgré la destruction de l'utilité. Les imprimés et les formulaires ont perdu leur utilité à travers l'eau sans qu'aucun service public ne soit fourni ou sans qu'aucune opération budgétaire ne soit lancée. Des bennes à ordures ménagères perdent leur utilité parce qu'elles ont rouillé sans qu'aucun ramassage d'ordures ne soit effectué. Des voitures haut de gamme et des accessoires de bureaux extravagants sont consommés sans qu'aucun besoin de

société ne soit satisfait, et même s'il est satisfait aucune satisfaction des besoins superflus ne peut légitimer la satisfaction des besoins de la société.

La dangerosité de ce type de gaspillage se trouve dans la destruction irréversible de l'utilité, contrairement au premier type du gaspillage qui correspond à la perte de droit de l'utilité. Dans ce type de gaspillage nous sommes confrontés au gaspillage de l'énergie de la société ; il appauvrit la société et détruit ses richesses réelles. Pour Milhau, il s'agit d'un pur gaspillage social. Il fait suite soit au choix délibéré ou soit au choix non délibéré d'un mauvais processus de production et de consommation. De ce fait, il est lié aux opérations de création et de destruction de la richesse, par lesquelles l'individu appauvrit la société.

L'un de ces types de gaspillage c'est le malthusianisme économique. Ce gaspillage apparaît lorsque l'individu procède à la destruction des excédents dans le but de s'enrichir, à travers des méthodes scientifiques par lesquelles il réduit artificiellement la quantité des Biens et Services. C'est le cas du gaspillage qui se trouve dans le SEDP ; l'ordonnateur ordonne à l'administrateur de transformer les crédits de paiements excédentaires en des Biens et Services afin de détruire leur utilité sans qu'ils ne satisfassent aucun besoin des citoyens, dans le but de préserver, pour l'exercice de l'année suivante, le même montant du budget en cours.

### **3-3-Les différents usages du gaspillage par les économistes**

Après une revue de littérature sur le concept du gaspillage, nous avons conclu qu'il existe trois types d'usage en tant qu'action.

- Le premier usage est celui de la stimulation de l'économie et de la création de richesses.
- Le deuxième est celui de la destruction des richesses et de la contribution à la propagation de l'immoralité et du vice.
- Et enfin, il est un signe d'éloignement des lois de la Nature et de l'utilisation des outils technologiques et scientifiques.

#### **3-3-1-L'usage favorable du gaspillage**

Le philosophe Glaucon est l'un des premiers à avoir été favorable au luxe, au gaspillage et au superflu. Ce disciple de Socrate conteste son maître (Waterfield, 2008), en considérant que le



luxes c'est ce qui nous sépare des animaux, ce qui permet de donner une identité aux individus car les animaux n'ont pas cette qualité de s'habiller et de se procurer certains objets.

Cependant, le premier qui a cité l'utilité du gaspillage, du luxe, et de l'extravagance en économie c'est William Petty (Keynes & Jean- de Largentaye, 1942 a, pp. 157-160), qui les considérait comme un stimulateur à l'économie afin de renouer avec la croissance. Il considérait le coût des fêtes, des spectacles somptueux, des arcs de triomphe extravagants, comme des revenus pour les brasseurs, les boulangers, les tailleurs qui eux-mêmes vont dépenser cet argent dans d'autres types de dépenses. Plus encore, il insistait sur le rôle de l'État pour relancer la demande et pour éradiquer la pauvreté et la misère, en achetant les produits des artisans et ensuite les brûler, et en lançant des infrastructures luxueuses dans le but d'offrir du travail aux chômeurs au lieu de les laisser indolents et pauvres. Pour lui, le peuple représente la richesse d'une Nation (Marshall, 1961, p. 469) ; il serait donc préférable de préserver cette richesse à travers la création d'emplois publics même si ces emplois ne sont pas rentables économiquement.

D'un autre côté, nous trouvons le travail scientifique qui a fondé les bases pour légitimer l'utilisation du luxe, du superflu et du gaspillage dans la fable politique de Bernard Mandeville. Mandeville (1924) la « Fable des abeilles ». Ce dernier voyait dans la réglementation de la prodigalité, un danger pour l'économie. En effet selon lui, c'est à travers le vice et la vanité qui caractérisent l'Être par essence, que différentes formes de manufacture, d'art et de métiers liés au luxe et au superflu, que l'économie prospère et la production augmente. Une telle conception est défendue par Voltaire (de Warcy & Voltaire, 2012, pp. 304-305), pour qui, ce qui est considéré comme du luxe et de l'extravagance à une époque, est considéré comme une nécessité à une époque différente (1836, p. 387). Le luxe et l'extravagance sont en outre, le signe de la réussite, du progrès et de l'évolution d'une personne à l'échelle sociale. Il en est de même au niveau de l'État ; en d'autres termes, si les dépenses des citoyens, liées à l'art et à l'extravagance, sont importantes, ceci implique que le niveau de richesse de l'État est plus grand (Voltaire, 1836, p. 387).

Plus encore, pour Voltaire un État dont l'économie est basée sur le luxe et sur l'extravagance, est une économie puissante dont le secteur industriel manufacturier est si développé, qu'il le conduit à dégager un excédent commercial qui lui permet de gagner des guerres (1837, p. 622) provoquées par le Roi dans le but d'exporter l'excédent monétaire pour éviter

l'inflation et pour préserver le pouvoir d'achat des citoyens. L'autre avantage du luxe et de l'extravagance, c'est qu'il permet de développer l'industrie comme durant la période du colbertisme (1837, pp. 622-623). En effet durant cette période, la France est devenue une destination privilégiée pour l'aristocratie européenne pour satisfaire ses convoitises et ses caprices infinis. Ce qui a conduit la France à être classée à la première place dans l'industrie et dans le progrès technologique.

Parmi les économistes classiques, Thomas Malthus, économiste hétérodoxe (Boncœur, 2004) défendant le luxe, le gaspillage et l'extravagance, fait une remarque pertinente selon laquelle les gens ont tendance à épargner plus qu'à investir ; de ce fait, une crise de surproduction est inévitable (Malthus, 1820, p. 279) et cette observation sera d'ailleurs, confirmée plus tard par Keynes.

La solution selon Thomas Malthus consiste à stimuler la consommation, à travers la redistribution des revenus des impôts en faveur des gouvernants rentiers et en faveur des riches, puisque grâce à leurs dépenses extravagantes et luxueuses, l'industrie du luxe et du superflu se relance pour procurer du travail aux chômeurs. Suivant cette hypothèse, Malthus pense que les pauvres devraient être reconnaissants vis-à-vis des riches de leur mode de vie extravagant et luxueux. (1841).

Sur la même lignée, J M Keynes considère que le mal de l'économie se trouve dans l'insuffisance de la demande effective qui est le moteur de l'économie. L'origine de ces insuffisances réside dans le fait que les riches et les rentiers exagèrent dans leur épargne et dans leur parcimonie ; ce qui aboutit à priver la communauté de la circulation et de la redistribution de la richesse (Keynes & Largentaye, 1942 b, p. 163). L'autre raison est liée à la capacité de la monnaie à accumuler et garder de la valeur. Pour casser ce cercle vicieux, l'État doit détruire la valeur de la monnaie à travers l'investissement public massif et en même temps à travers la dévaluation monétaire (1942 b, p. 157). La deuxième mesure que doit mener l'État consiste à abolir toute réglementation sur la prodigalité, quelque soit le type de gaspillage lié au luxe et au superflu, l'essentiel étant de consommer et d'augmenter la demande active pour créer plus d'emplois (1942 b, p. 157). La troisième mesure est qu'il doit mener une politique sociale à travers laquelle une partie de la richesse de la Nation serait distribuée au profit des pauvres sous forme d'aides sociales et sous forme d'emplois de rentabilité zéro, puisque pour Keynes les pauvres ont

plus de capacité à consommer que les riches (1942 b, pp. 172-173). .

Pour Schumpeter (Schumpeter & Perroux, 1935) le gaspillage social, (sous forme d'anciennes machines abandonnées, ancien savoir délaissé, licenciement de travailleurs produit par l'innovation de l'entrepreneur), est essentiel pour l'Economie et la Société. Ce gaspillage génère, au niveau économique, une « concurrence destructrice » qui pousse les autres concurrents à renouveler leur matériel, recruter de nouveaux profils, acheter et louer de nouveaux brevets ; et au niveau de la Société, ce gaspillage va lui redonner du souffle en provoquant un changement culturel et social qui lui permet de casser le statuquo et de créer du dynamisme.

Ceci étant dit, le personnage le plus influent du XX<sup>ème</sup> siècle qui a théorisé le gaspillage, est Bernard London. Ce dernier propose à l'État de rendre obligatoire « l'obsolescence programmée » (London, 1932), en fixant la durée légale de vie des produits et des équipements. Si les produits dépassent cette durée légale, le consommateur est obligé de rendre ces produits à un organisme spécialisé de l'État afin qu'ils soient détruits. L'objectif de cette stratégie est d'obliger les consommateurs à acheter continuellement des produits pour garantir des emplois aux gens, pour mettre fin au chômage de masse et pour sortir de la dépression des années 30. Cette idée sera réadoptée par Brooks Stevens et sera transformée en « obsolescence désirée » à travers une stratégie qui propose des designs nouveaux, amplifiés par l'effet marketing qui inciteront les consommateurs à consommer constamment des produits nouveaux. Cette méthode est à l'origine de l'apparition de la « société de consommation ».

### **3-3-2-L'usage défavorable du gaspillage, de par son immoralité**

Selon Socrate, le luxe, l'extravagance et les besoins superflus sont la source de guerres et d'injustices. En effet pour lui, les habitants de 'la ville luxueuse' afin de satisfaire leurs besoins et leurs désirs infinis, sont obligés d'envahir les autres cités pour acquérir plus de ressources et de main d'œuvre contribuant à la production du superflu et du luxe. Cette vision est partagée par son disciple Platon (Waterfield, 2008, pp. 372e-373 b), qui voit dans le luxe, une déformation de l'identité de la Cité, puisque pour produire de plus en plus de biens luxueux et superflus, la Cité va accueillir des étrangers, jusqu'au point où ils dépasseront, en nombre, les natifs (idem, 372). L'autre problème réside dans le fait que cette 'ville luxueuse' est la plupart du temps en guerre ; cet état de fait lui est primordial dans la perspective d'acquérir des ressources et des matières

premières provenant des autres territoires. Ces guerres vont donner une notoriété croissante à l'armée ; ce qui fragilise la "ville luxueuse" et l'expose à des coups d'États.

John Locke a exposé son opposition au gaspillage, au luxe, au vice et à la vanité, tels que défendus par Mandeville, à travers « La fable de libéralisme » (Boncœur, 2004; Stanton, 2018). Pour lui en effet, l'État est comme une ferme dont le propriétaire ne peut dépenser plus qu'il ne gagne. Toute forme de vie luxueuse remplie de besoins superflus (Locke, 1691), conduit à la l'oisiveté, à la négligence, à la malhonnêteté et à la malveillance donc, à la destruction de la richesse de la Nation.

Pour Rousseau l'idée selon laquelle l'inégalité est la source de Progrès et de Civilisation et que le luxe et le gaspillage produits par la Science et la Technologie ont de grandes retombées sur la classe pauvre, est erronée. Pour lui, le gaspillage de matières qui servent à la satisfaction des besoins superflus des riches, est si énorme qu'il devient odieux (Derathé, 1950, p. 182), puisque la misère des gens vivant dans la campagne, est le coût de la vie luxueuse et extravagante des gens de la ville (Idem). Selon Rousseau le développement de l'amour du luxe et du superflu s'accompagne toujours avec le développement de l'Art, la Science et la Technologie. Selon lui, plus les sociétés sont développées technologiquement, plus elles sont corrompues et n'ont aucune valeur morale (Rousseau, 1750). Pour lui, l'existence du luxe et du superflu, signifie qu'un certain nombre de personnes exercent un droit absolu sur la propriété privée, agissant arbitrairement. A partir de cette idée Rousseau conclut que l'État est absent et ne joue pas son rôle dans la redistribution de richesse(1755).

Pour Adam Smith (1776) les dépenses ostentatoires, luxueuses menées par la classe riche et par les rentiers, est nuisible pour l'économie , puisque les profits importants qui servent à satisfaire les besoins superflus sont retirés du système productif des Biens et Services. Selon lui, dans une économie saine les profits sont moins importants que les loyers et les salaires ; ces derniers étant issus de la production réelle, contribuent à la création de la richesse, contrairement aux profits des rentiers, qui ne peuvent être importants que lorsque ces derniers falsifient, manipulent le système et modifient la législation à leur profit. Cette idée est défendue par Ibn Khaldoun (Goumeziane, 2006) qui perçoit un danger sur l'équilibre social dans une économie marchande où le profit prime. En effet et à titre d'exemple, les personnes, entourant le roi prélèvent (pour garder et financer leur mode de vie luxueux et extravagant), plus d'impôts et déjouent les

lois et la législation dans le but d'exercer une concurrence déloyale afin d'obtenir plus de profits. De surcroît, l'atteinte aux règles de jeu du marché, par ce cercle, encourage les marchands à utiliser la ruse, la manipulation, le trafic pour réaliser des profits énormes. Ceci aboutit à la disparition du sens du travail productif et à la disparition de la cohésion sociale. Pour Smith, la redistribution de la richesse est le nerf de l'économie, c'est-à-dire que lorsqu'une économie est saine, la concentration de richesses chez peu de personnes est inexistante. Et de ce fait le luxe, le gaspillage est moins important.

Pour un autre économiste classique, Jean-Baptiste Say (1803), dans un système libre d'échanges où les acteurs économiques sont dotés de toute leur liberté, le gaspillage ne pourra pas se produire, parce que chaque personne ne produit que les Biens et Services qu'elle maîtrise, uniquement pour acquérir des produits dont elle a besoin. Ce processus crée un débouché d'une valeur équivalente à d'autres produits. C'est ce que pense Say en disant que « l'offre crée sa propre demande ». Dans un tel système, la monnaie n'est qu'un moyen d'échange, puisque les acteurs économiques ne sont pas intéressés par l'activité de thésaurisation, mais plutôt par l'activité d'échange.

En se basant sur l'argument précédant, David Ricardo (1817) a démontré l'impossibilité de l'existence de surproduction et du gaspillage qui en découlent puisque la consommation est déterminée par la production. Il ajoute que les gens sont si rationnels qu'ils ne produisent que dans le but de consommer leur production ou de vendre leurs produits afin d'acheter des produits dont ils ont besoin, soit pour la consommation directe ou soit pour la production future. Mais au niveau de l'État, l'attitude de Ricardo devient pessimiste en ne faisant pas confiance aux gouvernants. En se basant sur la loi de Say, Ricardo interdit aux gouvernants de dépenser plus que leurs recettes. Il préconise une politique d'austérité et d'équilibre budgétaire, car toute dépense supplémentaire est une action contre nature puisqu'elle ne débouche pas forcément sur une production future de Biens et de Services.

Léon Walras (Dockès & Potier, 2005; Walras, 1874) estime quand à lui, que la « loi de libre concurrence absolue » est le meilleur moyen d'allocation de ressources permettant de supprimer le gaspillage. Lorsque les conditions de la concurrence pure et parfaite sont remplies, les agents économiques peuvent atteindre la satisfaction maximale. Les acheteurs peuvent acquérir des biens privés avec le meilleur prix et de meilleure qualité et les vendeurs peuvent décrocher un

prix de vente optimal. Mais dans le cas des biens publics, Walras insiste sur le fait que le monopole de l'État est le meilleur mécanisme qui permet de produire et de gérer ces derniers de façon optimale et avec moins de gaspillage (Walras, 1897). A cause de leur faible rentabilité, les biens publics ne supportent ni concurrence, ni une gestion exercée par un partenaire privé.

Dans la même logique que son prédécesseur et à travers son « Optimum », Pareto (1909) insiste sur les bienfaits du mécanisme du marché lorsque la concurrence pure et parfaite est remplie, du moment où il permet de réaliser une allocation efficace des ressources ; ce qui conduit à la maximisation du bien-être de tous les membres de la société sans qu'aucun d'eux ne soit favorisé au détriment de l'autre. Pour Pareto, le marché perd son efficacité lorsque l'État intervient en favorisant certaines personnes au détriment des autres (1970, 1976, 1982). Cette situation se produit lorsque les institutions qui composent un État sont contrôlées par l'élite gouvernementale formée par des spéculateurs, des financiers et des capitalistes. Ces derniers pour asseoir leur légitimité utilisent la ruse, la manipulation et une politique rentière clientéliste pour apaiser les tensions sociales liées à la remise en cause de leur pouvoir. Pour cela, Pareto considère que cette élite est plus coûteuse (1917) que l'élite gouvernementale composée par l'armée, car cette dernière utilise plus la force que la rente.

Dans une autre perspective, Thorstein Veblen (1899) dénonce le gaspillage que génère la classe oisive constituée de rentiers, de financiers, de gestionnaires de fonds, de militaires haut gradés et d'hommes politiques, dont la caractéristique est d'être une classe possédante non industrielle, et non productive. Les dépenses ostentatoires des membres de cette classe, destinées aux activités de loisir, ont pour but de marquer leur appartenance à une hiérarchie sociale, en affichant publiquement leur caractéristique de non travail pour se distinguer de la classe laborieuse. C'est pour cette raison qu'ils se procurent des domestiques pour afficher cette caractéristique. Ce qui fait d'elle une classe dangereuse parce qu'elle entrave tout changement dans la Société.

Pour Friedrich Hayek (1946), toute forme d'intervention de l'État est considérée comme du gaspillage, puisque les fonctionnaires et les membres du gouvernement utilisent l'intervention de l'État pour maintenir leurs dépenses excessives, au nom de la Liberté et de la Justice Sociale. Ils privent ainsi, les gens de la liberté que leur procure leur argent, du moment où une somme conséquente est absorbée par l'augmentation des taxes et des impôts et par l'inflation générée par l'abus de l'utilisation de la planche à billets par le gouvernement.

### **3-3-3-L'usage du progrès scientifique pour éliminer le gaspillage**

Nous classons dans cette catégorie, les économistes et les penseurs économiques qui interdisent le gaspillage mais qui contrairement à la catégorie précédente, insistent sur le progrès technique et scientifique et sur l'aide précieuse des ingénieurs pour l'éliminer.

Le premier penseur économique est Claude-Henri de Rouvroy de Saint-Simon (1819). Celui-ci propose une organisation scientifique de la Société, basée sur des lois naturelles et scientifiques dans laquelle la politique et l'économie sont gérées par une classe d'ingénieurs composée d'industriels, d'ingénieurs, de savants, de créateurs, à travers laquelle une efficacité et une efficience est produite dans la société sous forme de nouvelles relations sociales, dans laquelle la redistribution de la richesse est plus équitable, et chaque personne peut jouir des richesses créées par son propre travail et enfin dans laquelle les débris, sous forme de privilèges et d'acquis dépensiers et luxueux, de la classe oisive sont supprimés.

Le fondateur de l'utilitarisme se nomme Jeremy Bentham. Sa contribution à l'économie, au management et à la théorie des organisations, est considérable. Il met en place le calcul félicifique par lequel il calcule mathématiquement l'utilité d'une règle, d'une action afin de mesurer son efficacité sur la Société (Jeremy Bentham, 1789). Cette technique refait surface grâce à Taylor qui met en place des procédures scientifiques pour calculer l'efficacité des travailleurs et des machines. L'autre méthode est la méthode Panoptique (Jeremy Bentham, 1791) que Bentham conceptualise et met en place, pour gérer efficacement les établissements carcéraux et réduire les dépenses publiques liées à leur gestion. Cette méthode réapparaîtra plus tard dans la discipline du contrôle de gestion avec l'école classique de la théorie d'organisation où des normes seront élaborées pour contrôler l'efficacité des travailleurs, sans que l'évaluateur soit présent physiquement lors du processus de production. Son troisième apport relatif au management moderne, est la contractualisation qu'il propose comme étant le meilleur moyen de gérer les institutions publiques dont les établissements carcéraux à l'intérieur desquels les directeurs sont soumis à des objectifs tels que la diminution des incidents concernant les prisonniers ainsi que la réduction des coûts de fonctionnement. Comme Spencer et Locke, Bentham considère le gouvernement et les administrateurs comme des employés au service de la Nation. En cas d'inefficacité, leur contrat est rompu et ils sont remplacés par d'autres. Cette méthode renaitra grâce à Drucker (1954) avec "la gestion par objectif" qui lie le manager à l'institution dans

laquelle il travaille.

En plus de l'efficacité organisationnelle, Bentham donne de l'importance à l'efficacité institutionnelle. Pour lui la concurrence pure est parfaite (Jeremy Bentham, 1839). Elle est le meilleur outil pour préserver la Nation contre le gaspillage, permettant ainsi aux citoyens d'obtenir un Bien et Service avec un meilleur prix et de haute qualité. Pour cette raison, Bentham était un fervent opposant aux barrières douanières et au protectionnisme. L'autre préoccupation consiste à inventer de nouveaux mécanismes de protection des droits de propriété intellectuelle des inventeurs et des créateurs ou à optimiser les anciens mécanismes, puisque leur inefficacité pousserait les inventeurs et les créateurs à se désintéresser du monde de la recherche et de la créativité, ce qui est d'ailleurs considéré comme du gaspillage entraînant un préjudice à la compétitivité de la Nation et à la création d'emplois. En revanche, il pensait (Jeremy Bentham, 1840) que le luxe, l'abondance sont des signes d'une économie saine signifiant que cette Nation a dépassé la phase de subsistance. En plus selon son utilitarisme, le luxe, l'abondance sont une façon de vivre qui marque la liberté individuelle que la société doit respecter, du moment où elle ne présente aucun danger à la société et qu'elle permet de créer des branches d'activités et des emplois liés au besoin de luxe et au besoin d'abondance, tel que l'industrie du luxe et de loisirs.

L'autre utilitariste John Stuart Mill, a contribué philosophiquement au management moderne, en développant une pensée utilitariste basée sur le rationalisme, par lequel il déduit que les gens sont rationnels pour faire un choix entre plusieurs niveaux de plaisirs. Cette réflexion sera retenue plus tard par Taylor, Fayol, Weber avec le concept de rationalité qu'ils vont développer dans leurs travaux : rationalité productive, rationalité administrative et rationalité structurelle. En plus, en tant que fervent défenseur du positivisme, il défendait la suprématie de la Science et de la Technologie sur les autres disciplines, et prônait la nécessité d'intervenir scientifiquement et technologiquement sur la nature, afin de parer les insuffisances de cette dernière du moment où elle offre des ressources limitées à l'Humanité (J.S. Mill, 1875). Dans ce sens, il proposait dans un premier temps, d'augmenter la productivité des terres et d'utiliser efficacement les ressources naturelles pour satisfaire le maximum de besoins et dans un deuxième temps, de se protéger contre la nature, en construisant des barrages pour prévenir les inondations, et en construisant des maisons antisismiques pour parer aux tremblements de terre.

Au niveau de l'économie, il défendait l'idée que le marché est le meilleur mécanisme pour



l'allocation efficace des ressources, contrairement au niveau de la redistribution de la richesse où ce marché n'est pas du tout optimal (John Stuart Mill, 1848). Pour lui il revient à la société de trouver le meilleur mécanisme qui permettrait de redistribuer les richesses d'une manière équitable et juste. De ce fait, il justifie l'intervention de l'État pour maintenir l'équilibre social. Dans la même logique, il prônait un management participatif au niveau organisationnel qui serait selon lui, la méthode la plus efficace pour l'allocation des ressources et la meilleure voie pour promouvoir l'innovation et la créativité au sein de l'entreprise. Une voie que beaucoup de politiciens et ingénieurs tels que Woodrow Wilson, Edison et Taylor, ont choisie puisque cette méthode permet de trouver la solution la plus optimale et consensuelle et de réduire ainsi les tensions sociales entre les différents partenaires. Dans la même logique démocratique et participative, il défendait les droits des femmes à travailler et participer dans les débats publics (1869). En effet en restant à la maison, ces femmes au foyer sont considérées comme du gaspillage puisque la société est privée d'une force de travail. Cet aspect a été pris en considération plus tard par Taylor, pour démontrer la corrélation entre l'amélioration de leurs conditions de travail et l'augmentation de la productivité des ateliers.

Considéré comme le Bentham du XX<sup>ème</sup> siècle, Frederick Winslow Taylor estimait, tout comme Theodore Roosevelt qu'il cite plusieurs fois dans son livre, que le problème de l'inefficacité, avec le gaspillage des ressources et l'effort humain qui en découlent, est une affaire nationale (Taylor, 1911). A la faveur de ceci, il développe sa méthode de l'OST, qui est la synthèse de plusieurs méthodes développées précédemment. Il a emprunté à la méthode Panoptique de Bentham (Whitaker, 2001) l'élaboration des normes comportementales et gestuelles afin que les travailleurs soient contrôlés mécaniquement sans la présence du Chef d'atelier. Il a emprunté à la contractualisation le paiement des travailleurs selon le nombre d'unités produites. Il a emprunté à la division du travail d'Adam Smith, la division des tâches avec des gestes chronométrés. Enfin il a emprunté à l'utilitarisme de Bentham, la maximisation du bien-être général, en démocratisant l'accès aux biens en faveur d'un grand nombre de citoyens avec un prix bas tout en augmentant les salaires des ouvriers de l'atelier. En prouvant que l'entrepreneur peut jouer le rôle de redistribution de la richesse, il contredit totalement l'hypothèse de Mill et de Keynes selon laquelle l'État est le meilleur mécanisme pour la redistribution de la richesse.

Considéré comme l'héritier de Saint-Simonisme, Henri Fayol (1916) est le fondateur du

management moderne. Dans son modèle administratif, nous percevons clairement l'héritage et la marque de Saint-Simon (Peaucelle, 2003). Il lui emprunte en effet, le concept de la *capacité administrative* (1816-1818), à travers lequel il recommande qu'un chef doit avoir une aptitude pour une prise de risques liée à la responsabilité, une aptitude pour la volonté de création de la richesse, et qu'il soit sélectionné pour un poste sur la base de la méritocratie selon laquelle il faut mettre la bonne personne au bon poste. Il emprunte à Saint-Simon le concept *administration* (1816-1818) par lequel il prouve que le système administratif est le plus efficace et le plus légitime par rapport au système gouvernemental et militaire, du moment où le responsable est obligé de respecter les objectifs, de rendre des comptes, de respecter des règles et de porter des valeurs morales qui lui permettent de nouer une relation de confiance avec le reste des travailleurs. Cette relation est renforcée par la division du travail prônée par Adam Smith, et selon laquelle pour chaque fonction de l'entreprise, les missions, les attributions, les pouvoirs sont clairement définis.

L'autre emprunt de Fayol, est le positivisme dont Saint-Simon (1819) a fondé les bases et que Auguste Comte a formalisé. Selon ce paradigme épistémologique, il faut non seulement trouver des solutions pratiques aux problèmes organisationnels, mais encore il faut les conceptualiser, les théoriser et les diffuser dans de grandes écoles à travers des projets de recherche nationaux. Mais contrairement à ce que pensent beaucoup de théoriciens des organisations appartenant à l'école des relations humaines, le positivisme que défendent Saint-Simon et Fayol est un positivisme humain, social. Dans ce sens et dans le cas d'une crise conjoncturelle pendant laquelle le licenciement pour motif économique serait le seul moyen pour sauver une entreprise, Fayol recommande aux responsables de cette entreprise d'assurer un reclassement des salariés, des ouvriers et des cadres. A ce propos, et contrairement à Fayol, Saint-Simon (1816-1818) adopte tout comme Taylor (Peaucelle, 2003) la persévération des emplois par l'augmentation de la productivité .

### **3-4-Les soubassements théoriques et philosophiques de notre modèle représentationnel**

#### **3-4-1-Le Principe Philosophique et les conditions de son application**

##### **3-4-1-1-La Théorie de la Connaissance**

Dans notre étude le soubassement philosophique qui fonde notre projet de recherche c'est

la *Théorie de la Connaissance* d'Emmanuel Kant (2012), selon laquelle le centre de la connaissance c'est « l'Homme » et non pas les phénomènes physiques qui se manifestent indépendamment de lui. Cette réflexion a eu une incidence majeure, car l'Homme n'est plus déterminé par les règles qui régissent l'objet à connaître, mais au contraire c'est ce dernier qui va être déterminé par la façon dont l'Homme veut le connaître. Ceci signifie que l'Homme est un être libre de toutes les lois naturelles et physiques ; il suit ses propres lois que Kant dénomme les *Lois Morales*. Kant a eu une influence sur les Sciences Sociales modernes, du fait qu'il soit devenu une référence pour les sociologues du 20<sup>ème</sup> siècle, de Durkheim jusqu'à Weber.

Sa construction moraliste est fondée sur deux principes :

- Le premier est le Principe de Liberté, qu'il définit comme étant la capacité de l'Homme à sortir du déterminisme naturel. Par exemple, les fonctionnaires durant le mois de ramadhan et malgré la chaleur et en dépit de leurs instincts biologiques, décident de leur propre gré de jeûner.
- Le deuxième principe est la Perfectibilité, qui se manifeste au niveau de l'éducation et de l'Histoire collective. L'Homme a toujours besoin des hommes comme lui, pour l'éduquer, le guider, le protéger et l'intégrer dans l'Histoire collective. Par exemple, les administrateurs avant d'être des fonctionnaires, sont avant tout des citoyens appartenant à la société algérienne, dont ils portent en eux un type spécifique d'éducation comportant une culture algérienne et un type spécifique d'enseignement. En conclusion nous pouvons avancer que l'Homme a toujours besoin de vivre en groupe, d'adhérer à une organisation et faire partie d'une Société.

Une telle conception Kantienne induit trois conséquences :

- La première conséquence est le Principe de Désintéressement. En effet, bien que l'Homme soit de nature égoïste, il doit utiliser sa liberté pour contre-carrer cette pulsion négative et céder une part de son ego, s'il veut vraiment construire avec les autres hommes semblables, une *conscience morale commune*, au sens Kantien. Par exemple dans l'administration algérienne, chaque fonctionnaire cède une part de sa liberté pour être dirigé par les autres, en contrepartie d'une bienveillance de la part de sa hiérarchie.
- La deuxième conséquence est le Principe de l'Universalité. L'Homme quelle que soit sa nature, doit défendre l'intérêt général, en questionnant les conséquences de ses actes

au cas où ces mêmes actes étaient menés contre lui. Cette règle a une grande incidence sur le cas pratique que nous avons étudié, car elle stipule que les fonctionnaires sont tous égaux devant la loi et que personne ne prendra le risque de mettre le système en danger, de peur de s'anéantir lui-même.

- La troisième conséquence est le Principe du Devoir, selon lequel nous ne sommes pas nés comme étant automatiquement des personnes morales, pour cette raison, il faut faire un effort pour l'être : être moral cela s'éduque, cela s'enseigne, cela demande des sacrifices. Par exemple dans notre cas pratique, les fonctionnaires dans l'administration inventent des mécanismes pour apprendre aux nouveaux-venus les valeurs de l'institution et le rôle de chacun, dans l'organisation.

Cette conception kantienne permet de faire rentrer l'Homme dans l'univers de l'Homme et de le faire sortir de l'univers de la nature ; selon cette approche kantienne, les hommes construisent un jugement moral sous forme *d'une conscience morale commune* qui dicte aux personnes qui l'adoptent, ce qu'ils devront faire et ce qu'ils ne devront pas faire, pour juger le Mal et le Bien. De cette manière, nous n'aurons plus besoin d'être scientifique ou philosophe pour distinguer ce qui nous rend honnête et bon. Donc selon Kant, l'intégration à une forme de vie sociale crée un sentiment de Devoir par lequel les actions réalisées par les hommes doivent les mener vers le respect de la loi.

### **3-4-1-2-La théorie de l'Homme social**

L'une des conséquences de *la Théorie de la Connaissance* de Kant, est *la théorie de l'Homme social*<sup>32</sup>, développée par Durkheim et mise en pratique par Elton Mayo dans la Théorie d'Organisation (Roethlisberger & Dickson, 1939). Cette théorie, selon notre point de vue, est le terrain d'application de *la Théorie de la Connaissance* de Kant, dans le champ des Sciences Sociales et dans la Théorie des Organisations. Dans l'ouvrage « De la division du travail social » (1893), Émile Durkheim a montré que la division du travail dans la société moderne a permis de

---

<sup>32</sup> « L'Homme social avait été découvert, ou peut-être formé par les grands sociologues du XIXe siècle, Pareto et Durkheim. Il a été redécouvert dans l'industrie moderne grâce en grande partie au biochimiste Henderson et grâce à l'anthropologue Lloyd Warner. » (Rose, 1975) Traduit par nous, cf l'article Dingley, J. C.(1997). "Durkheim, Mayo, Morality and Management." *Journal of Business Ethics* 16(11): 1117-1129.

créer une interdépendance entre des groupes de personnes hétérogènes, et de renforcer le rapport de solidarité entre eux, puisque leurs réunions et leur regroupement sont dûs à leur interdépendance dans l'exercice de leurs métiers et de leurs tâches. Malgré leur individualisme, ces personnes et ces artisans fonctionnent en pleine cohésion ; la réalisation de cette cohésion est conditionnée par la mise en place des règles morales permettant de diminuer les divergences et les comportements aberrants de certaines personnes, pour les maintenir artificiellement dans une seule entité homogène que Durkheim dénomme *la Conscience Collective*.

Selon Durkheim, c'est la règle morale qui nous pousse à agir et à nous comporter d'une manière coordonnée. En effet, pour lui « toute morale se présente à nous comme un système de règles de conduite » qui nous « disent comment il faut agir dans des cas donnés ; et bien agir, c'est bien obéir » (Durkheim, 1934). En défendant cette hypothèse, il a prouvé que les personnes adhèrent à un groupe et adoptent ses valeurs, non pas pour des besoins d'utilité égoïstes, afin d'extraire le maximum de bénéfices par le biais des contrats individualistes, comme le prétendait l'économie classique, mais afin d'assurer et de sécuriser leurs échanges, en éliminant et en sanctionnant tout acte considéré comme une atteinte à l'ordre social, puisque le cas échéant, chacun pourrait détourner les deniers publics ou faire des transactions avec un pays ennemi sans scrupules.

La projection de *la théorie de l'Homme social* au niveau micro-organisationnel par Elton Mayo, à travers son expérience effectuée dans l'usine Western Electric (Roethlisberger & Dickson, 1939) a contrebalancé le modèle de motivation de Taylor et l'hypothèse selon lequel les travailleurs sont motivés par le salaire, en démontrant l'importance du facteur humain dans la construction des relations sociales. De même il a prouvé que l'objectif des personnes consiste plutôt à intégrer un groupe et construire une équipe soudée. De ce fait, les facteurs psychologiques priment sur les facteurs économiques, car au cas où les travailleurs sont sous pression ou stressent, l'esprit d'équipe leur donne une confiance en eux-mêmes et leur permet de supporter les contraintes professionnelles ; ceci prouve que les travailleurs ne sont pas du tout dans une position de passivité, c'est-à-dire qu'ils ne reçoivent pas des solutions que par le bureau des méthodes, mais conçoivent eux aussi des solutions. Le résultat de l'expérience de Mayo a prouvé que les travailleurs sont motivés par le simple fait de se sentir intégrés dans l'organisation, contrairement à ce que pensait Taylor, qui avançait que la motivation des travailleurs est liée au rapport

contractuel qui les noue à l'entreprise.

### **3-4-2-Définition des objets abstraits spécifiques**

#### **3-4-2-1-dédinition de l'institution**

##### **3-4-2-1-1-La conscience collective**

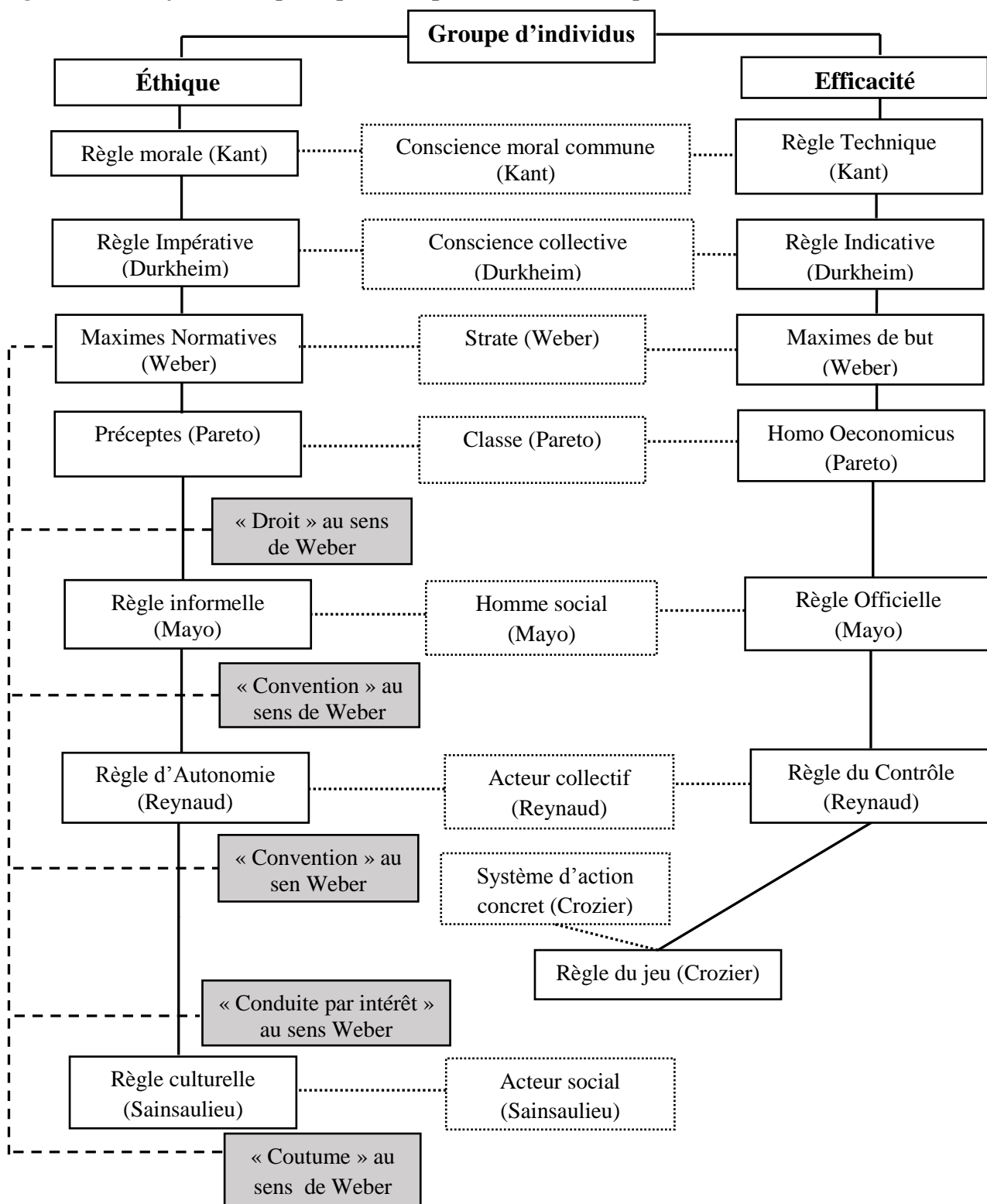
L'Organisation, les Institutions, la Société telles que définies philosophiquement par Kant à travers le concept de *la conscience morale commune*, est traitée chez Durkheim par le concept de la *conscience collective* qui est défini comme « croyances et sentiments communs » (1893, 1894 /2007, 1912/1968) (Voir figure N°5). Durkheim nous explique par le biais des règles morales, que les individualités sont supprimées et se versent dans une seule âme et dans une seule entité cohérente, dénommée *les faits sociaux* (Durkheim, 1894 /2007) ; celle-ci fonctionne comme un système de réajustement qui exerce un déterminisme sur les acteurs. Par exemple dans notre étude de cas, nous avons constaté deux faits sociaux :

- Le premier est *la solidarité* qui pousse des simples fonctionnaires à adhérer à des syndicats et à des associations pour se protéger mutuellement.
- Le deuxième est le *devoir de réserve* qui empêche le Wali, le directeur de la DAL et le directeur de la DRAG d'exprimer leurs opinions personnelles publiquement et divulguer des informations importantes à l'opinion publique

##### **3-4-2-1-2-La Strate**

Chez Max Weber, l'Institution et l'Organisation sont définies par le concept de *Strate* (Weber, 2003), qui est représenté comme une entité psychologique abstraite, regroupant des individus appartenant à la même position sociale, dont ils partagent les mêmes caractéristiques, le même mode de vie et les mêmes comportements, sachant que le déterminisme de cette entité est exercé d'une façon multidimensionnelle et interdépendante. En d'autres termes, une personne appartenant à une *Strate*, appartient à la fois à un ordre politique, à un ordre social et à un ordre économique. Ce qui signifie que les actions de l'individu sont influencées à la fois politiquement, socialement et économiquement.

Figure 5 : Transformation principe théorique à une modèle représentationnelle<sup>33</sup>



Dans le premier ordre qui est économique, les personnes sont classées selon leur chance d'accéder aux biens et aux richesses et nous y trouvons la classe ouvrière qui détient la force de travail et la classe bourgeoise qui détient les moyens de production. Ce qui signifie que l'appartenance à une classe économique détermine le montant de revenu qu'une personne peut se procurer. Selon notre cas pratique, l'ensemble des fonctionnaires de l'administration publique de la wilaya sont classés dans la classe ouvrière, car ils ne possèdent pas les moyens de production.

Dans le deuxième ordre qui est social, dénommé aussi *groupe de statut*, les personnes sont classées sur la base de l'accès aux privilèges et à la notoriété, soit d'une manière positive ou négative. Les critères de sélection d'une personne à un *groupe de statut* sont son style de vie, son lieu de sa naissance, le type d'instruction et d'éducation qu'il a reçues, son appartenance ethnique, le métier qu'il exerce dans la société, les valeurs qu'il défend, le type de discours qu'il développe, son mode de conduite et son mode vestimentaire. Pour cela, les individus appartenant au même *groupe de statut* peuvent être identifiés facilement par leurs regroupements dans des lieux bien spécifiques. Dans notre cas pratique, nous pouvons citer deux cas dont chacun correspond à un *groupe de statut* particulier :

- 1- Le premier est celui des walis ; ils sont conditionnés par une tenue vestimentaire stricte durant les fêtes nationales et les visites officielles. Ils ont accès à un régime de retraite spécifique et des privilèges tels que le chauffeur et le logement de fonction.
- 2- Contrairement aux walis, de simples fonctionnaires n'ont que leurs salaires et les primes de rendement trimestriel.

Dans le troisième ordre qui est politique, les personnes sont classées selon leur appartenance politique allant d'une tendance politique jusqu'à une organisation syndicale ou associative. L'appartenance d'une personne à une classe politique lui permet de défendre ses intérêts et d'asseoir sa domination. Dans notre étude de cas on peut citer deux cas :

---

<sup>33</sup> Cette synthèse est élaborer par nos soins



- 1- Le premier est celui des travailleurs, qui ont la possibilité d'appartenir à une organisation syndicale et à une organisation politique.
- 2- Contrairement aux walis qui n'ont pas cette possibilité, car ils sont soumis au principe de devoir de réserve, ils ne sont fédérés ni dans une organisation syndicale, ni dans un parti politique, conformément au principe de neutralité de l'appareil administratif.

### **3-4-2-1-3-La classe**

Chez Vilfredo Pareto (1917) les organisations et les institutions sont traitées comme des *classes*, formées par un groupe de personnes partageant les mêmes résidus. Ils sont au nombre de trois :

- La première *classe* est la classe inférieure ; elle est composée de la majorité de la population qui n'a aucune influence sur les rouages de l'appareil politique, ce que nous dénommons la masse. Selon notre étude de cas nous pouvons supposer que la plupart des fonctionnaires de la wilaya appartiennent à cette classe, à l'exception du Wali.
- La deuxième classe est la classe supérieure du type élite gouvernementale qui détient les ficelles du Pouvoir et essaie à tout prix d'élaborer des lois de finances et des politiques publiques qui les arrangent et qui leur permettent d'asseoir leur pouvoir. Nous pouvons supposer que le Wali en tant qu'ordonnateur principal s'inscrit dans cette catégorie, car il a un certain pouvoir pour l'élaboration du budget primitif de la wilaya ; en addition à cela, il a la capacité d'influencer le classement des priorités de l'État en termes d'action publique.
- La troisième *classe* est la classe supérieure du type élite non gouvernementale qui est en conflit permanent avec la classe gouvernementale ; elles ne cessent de lui [wali] disputer le pouvoir. Selon la conception sociologique des finances publiques parétienne, il existe deux types qui constituent l'élite : les entrepreneurs et les hommes d'affaires d'un côté, et l'armée de l'autre côté. Si l'un des deux se trouve dans le pouvoir, forcément l'autre est dans *la classe* élite non gouvernementale. Donc, pour comprendre la société et surtout les finances publiques selon Pareto, il faut comprendre la lutte éternelle entre la classe gouvernementale et la classe non gouvernementale. Dans notre étude de cas nous supposons que la *classe* non gouvernementale est constituée la plupart du temps, par les partis politiques de l'opposition appartenant à l'APW.

#### **3-4-2-1-4-L'Homme social**

Au niveau de la Théorie des Organisations, l'Institution et l'Organisation sont représentées chez Mayo par le concept de l'*Homme social* (Dingley, 1997), dans lequel les groupes d'individus sont conçus métaphoriquement comme un seul homme, pour réaliser le souhait des individus à être en groupe et à exprimer leur sentiment du besoin d'interagir avec les autres et à être acceptés socialement par leurs pairs. (Silverman, 1970) .

#### **3-4-2-1-5-L'Acteur collectif**

Dans la continuité des travaux d'Elton Mayo, J D Reynaud (1989) conçoit l'Organisation et l'Institution sous forme d'un *acteur collectif* qui est « un ensemble de règles finalisées par un projet. Les règles délimitent l'*acteur collectif* et déterminent les modes d'échange entre les individus qui composent l'*acteur collectif* » (Eymard-Duvernay 1990) .Cela signifie que l'intégration d'un individu à un groupe résulte de sa socialisation avec les normes et les valeurs du groupe et surtout sa soumission à un ensemble de règles qui régissent ce dernier. Ce qui justifie certains comportements des administrateurs, qui sont considérés comme immoraux par les citoyens mais qui sont tout à fait normaux aux yeux des administrateurs et de leur hiérarchie, car ils correspondent aux valeurs des institutions dont ils dépendent.

#### **3-4-2-2-Les règles techniques**

Selon Kant, nous pouvons recourir à deux types de règles pour expliquer les comportements de tout individu à l'intérieur d'une institution, organisation, société, entreprise. Il s'agit de *la règle technique* et de *la règle morale*.

*La règle technique* est définie comme étant un conditionnement et une soumission d'une personne par un impératif hypothétique au sens du terme de Kant (1994). Elle est à la fois conditionnelle (si je fais ça et ça [les moyens, les règles, les hypothèses]), expérimentale et empirique (le sujet expérimente toutes les possibilités [les tests]) et elle permet également de générer des résultats mécaniques (j'aurais ça [effet, résultat]).

En d'autres termes, l'application d'une telle règle génère une relation sous forme d'une conséquence immédiate entre l'action et l'effet de l'action. En plus de ces caractéristiques, *la règle*

*technique* est pragmatique et rationnelle, du moment où l'objectif de son appropriation par une personne, consiste à trouver le meilleur moyen rationnel adaptable et cohérent avec le but qu'il suit. Pour s'assurer l'efficacité de son action, il doit se concentrer sur l'évaluation des moyens qui lui permettent d'atteindre son objectif, le plus important pour lui étant de provoquer la conséquence, le résultat, son bonheur pour y parvenir, sans chercher les externalités négatives et positives de son action sur la population et sur son environnement, comme c'est le cas de l'administrateur lors de l'exécution de la DPQF. Pour ces raisons, *la règle technique* a été largement critiquée par Kant et par beaucoup de penseurs contemporains qui se servaient des travaux de Kant pour critiquer le conséquentialisme, l'utilitarisme et l'instrumentalisme économique.

#### **3-4-2-2-1-Les règles indicatives**

En se basant sur la conception de la règle kantienne, Durkheim (1893) définissait la règle comme un principe qui oblige les personnes à suivre une certaine conduite ; principe dont elle prend deux formes : *la règle technique* et *la règle morale* (1893).

Selon Durkheim *la règle indicative* est caractérisée par sa conséquence immédiate, c'est-à-dire qu'au cas où la règle n'est pas respectée ou le choix d'un moyen inapproprié était pris, l'échec de l'action souhaitée apparaît immédiatement (Durkheim, 1924/1974). Pour cela elle est indicative, car elle n'affectera que l'action de la personne qui ne subira aucune sanction physique ou matérielle de la part de la Société lors d'un échec. Citons l'exemple d'un administrateur se trompant dans l'élaboration d'une fiche d'engagement ou dans la rédaction d'une lettre administrative, le chef de service lui demandera seulement de la refaire, sans avoir recours aux sanctions pénales et juridiques.

#### **3-4-2-2-2-Les maximes du but**

*La maxime du but* de Max Weber n'est pas différente de *la règle indicative* de Durkheim. En effet, en tant que norme de conduite, elle tire son pouvoir du savoir nomologique, ce qui la rend une règle expérimentale au sens de terme wébérien (Piras, 2004; Weber, 2003). Car par le biais d'une rationalité instrumentale et pragmatique, une personne essaie de trouver les meilleurs moyens et de faire le meilleur compromis pour atteindre ses fins. Pour cela elle est subjective, car elle ne concerne que la personne elle-même, puisqu'une personne n'agit que pour ses propres

intérêts qui sont guidés par une *rationalité par finalité*.

Mais la nouveauté de Weber (2003), consiste à prouver que même les actions fondées sur *la règle technique* sont motivées par des valeurs fixées à priori ; toutefois ces dernières ne défendent en aucun cas la morale ; elles ne défendent que *l'intérêt personnel* d'un individu qui mène ses actions dans le cadre de la *règle technique* sachant que *l'intérêt personnel*, en tant que valeur ultime, légitimise les actions égoïstes et individuelles de cet individu (Passeron, 1994). Prenons comme exemple un administrateur qui occulte une certaine procédure à ses collègues, pour marquer son irremplaçabilité dans l'organisation ; il le fait pour faire face au licenciement abusif mené par son chef de service ou pour faire face à la marginalisation qu'il va subir si une tiers personne maîtrise les mêmes tâches qu'il remplit.

### **3-4-2-2-3- L'Homo Oeconomicus**

Pareto s'inscrit dans la même démarche webérienne selon laquelle, pour aboutir à une compréhension du champ politique dans lequel interagissent les individus, nous commençons par une étude sociologique de la Société. L'approche parétienne pousse cependant les frontières de la théorie de l'action, au-delà des aspects manifestes des phénomènes sociaux, pour aller à leurs parties latentes. Par exemple au niveau de la réflexion parétienne, *la règle technique* est conçue comme une entité abstraite dénommée *Homo Oeconomicus*. Cette dernière stipule que la personne, mobilisant des moyens ou menant une action pour réaliser un objectif donné, choisit l'action et les moyens qui doivent être en adéquation non seulement avec son objectif, mais aussi en adéquation avec la théorie scientifique qui justifie la relation par laquelle cette action et ces moyens réalisent l'effet escompté.

En d'autres termes, pour qu'une action soit logique et efficace, il faut que l'action subjective de l'acteur soit adéquate avec l'observation du scientifique qui évalue son action (action objective), ou avec une certaine théorie ou avec des règles scientifiques élaborées précédemment. Prenons l'exemple d'un administrateur qui veut exécuter une opération budgétaire ; il doit à la fois trouver les moyens adéquats et trouver l'action qui correspond à la réalisation de son objectif pour que son action soit pratique et logique (il doit donc préparer certains documents, s'adresser à certaines personnes, tisser des alliances) et en même temps, il doit trouver le savoir scientifique qui légitimise ses actions (qui peuvent prendre la forme d'un règlement interne, d'une loi, ou d'une

procédure administrative). En résumé, la Science (ou la Science juridique) doit approuver l'adéquation entre le moyen déployé et l'objectif réalisé, dont la condition de causalité matérielle doit être vérifiée empiriquement et scientifiquement.

Selon Kant, les règles morales ne peuvent pas remplir cette condition de vérification empirique et scientifique. Une telle conception est partagée par Pareto (1917) qui considère que les actions issues de la magie, de la religion et de la morale, sont non logiques puisque les valeurs qu'elles prennent en charge, soit ne peuvent être liées directement aux effets constatés empiriquement, soit il est impossible d'expliquer théoriquement et scientifiquement<sup>34</sup> leur relation avec les effets empiriques.

#### **3-4-2-2-4- Les règles officielles**

Pour Elton Mayo, *la règle technique* est définie à travers *les règles officielles* (Roethlisberger & Dickson, 1939), et qui sont à la fois explicitées, écrites, affichées et communiquées publiquement pour l'ensemble des travailleurs. C'est grâce à eux que l'organisation prend une forme et un corps et pourra être ainsi, visualisée par l'ensemble des acteurs. Selon l'analyse de Reynaud sur les travaux d'Elton Mayo, les actions des acteurs qui adoptent *les règles officielles* s'inscrivent à la fois dans une logique de coût et dans une logique d'efficacité.

Concernant la première logique, l'acteur tente de comparer le coût de son action avec le coût de l'action proposée par le marché. Pour la deuxième logique il tente de trouver la meilleure combinaison de moyens pour réaliser son objectif. Au niveau de l'entreprise, ces deux logiques sont plus utilisées par l'équipe d'encadrement, car leur mission consiste à fixer des objectifs et de définir la stratégie et les moyens pour l'atteindre. Donc dans notre étude de cas, les cadres supérieurs tels que le Wali, le SG, le DRAG, et le DAL, sont ceux qui exercent le pouvoir formellement puisqu'ils contrôlent à la fois la fixation des objectifs de l'organisation, les moyens

---

<sup>34</sup> Pour plus de détails, consulter l'article de Raymond Boudon « Les actions « logiques » et « non-logiques » selon Pareto » (2013). " Revue européenne des Sciences Sociales 51(2) : 19-46.

et le personnel, qui leur permettent de réaliser leurs propres objectifs à travers la réalisation des objectifs des organisations qui travaillent pour eux.

#### **3-4-2-2-5-Les règles de contrôles**

La démarche systémique pour étudier les travaux d'Elton Mayo élaborée par J.D. Reynaud et sa réussite pour combiner deux approches aussi hétérogènes, tels que l'interactionnisme et le culturalisme, lui ont permis de donner une nouvelle conception sur le rôle des règles dans la régulation sociale des organisations et de la société. Dans cette conception, l'organisation formelle, au sens de Mayo, est perçue comme une régulation de contrôle qui est basée sur des règles qu'il dénomme *les règles de contrôle*, qui prennent une forme de valeur juridique. Elles ont la caractéristique d'être observables directement par les travailleurs, puisque c'est à eux que reviennent la fixation des responsabilités et la détermination des sanctions appropriées lors d'une faute avérée. L'autre caractéristique consiste à jouer un rôle arbitraire lors des conflits entre l'équipe dirigeante et l'équipe des travailleurs. Cependant, l'objectif des sanctions infligées au personnel ainsi que les règles imposées dans l'organisation par l'équipe dirigeante, n'est pas de sanctionner un comportement non-éthique ou non-moral d'un travailleur, mais de satisfaire les exigences externes de l'entreprise tel que le marché.

#### **3-4-2-3-Les règles morales**

Selon Kant, *la règle morale* désigne un type de règle qui impose une certaine conduite aux personnes, dont la production se fait en dehors de tout intérêt et toute impulsion personnelle. Les actions morales produites dans le cadre de ce type de règles, sont motivées par la réalisation des maximes et des valeurs universelles, sachant que lors de leur application, les personnes qui les réalisent ne cherchent pas à comprendre pourquoi elles les réalisent. Quand bien même ces personnes tenteraient de comprendre, aucune connaissance théorique, scientifique ou empirique ne remet en cause ces règles, puisqu'elles sont évaluées sur la base des motivations<sup>35</sup>, des maximes et des valeurs universelles que ces mêmes personnes essaient de suivre, et non pas sur la base des

---

<sup>35</sup> Une telle conception, démontrée par Elton Mayo, prouve que c'est la motivation de solidarité et de cohésion qui a primé dans l'usine de Hawthorne et non pas la recherche du salaire.

conséquences produites par ces motivations, ces maximes et ces valeurs.

Pour illustrer ce qui vient d'être dit un administrateur peut enfreindre la loi pour une bonne cause, dans la perspective d'aider son collègue pour recevoir son salaire de peur que sa famille ne se retrouve sans revenu pour subsister. Dans ce cas et selon *les règles morales*, cet acte est moral, à condition que son collègue n'ait commis aucune faute grave. Puisque, bien que cet acte soit informel aux yeux de la loi, il demeure néanmoins le seul moyen de conserver la dignité du travailleur et sa famille. Pour cette raison Kant considère que *les règles morales* sont un impératif catégorique, vu leur inconditionnalité et leur universalité :

- 1- Premièrement, *les règles morales* sont des catégories fixées à priori, qu'une personne ne peut ni changer ni modifier.
- 2- Deuxièmement, *les règles morales* sont inconditionnelles, c'est-à-dire qu'une personne ne doit pas s'abstenir de les appliquer ; en tant que catégories, il doit les transcender dans ses actions.
- 3- Troisièmement, elles doivent être universelles, en d'autres termes elles doivent être appliquées à n'importe quel endroit et à n'importe quelle époque et par toutes les personnes qui appartiennent à ce monde.

Comme une contribution majeure dans l'éthique, *les règles morales* de Kant ont prouvé que des personnes, pour des besoins d'appartenance, sont prêtes à partager des valeurs en commun et à s'attacher aux sentiments du devoir envers les autres, en acceptant de se socialiser avec les règles et les normes du groupe avec toutes les conséquences engendrées par cette socialisation (comme par exemple être puni ou sanctionné lors d'une enfreinte à la loi ou à une règle).

#### **3-4-2-3-1-Les règles impératives**

L'apport méthodologique de Durkheim est de porter les règles morales de Kant du champ métaphysique au champ sociologique positiviste. Pour Durkheim, les *règles impératives* (Durkheim, 1893) présentent trois caractéristiques fondamentales :

- Premièrement elles sont obligatoires, car elles prescrivent aux acteurs ce qu'ils devront faire et ce qu'ils ne devront pas faire. Si les acteurs ne respectent pas les règles, leur infraction sera suivie par une sanction matérielle et physique. En d'autres termes, leur

infraction se résume dans l'équation suivante : si je fais **X** un **Y** sera produit, ce qui conduit à une sanction **S**. Par exemple, si l'administrateur reçoit un pot-de-vin (il fait **X**), cet acte est considéré par la législation algérienne comme un crime (**Y** sera produit). Ce qui le conduira à être mis en prison (une sanction **S** est appliquée). Mais à la différence des règles techniques, la relation entre l'action (**X**) et sa conséquence (**Y**) est une relation synthétique au sens kantien, comme dans le cas où l'administrateur applique une règle technique : si l'administrateur fait une erreur de calcul dans la fiche d'engagement (action **X**), la conséquence de son action apparaît immédiatement par l'annulation de l'opération budgétaire (conséquence **Y**) , parce que dans le cas de l'application des règles techniques, l'action (**X**) et sa conséquence (**Y**) sont liées par une relation analytique. Cependant dans le cas d'une *règle impérative*, si l'administrateur qui a reçu un pot-de-vin (Action **X**) n'est pas encore mis en prison ou il n'est pas encore condamné (sanction **S** est appliquée), la conséquence de l'action qui est le crime (**Y** qui est produit par l'action **A**) ne peut pas apparaître, car le crime en tant qu'action immorale (**Y**) ne surgit que par la médiation d'une condamnation et par l'emprisonnement (application d'une sanction **S**). Donc, selon la conception durkheimienne des règles morales de Kant, les faits moraux ne surgissent que par la médiation de la sanction qui est l'unique condition de leur existence. Pour cette raison, la sanction est capitale dans les faits moraux, car elle oblige l'acteur, qui veut intégrer un groupe ou qui veut vivre dans une société donnée, de respecter *leurs règles impératives*.

Le rôle de *la conscience collective* (la société, les institutions) dans les faits moraux, est de produire le sentiment du devoir chez l'acteur, par lequel ce dernier va transcender *les règles impératives* de sa conscience individuelle vers ses actions, dans le but de produire des actions morales. Par exemple, l'administration de la wilaya en tant que *conscience collective*, va créer chez l'administrateur le sentiment de devoir, par lequel il va transcender *la règle impérative* « ne pas s'absenter » dans ses actions afin qu'il ne s'absente jamais et afin qu'il respecte les horaires de travail.

- La deuxième caractéristique des *règles impératives* consiste à être désirables. Contrairement à Kant qui concevait les règles morales comme étant obligatoires, Durkheim les concevaient comme étant d'utiles (1893). En effet, pour lui les personnes acceptent *les règles impératives* pour leur utilité, et non pour leur caractère obligatoire.



Par exemple les lois contre la corruption, contre l'abus de pouvoir, contre le blanchiment d'argent, ceux-ci permettent de stabiliser les structures sociales de la société, ce qui aura un effet positif sur l'environnement des administrateurs, étant donné qu'elles permettent d'augmenter leur efficacité et d'augmenter la qualité du service public.

- La troisième caractéristique des règles impératives, c'est leur sacralité. Selon Durkheim, elles sont au-dessus de tout le monde, de même qu'elles sont respectées. Effectivement en aucun cas, elles ne peuvent être violées et leur autorité incontestable ; elles ne font l'objet d'aucune négociation ou discussion. Par exemple, en cas de grand délit, l'administrateur ne peut pas négocier la réduction ou l'abrogation de sa peine.

#### **3-4-2-3-2-Les maximes normatives**

Chez Max Weber *les règles morales* prennent une autre dimension, plus riche et plus détaillée. Si Durkheim concevait *la règle morale* en une seule et unique règle qui est le droit, Weber la concevait en plusieurs règles (Piras, 2004).

- Premièrement, Weber désigne *la règle morale* par le terme *norme*. Ensuite, il fait une distinction entre *une norme* qui est prise dans le sens général (comme une règle de conduite, qui peut prendre plusieurs formes et qui n'est pas forcément sanctionnée) et entre une *norme*, prise dans le sens restreint, (désignant *les normes sociales* dotées d'une sanction et qui permet d'instaurer une certaine régularité dans la société). Pour la première conception *de la norme*, prise au sens large du terme, elle est définie comme des règles pratiques dont le but est l'« affirmation générale d'un devoir-être » (Weber 1992). Elle vise un idéal qui n'est pas forcément suivi par une sanction, à la différence des *règles impératives* de Durkheim (Weber 1992). Ces règles sont suivies par les personnes pour les valeurs qu'elles contiennent, car en tant que règles de comportement, leur caractère impératif dérive de leur contenu sémantique. Les personnes les suivent par conviction personnelle en dehors de toute pression exercée par la société sous forme de sanction et en dehors de toute considération instrumentale basée sur une logique moyens-fins. Ces règles dénommées *Maximes normatives*, au sens large, englobent tous les types de règles de conduite telles que les normes de pensée (logique), les normes de beauté (esthétique), les normes de comportement

envers les autres (éthique) et les normes sociales. Les *Maximes normatives* ont deux caractéristiques en commun :

- Premièrement elles contiennent toutes « un devoir être », une valeur qui est respectée impérativement et suivie par les personnes qui les adoptent. Ce qui lui donne l'aspect obligatoire bien que dans plusieurs cas, elle n'est pas suivie par une sanction.
- Leur deuxième caractéristique est qu'elles sont toutes « des standards d'évaluation » du processus du réel. En effet, les acteurs qui les adoptent, les utilisent pour diriger leurs comportements dans un certain sens afin que leurs comportements prennent une allure logique, esthétique ou éthique. Contrairement aux standards d'évaluation de finalité (maxime but), qui consiste à sélectionner une meilleure combinaison moyens-fins avec comme finalité leur résultat économique et matériel.

- Deuxièmement, *la norme* prise dans le sens le plus restreint désigne chez Weber *les normes sociales* dotées d'une sanction tels que l'ordre conventionnel et l'ordre juridique (Piras, 2004). C'est la sanction qui rend *les normes sociales* si différentes par rapport aux autres standards d'évaluation. A la lumière de ces réflexions, nous nous demandons comment saisir ce type de normes sociales. Selon Weber, tout chercheur en sociologie doit prendre comme objet de recherche les régularités d'agir dotées de sens. Pour lui, les régularités sociales sont des relations sociales sous forme d'un agir social de plusieurs acteurs sociaux, de la société, orienté par un sens subjectif, celui-là ne peut être produit que par des règles de conduite qui guident le comportement des acteurs. Mais comme Weber l'a démontré, les règles de conduite diffèrent par le type de sanctions qu'elles contiennent, allant de l'absence de la sanction jusqu'à une sanction maximale. Pour cela, Weber nous propose quatre types de règles de comportement normatives (Weber 1992) ; les deux premières sont des règles d'usage et les deux dernières sont des règles de l'ordre :

- a) La conduite par intérêts : Dans ce type de conduite, les maximes instrumentales sont la source des règles de conduite, que l'acteur va utiliser pour trouver le meilleur moyen pour atteindre son objectif en prenant en considération les autres acteurs. La réussite ou l'échec de son action dépend de la stratégie coopérative ou offensive des autres acteurs. Dans ce type d'action, il n'existe ni sanction coercitive ni

désapprobation. L'échec de l'action se traduit par les stratégies offensives ou défensives que vont développer les autres acteurs qui vont largement pénaliser l'action de l'acteur. Par exemple quand un administrateur veut prendre son congé, il doit prendre en compte la date de sortie de tous les fonctionnaires qui appartiennent au même service que lui.

- b) Les coutumes : dans ce type de conduite, les habitudes transmises de génération à génération sont la source des règles de conduite. L'acteur les utilise d'une manière inconsciente et irréfléchie, soit par imitation ou soit par d'autres méthodes plus ou moins conscientes ; toutefois, l'acteur utilise ces règles de conduite la plupart du temps d'une manière libre puisqu'elle ne sont maintenues par aucune sanction. L'échec de l'action de l'acteur dans un tel cadre de règles de conduite, est perçu à travers le nombre d'adversaires que va générer cette nouvelle coutume et cette nouvelle habitude que l'acteur va introduire dans son environnement, par exemple la non mixité entre les hommes et les femmes dans certains lieux d'une administration, lors de l'heure de repos, l'heure du déjeuner ou l'heure de quitter le poste de travail. Les femmes et les hommes se séparent généralement dans les cantines et dans les moyens de transport pour éviter toute rumeur ou désagrément.
- c) Conventions : dans ce type de règles, l'ensemble des règles, des accords et des pactes approuvés par une communauté ou un groupe de personnes sont la source des règles de conduite. Dès leur validité, elles entraînent une sanction soit sous la forme d'une approbation ou soit sous la forme d'une désapprobation. Pour cela en tant que principe, elles sont respectées et adoptées comme un modèle de comportement ; ce qui produit chez l'acteur qui les adopte un sentiment d'obligation. Au cas où le non-respect de ces règles est constaté, la conséquence immédiate est la désapprobation du milieu. Cette désapprobation se manifeste par la perte du respect des autres et le sentiment de déshonneur infligé par ses compatriotes et ses coéquipiers que peut subir l'acteur. Pour éviter de subir de telles sanctions, les acteurs adoptent ces règles et les respectent pour approuver leur appartenance au groupe. Par exemple dans le cadre du syndicalisme, si les administrateurs reçoivent de la part de leurs leaders syndicaux l'ordre de ne pas travailler tel jour, personne ne peut oser enfreindre cet ordre de crainte d'être exclus du groupe ; ce qui signifie qu'il perd le bouclier que lui offre le syndicat qui le

protège contre les décisions abusives de sa hiérarchie.

- d) Le droit : Les sources et les fondements de ces règles de conduite sont les mêmes que les règles de conduite qui se basent sur les conventions. Cependant à la différence des conventions, elles sont explicitées sous forme de textes qui ont un effet juridique. Elles sont également dotées d'un appareil coercitif dont le rôle est d'infliger des sanctions physiques, matérielles et pécuniaires, définies à priori et validées constitutionnellement. Cet appareil est une autorité supérieure qui pourrait être le Ministère de la Justice, la Police, la Direction de Travail ou le Conseil de Discipline. Par exemple si un travailleur est pris en flagrant délit de pot de vin, il sera alors condamné et mis en prison à la suite de son acte qui est jugé immoral selon le droit.

Donc à travers cette analyse relative aux *maximes normatives* de Weber, nous constatons à la différence *des règles impératives* de Durkheim, que ces maximes sont le produit des normes sociales et prennent plusieurs formes selon la qualité de la sanction qu'elles contiennent. Un autre point sur lequel Weber insiste, c'est la légitimité de l'ordre, y compris la légitimité des règles qu'il contient. Pour lui, l'agir social en tant que groupe d'individus, consiste à ce que ces individus doivent partager les mêmes sens subjectifs ; ces derniers sont le produit des *maximes normatives*, dont le but est d'assurer la régularité des actions morales. S'il n'y pas une telle régularité cela signifie que les acteurs conçoivent le « devoir être » comme illégitime (Weber 1992). Ce qui nous conduit vers l'hypothèse selon laquelle, les institutions et les ordres établis sont fondés sur des maximes non pratiques, incompréhensibles aux acteurs (Weber, 2003) .

### **3-4-2-3-3-Les préceptes**

En se basant sur une exploration approfondie théorique des travaux de Vilfredo Pareto (1917), nous avons constaté que *la règle morale* est abordée à travers le concept *les préceptes* qui est l'équivalent sémantique du tabou. Pour lui, un tabou dispose de quatre caractéristiques, il y a une répugnance spontanée à le toucher, à le visualiser et à le nommer. En plus il est protégé par une sainteté, qui lui permet d'infliger des sanctions au cas où une personne tenterait de l'atteindre ou de le toucher. Selon Pareto il existe quatre types de *préceptes* :

- a) *Précepte pur, sans motif ni démonstration* : il est une proposition non elliptique. La

personne qui l'énonce ne donne aucune démonstration sur sa validité, soit parce qu'il ne l'a pas, soit parce qu'aucune personne ne l'a réclamée. Généralement ce précepte concerne la mode. Dans notre cas pratique un précepte peut prendre la forme suivante : « mets une tenue présentable ». A ce niveau, la personne qui a reçu le précepte peut demander « pour quoi je dois la mettre ? » car il n'existe aucune relation entre mettre un costume et l'augmentation de la productivité. Alors le seul argument est « parce qu'on fait cela ».

- b) *La démonstration est elliptique* : La personne qui énonce le précepte, fournit une démonstration soit valable soit non valable, sous forme 'si tu veux avoir A tu dois faire B' ou 'si tu ne veux pas avoir A tu ne dois pas faire B'. Généralement ce précepte concerne les indications d'hygiène.

Selon Pareto nous avons deux types d'arguments :

- 1- Si la conséquence A est réelle et l'action B qui l'engendre est réelle, cela signifie que leur lien est un lien logico expérimental et scientifique. Donc, elles ne font pas partie des tabous et *des préceptes* au sens action non logique, présentée par Pareto ; bien au contraire il s'agit d'actions logiques. Dans notre cas pratique nous pouvons l'exprimer par « L'interdiction de fumer dans un lieu de travail (Action B) pour préserver la bonne santé des travailleurs (Conséquence A).
  - 2- Si la conséquence A est réelle et l'action B qui l'engendre est imaginaire, cela signifie que la conséquence A sert à rendre logique l'action non logique B. Dans notre cas pratique nous pouvons l'exprimer par « Les pratiques religieuses tels que la prière et le jeûne (Action B) permet de préserver la bonne santé des travailleurs (Conséquence A) ».
- c) La proposition est réellement *un précepte* : *Le précepte* énoncé est combiné avec une sanction réelle, causée par une cause étrangère et réelle. Dans ce genre de précepte, le but consiste à pousser l'acteur à faire 'l'action B pour avoir la conséquence A' ou 'de ne pas faire l'action B pour ne pas avoir la conséquence A' afin d'éviter la sanction, ce qui les rend des actions logiques. Dans notre étude de cas, nous pouvons dire que l'administrateur utilise la stratégie du gaspillage (action B) pour consommer totalement le budget alloué à son institution (Conséquence A) afin d'éviter que son budget soit réduit dans le cadre de la prochaine année budgétaire (sanction). Cette action est tout à fait logique, car il y a un lien logico expérimental et scientifique. Mais le problème surgit quand l'administrateur pose la question suivante « mais pourquoi je dois le faire ? », son supérieur lui répond « pour que

tu sois un bon administrateur ». Alors l'administrateur peut lui dire « je ne veux pas être un bon administrateur car je ne veux pas gaspiller autant d'argent ». A ce niveau, sa hiérarchie évoque une entité abstraite pour l'obliger à se soumettre.

d) La proposition est comme précédemment *un précepte*, mais la sanction est imaginaire ou l'action est imposée par une puissance imaginaire : Pour que *le précepte* requiert une force d'exécution, il évoque une puissance imaginaire qui comporte trois entités :

- La première est une entité métaphasique qui est incarnée par les valeurs telle que juste, le bien, le bon.
- La deuxième est une entité qui est Dieu.
- Et la troisième est une entité naturelle qui est la Nature.

Selon Pareto les deux dernières ont plus de pouvoir que la première. En résumé l'action peut prendre la forme suivante : l'acteur entame une action B afin de réaliser la conséquence A, de peur que l'entité E ne la sanctionne par une prise de mesure. Dans notre étude de cas l'administrateur demande "pourquoi je dois gaspiller pour réaliser la consommation totale de mon budget" son supérieur peut lui dire "pour être un bon administrateur". Mais l'administrateur peut lui répliquer " je ne veux pas être un bon administrateur". Dans ce cas, son supérieur ne peut pas lui dire que "le bon" qui est une entité métaphysique va le sanctionner, car une telle entité n'a aucun pouvoir pour le faire. En revanche, son supérieur peut lui dire "tu dois gaspiller afin que Dieu ne te punisse" ; un tel précepte ne peut exister car aucune religion ne peut défendre ou légitimer une telle règle de conduite. Et si une telle religion existe, elle peut être facilement remise en cause. Pour cette raison, nous considérons dans notre cas pratique, que l'action du gaspillage est maintenue par une entité abstraite qui est la Nature (ou Droit Naturel). L'administration publique de la wilaya est une entité abstraite qui tire son statut à partir du droit naturel. Elle exerce un pouvoir punitif sur l'administrateur s'il refuse de mener l'action du gaspillage (action B) afin de consommer totalement son budget (conséquence A). L'administration de la wilaya, par le biais des responsables de l'administrateur, lui inflige donc une sanction sous forme de révocation, car l'administrateur n'a pas respecté les préceptes bien qu'ils soient moralement injustes à ses yeux. Pour cela, quand une entité abstraite est évoquée, l'action qui est prescrite par ce précepte est une action non logique au sens de Pareto.

#### **3-4-2-3-4-Les règles informelles**

Selon Elton Mayo *les règles informelles* constituent l'organisation informelle de l'entreprise vu que cette organisation en est la vraie source de fonctionnement (Roethlisberger & Dickson, 1939). Leur caractéristique c'est qu'elles ne sont pas reconnues par les réglementations intérieures de l'entreprise ; de ce fait, elles sont clandestines ce qui rend leurs détections difficiles. Selon Reynaud (1988), la seule façon de les détecter est d'utiliser les méthodes qualitatives tels que les entretiens et les observations directes. Mais ce qui rend *les règles informelles* plus spécifiques , c'est qu'elles sont basées sur « la logique des sentiments » (1988). Cette logique, fondée sur les valeurs et les croyances partagées par les travailleurs entre eux, se solde par un ensemble de sentiments et d'affectivité qui circulent dans les relations sociales et qui se construisent à l'intérieur de l'organisation. À l'intérieur de ces règles nous trouvons :

- Le maintien des postes de travail
- La promotion aux postes supérieurs sur la base de l'ancienneté
- L'équité lors de distribution des avantages matériels entre les dirigeants et les simples travailleurs
- La garantie d'un salaire décent à tous les travailleurs (1988).

Les règles mentionnées ci-dessus sont les principales règles que nous trouvons dans toutes les entreprises, en général. Elles sont acceptées par l'ensemble des travailleurs et leur efficacité n'est déterminée que sur la base de leur équité et non pas sur la base de leur économicité. En d'autres termes, un comportement de travailleur est moral seulement s'il est équitable envers ses proches. Ces mêmes règles ont également le pouvoir de contre-carrer les règles formelles de l'organisation qui sont conçues pour faire face aux critères et exigences imposés par le marché. Ce qui explique la difficulté à laquelle font face les gouvernements et l'administration centrale, lorsqu'ils veulent imposer des réformes, telles que la retraite ou la modernisation de l'administration publique ou la révision du statut particulier des Corps Communs, car ces réformes sont toujours l'objet d'un conflit. En effet, elles se situent dans un rapport de force entre *les règles informelles*, orientées vers la logique de sentiments, défendues par les travailleurs d'une part et d'autre part, entre les *règles formelles*, davantage orientées vers la logique du coût, défendues par l'organisation et le gouvernement.

#### **3-4-2-3-5-Les règles d'autonomie**

Jean Daniel Reynaud a analysé les *règles informelles* de Mayo d'une manière approfondie pour faire ressortir *la régulation autonome* (1988, 1989) érigée par des règles qu'il dénomme *les règles autonomes* dont le rôle est de réguler l'organisation. Dans la démarche systémique de Reynaud (Donnadieu & Layole, 1995), elles sont définies comme des règles sous forme de normes sociales, contenant des traditions et une culture professionnelle du métier, élaborées par une catégorie de travailleurs afin de les imposer à leurs semblables dans le but de réajuster les individus qui appartiennent à leur groupe.

Cependant, contrairement à Mayo qui considérait ces règles comme étant une source de conflit entre l'équipe dirigeante et les travailleurs (1988), Reynaud pense que ces *règles autonomes* assurent une complémentarité avec les règles de contrôle, puisqu'elles défendent aussi un objectif d'efficacité. Pour Reynaud, les travailleurs sont les vrais détenteurs de la source de l'information, en permettant ainsi de rendre faisables et réalisables, les décisions prises par l'équipe dirigeante (1988), preuve que les *règles autonomes* des travailleurs défendent également l'objectif de l'entreprise puisque leur sort est interrelié. Ceci justifie la réappropriation, à un certain moment, des *règles du jeu* par l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion de l'entreprise jusqu'au point où un équilibre est atteint entre *les règles de contrôle* et *les règles autonomes* permettant de réguler l'ensemble des activités de l'entreprise et de réaliser à la fois l'objectif de l'entreprise et l'objectif des travailleurs, ce qui prouve que *les règles autonomes* sont aussi rationnelles économiquement, sauf que le critère de sentiment est plus dominant que le critère économique.

Nous supposons que la stratégie de gaspillage, développée dans notre thèse, entre dans cette catégorie puisque les administrateurs, en adoptant la stratégie du gaspillage, permettent à leur organisation de consommer la totalité des crédits budgétaires. Ceci conduit l'administration de conserver son budget et de se procurer des crédits supplémentaires pour l'année suivante.

#### **3-4-2-3-6-Les règles du jeu**

Dans le même ordre d'idées, les travaux de Michel Crozier nous dévoilent le rôle des règles dans la manière de leur utilisation et de leur exploitation par les acteurs (1963; 1977). Mais la démarche de Crozier s'inscrit plus dans une démarche interactionniste [utilitariste], qui se



focalise sur l'affrontement d'intérêts entre les acteurs, arbitré par *des règles du jeu* qui veillent à ce que les acteurs ne puissent pas faire n'importe quoi et n'importe comment, en encadrant les jeux de chaque membre du groupe et les relations nouées entre eux (Crozier & Friedberg, 1977).

Selon Crozier, la stratégie des acteurs au sein de l'organisation consiste à augmenter « *leurs pouvoirs* » en rendant les autres dépendants par le biais du contrôle des incertitudes dénommé « *zones d'incertitudes* » (1977), sur lesquelles les autres ne disposent pas assez d'information, et à travers lesquelles ils peuvent exercer un contrôle sur eux. Mais en même temps eux-mêmes sont dépendant des autres acteurs car il y a certaines « *zones d'incertitudes* » qui leur échappent. Pour parer à ces insuffisances et à ces contraintes, les acteurs développent des stratégies de coopération et de coalition avec les autres acteurs ; par conséquent ils deviennent « *des acteurs stratégiques* », en menant des jeux appropriés aux jeux des autres acteurs. Tous ces jeux se formalisent dans un système que Crozier dénomme « *système d'action concret* », qui englobe toutes les règles, les jeux, les stratégies, les actions et les contre-pouvoirs qui se déroulent en dehors de l'organisation formelle (1977).

Crozier estime que ces jeux et leur interdépendance construisent l'organisation et que ce sont « *les zones d'incertitudes* » qui la définissent, et non pas les textes juridiques et les règlements intérieurs comme le pensaient les juristes ; ce qui prouve que *les règles du jeu* ne sont pas néfastes contrairement à ce que pensaient les premiers théoriciens. Bien au contraire, elles permettent aux acteurs de faire attention à leurs stratégies, puisque la réussite de celles-ci dépend de l'équilibre obtenu entre tous les intérêts et entre toutes les stratégies de l'ensemble des acteurs de l'organisation. Par exemple, une stratégie agressive menée par un acteur, peut provoquer une stratégie défensive chez un autre ; ce qui conduit à la rupture du système de relations et d'interrelation qui existe à l'intérieur de l'organisation dont l'acteur tire son pouvoir. Ceci pourrait être néfaste pour lui, car il perdrait les marges de manœuvre et les pouvoirs qu'il exerce sur les autres.

C'est pour cette raison que nous avons classé *les règles du jeu* avec les *règles morales* kantienne, en dépit de la petite divergence qui existe entre elles ; car d'une certaine façon l'acteur doit être moral s'il veut réaliser ses objectifs. Dans cette perspective, il n'a pas le droit d'agir arbitrairement envers les autres s'il veut les diriger ou être dirigé par leur autorité, puisque leurs réactions dépendent de ses actions.

Dans notre cas pratique nous pouvons illustrer cet état de figure par la relation qui lie les ordonnateurs principaux aux administrateurs. Dans l'administration publique de la wilaya, les ordonnateurs détiennent les exécutants, parce qu'ils sont les responsables du versement des salaires des administrateurs et ils sont aussi les responsables de l'évolution de la carrière de ces derniers. Parallèlement, les administrateurs détiennent les ordonnateurs, puisque ce sont eux les vrais exécuteurs des tâches et les vrais responsables du fonctionnement de l'organisation comme l'expliquait Reynaud, du moment où ils peuvent soit accélérer soit ralentir les opérations budgétaires. Ce qui fait que le wali, le directeur de la DAL ou le directeur de la DRAG sont tous à leur merci. Une autre carte en leur faveur c'est qu'ils détiennent la force syndicale par laquelle ils peuvent à n'importe quel moment nuire à leur hiérarchie.

#### 3-4-2-3-7-Les règles culturelles

Contrairement à la démarche interactionniste et utilitariste de Michel Crozier (Donnadieu & Layole, 1995), Renaud Sainsaulieu (1973; 1977) défend une démarche culturaliste selon laquelle l'entreprise est un lieu de structuration des relations sociales et un lieu de confrontation identitaire et culturelle, dans lesquels les individus se réunissent dans un groupe homogène, dénommé « *acteur social* » doté d'une « *identité collective* » (1977) qui le différencie des autres *acteurs sociaux*, dont la fonction est de coordonner leurs actions communes et de générer une « *action collective* » (1977) qui tire sa force d'une culture sociale commune partagée par des individus constituant l'« *acteur social* ». Cette culture se présente sous forme des représentations, des normes, des valeurs, des règles, des signes et des symboles qui tracent les frontières de « *l'acteur social* » dans le champs social de l'organisation (1983).

La motivation des individus à s'intégrer dans une communauté organisationnelle est d'obtenir le privilège d'être protégés par l'*action collective* générée par l'*acteur social* auquel ils appartiennent (1977), et dont les cultures, transmises par l'apprentissage et la socialisation qui le constituent, forment une source de règles de conduite permettant ainsi aux comportements des individus de devenir des comportements sociaux, par le biais de partage d'une mentalité commune ; ce qui d'ailleurs, facilitera la coordination de leurs actions. En résumé les cultures transmises selon Sainsaulieu, constituent une forme de « *régulation par culture* » (1983), générée par les *règles culturelles* qui stipulent que l'acteur assimile les cultures, les normes, les valeurs et les règles à un niveau où elles deviennent une valeur intrinsèque, donc il n'est pas utile d'avoir

recours à des sanctions du moment où l'acteur ne connaît même pas la manière d'enfreindre ces règles et ces valeurs, car les *règles culturelles* l'ont "automatisé". Il est impossible que l'acteur adopte un comportement erratique. De ce fait, le comportement de l'acteur est expliqué par l'équation suivante : l'acteur mène toujours la même et unique action **X** pour produire la même et unique conséquence **Y**, par le biais de *la règle culturelle C* ; cette dernière veille sur "l'automatisation" et la "standardisation" de l'acteur.

Dans le livre « Les effets culturels de l'organisation » (1977) de Renaud Sainsaulieu qu'il a complété par le livre « Les Mondes sociaux de l'entreprise » (Francfort, Sainsaulieu, Osty, & Uhalde, 1995), nous avons détecté six types de modèles d'identité de travail auxquels les travailleurs essaient de s'identifier dans chacun d'eux :

- a) Le modèle réglementaire (1995) (appelé "retrait" dans l'édition de 1977) : dans ce modèle se trouvent les personnes qui sont dominées socialement. Le travail pour ces personnes n'est qu'un moyen pour se procurer un revenu d'existence. Dans notre cas pratique, les personnes qui appartiennent à cette catégorie ne sont liées à l'organisation que par les valeurs juridiques de la fonction publique. Leur présence dans les syndicats est très faible. En général cette catégorie est constituée par des femmes qui essaient d'aider leur mari pour boucler le budget de la fin du mois ou par celles qui veulent avoir plus d'autonomie financière ; nous trouvons aussi des travailleurs qui sont affiliés au régime DAIP et à l'ANEM.
- b) Le modèle entrepreneurial (1995) (appelé "fusionnel" dans l'édition 1977) : dans ce modèle se trouvent les agents de bureau, les ouvriers professionnels, les administrateurs et les attachés de l'administration ; ils ont un faible poids dans la négociation et ils n'ont pas l'accès aux ressources de l'administration . A cet effet, ils se regroupent généralement dans des syndicats afin qu'ils soient représentés par un leader charismatique. Leurs valeurs sont la lutte, travailler en masse, l'unité et la camaraderie ; ce qui a comme conséquence que tout le travail du groupe est orienté vers la protection de ses membres. En contrepartie ces derniers donnent leur allégeance totale au groupe.
- c) Le modèle communautaire (1995) (appelé "négociation" dans l'édition 1977) : dans ce modèle se trouvent des personnes hautement qualifiées tels que les administrateurs principaux et des personnes spécialisées dans un domaine spécifique et stratégique pour

l'administration , tel que la gestion des marchés publics, la préparation du budget, l'approvisionnement ou la gestion du service du personnel . Ces travailleurs sont les plus avantagés dans l'existence *des zones d'incertitudes*(1977), à travers lesquelles ( *zones d'incertitudes*) ils constituent des alliances et des coalitions afin de peser dans les décisions de l'administration et d'en tirer plus de ressources. Leur force se trouve dans la maîtrise des règles et dans la connaissance parfaite de leurs insuffisances.

- d) Le modèle de mobilité (1995) ( appelé ‘ ‘affinitaire’’ dans l'édition 1977) : dans ce modèle se trouvent des personnes qui occupent des postes supérieurs tels que chef de service , directeur de la DAL, SG de la wilaya, le wali qui sont en général l'élite de l'administration publique . Leur caractéristique commune est qu'ils sont tout le temps dans une mobilité ascendante qui s'explique par leur volonté de décrocher des postes hautement supérieurs, pour lesquels ils sont prêts à laisser tomber leur groupe d'appartenance et d'assurer leur allégeance seulement à leurs chefs dont ils dépendent hiérarchiquement. Ceci dit, leur réseau est très sélectif puisqu'ils ne sont en contact qu'avec les personnes qui leur assurent une promotion dans leur carrière ; pour cette raison ils entretiennent avec eux une affinité et une relation très personnalisées. Les seules valeurs qui dictent leur action morale ce sont l'individualisme et l'affectivité envers les personnes qui leur assurent une évolution professionnelle. Par conséquent, les individus qui appartiennent à cette classe adoptent généralement un esprit de famille.
- e) Le modèle professionnel (1995) : dans ce modèle se trouvent les personnes qui aiment le travail bien fait ; ce sont des personnes qui ne s'intéressent qu'au contenu du travail en ne se référant qu'à leurs convictions personnelles ; ce qui explique leur non-appartenance à aucun groupe et ce qui explique aussi leur faible allégeance envers les administrations et les institutions auxquelles ils appartiennent (Châtel & Soulet, 2003), et dans lesquelles ils montrent leur dévouement seulement au travail bien fait, à la compétence et à la serviabilité. Ces caractéristiques les rendent plus vertueux et plus généreux par rapport aux autres classes. Ces qualités sont perçues dans leur total engagement physique et moral dans leur travail et dans leur volonté de partager leur savoir-faire avec les générations futures.

Cependant, ces qualités leur causent des ennuis, car ils sont réfractaires à tout type de chantage ce qui les rend incorruptibles. Ceci dit, leur haute compétence est mal vue par les personnes qui appartiennent au modèle de mobilité, puisqu'en général, leurs vertus et

leur honnêteté les transforment en lanceurs d'alerte, en les poussant à dénoncer toute forme d'irrégularité.

- f) Le modèle Service public (ou professionnel du service public) (1995) : dans ce modèle nous trouvons les personnes qui sont impliquées directement dans la fourniture de service public aux citoyens et aux usagers . Selon Sainsaulieu, cette nouvelle catégorie d'identité de travail est apparue dans la "France Télécom" pour faire face à l'économie de service, constituée par des agents caractérisés par leur polyvalence et par leur orientation vers l'environnement extérieur de l'entreprise plus que vers l'environnement intérieur de cette dernière. De cette façon, les valeurs qu'ils défendent sont l'équité dans la fourniture du service public quelque soit l'utilisateur, l'affinité qu'ils doivent développer avec les usagers du service public et le sens du bien collectif qui est si fort chez eux qu'il stipule que la fourniture du service public doit s'orienter davantage vers l'utilité du service public que vers sa rentabilité. Ceci conduit à une confusion chez l'agent car il doit faire face à la fois à la logique de l'utilité du service public dictée par l'environnement extérieur de l'organisation et encore faire face à la logique de la rentabilité dictée par son environnement intérieur illustré par sa hiérarchie. Toutefois, l'une de leurs caractéristiques la plus marquante consiste à les rendre particuliers. En effet, leurs qualités moins individualistes sont la conséquence de leur éloignement du centre de décisions, du fait que leur lieu de travail est éloigné des bureaux de l'administration où se prennent les décisions stratégiques. Cet éloignement affecte leurs relations avec les travailleurs ouvriers, du moment où ces derniers considèrent que leur effort n'est pas assez convaincant et pas assez pénible pour qu'ils soient intégrés dans le syndicat ; par conséquent ils deviennent moins syndicalisés. Dans notre cas pratique nous n'avons pas rencontré cette catégorie, car notre enquête s'est effectuée à l'intérieur de la DAL d'Oran et à l'intérieur de la Direction de Comptabilité et du Budget d'Alger.

### **3-4-3- Définition des similarités d'adéquation et les entités empiriques**

Durant notre investigation empirique, nous avons saisi quatre entités empiriques qui sont l'Ordonnateur, l'Administrateur, le Citoyen et l'Économiste issus du modèle empirique que nous avons développé. L'objectif de création de telles entités consiste à comprendre la signification de la DPQF qui caractérise le SEDP à travers la saisie de la signification de cette dernière chez chaque

entité empirique. Pour cela l'utilisation du modèle représentationnel, issu du principe philosophique et les conditions de son application, est recommandée. Mais pour assurer l'adéquation entre ces entités empiriques et le modèle représentationnel, nous avons inventé trois coordonnateurs (Voir Figure 6) sous forme de similarités assurant la cohérence entre les entités empiriques et le modèle représentationnel. Ces trois coordonnateurs sont la logique moraliste, la logique instrumentale et la logique pragmatique.

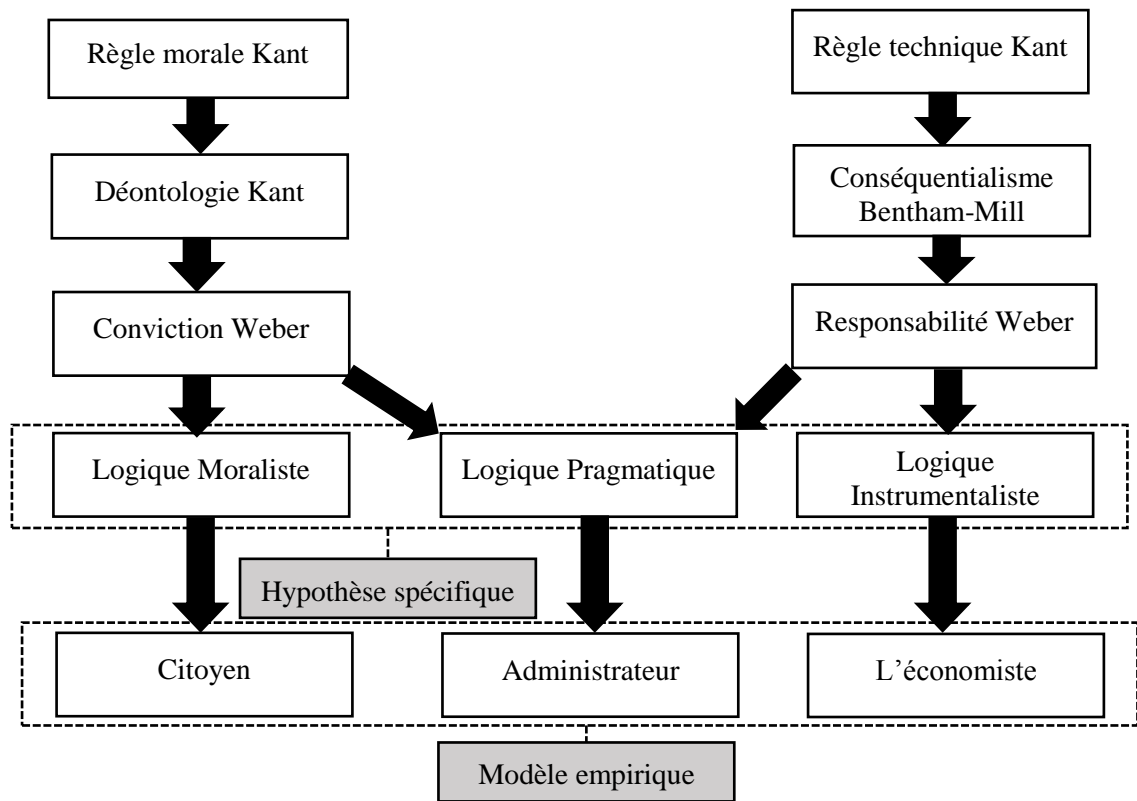
### **3-4-3-1-La logique moraliste**

Selon notre étude empirique et théorique, nous considérons que *le citoyen*, en tant que donnée empirique, est proche de *la règle morale* au sens du Durkheim et de Weber. Rappelons que Durkheim dénomme les *règles morales, des règles impératives* que les gens adoptent parce qu'ils désirent le faire, suite à leurs utilités qui sont perceptibles dans l'équilibre et dans l'ordre social qu'elles instaurent dans la société. Étant donné que personne ne veut mettre sa vie en danger, les gens acceptent de céder une part de leur liberté, pour être guidés par des règles dotées de sanctions qui leur donnent une certaine sacralité par laquelle ces mêmes règles prescrivent la conduite des gens et assurent leur conformisme, avec la perspective de les protéger et de veiller sur leur Bien-Etre. Nous pouvons donc déduire que l'action n'est morale ou immorale qu'à travers une sanction.

Mais les *règles impératives* de Durkheim ne citent que les actions immorales sanctionnées par une institution coercitive, sachant que la majorité des règles morales que suivent les citoyens la plupart du temps, sont issues de la religion ; cependant, ces règles morales ne sont pas forcément sanctionnées par la loi, ce qui est le cas de la DPQF qui est perçue par le citoyen comme du gaspillage. Ceci nous renvoie aux travaux de Max Weber qui utilise *les maximes normatives* pour désigner *les règles morales*. En nous basant sur les typologies des maximes normatives qu'il propose nous distinguons trois types de *maximes normatives* qui remplissent les caractéristiques des règles religieuses :

- La première est *la maxime normative de conventions* : les règles religieuses, en tant que conventions, stipulent que les gens acceptent que la religion dicte leurs règles de conduite, à travers un ensemble des règles religieuses issues du Coran et des hadiths prophétiques. Une fois considérées comme valables par la Communauté qui les adoptent, une sanction

Figure 6 : hypothèse spécifique<sup>36</sup>



est produite sous forme d’approbation ou de désapprobation de ces règles de conduite. Pour cela, quand bien même la DPQF n’est pas punie par la loi, les personnes et l’institution qui la produisent seront toutes les deux désapprouvées et déshonorées par la majeure partie de la société qui considère que leur acte est une atteinte à la religion et à la règle préconisée par le Prophète. Par conséquent, la DPQF est immorale selon *la convention religieuse*.

- La *deuxième est la Maxime normative de droit* : certaines règles religieuses issues du Coran et des hadiths prophétiques peuvent monter d’un niveau conventionnel à un niveau de loi tel que la proscription de la fraude, du pot-de-vin, ou l’interdiction d’atteinte au symbole religieux. Ceci donne le pouvoir à une institution coercitive de sanctionner et de punir quiconque enfreint ces interdits. De ce fait, ces règles religieuses prennent l’aspect d’un *précepte pur*, doté d’un pouvoir coercitif imaginaire au sens parétien, qui les

<sup>36</sup> Cette figure est élaborée par nos soins

transforme en tabous.

- *La troisième est la Maxime normative de coutumes* : ce qui nous interpelle davantage c'est le transfert en aval d'une règle religieuse, d'un niveau de *maxime normative conventionnelle* vers un *niveau maxime normative de coutumes* au sens Wébérien. A ce niveau, les règles religieuses adoptées par *convention*, s'introduisent dans le comportement quotidien des personnes, jusqu'au point où elles deviennent une règle de conduite inhérente sans que le citoyen ne se demande qu'elle serait l'utilité de ces règles. Ces règles prennent la forme de *précepte non elliptique* de Pareto, puisqu'elles deviennent un effet de mode ; de même, Sainsaulieu développe le même genre de règles à travers *les règles culturelles* qui sont développées dans sa typologie, puisque les personnes peuvent accepter des règles religieuses par le simple fait d'appartenir à un groupe social donné, sans demander ou chercher leur utilité dans leur vie quotidienne. Ainsi, une fois que les règles religieuses sont introduites dans le système culturel de la société à travers *l'acteur social*, ce dernier va influencer les personnes de sorte qu'ils considèrent une DPQF comme quelque chose qui gêne. Par conséquent, ils vont se méfier d'elle sans se demander pourquoi ils ont un tel sentiment.

#### **3-4-3-2-Logique instrumentale**

Selon notre étude empirique et théorique, nous considérons que *l'économiste* en tant que donnée empirique, est proche des *Règles techniques* au sens de Durkheim et au sens de Weber. Le premier les dénomme *règles indicatives* qui sont sous forme de règles de conduite purement individualistes ; elles indiquent aux personnes qui les adoptent le meilleur moyen pour réaliser un objectif ; l'une de leurs caractéristiques est que la conséquence de leur non-respect non seulement apparaît immédiatement et ressentie sur le coup, mais la personne qui ne les a pas respectées ne subira aucune sanction de la part de la société, car l'échec de l'action ne la concerne qu'elle.

Parallèlement Weber les classe dans *les maximes de buts* qui sont caractérisées par deux aspects observés chez chaque personne qui les adopte :

- La première est que la personne qui veut réaliser ses objectifs en suivant *les règles techniques*, doit se baser sur un savoir nomologique par le biais duquel elle va choisir le meilleur moyen et calculer les meilleurs compromis pour atteindre son objectif.



- Deuxièmement, les objectifs qu'elle va réaliser doivent être purement subjectifs, en ne tenant compte que la satisfaction de ses propres besoins.
- Pareto ajoute une troisième particularité : il estime en effet, que les actions qui permettront de réaliser un tel objectif doivent être logiques ; pour cette raison la personne doit se baser sur une théorie purement scientifique pour légitimer ses actions subjectives.

Ces trois caractéristiques spécifient les actions menées par un *Homo Oeconomicus* au sens parétien et expliquent pourquoi les économistes considèrent la DPQF comme une inefficacité et comme un acte opposé à la rationalité économique, car :

- Premièrement elle n'est pas le meilleur choix et le meilleur moyen.
- Deuxièmement elle n'est pas le meilleur compromis au niveau des coûts.
- Et troisièmement elle ne se base sur aucune théorie, ce qui la rend une action non logique.

Mais il ne faut pas se tromper, *la logique instrumentaliste* de l'économiste n'est pas si différente de *la logique pragmatique* de l'administrateur, puisque la logique instrumentaliste de l'économiste s'inscrit dans la tradition utilitariste qui était fondée et propulsée par Jeremy Bentham (2010) et John Stuart Mill (2008), à travers leur théorie *conséquentialiste*. Pour eux l'atteinte de l'utilité maximale est conditionnée par la réalisation du principe suivant : « le plus grand bonheur pour le plus grand nombre » ; en d'autres mots, le bonheur et le bien-être collectif est calculé sur la base de la somme de tous les Bien-Etre individuels. À la lumière de ce principe, *l'éthique conséquentialiste* se rapproche des *maximes normatives de conduite par intérêts*, puisqu'elles partagent la même logique du moment où la première veut réaliser une action avec le plus de satisfaction possible et la deuxième veut réaliser une action avec le moins d'insatisfaction possible. Une logique semblable à celle des économistes, puisque lorsque les politiciens leur font appel, leur objectif consiste à élaborer une politique publique qui réalise l'objectif du gouvernement et à maintenir l'équilibre social avec le moindre coût possible, la moindre résistance de la part des acteurs et avec la maximisation du nombre de personnes satisfaites par l'action du gouvernement, et ce, à travers l'utilisation *des règles du jeu* à son profit et l'exploitation des opportunités offertes par *les zones d'incertitude*.

Cette logique *instrumentaliste* de l'efficacité de la DPQF, prend la forme d'un *précepte* doté d'une sanction réelle sans l'entité coercitive de Pareto. A la faveur de ceci, l'économiste qui mène ou qui choisit une mauvaise politique publique, au *sens instrumentaliste*, est seulement

révoqué et remplacé par une autre personne, sans crainte d'être emprisonné ou sanctionné par une autorité institutionnelle supérieure, sachant que la réussite du nouveau venu est conditionnée par les mêmes conditions que celles de son précédent.

### **3-4-3-3- La logique pragmatique**

A l'issue de notre étude empirique et théorique, nous considérons que *l'administrateur* en tant que donnée empirique, est le produit d'une combinaison de deux logiques, *instrumentalistes* et *moralistes*, où *les règles techniques* et *les règles morales* sont combinées. Notre conclusion est basée sur les travaux de Max Weber et de Jean Daniel Reynaud.

Selon Max Weber dans le monde politique, le politicien est confronté à faire un choix entre deux éthiques totalement différentes et hétérogènes (1959). La première est *l'éthique de conviction* et la deuxième est *l'éthique de responsabilité* que nous développons dans ce qui suit.

#### **3-4-3-3-1-L'éthique de conviction**

Cette éthique est fondée sur le principe kantien du Devoir ; la personne qui l'adopte doit agir seulement sur les principes supérieurs auxquels elle croit. Nous pouvons donc déduire que cette éthique est déontologique, puisqu'elle ne s'intéresse qu'aux moyens et aux actions mobilisés par une personne qui ne se préoccupe pas des conséquences des moyens et actions mobilisés. En d'autres termes, la question de l'aboutissement ou le non aboutissement de l'action vertueuse n'est nullement posé ; dans le cas contraire, l'échec est attribué à l'imperfection de la Nature Humaine.

Selon la pensée de Max Weber, *l'éthique de conviction* est conforme à l'éthique religieuse chrétienne qui stipule que le Chrétien accomplit ses devoirs et laisse Dieu se préoccuper de la réussite ou de l'échec de ses actes. Ce qui conduit l'individu, qui adopte cette voie, à renoncer à agir, vers l'inaction et vers la recherche du Salut ; à ses yeux l'action menée ou le moyen adopté permettent soit de réaliser une action morale soit ils sont abandonnés, c'est-à-dire qu'en aucun cas, les principes supérieurs ne seront abandonnés. Ce type d'attitudes est semblable à celui des citoyens et des partis politiques d'opposition ; ces derniers défendent des promesses et des valeurs qui ne sont aucunement réalisables et déconnectées totalement de la réalité, puisqu'ils peuvent promettre d'éliminer le chômage, d'éradiquer la pauvreté, d'augmenter le bonheur, d'exterminer

la corruption et le gaspillage. Cependant une fois au pouvoir, ils découvrent que leurs promesses ne sont pas réalisables et que la réalité est plus complexe qu'ils ne le pensaient. Ainsi ils commencent à découvrir les différents paramètres et les différentes variables qui interviennent dans le choix et la réalisation des politiques publiques. Ce sont ces mêmes paramètres que l'administrateur utilise comme argument pour critiquer la conception de l'exécution de la DPQF que les citoyens et les partis politiques d'opposition portent sur lui, puisque comme annoncé plus haut il la considère comme irréaliste du fait qu'elle ne prend pas en considération tous les paramètres de la réalité que lui-même prend en compte, pour réaliser son action.

### **3-4-3-3-2-L'éthique de responsabilité**

Contrairement à la première qui est axiologique et déontologique, *l'éthique de responsabilité* est une éthique conséquentialiste et téléologique, fondée sur le principe aristotélicien du Mérite. La personne qui l'adopte, de part la nature téléologique de cette éthique, doit agir seulement par rapport aux conséquences prévisibles souhaitées et par rapport aux finalités poursuivies, puisqu'elle se focalise exclusivement sur les moyens et les conséquences qui en découlent. Ceci dit, les moyens sont vus sous un double angle : en effet, il faut que les moyens soient à la fois efficaces au niveau pratique (en permettant à l'individu qui les mobilise, de réaliser sa finalité), et que ces moyens soient efficaces au niveau des conséquences (en produisant des effets assez perceptibles permettant l'aboutissement et la réalisation d'une action juste.)

En effet, selon la conception aristotélicienne de la Justice et de l'Equité, il faut donner aux gens ce qu'ils méritent. Cette notion de mérite constitue le critère séparant les gens concernés et les non concernés par l'action juste et les objets dûs, sachant que le mérite lui-même ne peut être déterminé que sur la base de la finalité de l'action juste et de la finalité des objets dûs. L'autre critère, est le critère d'utilité maximaliste, introduit par Jeremy Bentham et John Stuart Mill, avec leur théorie conséquentialiste selon laquelle la finalité de l'objet dû et l'action juste est déterminée par le nombre maximal de personnes pouvant profiter de la propriété intrinsèque de l'action juste et de l'objet dû. Une fois la finalité déterminée, la personne qui adopte l'éthique de responsabilité est responsable à la fois des conséquences des moyens qu'elle mobilise pour atteindre cette finalité et en même temps, elle est responsable de l'échec ou de l'aboutissement de cette dernière.

Selon Max Weber, *l'éthique de responsabilité* est conforme et adéquate à la nature, étant donné qu'elle répond au principe de la réalité et que la personne qui l'adopte, répond aux

conséquences de ses actes et s'inquiète de leurs conséquences sur les autres. Ainsi elle assume et s'engage dans l'action en essayant d'être le plus réaliste possible ; donc, elle s'abstient à demander à la réalité plus qu'elle ne peut lui donner, en tentant de choisir les moyens les plus appropriés à la réalité à laquelle elle est confrontée. Autrement dit, cette personne choisit à la fois l'objectif le plus optimal possible, le plus utile et le plus maximatrice qui peut être réalisé avec des moyens les moins dangereux et les moins nuisibles possible.

Par conséquent, l'*éthique de responsabilité* au sens Weber, est similaire à la règle technique au sens de Kant et en même temps elle est similaire à *la logique instrumentaliste* des économistes. Ceux-ci en tant qu'experts conseillers au gouvernement, en tant qu'analystes pour de grandes chaînes de la télévision et en tant que chroniqueurs pour de grands journaux, en général formulent des menaces aux politiciens et aux citoyens, afin de les alerter sur la nécessité de maîtriser les indicateurs économiques du pays. Leur préoccupation est en général, focalisée sur la manière de faire avancer l'économie. Pour cela, en se basant sur des données fournies par le marché, ils préconisent des réformes structurelles et institutionnelles que le gouvernement doit prendre en compte, dans lesquelles le rôle du politicien est primordial puisqu'il doit trancher et assumer ses responsabilités envers le peuple et le pays, en disant la vérité et ne pas promettre plus qu'il ne peut. Mais le politicien n'exécute jamais à la lettre le programme de l'économiste. Ce qui explique l'hétérogénéité de la fonction sociale de ces deux acteurs, qui sont la plupart du temps dans une situation de divergence, malgré que les propositions, formulées par les économistes, soient réalistes, et basées sur des données issues du terrain. Selon le politicien et la société, elles ne peuvent pas être supportées moralement, car elles sont si douloureuses qu'il est impossible de les appliquer. Pour les politiciens et la société, nous ne pouvons pas priver les citoyens et les couches défavorisées du Bien-Etre et d'une vie décente, au nom de l'efficacité économique et de l'équilibre budgétaire. Pour cette raison, l'administrateur critique la conception de l'exécution de la DPQF que les économistes portent sur lui, puisque s'il tient compte exclusivement de leurs conseils, ces derniers avec leur vision très pessimiste, vont conduire son gouvernement à la déchéance politique.

### **3-4-3-3-3- La combinaison entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité**

D'après Weber, la crise apparaît quand une personne se trouve prise d'une part entre la réalisation d'une action juste, soucieuse de respecter des valeurs jugées absolues, et d'autre part entre la réalisation d'une action efficace, soucieuse de réaliser un objectif fixé, sans prendre en

considération les conséquences et la moralité de cette action. A ce niveau se produit un écart énorme entre *l'éthique de conviction* et *l'éthique de responsabilité*. Pour résoudre ce dilemme Weber nous propose deux hypothèses :

- La première c'est que le politicien démissionne ou se retire du monde politique ou bascule vers l'opposition pour l'éternité, du moment où il ne supporte pas d'enfreindre les valeurs qu'il défend. Cependant selon Weber, en prenant une telle position, le politicien combine les deux éthiques sans qu'il le sache, puisque s'il dit « non », cela signifie que l'action de ne rien faire est la possibilité la plus maximatrice et la plus appropriée au contexte dans lequel il se trouve ; de plus elle est conforme à la valeur qu'il défend.
- La deuxième hypothèse c'est que le politicien décide de mener une action selon la finalité poursuivie sans se préoccuper de la moralité des moyens qu'il va mobiliser, en considérant que le monde est imparfait et qu'« Il n'existe aucune éthique au monde qui puisse négliger ceci : pour atteindre des fins « bonnes », nous sommes la plupart du temps obligés de compter avec, d'une part des moyens moralement malhonnêtes ou pour le moins dangereux, et d'autre part la possibilité ou encore l'éventualité de conséquences fâcheuses. » (Weber, 1959). Mais pour qu'un politicien réussisse une telle action, il faut vraiment qu'il soit très fort et qu'il ait une domination et un contrôle total sur les autres, et qu'il ait une entière connaissance sur toutes les informations liées à son environnement et sur toutes les stratégies menées par les autres. Or, dans le monde social et dans le monde politique, nous constatons rarement cette situation, même à l'intérieur d'un système politique fermé et autoritaire, car beaucoup de personnes et groupes de pression interviennent dans la sphère politique et beaucoup de paramètres sont inobservables dans le champ social.

La résolution de ce dilemme selon Weber est la suivante : il est certes vrai que le critère de réussite de l'action d'un politicien consiste à engendrer le moins d'ennemis et d'adversaires possible ; de même qu'il est vrai que cette action (dans laquelle l'acteur suit une logique instrumentaliste du type *maxime normative de conduite par intérêts* au sens Wébérien, et dont le but est d'atteindre un objectif), est issue d'un large consensus avec le maximum de partenaires sociaux. Toutefois, ce consensus et ce compromis engendreront des devoirs que le politicien doit respecter sous forme de règles de conduite et de valeurs. Nous avons avancé plus haut que le non-respect de ces règles de jeu par le politicien conduirait à la rupture du deal et du contrat qui le lie

à ses partenaires et qu'il aboutirait dans ce cas à la création de plus de rivalité résultant à l'échec de toutes ses actions. Le politicien sera donc contraint, dans cette deuxième dimension, de prendre en compte *les maximes normatives sous forme de coutumes, de conventions, et de lois* au sens wébérien. Ceci le conduirait à utiliser une *logique pragmatique* qui combine à la fois *l'éthique de conviction* et *l'éthique de responsabilité* afin que ses actions soient des réussites.

La thèse de Weber était confirmée par la synthèse de Jean Daniel Reynaud dans son approche systémique où il a prouvé que *la logique instrumentaliste* (interprétée par *la régulation de contrôle*) et *la logique moraliste* (interprétée par *la régulation autonome*), ne sont pas contradictoires ; bien au contraire elles sont entièrement complémentaires en dépit de leurs caractéristiques hétérogènes. Nous pouvons illustrer ces deux logiques par l'exemple suivant :

Dans la première phase, toutes les couches de la société, allant des citoyens, des syndicats, des entrepreneurs et hommes d'affaires, incluant même les administrateurs et les hauts responsables de l'administration publique, essaient de tirer le plus d'avantages de la loi votée de manière à ce que chacun réalise son objectif. Mais parallèlement à leur volonté, il y a une réalité économique qui s'impose, telle que des ressources financières très limitées de l'Etat, des objectifs stratégiques prioritaires, des engagements de l'Etat envers des institutions internationales. De ce fait, le gouvernement, dans une *logique instrumentaliste*, doit trancher et fixer ses objectifs budgétaires. Cependant, comme l'a démontré Weber dans *l'éthique de responsabilité*, les acteurs sont confrontés, la plupart du temps, à des informations insuffisantes concernant leur environnement, comme c'est le cas pour un gouvernement ne disposant pas d'assez d'informations sur les intentions de ses partenaires sociaux et sur la société.

C'est donc à ce niveau que commence la deuxième phase. Comme conséquence à l'asymétrie de l'information, le gouvernement essaie en même temps de fixer des objectifs budgétaires assez pertinents et également d'assurer la validation de son budget par le Parlement, sans la moindre difficulté et sans la moindre résistance de la part de la société civile et de l'Opposition. Pour réussir son action, il est obligé de faire passer des deals et des négociations avec le plus grand nombre de partenaires sociaux les plus influents, sachant que ces acteurs sont aussi dans une *logique instrumentaliste* car chacun d'eux essaie de tirer le plus d'avantages. Dans cette logique de négociations et de jeux de Pouvoir, les acteurs deviennent des *acteurs stratégiques*, puisque chacun d'eux essaie d'exploiter des zones d'incertitudes dont chacun dispose

assez d'informations pour en tirer le plus d'avantages. Tous ces jeux de coopération et de confrontation, se déroulent en dehors de l'organisation formelle de l'Etat et des institutions, qui seront cristallisés plus tard par *des règles de jeux* qui fixeront le rôle et la part de chaque partenaire social et celui des partenaires sociaux qui sont exclus. Une fois les règles fixées, elles deviennent ce que Reynaud dénomme *la régulation de contrôle*, obligeant tout le monde à respecter les *règles de jeux* qui ont été fixées à priori et dans lesquelles le rôle du gouvernement est de veiller scrupuleusement sur leur application.

Dans la troisième phase, la loi de finances en tant que produit de ce consensus, devient l'objectif du gouvernement qui essaie de le réaliser à travers les institutions publiques grâce auxquelles la Loi de Finances devient leur nouvelle réalité économique. En même temps cette Loi de Finances devient la *régulation de contrôle* qui contient les droits et les devoirs de chaque acteur concerné par le contrat social et par laquelle chacun doit remplir ses engagements. Mais avec le temps, ces acteurs privilégient la collaboration avec certains partenaires sociaux qu'avec d'autres, en constituant de la sorte des groupes par lesquels des règles de conduite seront ritualisées et incarnées dans le comportement de leurs membres. Grâce à la répétition du même processus budgétaire, *les règles du jeu* s'ajoutent, avec le temps, aux règles de conduite déjà existantes dans les groupes. Ce phénomène débouche sur des *règles culturelles* qui vont donner une identité à chaque groupe d'acteurs. Par conséquent, *ces règles du jeu*, en se fondant dans les règles culturelles, deviennent des acquis sous la forme d'une *éthique de conviction* qu'ils doivent prendre en considération chaque fois qu'ils veulent mener une action. A la faveur de ceci, en tant que règles *culturelles*, elles fonctionnent comme *des règles autonomes* qui régulent l'ensemble des comportements des acteurs qui interagissent dans la Société, et permettent de maintenir la stabilité des institutions de l'Etat et d'assurer l'unité sociale.

L'équation est simple. Il est clair que si chaque groupe d'acteurs reçoit sa part de la Loi de Finances, l'ordre est maintenu puisque les règles du jeu en tant qu'*éthique de conviction*, vont pousser les groupes à se conformer à la loi. Si d'autre part, le groupe d'acteurs ne reçoit pas sa part [de la Loi de Finances] alors, le contrat est rompu et les règles sont abandonnées. Dans ce qui suit nous allons analyser avec plus de détails le rôle et l'implication des différents groupes d'acteurs.

Par exemple, *les règles culturelles* donnent à l'administrateur le statut d'exécutant. Dans le cadre de ses droits il perçoit un salaire, il obtient une sécurité de son poste et peut bénéficier

d'une partie du budget discrétionnaire attribué à l'ordonnateur. Cependant, il a le devoir d'exécuter les ordres de sa hiérarchie et surtout d'exécuter le budget.

Pour le citoyen, les règles culturelles lui donnent le statut de bénéficiaire de certains services publics approuvés par le gouvernement et qui entrent dans les priorités stratégiques de l'État. Son devoir est de verser un impôt et de respecter les lois.

Pour l'économiste, les règles culturelles lui donnent le statut de chercheur, de conseiller et d'expert. Il a droit à un salaire et il peut bénéficier de la subvention de la recherche. Comme devoir, il doit mener des recherches au profit de l'État et donner des conseils au gouvernement. En outre, il doit éclairer le public sur certaines questions économiques et sociales.

Mais l'acteur principal dont le rôle est de formaliser ce pacte, ce deal et ce contrat, c'est l'administrateur. Il joue un rôle *de régulation conjointe* au sens de Reynaud ; en effet, pour réaliser les objectifs budgétaires au sujet desquels tous les acteurs se sont mis d'accord, il faudrait un maillon qui relierait ces objectifs avec les moyens les plus adéquats qui doivent au moins être acceptables moralement par une proportion assez significative de la Société. C'est ce statut que confère la loi de comptabilité publique à l'administrateur qu'il mobilise pour exécuter les dépenses publiques algériennes. Ceci ne signifie pas que son action de l'exécution du budget est la plus efficace, comme le précise Weber, puisque en général, nul ne peut prédire toutes les conséquences possibles d'une action. Cela ne signifie pas non plus que son action de l'exécution du budget est morale, comme l'avance Weber ; aucune valeur morale n'est absolue. Cela signifie seulement que dans un monde complexe l'administrateur, par sa *logique pragmatique*, essaie de faire face à cette complexité qui le conduit à l'incapacité de satisfaire tout le monde car s'il applique la religion, il sera alors, contraint de désobéir à sa hiérarchie, ce qui le mènerait à son licenciement. A l'opposé, s'il applique les théories économiques, il ne doit pas dépenser la totalité du budget ; mais dans ce cas il serait dans une situation non conforme à la loi, car :

- Premièrement ce n'est pas son rôle de décider si les dépenses sont suffisantes ou pas.
- Deuxièmement, même s'il estime que cet argent supplémentaire ne doit pas être dépensé, il sera quand même récupéré et déduit de la somme totale de l'exercice budgétaire de l'année suivante pour être dépensé d'une façon ou d'une autre.
- Troisièmement cet argent qu'il considère comme supplémentaire, est un budget discrétionnaire qui est attribué à sa hiérarchie, qui l'utilise comme une marge de manœuvre



pour atteindre ses propres objectifs. De ce fait elle va lutter pour qu'une telle situation soit maintenue.

En résumé *la logique pragmatique* de l'administrateur, lui dicte que la DPQF n'est qu'une loi à l'instar d'une loi ordinaire qu'il faut respecter, exécuter pour garantir la stabilité institutionnelle, car plusieurs intérêts, plusieurs accords et compromis dépendent de l'exécution de la DPQF.

### **Conclusion du chapitre 3**

Dans ce chapitre nous avons voulu démontrer que chaque concept ne peut être compris, qu'à travers les soubassements philosophiques, idéologiques, culturels et religieux qui le sous-tendent puisqu'il est leur résultat, forgé dans le temps et dans l'espace. En reprenant les propos de Vygotski (1997), le sens d'un mot peut prendre plusieurs zones de stabilité ; ce qui est le cas par exemple du concept du gaspillage qui peut revêtir le sens de luxe, extravagance, gâchis, gabegie. Cependant, quand un chercheur s'engage dans un projet de recherche il n'a le droit de choisir qu'une seule zone de stabilité ; cette dernière devient la signification par laquelle il a interprété les résultats de son étude sur un phénomène donné. Mais le plus déterminant dans la compréhension de tout concept, ce n'est pas le concept lui-même, mais la logique des acteurs, ce qui permet d'obtenir une signification différente de la sienne ; pour cette raison les chercheurs en théorie d'organisation tels que Jean-Daniel Reynaud, Michael Crozier se focalisent beaucoup sur cette question qui est une tâche des plus difficiles : par exemple et à l'issue de notre étude de cas, quelle signification donnent les acteurs étudiés à la DPQF et quelle est leur attitude envers elle, dans le cas où ils utilisent la logique des sentiments ou la logique économique et technologique telle que décrite par Reynaud (1989) ou dans encore la logique de l'impersonnalité et de l'isolement de l'individu tels que développés par Crozier (1977).

Pour les raisons citées ci-dessus, nous avons tenté non seulement de comprendre le concept par lequel les acteurs donnent une signification de la DPQF, en cherchant à comprendre les soubassements religieux, philosophiques et idéologiques qui sous-tendent l'utilisation d'un concept propre à chaque acteur ; mais aussi de chercher les logiques qui les poussent à avoir une vision particulière sur la DPQF d'où découle le concept utilisé. Dans ce chapitre nous avons démontré que chaque acteur utilise une logique propre à lui, c'est-à-dire en d'autres termes que le citoyen utilise une logique moraliste, l'économiste utilise une logique instrumentaliste et

l'administrateur utilise une logique pragmatique. Tout ceci justifie la divergence qui existe au niveau conceptuel dans l'interprétation de la DPQF.

Dans le prochain chapitre nous nous focaliserons sur la construction de la signification de la DPQF, à travers laquelle les logiques, les concepts sont mobilisés, mieux détaillés, bien argumentés et analysés.

Chapitre 4  
Signification de la  
DPQF

## **Introduction du chapitre 4**

Beaucoup d'évènements contemporains nous ont permis de constater que la perception de la réalité des politiciens et des économistes est différente de celle des citoyens. Par exemple avant Mai 1968, les indicateurs économiques en France étaient plutôt bons, la France se trouvait en effet à l'apogée des "Trente Glorieuses", avec un PIB annuel de 5%, un déficit budgétaire de 1,7 %, un excédent de la balance commerciale de 152 millions de dollars, un chômage quasi inexistant de 2 % de la population active, une rentabilité industrielle de 35 % de la valeur ajoutée. L'élite gouvernementale pensait alors, que "la France va bien". Cela sans compter la révolte estudiantine qui éclate, suivie par les grèves de la classe des travailleurs, les manifestations des associations et de la société civile. Le journal Le Monde résume la situation en ces termes : « la France s'ennuie ». Nous estimons pour notre part, que la situation est paradoxale, car nous nous demandons comment les efforts du gouvernement pour créer, d'une façon efficace, la richesse et augmenter le Bien-Etre des citoyens peut créer l'ennui chez la société française. "La France va bien" et "la France va mal", deux représentations pour une même situation, pourtant chacun de ces deux partisans détient des arguments assez fiables pour défendre sa position.

Au cours de ces événements, le secrétaire général de la Confédération Générale du travail, annonce qu'il a obtenu l'augmentation du SMIG de 35 % et la reconnaissance de la section syndicale de l'entreprise par l'Etat ; cependant et en dépit de tout cela, il est hué publiquement par la base syndicale. Dépassé par les événements, il se désiste des accords engagés avec le gouvernement. Si pour lui l'accord est un exploit, puisque le gouvernement était soumis à la volonté des travailleurs, pour ces derniers l'accord avait une autre signification : il était en effet, considéré comme une trahison du fait qu'on accordait une légitimité au gouvernement, légitimité qu'il ne méritait pas. Pour eux le principe essentiel réside dans le fait que le syndicat ne peut jamais s'accorder avec le patronat et le gouvernement ; c'est le principe même de l'existence d'une telle entité. Nous constatons donc, qu'à l'intérieur de la même organisation il existe, simultanément, deux représentations opposées.

C'est ainsi que le vote du Brexit a démontré, une autre fois, qu'un gouvernement peut avoir une représentation différente de celle de ses citoyens. Les décideurs pensaient que les citoyens des grandes villes, telles que Londres, Manchester, Leeds, York seraient la représentation fidèle de toute la population anglaise ; ils se sont pourtant heurtés au problème des ruraux et des personnes

habitant les stations balnéaires qui ont voté, eux, contre le maintien dans l'Union Européenne.

Deux représentations de l'Union Européenne se confrontaient : l'une était soutenue par le gouvernement et la population des grandes villes et selon laquelle l'Union Européenne est la porte de la modernité, du développement et de l'obtention de plus de droits civiques contrairement à celle des paysans, des pêcheurs et des citoyens des provinces qui considéraient l'Union Européenne comme un signe d'injustice sociale, de discrimination et de concurrence déloyale.

Cependant pour cerner le phénomène dans sa globalité, il faut avoir plus de deux représentations, ce qui nous conduit à étudier plus de deux acteurs. Lorsque Michel Crozier (1963) étudiait le jeu du pouvoir à l'intérieur des ateliers de production du tabac, il nous offrait trois représentations de l'Organisation :

La première est celle du Directeur qui conçoit l'Organisation comme une maison basée sur le rapport humain qui aboutit au respect du travail effectué par les gens.

La deuxième est celle des ouvriers de maintenance, composée exclusivement d'hommes, pour qui l'Organisation est le lieu où ils exercent leur égo de supériorité masculine et leur paternalisme à l'égard des femmes.

En ce qui concerne ces dernières, l'Organisation est pour elles une source d'injustice, de tristesse et de souffrances ; elles ne comprennent pas sur quelles règles les hommes se basent pour exercer leurs abus et leurs sources de pouvoir. En se focalisant sur ces règles, Crozier a découvert qu'il existe une organisation informelle à l'intérieur-même de l'Organisation formelle dans laquelle il existe des zones d'incertitudes d'où les ouvriers de maintenance puisent leur abus de pouvoir qui fait souffrir autant, les femmes. Mais Crozier ne pouvait pas découvrir cette organisation informelle s'il n'avait pas étudié auparavant les trois acteurs avec leur interrelation et leur interdépendance.

L'autre exemple est celui de Jean-Daniel Reynaud qui, en étudiant le mouvement syndical en France (Reynaud, 1975), nous démontre comment les syndicats représentent la défense de l'intérêt public par les conflits et les contestations, contrairement au gouvernement et aux employeurs qui considèrent ces derniers comme une irresponsabilité, et une démagogie. L'autre divergence réside dans le rôle que le gouvernement veut octroyer aux syndicats : celui de

partenaire social, bien que selon Reynaud, les ouvriers représentent le syndicalisme comme une opposition qui ne pourra jamais accéder au Pouvoir. Le syndicat pourrait peut-être établir un compromis, une trêve, une concertation avec le gouvernement, mais les deux parties ne pourront jamais se réunir en partageant le même pouvoir, car si une telle situation est créée, les syndicats perdront l'objectif de leur existence.

Mais quel que soit le jeu des acteurs, leur but ultime est de maximiser leur Bien-Etre. Ce dernier ne peut s'effectuer que par le contrôle des ressources et la maîtrise des moyens par lesquels ils ne pourront pas se procurer plus de Bien-Etre. En effet, le contrôle de zone d'incertitude pour exercer le pouvoir sur l'autre (Crozier & Friedberg, 1977), la régulation autonome pour freiner l'équipe dirigeante (Reynaud, 1989), l'attribution de plus de *Slack Budgétaire* pour assurer l'allégeance des subordonnés ne sont que des moyens qui assurent cette fin (maximiser leur Bien-Etre).

Si nous passons du niveau organisationnel au niveau institutionnel, nous constatons qu'il y a très peu de différences. Des groupes d'intérêts se battent en effet, au niveau institutionnel et provoquent des coalitions pour maximiser leur Bien-Etre. Les politiciens, les fonctionnaires, les citoyens, les syndicats, les associations, l'armée, etc... tout le monde est impliqué dans un jeu où l'argent est le nerf de guerre. Comme le défendait Pareto (1917), le budget est le résultat d'un jeu de pouvoir d'où chaque groupe d'intérêt essaie de tirer profit, et travers lequel l'élite gouvernementale tente de maintenir au maximum une certaine loyauté de la masse. Si l'élite gouvernementale ne peut pas maintenir l'équilibre escompté dans lequel un grand nombre de groupes d'intérêts seront satisfaits, sa chute sera inévitable.

L'Histoire moderne nous a donné un exemple dans ce sens : en effet, les plans d'austérité menés par de nombreux pays pour faire face à la crise de la dette, ont fait tomber beaucoup de gouvernements tels que le gouvernement roumain en 2012 et le gouvernement portugais en 2015, et de même le Président français en 2012 et la Présidente du Brésil en 2017 ; autant d'exemples qui nous prouvent le poids des dépenses publiques dans le système politique et social des pays.

Dans ce chapitre et après l'illustration de la signification de la DPQF pour chaque acteur, nous allons démontrer comment ces DPQF, une fois prises en tant que système, et malgré leur immoralité (pour les uns), et leur inefficacité (pour les autres), régulent la société et créent une

certaine stabilité et un certain ordre social, indispensables pour le fonctionnement des institutions de l'État. Keynes disait « Les travailleurs sont en effet mieux placés pour se défendre contre le surmenage dans les bonnes époques que contre le chômage pendant les crises »(Keynes, 1923, p. 23). Dans cette citation Keynes se référait à l'acceptation de l'inflation par la population car (malgré tous ses aspects négatifs tel que le gaspillage, la prodigalité et la perte d'une part du pouvoir d'achat), la déflation avec sa dangerosité conduirait à la destruction de la richesse et des emplois.

#### **4-1-La Construction de la DPQF chez chaque Acteur**

Dans cette section nous allons reconstruire les sous-systèmes de la DPQF , en nous basant sur le modèle de Luc De Brabandere (De Brabandere, 1998) qui avance que chaque système est fondé sur quatre piliers : L'espace, le temps , les causalités et les perceptions de l'environnement, sachant que la DPQF, en tant que système, est composée d'un système d'exécution de la DPQF caractérisant l'Administrateur, le système de consommation de la DPQF caractérisant le Citoyen et le système d'évaluation de la DPQF caractérisant l'économiste.

##### **4-1-1-L'Administrateur**

À travers l'analyse du SEDP tel que nous l'avons observé<sup>37</sup> dans la wilaya d'ORAN et d'Alger nous avons saisi les quatre piliers suivants :

##### **4-1-1-1-Le système d'exécution des DPQF**

###### **4-1-1-1-1- L'espace**

À l'issue de notre étude de cas, nous observons que l'espace se définit chez l'administrateur à deux niveaux :

- Au niveau géographique, c'est une zone définie par des limites territoriales, peuplée par une population dotée d'une culture, d'une langue et d'un patrimoine historique. Cette

---

<sup>37</sup> Tel que nous l'avons observé dans la wilaya d'Oran, selon la culture administrative algérienne

population est représentée à la fois par l'Assemblée Populaire de Wilaya et par le Wali, qui représente le gouvernement et l'administration centrale de chaque ministère. Cette représentation fait de lui un agent multi-espace de niveau à la fois régional et national.

- Au niveau administratif, c'est un espace administratif réservé à la Direction de l'Administration Locale (DAL) au sein de l'immeuble de la Wilaya dont le plus important des services est celui du budget et patrimoine (Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine, dans le cas de la Wilaya d'Alger) qui est le cœur du système d'exécution des dépenses publiques de la Wilaya.

Ces deux espaces font que le budget n'est exécuté que dans le territoire de la wilaya, par le biais du Service du Budget et Patrimoine dans le cas de la Wilaya d'Oran et par le biais de la Direction du Budget, de la Comptabilité et du Patrimoine dans le cas de la Wilaya d'Alger.

#### **4-1-1-1-2-Le temps**

Le temps chez l'administrateur est un temps économique sous forme d'exercice budgétaire qui va du 01 janvier au 31 Décembre d'une année en cours. Le temps peut être décomposé en trois phases :

- La première est celle des engagements des dépenses de fonctionnement avec un délai d'exécution fixé au 31 décembre de l'année N<sup>38</sup>.
- La deuxième phase est celle du mandatement et de la liquidation des dépenses de fonctionnement qui se font jusqu'au 15 Mars N+1.
- La troisième est celle des paiements des dépenses de fonctionnement qui sont effectués par le directeur du trésor public jusqu'au 31/03/N+1.

#### **4-1-1-1-3-La causalité**

La causalité exprimant, d'une façon générale, la relation entre l'action-effet, l'objectif-résultat et la cause-conséquence, nous avons pu mettre en évidence au cours de notre recherche,

---

<sup>38</sup> Sachant que cette date est en contradiction avec une autre date fixée par l'article 16 et 17 du décret exécutif N° 92-414 du 14 novembre 1992 relatif au contrôle préalable des dépenses engagées qui fixe la date 10 décembre comme dernier délai pour les dépenses de fonctionnement et le 20 décembre pour les actes relatifs à la gestion de la carrière des fonctionnaires, états de salaires des personnels vacataires et journaliers.



six possibilités de causalité :

- *Première causalité (C1) : Non-respect de la règle = Rejet de l'opération.* Cette causalité surgit lorsque les règles de forme de l'exécution de la dépense n'ont pas été respectées et donnent lieu à deux genres de rejets, l'un à priori et l'autre à postériori. L'apriori se fait par le contrôleur financier qui va refuser d'accorder le visa lançant la phase d'exécution de la dépense. Pour chaque opération de rejet à priori, le contrôleur financier reçoit une indemnité. Le rejet à postériori quant à lui, se fait par le directeur du trésor public et affecte essentiellement la phase de paiement de la dépense.
- *Deuxième causalité (C2) : Non consommation totale des crédits = Sanction financière.* Cette causalité prend la forme d'une sanction négative, implicite qui se cache dans l'article 34 de la Loi de finances<sup>39</sup>. Elle sanctionne l'administrateur de l'institution ou de l'établissement public qui ne consomme pas la totalité des crédits de paiement des dépenses de fonctionnement de l'année en cours, avant les délais qui sont fixés par la loi. Ainsi, le reste de ces crédits qui demeure acquis au profit de ces administrations et ces institutions, ne pourra être réutilisé qu'à des conditions prévues par la loi.  
Premièrement il doit être (re)budgétisé. Deuxièmement il ne peut être affecté qu'aux dépenses de personnels pour le budget primitif N+1. Il en découle deux autres conséquences jugées comme négatives par l'administrateur. La première est que le budget primitif N+1, accordé par l'administration centrale, sera diminué de la somme non consommée en budget N. La seconde est que les subventions des dépenses de fonctionnement pour le budget N+1 seront elles aussi revues à la baisse au motif que l'ordonnateur a surestimé le budget de l'année N.
- *Troisième causalité (C3) : « Non-respect de délais = rejet de l'opération + sanction financière ».* Cette troisième causalité est constatée dès lors que l'administrateur n'a pu exécuter le budget dans les délais fixés par la loi. De ce fait, les opérations budgétaires seront rejetées par le contrôleur financier et le directeur du trésor public. D'autre part, les subventions qui lui seront allouées par l'administration centrale connaîtront une revue à la

---

<sup>39</sup> Art. 34. Bis, modifié par Art 2 du décret législatif n° 93-18 du 29/12/1993 portant Loi de Finances pour 1994 modifiant la loi 84-17 du 07/07/1984 relative aux Lois de Finances pour 1984

baisse comme sanction financière.

- *Quatrième causalité (C4) : « Recettes supplémentaires = création des dépenses supplémentaires ».* Cette causalité résulte du principe d'équilibre budgétaire et du principe du résultat nul, que l'administrateur doit préserver coûte que coûte, depuis le vote du budget jusqu'à son exécution totale. Ainsi, lorsque l'administrateur se trouve face à des recettes supplémentaires, il doit les équilibrer par la création des dépenses supplémentaires de telle sorte que l'équilibre soit maintenu.
- *Cinquième causalité (C5) : « Événement inédit = procédure de gestion inédite ».* Cette causalité est générée à chaque fois qu'un facteur de changement socio-politique, soit au niveau local soit au niveau national, impose une intervention de grande ampleur de l'Etat<sup>40</sup>. Cette action requiert des dépenses exceptionnelles, qui exercent une pression forte sur l'administrateur lors de l'exécution du budget. Il doit s'adapter aux procédures de gestion inédites que lui fournit la tutelle sous forme d'instructions et de notes internes.
- *Sixième Causalité (C6) : « Innovation = Rejet du système ».* L'innovation et l'initiative sont interdites dans le modèle d'organisation bureaucratique, lequel se base sur le contrôle de comportement (Ouchi, 1977; Ouchi & Maguire, 1975) par le biais des règlements et des procédures (Fiol, 1991). Ces derniers permettent de mieux standardiser les actions (Merchant 1982, 1985) en devenant un standard et une norme et sont utilisés comme moyen d'évaluation et de contrôle (Anthony, 1965, 1993) permanent par les supérieurs hiérarchiques pour juger si l'administrateur respecte les tâches qui lui sont confiées. La créativité selon Luc de Brabandere (De Brabandere, 1998), suppose l'imagination d'une nouvelle idée, d'une nouvelle solution, d'un nouveau modèle hors cadre ; or le cadre dans l'administration signifie la loi et les règlements. Toute initiative hors cadre est donc, considérée comme une infraction aux règles et aux procédures, provoquant l'exclusion de l'administrateur de l'organisation.

---

<sup>40</sup> Par exemple, après les mouvements sociaux de 2011, le gouvernement a pris une série de mesures dont l'augmentation des salaires des fonctionnaires et le lancement d'une grande campagne de recrutement des jeunes aux niveaux des wilayas et des daïrates. Pour faire face à ces dépenses hors programmation le Trésor public a donné autorisation à toutes les administrations de payer toutes les dépenses de personnels et de fonctionnement à découvert et de clôturer les comptes administratifs en septembre 2012.

#### **4-1-1-1-4-La perception de l'environnement**

La perception de l'environnement constitue le quatrième et dernier pilier de tout système selon De Brabandere. Durant notre immersion nous avons pu observer que l'administrateur qui s'occupe de l'exécution du budget, est « déconnecté » de l'environnement externe, dans la mesure où il n'est pas tenu de porter un jugement sur la réalisation physique des dépenses à exécuter. Pour lui, le service fait prend exclusivement la forme d'un document de justification légale pour procéder au paiement d'une facture. Par ailleurs, la Wilaya ainsi que l'État, étant construits juridiquement dans l'abstrait (Pareto, 1982, p. 13), en aucun cas l'administrateur n'a de contact physique avec eux. Sa seule interaction se fait à l'aide d'une organisation bureaucratique fondée sur la règle (Gibert, 1980). L'administrateur n'est concerné ni par le principe d'imputabilité (Patry, 1994), ni par la bonne gouvernance. Il ne rend des comptes<sup>41</sup> qu'à l'organisation et à ses collègues. Le système d'exécution des dépenses publiques n'est qu'un mécanisme producteur d'opérations budgétaires dans lequel tous les acteurs du système interagissent de façon impersonnelle (Gibert, 1980), du fait que leurs identités sont remplacées par le statut que leur offre le droit de la fonction publique.

Ce qui nous mène à chercher la façon dont cette personnalité est remplacée et mécanisée à l'intérieur du système. Pour cela, il nous faut comprendre la logique d'exécution qui sous-tend le système de l'exécution de la DPQF.

#### **4-1-1-2-La logique d'exécution du système d'exécution de la DPQF**

Selon Elié During (2000) dans la nature humaine, il existe deux types de logique d'exécution.

La première est *la logique empirique radicale matérialiste*, où le chef ne fixe que l'objectif à atteindre à ses exécutants. Il leur laisse le choix de la manière et des moyens pour atteindre cet

---

<sup>41</sup> « Selon Hodgets, il y a quatre types d'imputabilité : 1) l'imputabilité verticale, de nature hiérarchique et organisationnelle ; 2) l'imputabilité externe envers le public ; 3) l'imputabilité latérale envers ses pairs ; 4) l'imputabilité interne à l'égard de ses propres valeurs »(Patry, 1994, p. 302)

objectif car il les considère comme étant les mieux placés pour cela.

La deuxième logique est *la logique de l'idéalisme platonicien*. Dans celle-ci, le chef fixe à la fois l'objectif et la manière de l'atteindre, transformant l'exécutant en une pièce composante<sup>42</sup> d'une machine dont la seule tâche est d'exécuter l'ordre. Cette logique qui caractérise le système d'exécution de la DPQF observé, est une forme de « machine de gestion » (Girin, 1981) qui est construite sur la base de l'idéologie de l'élite (Pareto, 1917). Cette machine lui permet de contrôler et de maîtriser à la fois l'Organisation et l'administrateur (Ouchi, 1977; Ouchi & Maguire, 1975) pour atteindre son but.

A ce niveau, l'administrateur par sa *logique pragmatique* ne fait qu'exécuter ce que lui demande sa hiérarchie, du moment où elle contrôle son salaire, l'évolution de sa carrière et d'autres avantages liés au droit à la retraite. Si la maxime qui régit formellement l'administration algérienne est « Du peuple et au peuple » dans la réalité, la maxime qui existe réellement est « *du moi et envers moi* ». Le pouvoir est exercé du corps à corps où les valeurs et l'éthique et tous les objets abstraits métaphysiques n'ont aucune valeur. La satisfaction, l'insatisfaction, l'augmentation ou la diminution de Bien-Etre se mesure corporellement.

L'administrateur par *sa logique pragmatique* accepte d'être contrôlé, mécanisé, dirigé comportementalement par l'Élite gouvernementale et sa logique de l'exécution est *idéaliste platonicienne* pour augmenter son Bien-Etre, et maximiser ses profits comme tout agent économique.

Néanmoins, pour comprendre comment l'administrateur est évalué par l'ordonnateur, qui auparavant su que l'administrateur s'est laissé mécanisé, contrôlé et dirigé comportementalement, il faudrait bien cerner la logique d'efficacité qui sous-tend le système d'exécution de la DPQF.

#### **4-1-1-3-La logique d'efficacité du système d'exécution de la DPQF**

Le concept de l'efficacité a pris plusieurs sens durant l'histoire du développement du

---

<sup>42</sup> Jaques Girine démontre dans « Machine de gestion » que les cadres d'entreprise créent un instrument de gestion. Cet instrument est utilisé par les agents d'exécution qui deviennent eux-mêmes des composants de ce système ; ce qui fait que leur survie dépend de la survie de cet instrument de gestion. Ils feront par conséquent tout leur possible pour qu'il existe le plus longtemps(Girin, 1981)

management. Il est apparu en premier lieu, comme un principe<sup>43</sup>(Le Texier, 2014), puis s'est développé dans l'Ecole Classique de l'Organisation comme une méthode (Emerson, 1909; Taylor, 1903), une fonction (Emerson, 1909), un système de management (Emerson, 1912)<sup>44</sup>. Au sein de l'école néo-classique des organisations, ce concept est devenu une culture<sup>45</sup>(Drucker, 1954), un moyen de contrôle<sup>46</sup> et d'évaluation (Drucker, 1964) et enfin une tâche qui doit être assurée par les cadres pour produire de l' « efficacité dans l'organisation »(Drucker, 1967). Cette évolution nous montre qu'il n'existe pas un modèle stable de l'efficacité, qu'il soit théorique ou empirique. Dans une étude menée sur dix-sept modèles d'efficacité, Richard Steers (1975) a démontré que l'efficacité organisationnelle est pleine d'ambiguïtés et qu'il n'existe pas une unanimité sur sa définition . Il a noté par ailleurs, que tous ces modèles se basaient sur une vision macro-organisationnelle et ne donnaient pas suffisamment d'importance ni à la relation dynamique entre l'acteur et l'efficacité organisationnelle, ni aux différentes logiques philosophiques et psychologiques qui fondent l'efficacité.

Ces logiques ont fait l'objet d'un certain nombre de travaux (Jullien, 1997; Jullien 2009; Pieret, 2011). Selon Jullien, il existe deux logiques d'efficacité :

La première est une *logique du but*. Elle caractérise la société occidentale où le chef définit un but (objectif), élabore un modèle(plan-stratégie) et lui alloue des moyens (financiers-humains) afin qu'il soit exécuté par ces « soldats » au moment opportun, dans le but de créer une nouvelle réalité (produit-marché-nouvelle opportunité). La réussite du modèle dépend des qualités du chef qui doit posséder le sens de la prise de risques et de l'initiative. Son rôle est de « gagner des batailles difficiles »(Pieret, 2011).

La deuxième logique d'efficacité est dénommée *logique du résultat* (Jullien, 1997). Dans cette logique, le but n'est pas de créer une nouvelle réalité, mais d'exploiter le potentiel qu'offre

---

<sup>43</sup> Selon Le Texier, la révolution industrielle aux Etats-Unis au début du 20ème siècle a fait de « l'efficacité. un principe central de la rationalité managériale »(Le Texier, 2014, p. 6)

<sup>44</sup> Harrington Emerson est le père de l'efficacité du 20ème siècle. Il propose la méthode de recherche de l'efficacité, en même temps que Taylor, son organisation scientifique du travail (OST). Il crée une fonction qui s'appelle « ingénieur d'efficacité » et fonde les douze principes scientifiques qui permettent de mettre en œuvre des procédures qui rendent l'organisation efficace.

<sup>45</sup> Réf. Pour la gestion par objectif, Drucker « Management by objectives and Self Control »

<sup>46</sup> Réf. Pour la gestion par résultat, Drucker, « Managing for results ».

la réalité (Pieret, 2011). Ainsi, le chef va être proche et attentif à son environnement. Il détecte le changement qui commence à apparaître à l'horizon. Il lui prépare tous les facteurs et les conditions de son apparition sans intervenir directement. Son rôle est d'accompagner la transformation et non pas de modifier la réalité. Quand le changement atteint son degré maximal, il exploite le potentiel que lui offre cette transformation avec le minimum d'efforts. Le rôle du chef dans cette logique du résultat est de gagner une bataille facile (Jullien, 1997).

Au cours de notre étude de cas, nous avons pu observer que c'est la logique du but qui fonde le système d'exécution de la DPQF. L'élite gouvernementale (Pareto, 1917) fixe des objectifs d'intérêt public (But) . Elle élabore une politique publique (modèle). Elle alloue les moyens financiers (budget), humains et des outils de gestion (instruments de gestion tel que la comptabilité publique), ainsi qu'un modèle organisationnel adéquat (l'organisation bureaucratique), pour que ce modèle crée une nouvelle réalité (le but) sociale et politique. Dans ce modèle, l'administrateur n'est qu'un moyen pour l'élite gouvernementale et une "pièce de rechange" (Girin, 1981) dans le système d'exécution de la DPQF .

Mais rappelons-le, l'administrateur par sa *logique pragmatiste*, accepte d'être un moyen dans la main de l'Ordonnateur, ce dernier étant le représentant de l'élite gouvernementale au niveau de la Wilaya. Ceci lui permet de réaliser l'objectif du gouvernement, qui est la réalisation d'une action publique, l'objectif de l'ordonnateur qui consiste à acquérir plus de budget discrétionnaire, et son propre objectif celui de l'obtention de salaire et d'évolution dans sa carrière.

#### **4-1-1-4-Le fonctionnement concret du système d'exécution de la DPQF**

A la faveur des résultats obtenus à partir de l'observation, nous pouvons proposer la modélisation par laquelle l'efficacité est réalisée dans le système d'exécution de la DPQF à travers les actions de l'administrateur et de l'ordonnateur.

Nous partons du parcours ordinaire suivi dans l'exécution du budget ordinaire : l'administrateur vérifie la régularité de la dépense conformément aux règles (C1)<sup>47</sup>, puis il exécute,

---

<sup>47</sup> Voir les six causalités citées précédemment dans le décryptage du système

il mandate et liquide toutes les dépenses de fonctionnement (C2) avant les dates fixées par la loi (C3) de l'année en cours. (Voir figure 7).

Or ce que l'on constate réellement c'est que la phase (C2) et (C3) est régulièrement perturbée par des recettes supplémentaires. Certaines dépenses de fonctionnement sont en effet votées, dans le cadre du budget supplémentaire (C4). D'autres opérations budgétaires, hors budget primitif, sont allouées lors d'opérations exceptionnelles (C5). Elles viennent perturber l'exécution du budget primitif et, l'administrateur aura davantage d'opérations budgétaires à exécuter au cours de la même année. C'est que nous appelons le parcours extraordinaire (Voir figure 8).

Au cours des phases de l'exécution, l'administrateur fait face uniquement aux contraintes juridiques. Pour lui, l'efficacité n'est pas liée à une logique économique mais à ce qu'il considère comme l'application des règles<sup>48</sup>(Devaux, 2002; Gibert, 1980). Or, dans cette conception il y a bien une recherche d'une efficacité explicite, qui est celle du *maintien de l'équilibre budgétaire*.

A l'obligation de réaliser l'équilibre budgétaire s'ajoute l'obligation d'absorption du budget, sous pression de la hiérarchie qui refuse toute diminution de son futur budget. Pour elle, moins d'argent signifie moins de marge de manœuvre et moins d'autonomie. Pour elle l'argent est un instrument de liberté<sup>49</sup> (Hayek, 1946). Elle impose à l'administrateur d'exécuter le budget le plus tôt possible pour respecter la périodicité (voir causalité C3). Dans cette position, l'administrateur va avoir pour finalité de consommer dans un laps de temps déterminé l'ensemble des crédits. Il va, par conséquent, mettre en œuvre une stratégie de gaspillage (voir figure N°9) qui lui permettra à la fois de respecter la règle (Devaux, 2002; Gibert, 1980), de respecter l'ordre de sa hiérarchie et de poursuivre son objectif personnel de maintien dans l'organisation.

Donc, pour que l'administrateur soit dans une situation d'efficacité qui est l'application de la règle, la stratégie de gaspillage lui est indispensable, puisqu'elle lui permet à la fois

---

<sup>48</sup> « Pendant de nombreuses années et jusqu'à nos jours, les pouvoirs publics ont privilégié la régularité à l'efficacité, réduisant ainsi la marge de manœuvre des ordonnateurs. » Devaux, E (2002) « Finances publiques » P.230

<sup>49</sup> « Si nous luttons pour avoir de l'argent c'est parce qu'il nous offre les possibilités les plus variées pour jouir des résultats de nos efforts..... Il serait beaucoup plus juste de dire que l'argent est un des plus magnifiques instruments de liberté que l'Homme n'ait jamais inventé » Hayek, F.A. (1946), « la route de la servitude », P.69.

Figure 7 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire

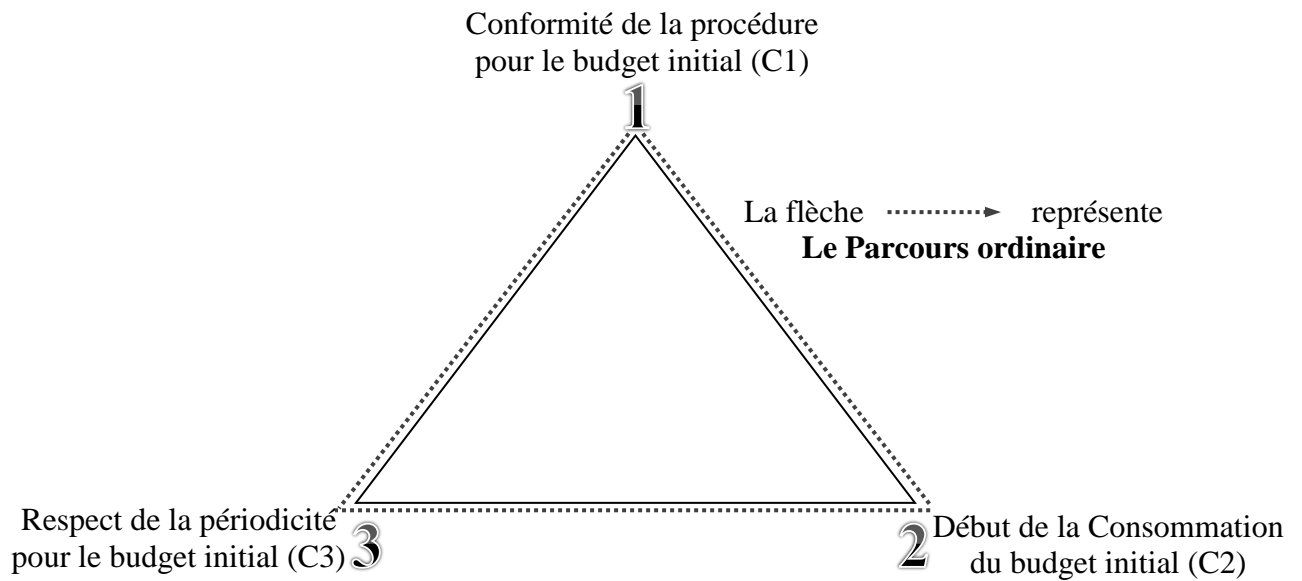
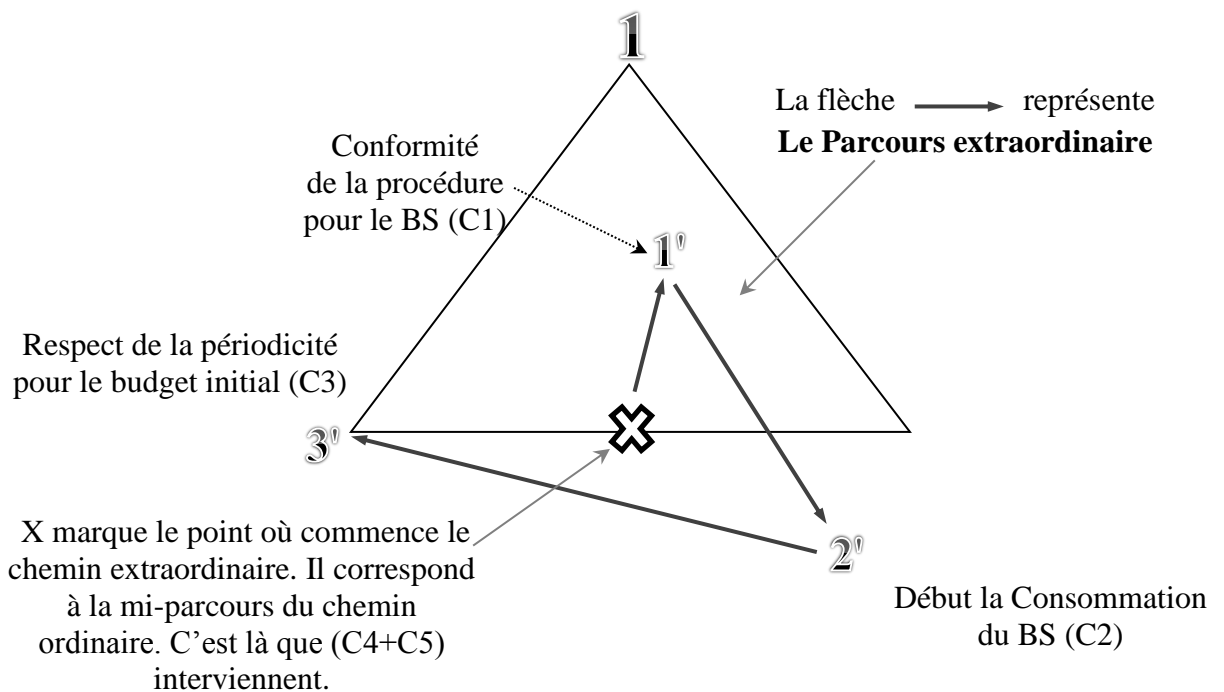


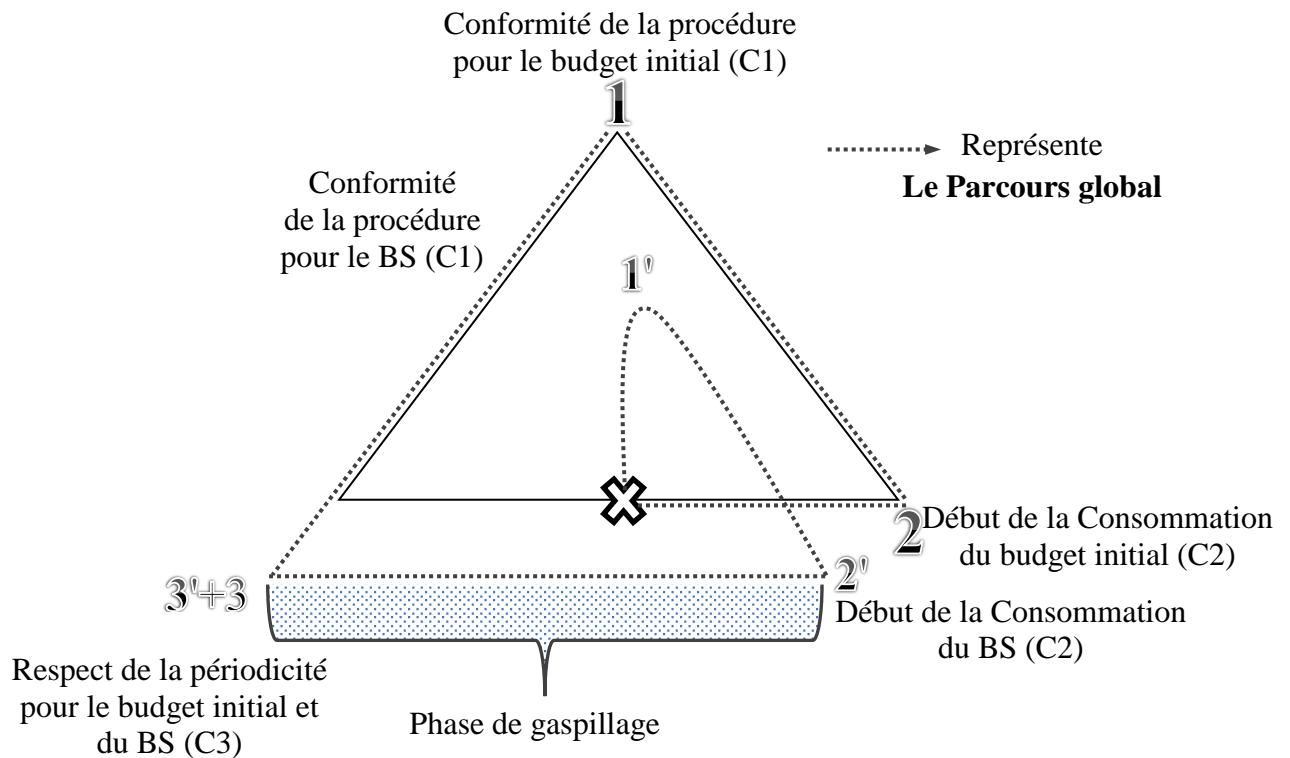
Figure 8 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire



d'atteindre l'objectif fixé par le système mais encore de satisfaire les exigences de la hiérarchie qui est réticente envers toute diminution de dotations budgétaires émanant de l'État. En effet pour la hiérarchie, le surplus gaspillé est une marge de manœuvre financière (Cyert & March, 1963) qui lui permet d'atteindre ses objectifs et de réduire les contraintes liées à l'environnement. Pour l'administrateur, la stratégie du gaspillage est une auto régulation (Reynaud, 1988) qui vise à



Figure 9 : La recherche de l'efficacité par le gaspillage



réduire les effets du pouvoir exercé par sa hiérarchie. C'est également une exploitation d'une faille du système qui, dans les textes et lois qui le composent, ne mentionne jamais l'efficacité (ni à contrario le gaspillage [voir tableau N°1]) comme indicateur de gestion. C'est ce que Crozier (1977) appelle la zone d'incertitude : l'agent élabore une règle clandestine pour atteindre à la fois son but et celui de l'organisation.

#### 4-1-2- Le Citoyen

##### 4-1-2-1-le système de consommation de la DPQF

##### 4-1-2-1-1- L'espace

L'espace chez le citoyen est sous la forme d'un espace environnant. Le citoyen n'est intéressé que par ce qui entoure son lieu d'habitation et le lieu de son travail. La maximisation de sa satisfaction est déterminée par les biens que peut lui procurer son espace, en matière de sécurité, de scolarisation, de transport et l'accès facile aux ressources tel que les aliments, l'essence, etc...

Ce qui renforce en plus cette conception de l'espace, c'est le fait que les Pouvoirs Publics l'empêchent de travailler hors de sa wilaya de résidence, de scolariser son enfant et de se prodiguer des soins hors secteur de son habitation.

#### **4-1-2-1-2- Le temps**

Le temps chez le citoyen est représenté sous trois formes qui correspondent à trois types de besoins :

- Le premier est un temps journalier qui est caractérisé par des pratiques quotidiennes tel que le travail, la consommation des aliments, les transports, l'hygiène corporelle, les loisirs, la consommation en eau potable.
- Le deuxième est un temps périodique qui est marqué par des événements se répétant pendant des périodes cycliques, comme la préparation de la rentrée scolaire, le jeûn de ramadhan, les préparations liées aux fêtes de l'aïd, les consultations en cas de maladie.
- Le troisième est un temps des grandes occasions ; ce temps est caractérisé par les pratiques lors des préparations et festivités de mariages, et le retour des Lieux Saints, etc...

#### **4-1-2-1-3- La causalité**

- *Première causalité (C1) : « non affichage d'allégeance = exclusion de la citoyenneté ».* Cette causalité apparaît lorsque la personne ne reconnaît pas l'Etat et ne reconnaît pas le pouvoir en place ; de ce fait, elle sera privée de la citoyenneté et exclue du territoire, puisqu'elle a rompu le contrat social d'une façon unilatérale. En effet, pour qu'un Etat accorde la nationalité à une personne et pour qu'elle bénéficie du système de santé et du système éducatif de ce pays, elle doit d'abord afficher son allégeance en remplissant différentes conditions tel que la maîtrise de la langue, l'apprentissage de l'histoire du pays, etc...
- *Deuxième causalité (C2) : « non accomplissement des devoirs = exclusion du service public + sanctions juridiques et administratives ».* Cette causalité apparaît lorsque le citoyen n'accomplit pas ses devoirs tel que le non-paiement des impôts, le non-paiement des droits et taxes, le non-paiement des quotes-parts de la sécurité sociale, le non accomplissement du service militaire. Dans cette situation, le citoyen se voit exclu de certaines prises en charge tel que le remboursement des médicaments, et se voit privé de

la liberté individuelle par l'emprisonnement et une interdiction de déplacement à l'étranger.

- *Troisième causalité (C3) : « non-respect des limites de ses droits=sanction juridique et administrative ».* Cette causalité surgit lorsque le citoyen dépasse largement ses droits, par exemple lorsqu'au lieu d'utiliser un trottoir, il le squatte pour mettre des chaises et plaques publicitaires, ou par exemple lorsqu'il fait une demande de la CNI et il qu'il est appelé pour la récupérer, il s'abstient.
- *Quatrième causalité (C4) : « crise économique = plus de devoirs et moins de droits ».* Cette causalité apparaît lorsqu'une crise économique surgit dans un pays. Dans ce cas, elle oblige le gouvernement d'entreprendre une austérité budgétaire, ce qui conduit à l'augmentation des taxes, des impôts, à la réduction des subventions et à restreindre l'accès à certains services et biens publics.
- *Cinquième causalité (C5) : « Manque de compétitivité économique = inflation et diminution du pouvoir d'achat ».* Cette causalité apparaît lorsque l'économie nationale perd sa compétitivité par rapport aux autres économies. Conséquemment, tous les types de produits seront importés malgré tous les inconvénients qui en résultent tel qu'un taux change élevé, créant l'augmentation générale des prix et des biens. Ce qui conduit les citoyens à la difficulté de satisfaire de tous leurs besoins.

#### **4-1-2-1-4- La perception de l'environnement**

La perception de l'environnement du citoyen est vraiment différente de celle de l'administrateur, puisqu'il est confronté directement aux résultats des opérations budgétaires entreprises par ce dernier. En tant qu'usager des biens publics, il est le vrai critère d'évaluation de toutes les dépenses et de toutes les actions publiques (tel que les ponts, le permis de conduire... etc), puisque ces actions vont être une partie intégrante dans sa vie quotidienne. Mais cette façon de percevoir l'environnement le rend moins stratégique du moment où sa confrontation avec les DPQF se fait en fonction des situations présentées. Ce qui le pousse à modifier ses dépenses à court terme, et le rend plus réticent à l'égard d'un éventuel engagement pour modifier ses dépenses à long terme.

L'autre raison, liée à sa vision religieuse du monde, lui impose des limites et le laisse focalisé sur l'action elle-même, ce qui le conduit de ce fait, à évaluer les biens publics

momentanément contrairement à la conception juridique et économique qui permet d'évaluer les biens publics sur le moyen et le long terme.

#### **4-1-2-2-La logique de consommation du système de consommation de la DPQF**

En principe la logique de consommation chez les Musulmans se base sur le verset coranique suivant :

*Ne porte pas ta main enchaînée à ton cou [par avarice], et ne l'étend pas non plus trop largement, sinon tu te trouveras blâmé et chagriné.  
(Verset 29 Sourate AL-ISRA) [LE VOYAGE NOCTURNE en français]*

En d'autres termes, l'Islam prône la modération : il ne faut être ni gaspilleur ni avare. Mais cette logique n'est pas présente tout le temps ; en fait la société algérienne comme toute société occidentale, s'est métamorphosée en devenant une société de consommation. Le Bien-Etre est mesuré par une quantité de consommation supérieure à celle de l'année précédente. Pour cette raison, la société algérienne, comme toute société occidentale est réticente à toute forme d'austérité budgétaire, qui est considérée comme une parcimonie, et de ce fait, est interdite par l'Islam.

#### **4-1-2-3-La logique d'efficacité du système de consommation de la DPQF**

La logique d'efficacité qui caractérise le système de consommation de la DPQF, est une logique basée ni sur le résultat, ni sur le but, mais sur les moyens. Il s'agit d'une logique plutôt téléologique au sens kantien, puisqu'elle se base sur le jugement des intentions. Ainsi, si une personne consomme un bien public avec l'intention de satisfaire ses besoins et que cette consommation provoque la destruction accidentelle de ce bien, elle ne sera pas considérée comme inefficace moralement, du moment où son intention était autre que la destruction accidentelle de ce bien.

#### **4-1-2-4-Le fonctionnement concret du système de consommation de DPQF**

D'après les résultats obtenus lors de l'analyse du discours des vidéos relatives à la conception de la DPQF chez le citoyen, nous pouvons proposer une modélisation par laquelle l'efficacité du système de consommation de la DPQF est réalisée.

Dans le parcours ordinaire (voir Figure 10) le citoyen prête allégeance au gouvernement en place (C1), puis il accomplit ses devoirs et ses engagements en payant ses impôts, ses cotisations et en respectant le droit et la législation en vigueur (C2) sans qu'il dépasse les droits que lui autorisent la Loi et la Constitution.

Mais en réalité ce parcours n'est jamais respecté, puisqu'entre la phase (C2) et (C3) d'autres facteurs interviennent et perturbent la satisfaction des besoins du citoyen. Le gouvernement décide d'augmenter certaines taxes et certains impôts ; ce qui est financièrement préjudiciable au citoyen. De plus, le gouvernement décide de diminuer certaines subventions ce qui signifie que les biens proposés par le gouvernement sont restreints (C4). Plus encore, avec l'inflation et l'augmentation du coût de la vie (C5), le citoyen ne voit pas comment remplir ses engagements tel que le paiement des impôts et les cotisations sociales. En d'autres termes, le citoyen constate qu'il doit payer davantage tout en recevant moins : c'est un parcours que nous appelons le parcours d'austérité (voir Figure 11).

Au cours des phases de consommation, le citoyen fait face à l'impossibilité de satisfaire tous ses besoins, du moment où le gouvernement a décidé de réduire les biens publics destinés à satisfaire ces derniers. Il a donc deux choix : soit il cède et il accepte cette nouvelle réalité, soit il manifeste contre la politique menée par le gouvernement en considérant qu'il n'est pas responsable des événements et que le gouvernement aurait dû penser à ces problèmes lorsque les indicateurs économiques étaient bons et qu'il ne s'empêchait pas à ce moment-là, de gaspiller d'une manière aléatoire, l'argent. Par réaction les citoyens adoptent une tactique *de manifestations et de grèves* (voir Figure 12) afin d'obliger le gouvernement d'une part, à réduire les coûts dus à l'accès aux biens publics, et d'autre part, à revoir à la hausse ces derniers de telle façon qu'ils puissent satisfaire tous les besoins.

Donc, bien que les citoyens soient dominés par une logique moraliste durant certaines périodes de l'Histoire, ils adoptent une logique utilitariste par laquelle ils essaient de défendre leurs acquis sociaux, en essayant d'acquérir plus de droits et plus de biens collectifs en contrepartie du

Figure 10 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire

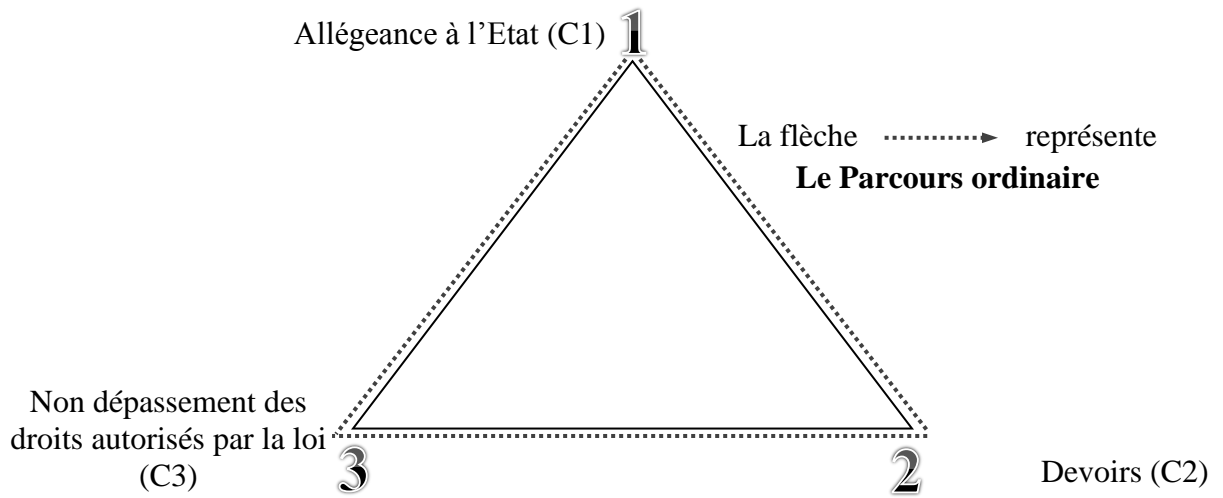
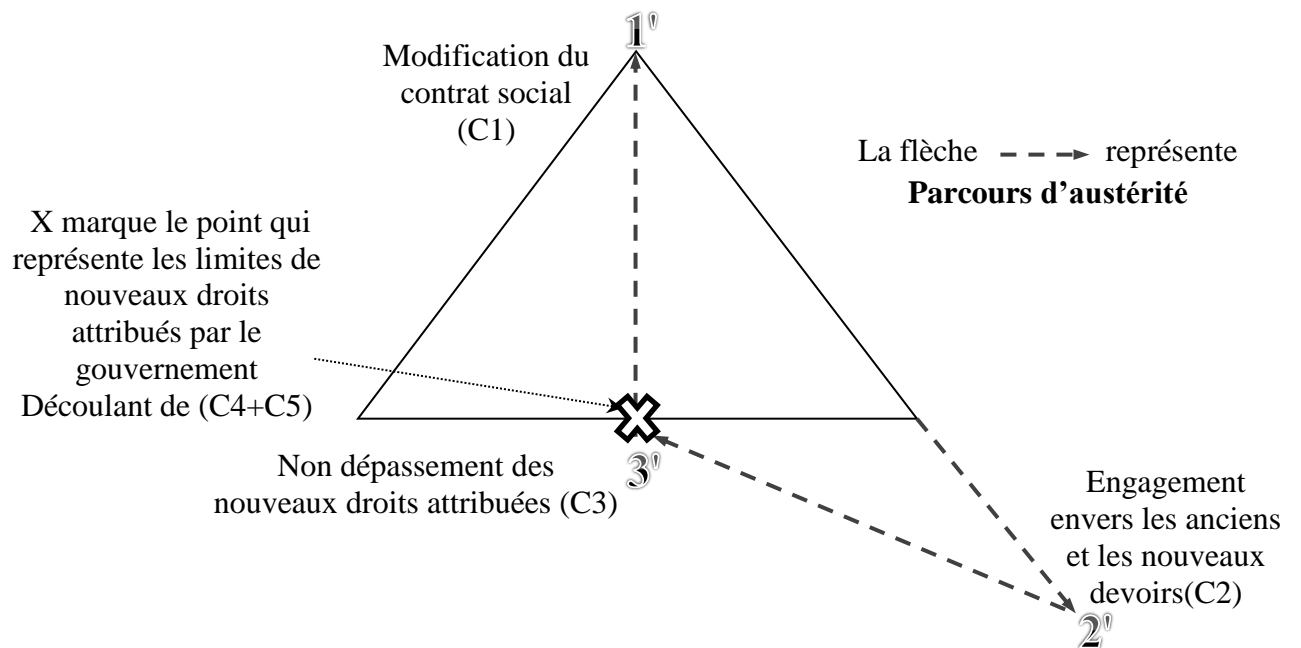
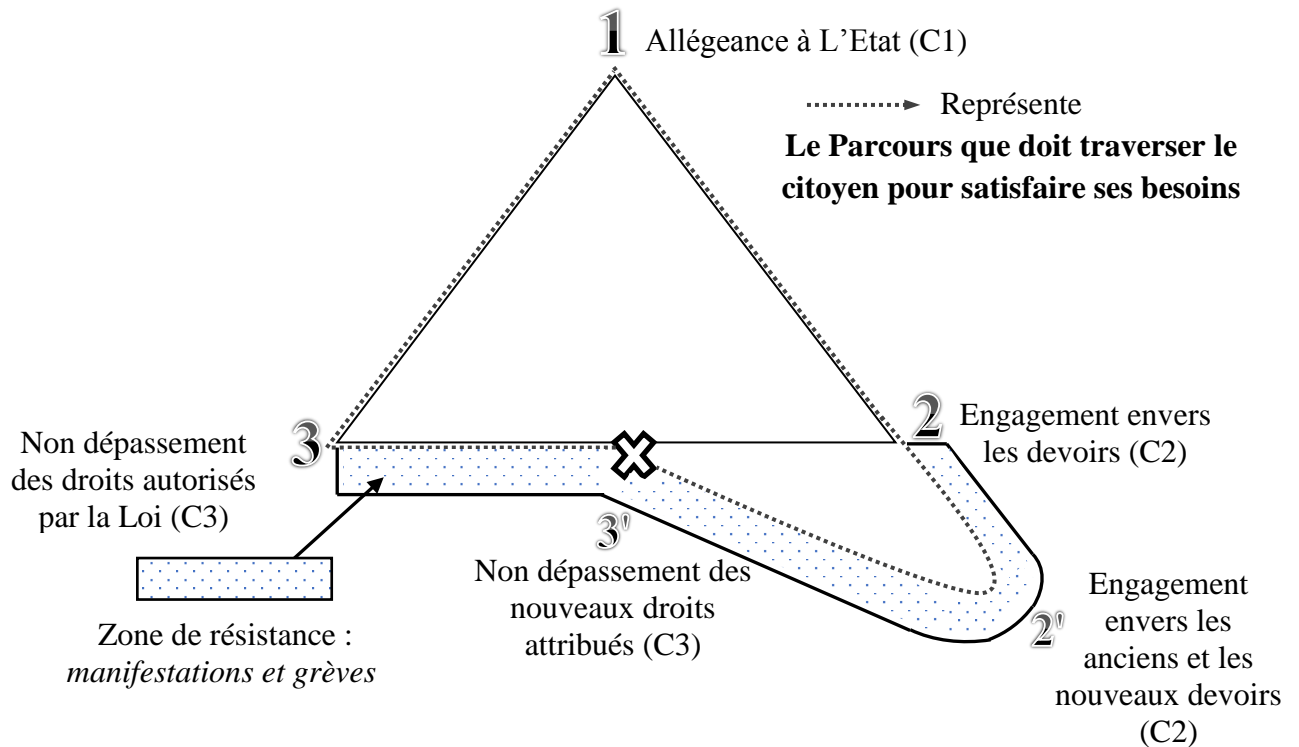


Figure 11 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire



paiement revu à la baisse des impôts et des taxes. Mais les citoyens n'adoptent pas tous le même comportement. Certains, à l'opposé de ceux cités plus haut, sont passifs. En effet comme nous venons de le voir, contrairement aux citoyens qui essaient de défendre leurs acquis sociaux, certains ne manifestent pas, ils ne contestent pas l'autorité mise en place et ils attendent qu'un nouveau contrat social soit réalisé pour profiter de ce contrat sans le moindre effort. Cette catégorie

Figure 12 : La recherche de l'efficacité par la manifestation



dénommée les "passagers clandestins" par Mancur Olson (1965) et qu'il définit comme une catégorie qui s'octroie plus d'avantages par rapport à la majorité des membres du groupe, garderont le même salaire puisqu'ils ne font pas la grève et ne seront pas touchés par le licenciement du moment où ils n'apparaissent pas publiquement.

Il existe une troisième catégorie dont les membres soutiennent le gouvernement puisqu'ils voient leurs avantages augmenter et leurs obligations diminuer. Cette classe de citoyens sont les rentiers capitalistes tels que dénoncés par Keynes (1923) et Veblen (1899). Du moment où ils profitent de la rente, ils ont tout intérêt que la monnaie garde sa valeur réelle, ce qui justifie leur soutien à une politique d'austérité, puisqu'elle absorbe toute la masse monétaire supplémentaire. En plus les gouvernements au nom de la relance de l'investissement et au nom de la lutte contre les fuites des capitaux, appliquent des exonérations fiscales et attribuent des crédits au profit de cette catégorie. Comme le souligne Veblen, cette catégorie est contre tout changement social, puisque les valeurs et les normes sociales actuelles renforcent son statut.

### **4-1-3- L'économiste**

#### **4-1-3-1-Le système d'évaluation de la DPQF**

Dans l'analyse du système d'évaluation de la DPQF au cours de laquelle l'économiste interagit avec l'administrateur, nous utilisons la description de Luc De Brabandere (1998), qui dépeint vraiment l'état actuel que vit le monde, dominé par les valeurs, les normes, et la culture du capitalisme, qui présentent le monde comme un ensemble de chiffres et d'informations numérisées.

##### **4-1-3-1-1- L'espace**

Chez l'économiste, l'espace est mondialisé, délocalisé et cybernétique. Nous prenons comme cas de figure l'Algérie. L'Algérie est certes une partie du monde, et pour mieux cerner les événements qui s'y déroulent, nous ne pouvons pas la séparer de son environnement régional et continental. En effet, une tension au niveau du Sahel conduit à un exode de la population subsaharienne vers les villes de l'Algérie du Nord, ainsi autre exemple, la chute du prix des hydrocarbures conduit à la réduction des importations algériennes, ce qui génère l'augmentation du chômage de certaines régions du monde dont les activités dépendent de l'importation algérienne.

##### **4-1-3-1-2- Le temps**

Le temps chez l'économiste est un temps réel ; il est instantané, sous l'effet des médias et des nouvelles technologies de communication ; comme le dit Luc De Brabandere il n'y a plus "avant" ou "après", il y a "maintenant" c'est tout. L'économiste a en permanence les yeux rivés sur les informations fournies par les chaînes de télévision et par la bourse ; ces informations, le produit du moment, sont d'une utilité de courte durée mais d'un effet durable qui se sentira sur une longue période. Par exemple l'information de la faillite de Lehman Brothers, était une information qui s'est déroulée sur une durée d'une minute mais ses effets étaient durables puisqu'elle a abouti à la crise économique de 2008 dont les conséquences ont été ressenties jusqu'en Algérie.



4-1-3-1-3-Les causalités

- *Première causalité (C1) : « mauvaise prévision budgétaire = incapacité de définir les responsabilités, les objectifs et les coûts ».* Cette règle surgit lorsque le gouvernement fait une mauvaise prévision budgétaire ; il en résulte que l'économiste se trouve dans l'incapacité d'évaluer puisqu'il ne dispose pas des normes par lesquelles il doit procéder à l'évaluation, puisqu'il ne connaît pas l'objectif, et le coût de l'action publique, ainsi que la personne oeuvrant à sa réalisation.
- *Deuxième causalité (C2) : « Manque d'informations sur l'état d'avancement des projets et sur la réalisation des biens et services publics = incapacité d'évaluer la concrétisation des objectifs ».* Cette règle se présente lorsque l'économiste n'a pas accès à l'information due au manque de transparence ou à la difficulté de récolter assez de données, ce qui rend plus difficile l'évaluation des actions des pouvoirs publics pour savoir s'ils ont atteint leurs objectifs ou pas.
- *Troisième causalité (C3) : « l'impossibilité de déterminer les coûts = l'incapacité d'évaluer l'adéquation des moyens mobilisés ».* Cette règle apparaît lorsque l'économiste ne peut pas mesurer les coûts et définir avec exactitude les moyens mobilisés pour la réalisation de l'action publique. Comme résultat il ne sera pas au courant si les pouvoirs publics ont utilisé d'une façon optimale l'argent des contribuables, et il ne saura pas si la pression fiscale exercée par les pouvoirs publics est vraiment justifiée.
- *Quatrième causalité (C4) : « introduction d'une LFC = Perturbation du système d'évaluation ».* Cette règle apparaît lorsque le gouvernement décide de recourir à la LFC ; de ce fait il modifie les normes relatives aux objectifs à réaliser, les coûts et les moyens à respecter. Comme résultat tout le processus d'évaluation est perturbé car nous ne pouvons pas évaluer l'efficacité de l'administrateur, si d'autres missions lui sont attribuées au cours de l'exécution de l'action publique.
- *Cinquième causalité (C5) : « Relever de leurs fonctions certains responsables = incapacité d'attribuer la responsabilité ».* Cette règle apparaît lorsque le gouvernement décide de relever de ses fonctions un responsable. De ce fait l'économiste ne peut pas demander à ce dernier de rendre des comptes du moment où il n'a pas terminé son mandat. Il ne peut pas de même, demander à son remplaçant de rendre des comptes du moment où il n'est pas responsable des actions de son prédécesseur.

- *Sixième causalité (C6) : « influence sur le cours de l'évaluation= des résultats biaisés ».*  
Cette règle apparaît lorsqu'un groupe d'influence au niveau du Pouvoir veut influencer le travail de l'économiste pour maximiser les résultats positifs et minimiser les résultats négatifs ; de ce fait son compte rendu sera biaisé.

#### **4-1-3-1-4- La perception de l'environnement**

La perception de l'environnement chez l'économiste, est une perception quantifiée, standardisée et numérisée sous la pression des marchés boursiers et des institutions internationales telles que le FMI et la BM. En d'autres termes, l'économiste est soumis à un diktat dans ses initiatives pour évaluer et mesurer les politiques publiques car il ne peut pas utiliser les instruments liés à sa communauté puisque ce sont les puissances économiques qui diffusent et imposent leur doctrine managériale et économique dans le monde entier. Pour cette raison son évaluation s'effectue sous la logique suivante "Nous, par rapport au pays X".

Une telle approche de la réalité pose un vrai problème dans la mesure où l'économiste pourrait intégrer des modèles qui ne sont pas en adéquation avec les structures socio-culturelles de sa société, et pour lesquels il pourrait demander des réformes structurelles dangereuses qui seraient une atteinte aux structures sous-jacentes indispensables au fonctionnement de son pays.

#### **4-1-3-2-La logique d'évaluation du système d'évaluation de la DPQF**

En nous basant sur les travaux d'Iribarne (1989) nous supposons que l'économiste lors de l'opération d'évaluation est influencé et motivé par une *logique de contrat*, logique selon laquelle la personne qui évalue doit rendre des comptes à ses supérieurs. En d'autres termes l'économiste, lors de son évaluation, est doté d'un objectif clair et de moyens appropriés pour mener à bien ses actions, au bout desquelles il doit transmettre un rapport détaillé à l'institution bénéficiaire de ses prestations. Mais sur le terrain la mission de l'économiste est entravée par les fonctionnaires, qui n'ont pas cette notion d'évaluation et de contrôle.

#### **4-1-3-3-La logique d'efficacité du système d'évaluation de la DPQF**

En fait dans le système d'évaluation de DPQF il existe deux logiques d'efficacité :

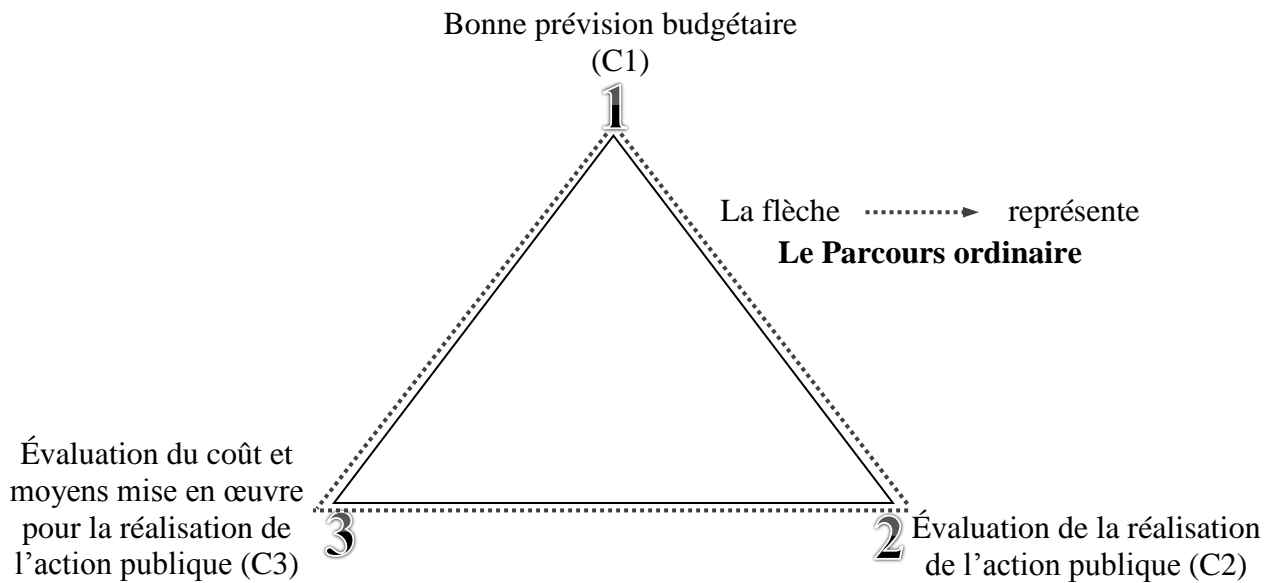
- La première est celle *de statu quo*. Comme le démontre Bourdieu (Bourdieu, 1976; Golsorkhi & Huault, 2006) les chercheurs les plus renommés et les plus anciens monopolisent le champ scientifique, à travers l'annulation temporaire de toute nouvelle idée. Puisque "autorité scientifique" signifie "autorisation de parler", "autorité de prise de parole" dans le champ scientifique. Pour cette raison, pour acquérir plus de *capital scientifique* (prestige, reconnaissance, célébrité) ils ont intérêt à réduire au maximum le nombre des membres appartenant à leur cercle. Mais l'autre intérêt consiste à accumuler plus de *capital temporel* sous forme d'une reconnaissance institutionnelle au niveau de l'État. Pour cela, il ne leur suffit pas que d'être renommés mais d'être intégrés dans des groupes d'influence dans la perspective d'obtenir plus de moyens au profit de leur laboratoire de recherches ou de leur bureau d'expertise.
- La deuxième est celle de *se faire remarquer*. En effet, pour percer ce cercle, les nouveaux chercheurs doivent se distinguer des anciens pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur leurs compétences. A leur tour, ils essaient de créer leur propre cercle et leur propre doctrine en essayant à la fois d'accumuler *le capital scientifique* tout en remettant en cause l'ancienne doctrine, et d'accumuler aussi, *le capital temporel* tout en intégrant une nouvelle élite montante.

#### **4-1-2-4-Le fonctionnement concret du système d'évaluation de DPQF**

D'après l'analyse du discours des vidéos relatives à la conception de la DPQF chez l'économiste, et l'étude bibliographique effectuée sur les articles et les ouvrages traitant du sujet, nous pouvons proposer une modélisation par laquelle l'efficacité du système d'évaluation de la DPQF est réalisée.

Le parcours ordinaire commence par la définition claire des objectifs, des missions, des responsabilités et des coûts des actions publiques (C1). Une fois déterminés, l'économiste pourra disposer des normes par lesquelles il va évaluer la mise en œuvre de ces actions. Dans la deuxième étape, il évalue la réalisation des objectifs que se sont fixés à priori les pouvoirs publics (C2) ; et une fois la réalisation de ces objectifs approuvée, il entame la troisième étape qui consiste à vérifier les coûts réels et les moyens mobilisés pour la réalisation de ces actions (C3) (voir Figure 13).

Figure 13 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire



Mais ce parcours d'évaluation est perturbé par LFC (C4), qui, pendant la procédure d'évaluation, introduit des nouvelles missions, de nouveaux objectifs et de nouveaux coûts. En addition à cela un responsable peut être relevé de ses fonctions (C5) en pleine période d'évaluation ce qui rend celle-ci difficile, puisqu'aucune responsabilité n'est imputée à quiconque. De plus, des groupes d'influence interviennent dans le travail de l'économiste, afin qu'il leur fournisse un compte rendu qui leur est favorable (C6). Au final nous obtenons un parcours d'évaluation biaisé (Voir Figure 14).

Face à une telle situation, l'économiste se trouve donc entravé par les différentes manœuvres gouvernementales et celles des opérateurs privés qui se sentent menacés par son travail. Cette situation représente une entrave dans le travail d'évaluation de l'économiste. En outre, quand bien même ce travail est effectué, il reste néanmoins largement loin de la réalité à cause des fausses informations fournies par les responsables et à cause des conséquences relatives aux causalités (C4+C5+C6). Pour cette raison, *il tire la sonnette d'alarme* pour éveiller la conscience des pouvoirs publics et celles des citoyens sur la dangerosité d'une telle gouvernance (voire Figue 15), en les sensibilisant sur le fait que le gouvernement n'est pas doté d'instruments pertinents pour mesurer les résultats économiques, l'efficacité et l'efficience des actions publiques et que cela l'inexistence conduit forcément à l'inefficacité et à l'inefficience.

Figure 14 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire

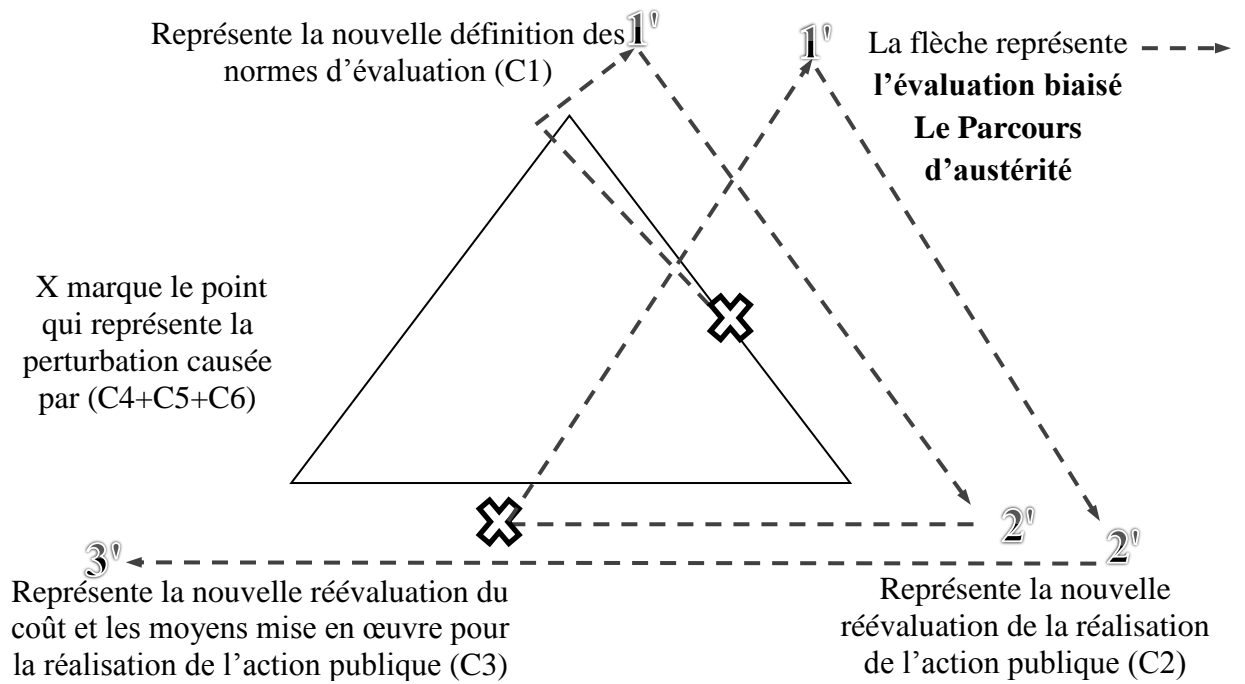
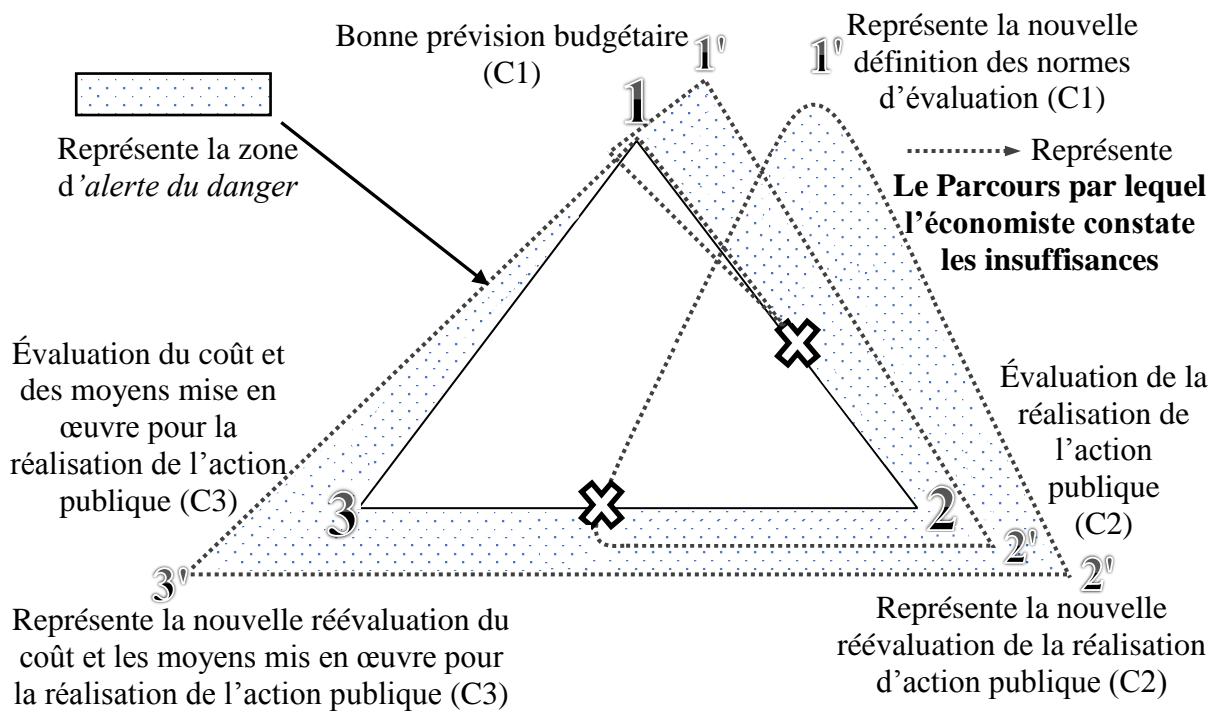


Figure 15 : La recherche de l'efficacité par l'alerte



Mais il faut préciser qu'il y a trois types d'économistes qui divergent dans leur stratégie d'actions. Les premiers sont issus de l'élite gouvernementale, s'ils alertent l'opinion publique, c'est dans le but de demander une réforme institutionnelle et structurelle sans toucher au modèle de gouvernance. Les deuxièmes sont issus de l'opposition ; ils interpellent l'opinion publique dans le but de modifier le mode de gouvernance et le régime politique en place. Les troisièmes ne réagissent que pour maximiser leurs acquis en *capital scientifique* et en *capital temporel*, sachant qu'avec les économistes issus de l'élite gouvernementale, ils peuvent tous deux maximiser leurs acquis sans être obligés de faire un vrai travail d'évaluation de fond ; il leur suffit juste d'appartenir au cercle du groupe d'influence.

Mais les économistes qui font un vrai travail d'évaluation sont ceux qui appartiennent à la première et à la deuxième catégorie, puisque leur objectif consiste à réduire au maximum la marge d'erreurs en alertant l'opinion publique et les politiciens et en proposant au gouvernement des réformes.

#### **4-1-4- Parallèle de la DPQF chez les trois acteurs**

Pour comprendre réellement cette divergence qui réside autour de ce que doit être la DPQF, nous nous sommes référés au système de "l'argumentation" que mobilise chaque acteur dans son discours et dans son écrit pour défendre sa vision sur la DPQF. Et pour saisir ce système nous avons recouru à "la nouvelle rhétorique" fondée par Chaïm Perelman et par Lucie Olbrechts-Tyteca (1958) qui conçoivent la nouvelle rhétorique comme une rhétorique basée sur "l'argumentation", écrite et orale, et sur la logique ; elle est destinée à tous les auditoires, contrairement à l'ancienne qui se basait sur "la persuasion" destinée, elle, pour un auditoire précis et qui n'est pas doué, la plupart du temps, du sens de la logique (1958, pp. 5-7).

Mais la caractéristique la plus marquante dans la nouvelle rhétorique c'est qu'elle se base sur une logique non formelle, dans laquelle le locuteur essaie de faire admettre aux auditeurs le caractère raisonnable, acceptable de son action et de ses décisions (Ch Perelman, 1981), Contrairement à la logique formelle qui tend plus à démontrer la vérité unique conceptualisée par un seul signe qui peut être soit correct ou incorrect.

Dans notre analyse et selon les arguments de Perelman et Olbrechts-Tyteca, nous avons

constaté que l'administrateur dans son discours, mobilise plutôt 'l'argument du gaspillage'. Selon Perelman et de Olbrechts-Tyteca : « L'argument du gaspillage consiste à dire que, puisque l'on a déjà commencé une œuvre, accepté des sacrifices qui seraient perdus en cas de renoncement à l'entreprise, il faut poursuivre dans la même direction » (1958, p. 375). En d'autres termes, l'administrateur juge que nous ne pouvons pas arrêter à consommer les DPQF uniquement parce que toute consommation devient immorale, puisqu'une telle action engendrera une diminution des montants du budget de l'année suivante.

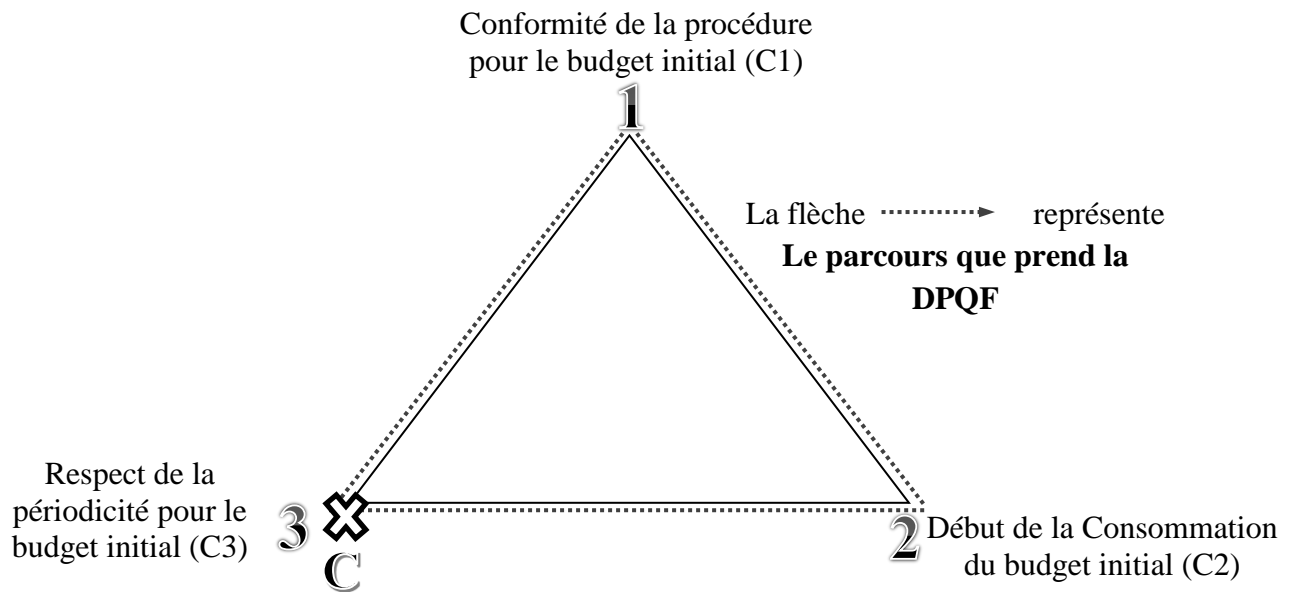
Nous pouvons formaliser cet argument dans la prémisse suivante « Si nous arrêtons de consommer les DPQF restantes, alors nous perdrons des montants dans le budget de l'année suivante ». Nous pouvons le schématiser dans le raisonnement suivant :

- Si nous arrêtons de consommer les DPQF restantes, alors nous perdrons des montants dans le budget de l'année suivante.
- Or nous ne devons pas perdre des montants dans le budget de l'année suivante.
- Donc, nous ne devons pas arrêter la consommation des DPQF.

La première prémisse est une constatation des faits empiriques de l'existence d'une causalité entre arrêter de dépenser les DPQF et la diminution du montant du budget de l'année suivante. La deuxième prémisse est la conclusion produite sous forme de règles que doit suivre l'administrateur. La troisième est la conduite que va suivre l'administrateur en se basant sur la conclusion précédente. De ce fait, l'administrateur considère que la DPQF doit se trouver dans le point C (voir figure 16), le point où elle sera consommée entièrement pour qu'il ne perde pas la totalité des montants du budget de l'année suivante.

Concernant le citoyen, celui-ci prône l'idée de 'l'argument de sacrifice' avancée par Perelman et Olbrechts-Tyteca. En effet pour ces derniers, « Plus [le prestige de la personne qui sacrifie] est grand, plus l'argument impressionne » (1958, p. 335). Selon les mêmes auteurs « L'argument quasi logique de sacrifice peut s'appliquer aussi à tous les domaines des rapports de moyen à fin ; le moyen étant un sacrifice, un effort, une dépense, une souffrance. L'aspect quasi logique est surtout marqué lorsque, pour valoriser telle chose on transforme autre chose en moyen apte à la produire et à la mesurer. » (1958, p. 339). Pour les citoyens cette chose est l'acte de démission, de renoncement au Bien-Etre, l'abandon de carrière que doit mener l'administrateur

Figure 16 : La DPQF perçue par l'administrateur



pour valoriser l'argent publique et valoriser les valeurs musulmanes qui prohibe tout acte de gaspillage et de prodigalité.

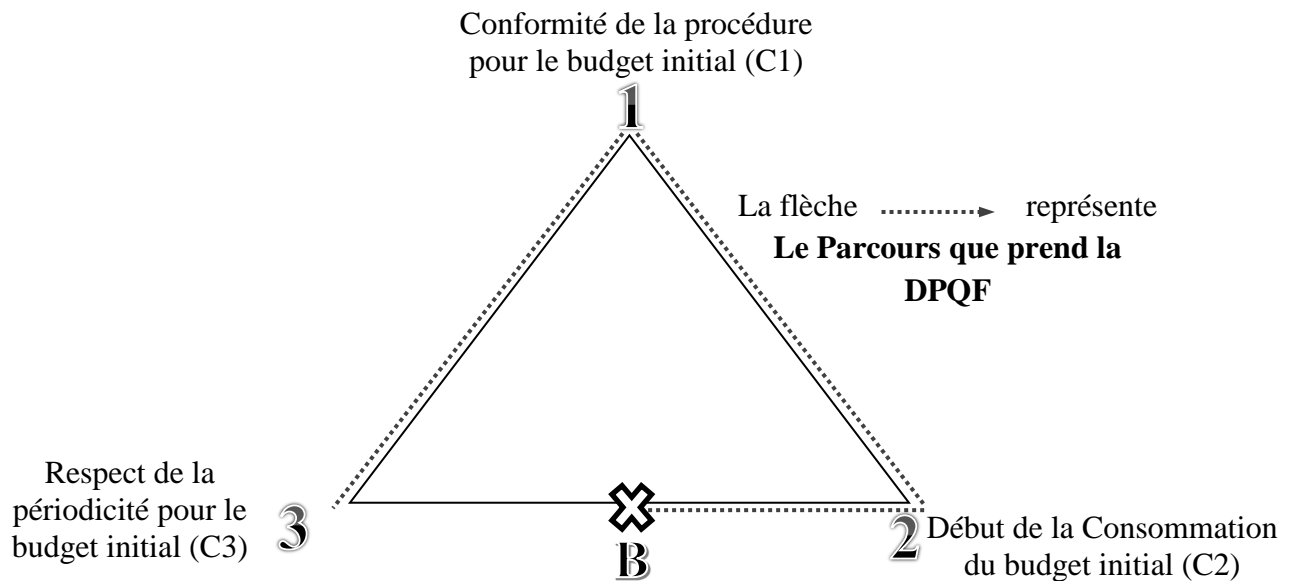
Cet argument nous pouvons le formaliser par la prémisse suivante « si nous continuons à travailler, les DPQF vont continuer à être gaspillées », et le figurer dans le raisonnement suivant :

- Si nous continuons à travailler, les DPQF vont continuer à être gaspillées.
- Or les DPQF ne devront pas être gaspillées.
- Donc nous ne devons pas continuer à travailler.

La première prémisse est la constatation d'une causalité entre la DPQF et l'action du gaspillage. La deuxième prémisse est la conclusion produite sous forme de règles que doit suivre le citoyen. La troisième prémisse est la conduite que va suivre l'administrateur en tant que bon citoyen en se basant sur la conclusion précédente. De ce fait, le citoyen considère que toute dépense qui se trouvait au-delà du point B est une DPQF (voir figure 17), de ce fait elle ne pourra pas être consommée, pour que son montant ne soit pas perdu inutilement. Pour cette raison le citoyen préconise à l'administrateur de démissionner si sa hiérarchie le pousse à gaspiller cette DPQF ; cet acte représente un sacrifice pour une cause plus noble qui est la préservation de l'argent publique selon les règles religieuses de l'Islam.



Figure 17 : La DPQF perçue par le Citoyen



Pour l'économiste, l'argument prôné dans son discours est " l'argument de direction" avancé par Perelman et Olbrechts-Tyteca, lors de l'argumentation « si le passage du point A en C soulève des difficultés, il se peut qu'on ne puisse pas voir d'inconvénient à passer du point A en B, d'où le point C apparaîtra dans une toute autre perspective : appelons cette technique le procédé des étapes» (1958, p. 379). Cette méthode de conviction consiste à diviser tout le processus de déroulement d'une action en étape, pour démontrer progressivement la chaîne de son développement de sorte que le résultat redouté apparait comme une direction inévitable à atteindre. En plus de démontrer qu'une fois le processus est déclenché il est impossible de l'arrêter. Selon les deux auteurs cet argument peut prendre plusieurs formes :

- L'argument de la propagation (appelé aussi contagion) est mobilisé lorsque le locuteur met en garde l'auditeur contre certains « phénomènes qui ... auraient tendance à se transmettre de proche en proche, à se multiplier, et à devenir... nocifs. » (1958, p. 385). Lorsque « le phénomène initial est, lui-même, considéré comme un mal, on aura recours le plus souvent à la notion de contagion » (1958, p. 385).
- L'argument de vulgarisation est mobilisé lorsque l'auditeur met en garde le locuteur « contre la propagation qui dévaluerait, en le [phénomène] rendant commun et vulgaire, ce qui est distingué parce que rare, limité, secret » (1958, p. 385).

- L'argument de la consolidation est mobilisé lorsque l'auditeur met en garde le locuteur « contre les répétitions qui donnent pleine signification et valeur à ce qui n'était qu'ébauche, balbutiement, fantaisie, et qui deviendrait mythe, légende, règle de conduite » (1958, pp. 385-386)

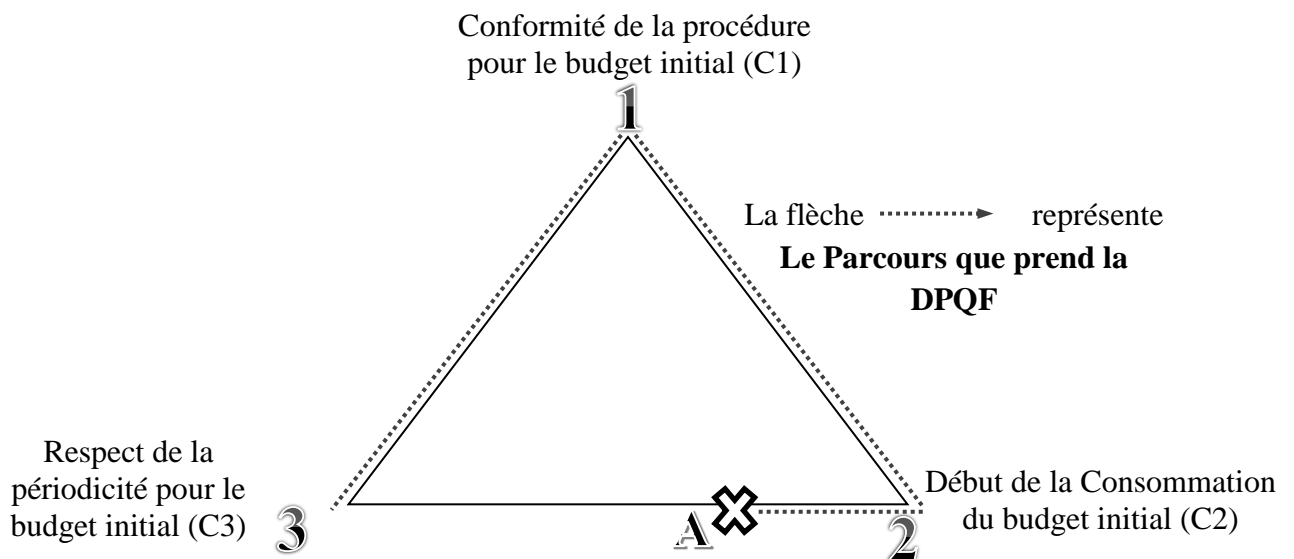
L'utilisation de cet argument par l'économiste, vise à montrer au gouvernement, aux ordonnateurs et aux administrateurs dont ils dépendent, la direction que va prendre l'économie si le gouvernement cède devant la rente pétrolière et la pression populaire, puisqu'une fois la population habituée à un niveau élevé de dépenses publiques, il sera difficile ensuite de réduire ce niveau de dépenses car cela provoquera des manifestations populaires et donnera à l'opposition l'opportunité de s'imposer comme alternative.

Cet argument nous pouvons le formaliser par la prémisse suivante : « si nous continuons à céder chaque fois devant la pression populaire et devant les bénéfices alléchants du secteur des hydrocarbures, nous allons voter un budget déficitaire avec des DPQF inefficaces chaque année ». Nous pouvons figurer cet argument dans le raisonnement suivant :

- Si nous continuons à céder chaque fois devant la pression populaire et devant les bénéfices alléchants du secteur des hydrocarbures, nous allons voter un budget déficitaire avec des DPQF inefficaces chaque année.
- Or nous ne devons pas voter un budget déficitaire avec des DPQF inefficaces chaque année.
- Donc nous ne devons pas continuer plus à céder devant la pression populaire et devant les bénéfices du secteur des hydrocarbures.

La première prémisse est la constatation d'une causalité entre la pression populaire et l'incapacité du gouvernement à résister devant la rente pétrolière et l'action du vote d'un budget déficitaire et des DPQF inefficaces. La deuxième prémisse est la conclusion produite sous forme de règles que doivent suivre les politiciens. La troisième prémisse est la conduite que vont suivre les politiciens en tant qu'agents économiques rationnels. De ce fait l'économiste considère que toute dépense qui se trouvait au-delà du point A est une DPQF (voir figure 18). De ce fait elle est sensée être ni votée, ni consommée. Plus encore, les dépenses qui existent entre le point B du citoyen et le point A de l'économiste sont considérées par l'économiste comme une DPQF ;

Figure 18 : La DPQF perçue par l'économiste



de ce fait elles ne doivent pas être existantes. Pour cette raison l'économiste propose aux politiciens de ne pas céder. S'ils le font, ils se retrouveront dans un cercle vicieux d'excès budgétaire qui provoque une inefficacité économique et institutionnelle.

#### 4-2-La signification de la DPQF pour chaque acteur

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, chaque personne, pour interpréter une réalité sociale telle que la DPQF, doit combiner deux types de structures. La première est la structure sociale. Celle-ci attribue à une personne une position sociale, résultat de la division de travail dans la société, par laquelle elle joue un rôle dans la société. En même temps elle lui détermine les positions sociales à travers lesquelles elle peut tisser un réseau de relations interne puisque la division du travail stipule qu'il y a une relation de complémentarité entre les différentes activités et les différentes tâches exercées par les personnes dans une société donnée. De ce fait, la communication d'une signification ne peut s'effectuer que par l'interrelation de deux personnes. Et même si cette deuxième personne n'existe pas, la personne la crée virtuellement pour transmettre à son moi phénoménologique la signification de la réalité qui est en face d'elle.

La deuxième est la structure culturelle par laquelle une personne peut savoir comment utiliser cette position sociale dans la société, lui montrant ce qui est autorisé et ce qui est interdit. En même temps cette structure lui fournit le système de communication social par lequel elle

communiqué, et elle lui fournit le système d'action collectif par lequel elle interagit avec les objets et avec les tierces personnes. Elle est une sorte de grammaire, de registre dont les personnes se servent pour agir dans le monde vécu.

En étudiant ces structures et en les utilisant dans *le modèle représentationnel* que nous avons développé (voir chapitre 2 : équation 2), nous allons non seulement chercher la signification de la DPQF pour chaque acteur, mais aussi comprendre pourquoi il la produit d'une telle façon en analysant tous les éléments qui sous-tendent sa production, allant de la logique, du système de communication social, du système d'action collectif à l'objectif.

#### **4-2-1-La signification de la DPQF chez l'administrateur**

##### **4-2-1-1-Signification au niveau de la Primité**

En premier lieu, l'administrateur (**A**) est une personne qui est la manifestation de la structure sociale à travers la position sociale qu'elle occupe au sein de la société et qui lui permet d'exécuter les dépenses publiques. En même temps il est la manifestation d'une structure culturelle sous forme d'idées, de croyances, de valeurs juridiques, de terminologie juridique, de règles culturelles administratives et de règles de conduite juridiques.

Ces deux structures vont limiter son monde propre qui devient purement juridique (**F**) ce qui le conduit à ne se focaliser que sur l'aspect juridique de la DPQF (**R**). Il observe cette dernière et interagit avec elle à travers les documents budgétaires, la fiche d'engagement, le cachet du visa du contrôleur financier (**R**). Pour lui, cette DPQF en tant qu'idée, il faut la consommer dans le but de la préserver pour les années à venir si nous voulons garantir la continuité du système. Afin d'assurer sa permanence, l'administrateur (**A**) adopte une logique pragmatique (**L**) qui consiste à respecter la règle et seulement la règle s'il veut arriver à cette fin.

A ce niveau, il va observer qu'il existe encore des sommes non consommées (sous forme de documents budgétaires, la fiche d'engagement, le cachet du visa du contrôleur financier) (**R**) qui vont l'inviter à les équilibrer ("caractère de demande"). Sous l'influence de la logique pragmatique (**L**) et en se focalisant seulement sur l'aspect qualitatif de la DPQF (**I**), l'utilisation des DPQF pour l'équilibre du budget va produire chez lui (**A**) le sentiment *d'équilibre* (**P**). Ce

*sentiment (P)* en tant que signe, est un trait commun entre tous les objets qui produisent le même sentiment (**M**) tel que la sécurité de l'emploi, la protection de la famille...etc.

De ce fait, il se produit, sous l'influence de la logique pragmatique (**L**), chez l'Administrateur (**A**) *le sentiment d'équilibre (P)*, traduit par le métalangage (**M**) (représentant les objets produisant le même sentiment qui est l'équilibre), en une qualité *d'équilibre (I)* par laquelle les DPQF (**R**) sont perçus sous l'angle qualitatif, sentiment qui correspond complètement à une forme de vie juridique (**F**) (voir figure 19).

#### **4-2-1-2-Signification au niveau de la Secondité**

Au deuxième niveau et toujours sous l'influence de la logique pragmatique (**L**) et en ne se focalisant que sur l'aspect circonstanciel(**I**) de la DPQF (**R**), la constatation d'un écart entre les dépenses consommées effectives et les dépenses à réaliser ("en tant que MG") par l'administrateur, génère chez lui l'équilibre du budget ("le pouvoir causal") par lequel l'administrateur consomme autant de DPQF pour se conformer à la Loi. De ce fait, l'équilibre du budget (**P**) en tant que réaction envers les DPQF (**R**), n'est que l'indice de ce dernier (**I**), sachant qu'à la fois il est une proposition linguistique « nous devons nous soumettre aux ordres en équilibrant le budget par ces DPQF jusqu'à leur disparition » ; et parallèlement c'est une action collective menée par l'administrateur (**A**) à travers les différentes opérations budgétaires. De ce fait, cette proposition linguistique et l'action collective, par la vérification de leur relation aux DPQF, constituent une proposition logique qui relie deux actions (**M**) : l'équilibre de la DPQF (action 1) (**P**) et l'exécution des DPQF par l'administrateur (**P**), sous forme de propositions "chaque fois que j'équilibre le budget [action1], je suis en train de consommer les DPQF [action2] et ainsi je suis en train de réaliser une forme de vie juridique (**P**)".

Comme conséquence, sous l'influence de "la logique pragmatique" (**L**) , *le sentiment d'équilibre* se manifeste chez l'administrateur (**A**) à travers l'action de "*l'équilibre du budget*" (**P**), celle-ci est traduite par la relation causalité sous forme d'une proposition « cette action "d'équilibre du budget" est la conséquence des "DPQF" non encore consommées » (**M**), en un objet "action d'équilibre" (**I**), par lequel la "DPQF" (**R**)est perçue sous l'angle d'action (ou circonstance)(**I**), cette action réalise une forme de vie juridique (**F**) (voir figure 20).

Figure 19 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Primité

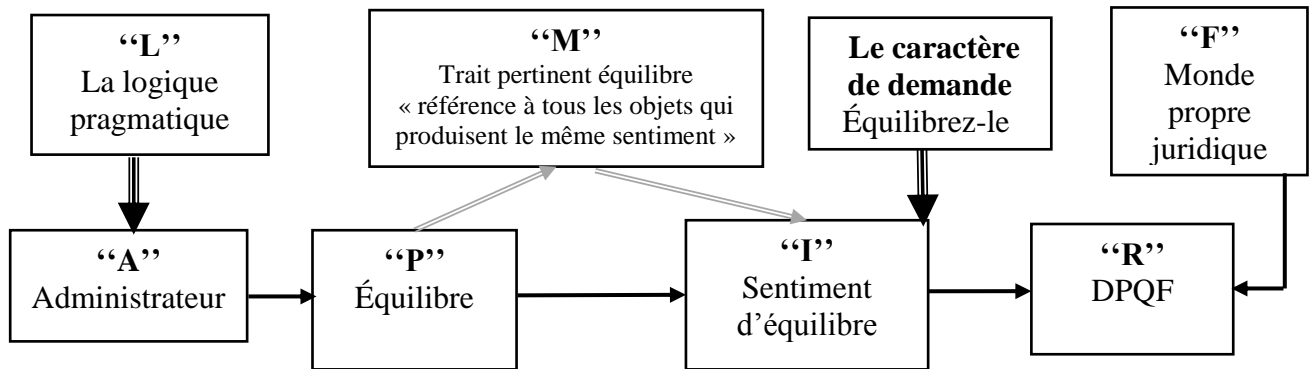
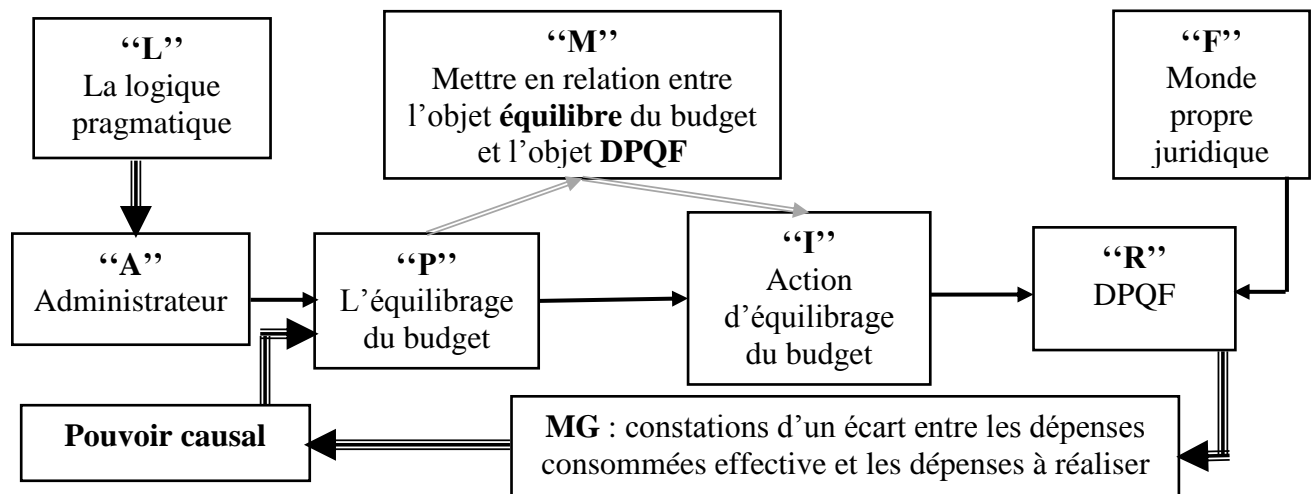


Figure 20 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Secondité



#### 4-2-1-3-Signification au niveau de la Tiercité

Au troisième niveau, sous l'influence de la logique pragmatique (**L**) et en se focalisant sur l'aspect symbolique et représentationnel (**I**) de la DPQF (**R**), l'administrateur (**A**) va considérer que l'usage des DPQF (**R**), pour l'équilibre du budget, n'est qu'une réplique de la règle "application de la loi" (**I**) ; ce dernier lie d'une manière tacite "l'application de la loi" (**P**) sous forme de textes juridiques écrits qui ne correspondent pas du tout à l'objet qu'elle désigne et qui sont "les DPQF" (**R**) , sachant aussi que "l'application de la loi" en tant que structure juridique et à travers le MG , "constatation d'un écart entre les dépenses consommées effectives et les dépenses à réaliser", génère son pouvoir causal sous forme "d'équilibre du budget", sous forme

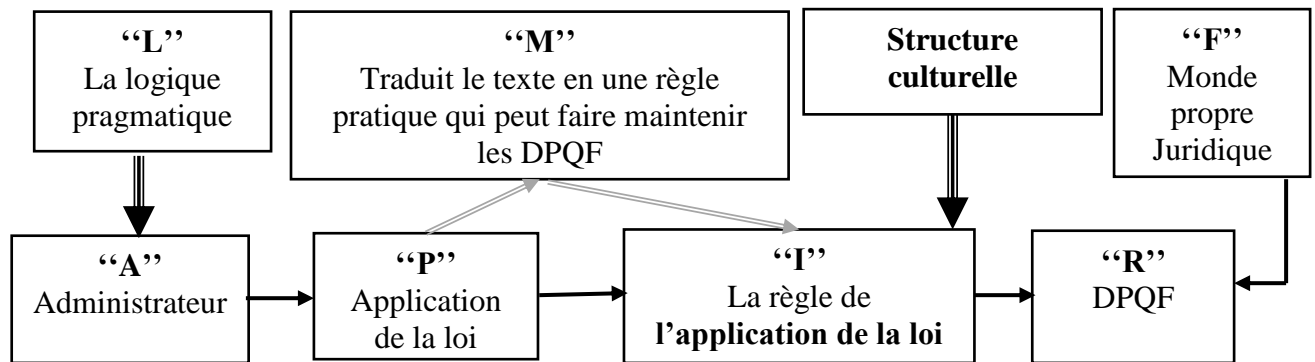
d'effet émergent apparent au niveau institutionnel. Cependant, selon les règles juridiques qui régissent le SEDP, pour qu'une utilisation de la DPQF (**R**) soit reconnue comme "application de la loi" (**P**), il faut que "l'utilisation de ces dépenses soient indispensables pour équilibrer l'ensemble des sommes des dépenses à consommer et l'ensemble des dépenses consommées effectives", ce qui permet d'atteindre l'équilibre budgétaire, et ainsi une conformité à une loi est réalisée" (**M**).

Comme conséquence, l'administrateur (**A**) sous l'influence de la logique pragmatique (**L**), désigne par " l'application de la loi" (**P**), l'objet "l'utilisation des DPQF" (**R**), sous forme de " la règle d'application de la loi" (**I**), sachant que celle-ci est le résultat de traduction de l'application de la loi" (**P**) par des "règles juridiques traitant l'exécution des dépenses publiques et l'équilibre budgétaire (**M**). En d'autres termes "l'application de la loi" (**I**) est la **signification de la DPQF** chez l'administrateur, en tant que règle, l'administrateur va maintenir les DPQF pour l'année suivante et va exercer une forme de vie juridique (**F**) (voir figure 21).

#### **4-2-1-4-Signification au niveau de la Tiercité' (tiercité prime)**

Au niveau de la tiercité prime, la signification de la DPQF chez l'administrateur sera symbolisée par une représentation plus neutre dont le rôle est de neutraliser la subjectivité de l'administrateur. Si nous analysons les actions de l'administrateur nous remarquerons qu'elles sont plus centrées sur la règle juridique ; pourtant selon l'analyse stratégique de Crozier (1977) , chaque règle représente une *zone d'incertitude* par laquelle l'acteur va développer des stratégies pour mieux l'exploiter ou réduire ses répercussions lorsqu'elle est utilisée par un autre acteur. De ce fait, la science juridique et administrative par laquelle l'administrateur agit et réagit est analysée sociologiquement pour que des représentations construites dans un cadre juridique soient traduites dans un cadre sociologique. Ainsi "l'application de la Loi" (**P**) n'est qu'une "stratégie" (**P'**) au sens crozien du terme. Ce signe qui est expliqué par la théorie sociologique de Crozier et Reynaud (**M'**) stipule que l'exécution de la loi et ses utilisations servent à monter des "stratégies" (**P'**) par l'administrateur ; de ce fait l'utilisation des DPQF (**R**) est vue sous l'angle "des régularités comportementales détectées à postériori sous forme de [stratégies]".

Figure 21 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Tiercéité



Nous pouvons conclure que **la stratégie (I)** est la **signification de la DPQF** chez l'administrateur. C'est une régularité comportementale qui permet de réaliser une forme de vie juridique et administrative (**F**) qui permet de maintenir ces DPQF pour les années suivantes (voir figure 22).

#### 4-2-2-La signification de la DPQF chez le citoyen

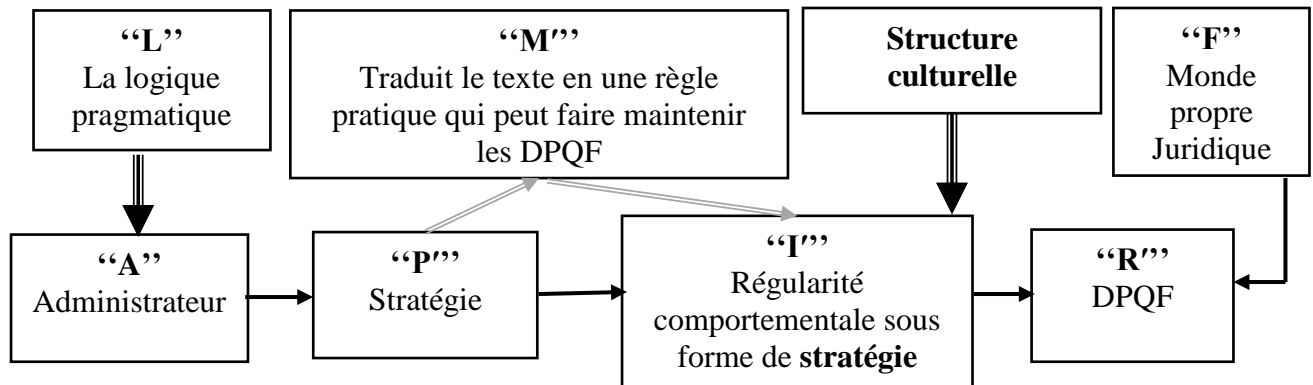
##### 4-2-2-1-Signification au niveau de la Primité

Le citoyen est une personne qui est la manifestation de la structure sociale, puisque par le biais de la position sociale qu'il s'approprié dans la société il devient le cœur même du fonctionnement du système politique et social qui régit la société, puisqu'il est le consommateur et le demandeur des DPQF fournies par l'ordonnateur à travers l'administrateur. En tant que citoyen, il est également la manifestation de la structure culturelle puisque celle-ci lui fixe la manière de penser la DPQF comme idée, comme croyance, et lui fixe la manière de rejeter cette DPQF et elle lui fixe la DPQF conforme aux valeurs religieuses qu'elle lui transmet, lui fixe la manière de la communiquer par la terminologie religieuse qu'elle lui apprend. Enfin, elle lui fixe la manière d'agir et de se comporter envers la DPQF conformément aux règles culturelles et aux règles de conduite religieuses.

Ces deux structures limitent le monde propre du citoyen en le rendant un monde propre religieux (**F**), ce qui réduit le champ d'intervention du citoyen (**A**) sur la DPQF, aux aspects moraux et religieux de cette dernière. L'interaction entre le citoyen et la DPQF se fait par des objets physiques tels que des ponts de moindre qualité ou délivrés en retard, des



Figure 22 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Tiercité'



permis de conduire délivrés après une longue période, de mauvaises prestations de service (**R**). Dans le cas où la DPQF ne satisfait pas les besoins du citoyen où elle est utilisée immoralement, ces dépenses l'invitent à se manifester contre elle ('caractère de demande') à ce moment il hait la DPQF en tant qu'idée et fait tout son possible pour la faire disparaître. Etant une forme de péché, elle porte préjudice à son Bien-Etre.

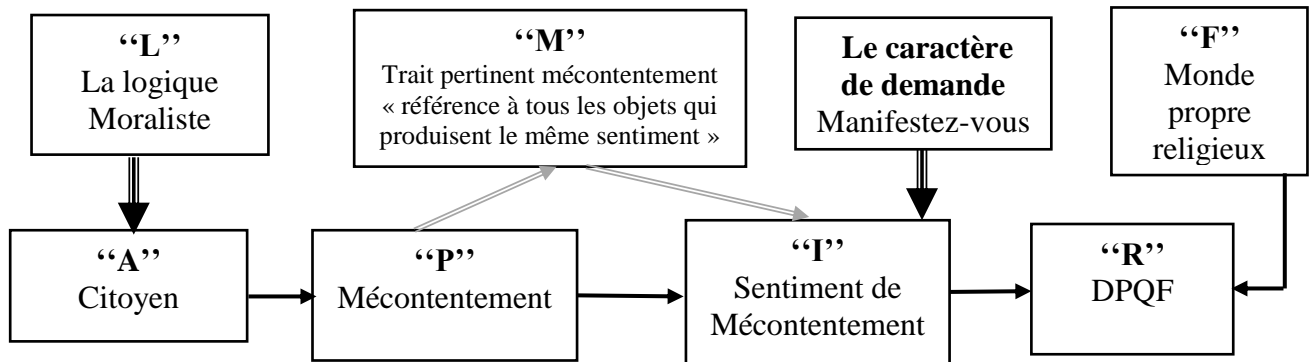
Dans une telle situation le citoyen (**A**), en constatant les résultats néfastes de **la stratégie du gaspillage**, et sous l'influence de *la logique moraliste* (**L**), va développer 'le sentiment de mécontentement' (**P**) envers toutes les DPQF consommées (**R**) par l'administrateur. La perception qualitative (**I**) de ces dernières qui appartiennent 'à la même famille des objets qui produisent le même sentiment, est le *mécontentement*' (**M**).

Donc, nous pouvons conclure que chez le citoyen (**A**), sous l'influence de *la logique moraliste* (**L**), se produit un 'sentiment de mécontentement' (**P**) traduit par le métalangage (**M**), 'représentant les objets produisant le même sentiment qui est le mécontentement', en qualité (**I**) par lequel les DPQF sont représentées (**R**) conformément à une forme de vie religieuse (**F**) (voir figure 23).

#### 4-2-2-2-Signification au niveau de la Secondité

Lorsque le citoyen constate que les dépenses supplémentaires n'ont aucune contrepartie réelle, qualitativement ou quantitativement ('MG'), cela provoque chez le lui (**A**) une réaction (**I**) sous forme 'de manifestation' (**P**) ('Pouvoir causal') contre ces dépenses (**R**), afin d'obliger l'ordonnateur à revoir ses actions. Ce qui signifie que dans un contexte politique tendu 'les

Figure 23 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Primité



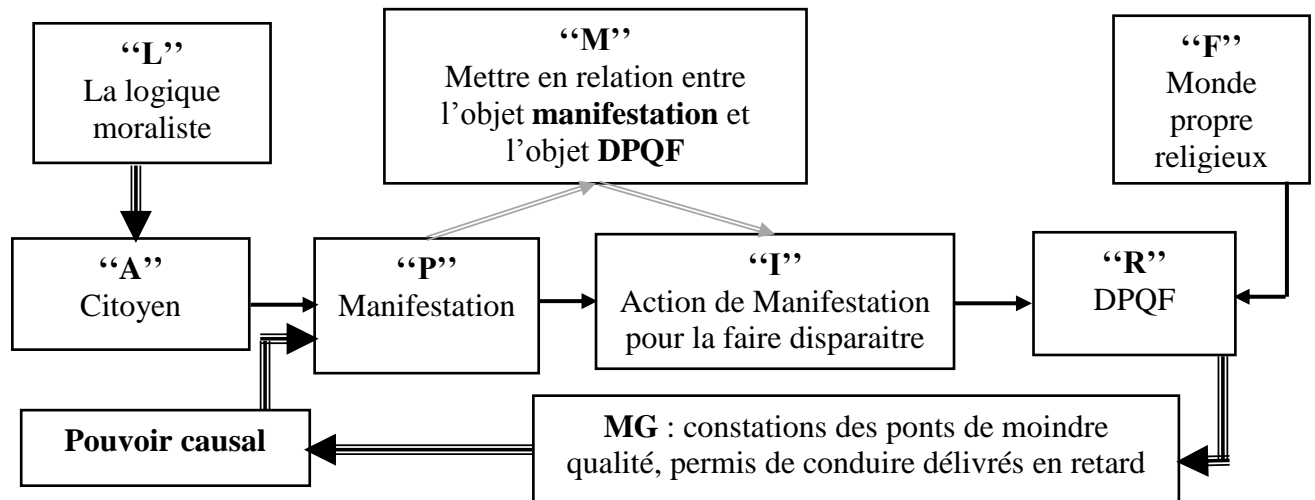
manifestations’’(P), les grèves, les soulèvements populaires sont l’indice (I) de l’existence des DPQF. L’indice de leur existence prend simultanément la forme d’une action collective, comme il est illustré précédemment et la forme d’une proposition linguistique « ils n’ont pas peur de Dieu, pourquoi gaspiller autant d’argent ». Comme conséquence, à travers la vérification de la relation entre l’action ‘manifestation’ sous les deux formes (P) et l’action d’utilisation des DPQF (R), une proposition logique (M) est constituée liant les deux actions sous forme ‘chaque fois que je manifeste [action 1], je suis en train de contester l’existence de la DPQF [action 2] et ainsi je suis en train de réaliser une forme de vie religieuse (P).

Donc nous pouvons conclure que sous l’influence de ‘la logique moraliste’ (L), le citoyen (A) exprime le sentiment de mécontentement dans ‘les manifestations’(P) traduit par la proposition ‘chaque fois que je manifeste [action 1], je suis en train de contester l’existence de la DPQF [action2]’(M) en circonstance (I) par laquelle la DPQF (R) est perçue ce qui permet de réaliser une forme de vie religieuse en faisant disparaître ces DPQF(F) (voir figure 24) .

#### 4-2-2-3-Signification au niveau de la Tiercité

La signification (I) que donne le citoyen (A) aux DPQF (R) est le ‘gaspillage’(P). En tant que règle islamique (I), elle désigne ‘toute dépense inutile qui ne génère pas ou ne maximise pas la satisfaction donnée dans le cas d’une consommation hallal’ (M). C’est sous sa forme symbolique religieuse (I) que la DPQF (R) nous donne une certaine explication du comportement des citoyens (A). En fait la manifestation des citoyens n’est qu’une réplique, sous forme de pouvoir causal, d’une structure profonde religieuse construite par des textes de terminologie Coranique et Prophétique, et qui apparaît chaque fois que la DPQF surgit (MG).

Figure 24 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Secondité

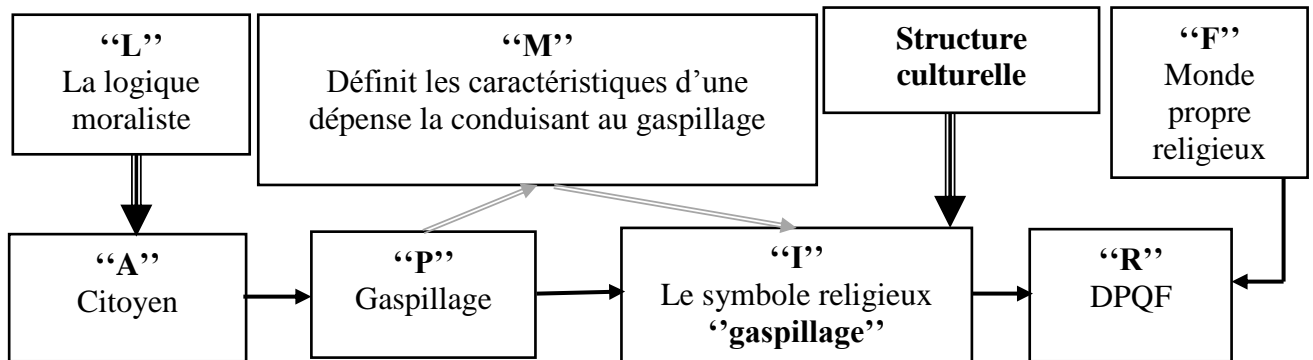


Alors nous pouvons conclure que le citoyen (**A**) sous l'influence de la logique moraliste (**L**), connote "les DPQF" (**R**) par le "symbole religieux à haïr" (**I**) qui est le "gaspillage" (**P**). Celui-ci désigne "toute dépense inutile qui ne génère pas ou qui ne maximise pas la satisfaction donnée dans le cas d'une consommation hallal" (**M**) par conséquent il faut manifester contre elle, l'abolir, si un citoyen musulman veut réaliser une forme de vie religieuse (**F**) selon les commandements de l'Islam (voir figure 25).

#### 4-2-2-4-Signification au niveau de la Tiercéité' (tiercéité prime)

Au niveau de la tiercéité prime, la subjectivité de la signification du citoyen sera neutralisée par une représentation plus neutre. Celle-ci est empruntée de chez J.J. Rousseau. Ce dernier, à travers sa conception sociologique de l'organisation politique de la société (Namer, 1977), voulait construire des institutions légitimes par lesquelles chaque citoyen peut exercer la moralité. Ces institutions qui ne sont que le produit d'un pacte social réalisé par les individus entre eux, n'est rien d'autre que le contrat social. Mais pour s'assurer que les personnes respectent ce contrat, il faut que celui-ci soit doté d'une sainteté pour qu'il ne soit pas rompu ; selon Rousseau cette sainteté se trouve dans la religion civile (Rousseau, 2011). Cette dernière fédère plus de personnes autour d'un socle commun qui est l'intérêt général, en transformant l'Homme en un citoyen, et en cultivant en lui l'amour des lois et de la justice. De cette façon, l'ordre social est maintenu et la solidarité entre les citoyens est renforcée.

Figure 25 : La signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de Tiercéité



Donc, en se basant sur la conception de Rousseau écartant toute interprétation religieuse monothéique, nous pouvons dire que le citoyen manifeste son mécontentement envers l'utilisation des DPQF par l'administrateur, à cause de l'atteinte à l'utilité publique. Ce qui signifie que l'administrateur a abusé des prérogatives que lui confère le contrat social ; ce qui rend son acte "immoral". C'est sous cette forme de représentation (P) que le citoyen (A) conçoit la DPQF (R). Cette représentation immorale symbolise la DPQF (I) du moment où celle-ci remplit "les caractéristiques que prend toute action injuste selon la religion civique" (M).

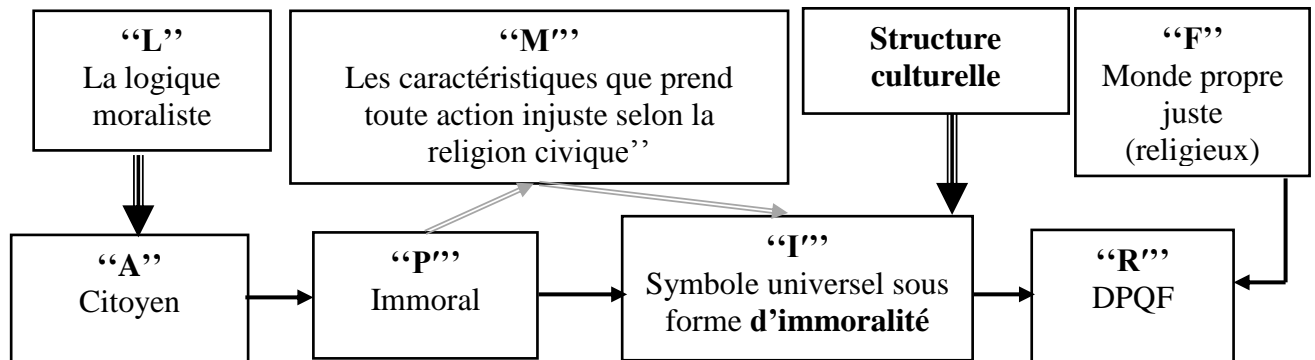
Comme conclusion l'immoralité (I) est la signification de la DPQF chez le citoyen. Elle est un symbole par lequel le citoyen mène des actions vertueuses dans le but d'exercer une forme de vie juste et équitable (F) (voir figure 26).

#### 4-2-3-La signification de la DPQF chez l'économiste

##### 4-2-3-1-Signification au niveau de la Primité

L'économiste en tant que personne, est une manifestation de la structure sociale. Avec la position qu'il occupe dans la société, il réalise la codification des règles, des symboles produits par la société ; il pense et étudie la société pour l'aider à poser les bonnes questions. En même temps, en cas de nécessité, il évalue les actions de la société soit en lui faisant appel, ou soit d'une manière spontanée en agissant par devoir, ce qui est le cas de l'évaluation des DPQF. D'autre part, il est aussi une manifestation d'une structure culturelle, puisque cette dernière, en se transmettant par l'éducation et par la socialisation scientifique, elle lui fixe la manière de penser la DPQF comme croyance et comme idée. Elle lui fixe la manière de signaler le danger de celle-ci et comment elle devrait être selon les théories économiques, elle lui fixe la manière de la

Figure 26 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Tiercéité'



communiquer par une terminologie économique appropriées. Enfin, elle lui fixe la manière de se comporter envers la DPQF conformément aux règles culturelles et aux règles de conduite économiques.

Ces deux structures sociales et culturelles rendent le monde propre de l'économiste, un monde propre scientifique (**F**), qui rend l'économiste concentré seulement sur les aspects de la DPQF (**R**) qui ont un sens scientifique. Cette quête du sens se fait à travers les statistiques, les rapports relatifs aux dépenses et l'inventaire des équipements réalisés. Ces objets sont aussi les moyens par lesquels l'économiste interagit avec la DPQF (**R**).

Lorsque l'économiste (**A**), observe les DPQF (**R**), surgit chez lui l'idée que ce qui est en train de se réaliser est inutile. Il faut donc qu'il fasse son possible pour qu'une telle dépense cesse d'exister. Cette idée est le résultat du sentiment alarmiste (**P**) produit sous une logique instrumentaliste (**L**) qui rend l'administrateur (**A**) focalisé sur l'aspect qualitatif (**I**) de la DPQF (**R**). Ce sentiment est "un trait en commun entre tous les objets qui produisent le même sentiment" (**M**), tels que la baisse des prix de pétrole, un déficit budgétaire très important... etc. En plus de ce sentiment, les statistiques et les autres objets semblables invitent l'administrateur (**A**) à lancer l'alerte pour sensibiliser l'opinion publique ("caractère de demande") sur la dangerosité de tels types de dépenses.

De ce fait, nous pouvons conclure que chez l'économiste (**A**) sous l'influence de "la logique instrumentaliste" (**L**), se produit donc "un sentiment alarmiste" (**P**) traduit par le métalangage (**M**), "représentant un trait en commun entre les objets produisant le même sentiment

qui est alarmiste”, en qualité **(I)** par laquelle les DPQF sont représentées **(R)** conformément à une forme de vie scientifique **(F)**. (Voir figure 27)

#### **4-2-3-2-Signification au niveau de la Secondité**

L'économiste **(A)**, par son expertise et son savoir, constate que l'augmentation générale des dépenses globales causées par les DPQF n'a produit aucune augmentation de recettes ou d'équipements publics ("MG"). De ce fait, cette situation génère chez lui l'action d'alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics **(P)** ("Pouvoir causal") par laquelle il exprime l'état alarmant de ces dysfonctionnements et attire l'attention de l'opinion publique et du gouvernement sur la dangerosité de telles actions pour que ce dernier ajuste sa politique. Ce qui signifie que dans un contexte de mobilité politique, lorsque les économistes **(A)** "tirent la sonnette d'alarme" **(P)** par leurs publications dans les journaux ou par leurs participations dans les débats télévisés, cette réaction est l'indice **(I)** de l'existence de la DPQF **(R)**. Notant que l'indice de l'existence de celle-ci, en plus de l'action collective que nous avons citée précédemment, prend la forme d'une proposition linguistique telle que « Si nous ne faisons rien nous allons droit au mur ». Comme résultat, à travers la vérification de la relation entre l'action "tirer la sonnette d'alarme" de l'économiste **(P)** et l'action d'utilisation des DPQF **(R)** par l'administrateur, une proposition logique **(M)** est constituée reliant les deux actions sous la forme "chaque fois que je tire la sonnette d'alarme [action 1], je suis en train de signaler le danger de la DPQF [action 2] et ainsi je suis en train de réaliser une forme de vie scientifique **(P)**."

Comme conclusion nous pouvons proposer que sous l'influence de la "logique instrumentaliste", l'économiste **(A)** exprime l'état alarmiste de la DPQF dans l'action "d'alerter l'opinion publique et les pouvoirs publics" **(P)** traduit par la proposition "chaque fois que je lance l'alerte [action 1], je suis en train de signaler le danger de la DPQF [action 2]" **(M)** en circonstance **(I)** par laquelle la DPQF **(R)** est perçue ; ce qui permet de réaliser une forme de vie scientifique en stoppant la production des DPQF **(F)** (voir figure 28).

#### **4-2-3-3-Signification au niveau de la Tiercité**

Lancer l'alerte pour signaler l'état alarmant de la DPQF **(R)** est la réplique d'une loi économique nommée "l'inefficacité" **(I)** désignant "toutes les dépenses qui ne produiront aucune

Figure 27 : signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de la Primité

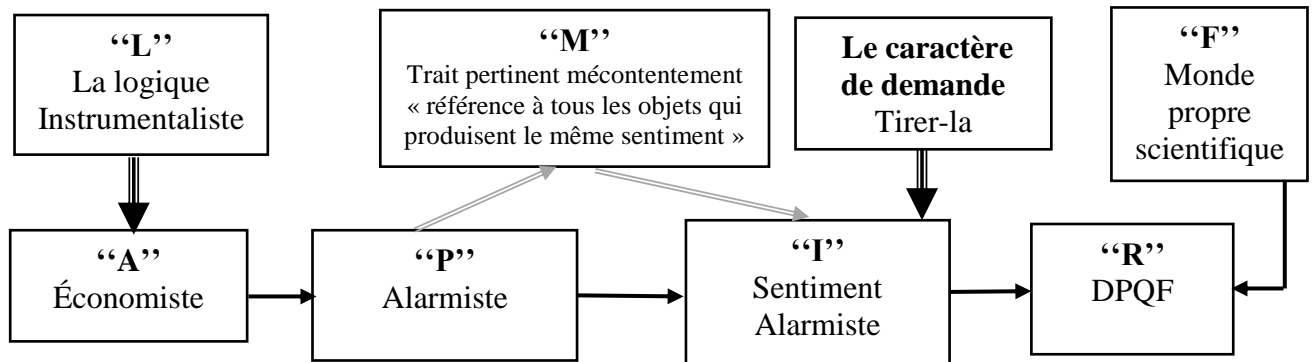
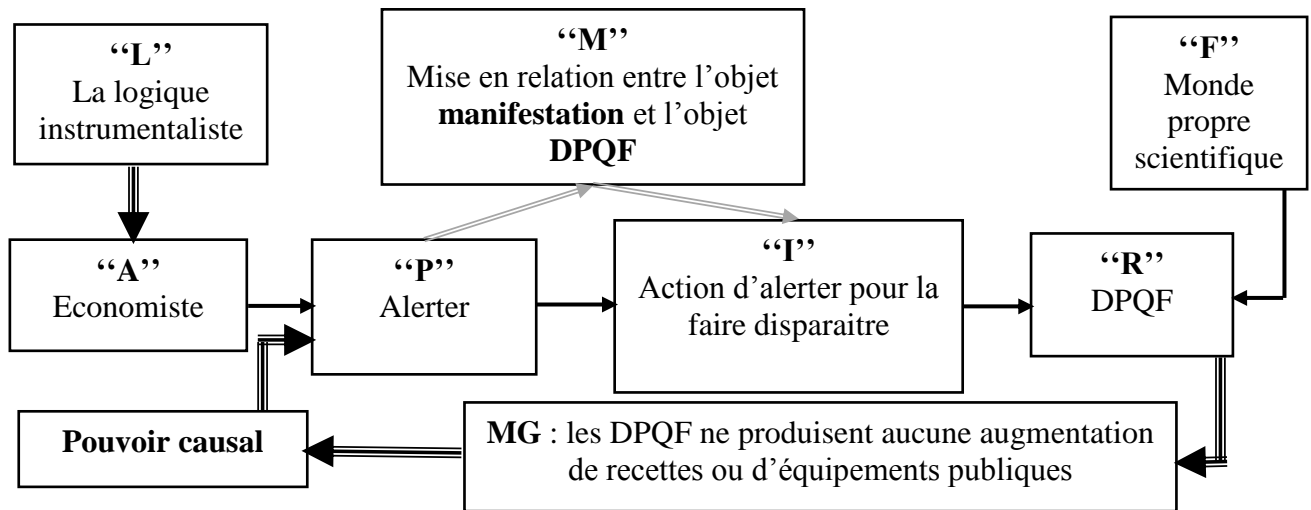


Figure 28 : signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de la Secondité



utilité économique ou désignant leur utilité qui ne correspond pas à montants dépensés” (M). Ainsi, en désignant la “DPQF” (R) par “l’inefficacité” (P), cette action nous explique les comportements de l’économiste envers celle-ci. Ces comportements ne sont en réalité que des pouvoirs causaux d’une structure profonde économique, fondée sur des travaux scientifiques et économiques, qui apparaissent chaque fois que la DPQF surgit (MG).

En récapitulant tout ce qui est énoncé au-dessus, nous pouvons conclure que l’économiste (A) sous l’influence de la logique instrumentaliste (L), représente la DPQF (R) par le symbole “économique à abandonner” (I) qui est “l’inefficacité”(P). Ceci désigne “toutes les dépenses qui ne produiront aucune utilité économique ou désigne leur utilité qui ne correspond pas aux montants dépensés” (M). Il s’impose donc de signaler la dangerosité des DPQF chaque fois qu’il les observe, pour que le gouvernement cesse de les utiliser, et ce pour réaliser une forme de vie

scientifique et économique (F). **En résumé, la signification de la DPQF réside dans ‘l’inefficacité’.** (Voir figure 29)

#### **4-2-3-4-Signification au niveau de la Tiercété' (tiercété prime)**

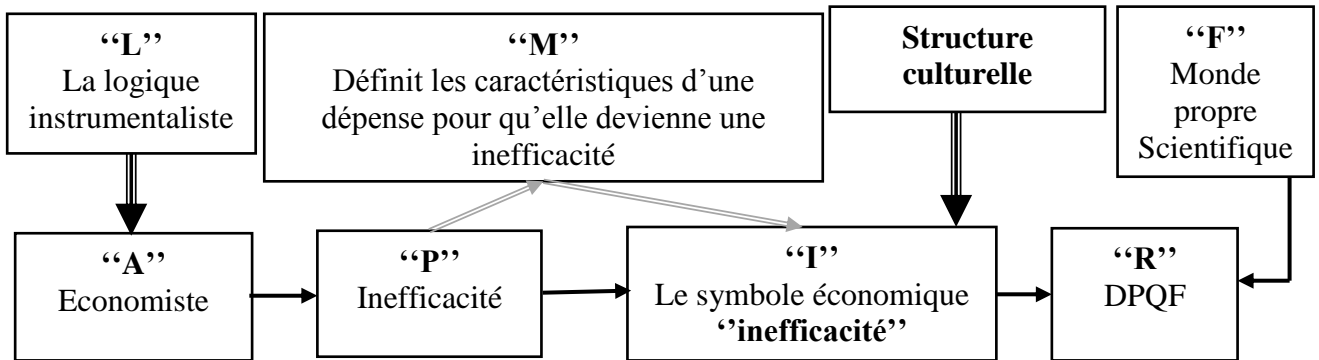
Au niveau de la tiercété prime, la subjectivité de la représentation de l'économiste sera neutralisée par une représentation plus neutre, issue des travaux de Vilfredo Pareto. Ce dernier a abandonné l'étude de l'économie au profit de la sociologie et contrairement à Walras, pensait que les théories économiques devraient dépendre des théories sociologiques (Legris & Ragni, 1999), conformément à la démarche d'approximations successives ; celle-ci « suppose l'emboîtement de l'économique dans le sociologique » (Legris & Ragni 2005). La démarche commence à l'aide des sciences économiques à la réalisation d'une première approximation « vers la compréhension des conduites humaines finalisées et vers les conditions par lesquelles ces conduites se composent ou s'opposent. » (Busino, 2008). Puis l'économie s'ouvre sur la sociologie pour réaliser une deuxième approximation par laquelle une cohérence sera réalisée entre les actions logiques issues des sciences économiques et des actions non-logiques issues de la sociologie (Legris & Ragni 2005).

Selon Pareto, les finances publiques sont des actions non logiques au service de l'élite gouvernementale (Leroy, 2014) et leur faillibilité peut être démontrée sur deux niveaux :

- En premier lieu, l'utilité des théories des finances publiques est proche de zéro (Pareto 1975), puisqu'elles considèrent les contribuables comme des agents rationnels qui ont la capacité de maximiser 'l'Ophélimité', ce qui n'est pas toujours vrai car les contribuables ne sont pas au courant de toutes les conséquences et de tous les effets des mesures fiscales et des taxes ; ce qui rend difficile l'évaluation de la maximisation de leur Bien-Être par de théories économiques.
- Deuxièmement, les théories des finances publiques sont fausses puisqu'elles se fondent sur une théorie complètement erronée : 'la théorie des besoins collectifs' (Leroy, 2014), qui stipule que le gouvernement est là, pour satisfaire les besoins publics à travers le prélèvement des taxes et des impôts (Pareto, 1968, § 2269). Ce qui est tout à fait le contraire. Marc Leroy a démontré la solidité de l'hypothèse parétienne, en prouvant que



Figure 29 : La signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Tiercéité



les politiques publiques menées par les gouvernements libéraux dans le sens de ‘l’efficacité du marché’, qui s’est traduit par la diminution des dépenses sociales et de la fiscalité sur le capital” étaient la cause de la crise des “surprimes” de 2008. De ce fait les théories néo-libérales qui légitiment la neutralité des finances publiques ne sont qu’une idéologie au sens parétien.

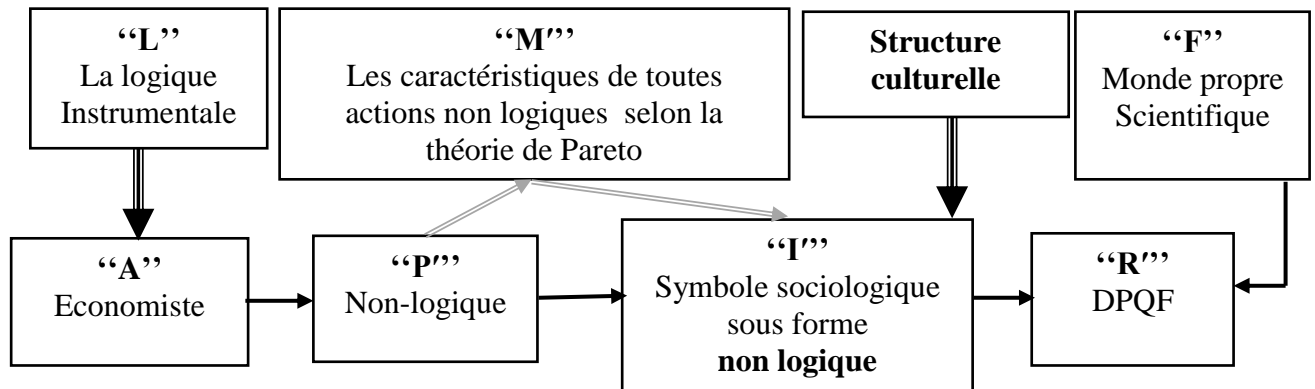
A la lumière de ces arguments, et en écartant toute explication des sciences économiques, nous pouvons supposer que le sentiment alarmiste exprimé dans l’action de “tirer la sonnette d’alarme” de l’économiste (A) est due aux dangers et au caractère alarmant de l’action de l’administrateur (R), qui est totalement “non logique” (P) selon lui. Représentée sous cet angle (I) elle désigne “ toute action menée dans le cadre des théories des finances publiques qui sont tout à fait fausses, puisqu’elles font partie de l’idéologie”(M).

Comme conclusion, **la signification de la DPQF (R) chez l’économiste (A) est une action “non-logique”(I)**. Elle est un symbole qui éveille chez l’économiste l’inquiétude qui le pousse à mener des actions logiques dans le but de réaliser une forme de vie logique et réaliste (F) (Voir figure 30).

#### 4-3-La signification de la DPQF au niveau du système

Comme nous l’avons expliqué dans le deuxième chapitre et en nous inspirant des travaux de Michel Crozier et Jean-Daniel Reynaud, il existe deux types de représentations. La première est celle de la représentation subjective qui est donnée par chaque acteur, que nous avons présentée dans la section précédente à travers le modèle représentationnel. La deuxième est une

Figure 30 : La signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de la Tiercéité'



représentation objective qui consiste à agréger les trois représentations et les différentes interactions entre les acteurs pour cerner comment le phénomène surgit au niveau du système. Le résultat de cette agrégation est la production d'un modèle schématisé par des diagrammes qui nous permettent d'expliquer la production du phénomène de la DPQF.

Pour atteindre cette fin, nous avons utilisé la démarche systémique telle que défendue par Edgar Morin (1977) , Jean-Claude Lugan (2009), Jean-Louis Le Moigne (1990), et à travers laquelle nous avons retenu la MSQR de Mucchielli (2008) pour construire le modèle par lequel nous allons comprendre le système de la DPQF dans toute sa complexité.

#### 4-3-1-La DPQF en tant qu'objet complexe

Selon Edgar Morin, la complexité réside dans ce « ce qui est tissé ensemble ». Les constituants sont différents, mais il faut voir comme dans une tapisserie, la figure d'ensemble » (Morin, 1995). Or comme nous explique Morin, « Le vrai problème (de réforme de pensée) c'est que nous avons trop bien appris à séparer. Il vaut mieux apprendre à relier. Relier, c'est-à-dire pas seulement établir bout à bout une connexion, mais établir une connexion qui se fasse en boucle » (Idem). C'est pour cette raison que les méthodes analytiques, qui tendent à décomposer les phénomènes en petites parties élémentaires, pour les réduire à l'un de ces éléments, sont néfastes à l'élaboration des connaissances puisqu'elles développent une « intelligence aveugle, détruit les ensembles et les totalités ; elle isole tous ces objets de leur environnement. Elle ne peut concevoir le lien inséparable entre l'observateur et la chose observée » (Morin, 1990) .

Selon Morin (1977), dans la science moderne , les objets ne peuvent être conçus que comme

des systèmes (1977), des systèmes étudiés sous forme d'unités complexes, composées d'interrelations organisationnelles entre des éléments qui peuvent aussi être des unités complexes, qui sont à la fois antagonistes, complémentaires, dualistes et hétérogènes, unifiés et organisés par une organisation qui est leur effet émergent. L'émergence de ce système est le produit d'une interaction entre le chercheur et le phénomène et représente son objectif, sa culture et ses ambitions, puisque c'est à lui de décider les éléments de système à garder et les éléments à rejeter (1977).

Dans une démarche systémique, la modélisation systémique remplace la modélisation analytique. Selon Le Moigne (1990), le chercheur n'est plus motivé par la question « de quoi c'est fait ? », dans laquelle il cherche à décrire en détail cet objet qui lui est indépendant, où l'organisation est réduite à un organigramme, à des tâches et un ensemble de fonctions exercées par des personnes bien définies, où l'un d'eux exécute et les autres obéissent. En respectant ce schéma statique, l'organisation se réduit à une machine constituée d'un ensemble de rouages qui déterminent et expliquent son fonctionnement. Dans la modélisation systémique le chercheur est motivé par la question « qu'est-ce que ça fait ? » (1990), dans laquelle l'objet se transforme en un projet mené par le chercheur, où l'organisation est comprise par l'action de compréhension du chercheur. Le modèle complexe qu'il élabore exprime l'interaction du chercheur et de l'organisation. A ce niveau, le chercheur et l'action de recherche sont totalement dissociés, même au niveau du traitement de l'objet lui-même. Les acteurs étudiés par le chercheur sont dissociés des actions produites par ces acteurs puisque l'Organisation, en tant que résultat de leurs actions, leur échappe et ne se réduit pas à eux. De ce fait l'Organisation en tant qu'effet émergent des actions des acteurs devient un projet ouvert, où tout peut se passer, un lieu de rencontres de beaucoup de choses hétérogènes, confuses, désordonnées, déstructurées (Le Moigne & Defourny, 1993) et un lieu de rencontres de beaucoup d'actions où les différents acteurs se représentent à travers elle (Le Moigne & Defourny, 1993).

Donc le modèle que nous allons représenter dans cette section démontre à la fois le phénomène de la DPQF, comme objet complexe composé par des éléments en interaction et en interrelation, qui sont hétérogènes, dualistes mais complémentaires, organisés par le système dont ils sont la cause de production et en même temps, il exprime notre façon de voir le phénomène indépendamment des acteurs responsables de sa production.

Mais selon Edgar Morin, pour étudier n'importe quel phénomène par un paradigme de complexité, il faut que le chercheur respecte les trois principes qui sont : le principe « hologrammique », le principe de « récursion organisationnelle » et le principe « dialogique », trois principes que nous allons développer lors de l'illustration de la MQSR par laquelle nous représentons le phénomène de la DPQF comme système.

#### **4-3-2-Reconstruction du système de la DPQF**

##### **4-3-2-1-Définition des composantes et de leurs interrelations organisées par le système de la DPQF**

Selon Lugan, pour comprendre n'importe quel système « il faut impérativement privilégier la connaissance des relations entre leurs composants »(Lugan, 2009). Cette idée est exposée par le principe « hologrammique » qui fonde le paradigme systémique de Edgar Morin. Dans la pensée complexe de Edgar Morin « le principe hologrammique signifie que non seulement la partie est dans le tout, mais que le tout est inscrit d'une certaine façon dans la partie »(Morin, 2004, p. 235), c'est-à-dire nous ne pouvons comprendre le tout sans comprendre les parties et nous ne pouvons comprendre les parties sans le tout. Dans notre objet d'étude, nous avons exposé dans le premier chapitre comment les acteurs que nous avons considérés comme éléments essentiels dans notre projet de recherche sont la cause de production de la SEDP, et comment ce dernier à son tour, les produit.

Dans notre projet d'étude les parties que nous avons considérés comme essentielles pour comprendre l'émergence du SEDP sont :

- Les composants principaux : le citoyen, l'administrateur, l'économiste.
- Les composants secondaires : Les représentants, tels que le gouvernement, le PAPW, la Société civile, les sénateurs, les députés, les directeurs de laboratoire de recherche, une figure d'une école de pensées.

Selon la modélisation systémique complexe de Le Moigne (1990), la sélection de ces composants est basée sur le type de projet que nous avons mené, et dans lequel nous les avons considérés, selon notre point de vue, comme les plus importants pour l'étude du phénomène de la

DPQF. En plus de ces composants nous avons choisi un type spécifique de relations à étudier. Dans le premier chapitre nous avons exposé les relations les plus importantes qui sont :

- La relation interne entre l'administrateur et l'ordonnateur.
- La relation interne entre le citoyen et l'ordonnateur.
- La relation interne entre l'économiste et l'ordonnateur.

Mais il y a des relations secondaires mais indispensables pour comprendre le phénomène dans sa globalité tel que la relation interne entre le gouvernement et l'ordonnateur.

Les deux autres relations qui attirent notre attention sont la relation interne entre :

- L'administrateur et le citoyen.
- L'administrateur et l'économiste.

Bien que l'administrateur soit dans une confrontation directe avec le citoyen et avec l'économiste, il n'est pas vraiment concerné par cette relation ; il n'est qu'un intermédiaire, utilisé par l'ordonnateur pour que ce dernier assure l'allégeance du citoyen et de l'économiste. Rappelons le , dans un système bureaucratique où domine un contrôle comportemental (Ouchi, 1977; Ouchi & Maguire, 1975), le système d'exécution des DPQF n'est qu'une machine de gestion (Girin, 1981) qui transforme les exécutants en pièces de rechange qui peuvent être remplacées à n'importe quel moment. L'administrateur n'est qu'une pièce dans une machine, il n'est là que pour exécuter l'ordre et la loi, ni plus ni moins, il n'a aucun pouvoir de décisions.

L'autre relation qui est importante selon notre point de vue, est la relation interne entre les représentants, le gouvernement et les ordonnateurs, sachant que les représentants sont un groupe organisé qui réalisent et produisent matériellement le groupe des citoyens et des économistes (voir chapitre 1).

De ces éléments, il résulte un effet émergent qui est la DPQF, qui est un fait nouveau qui tend à organiser les éléments qui l'ont produite, sans qu'elle soit réduite à eux. En d'autres termes, comme l'explique Morin (1977), le tout est plus que la somme. Une fois créé il échappe aux éléments responsables de son apparition. Ainsi le système de la DPQF n'est pas égal aux acteurs que nous avons sélectionnés comme étant ses composants, du moment où ces acteurs un jour

décéderont mais la DPQF persistera toujours. Plus encore, selon Morin (1977) la partie est par et dans le tout plus que la partie, c'est-à-dire en prenant l'exemple du citoyen, en le prenant comme individu, il ne représente pas beaucoup de choses, mais en le prenant dans le système de la DPQF il devient plus que dans son état isolé, puisqu'il peut bloquer à tout moment l'action de l'ordonnateur et de ce fait, il produit un nouveau système de la DPQF. En outre, la partie est plus que la partie (1977), le système en tant qu'effet émergent n'apparaît pas qu'au niveau du système, mais aussi au niveau de ses composants, comme nous le verrons dans le monde vécu des citoyens, des économistes et des administrateurs.

Mais aussi le tout est moins que la somme des parties (1977), c'est-à-dire un administrateur en tant qu'individu, peut être intelligent, un génie, très compétent, mais le système de la DPQF en tant qu'effet émergent lui ôte certaines compétences et qualités qui sont indispensables à l'émergence de cette dernière en tant que tout. Comme l'explique Lugan (2009) « C'est lorsque ces éléments ne peuvent adopter tous leurs états possibles qu'apparaît un système ». Une autre qualité de l'effet émergent, en tant que tout et le tout n'est pas tout (1977), puisqu'il est une source de dissociation entre le système de la DPQF et l'acteur qui l'a produite, ce qui rend le tout toujours incertain, ouvert. Ceci qui nous permettra d'étudier le système de la DPQF par rapport aux acteurs, à un niveau où ils constitueront une boucle de reproduction à la fois du système et de l'acteur. Ce qui explique la faculté du système à unir en lui à la fois l'unité et la diversité (Lugan, 2009).

#### **4-3-2-2-La production de l'énergie et de l'information du système de la DPQF**

L'hétérogénéité et l'ouverture du système sur son environnement sont les deux éléments les plus essentiels à sa survie. Cette idée nous l'observons dans « le principe dialogique » qui fonde le paradigme systémique de Edgar Morin qui le définit comme « l'association complexe (complémentaire/concurrente/antagoniste) d'instances nécessaires ensemble à l'existence, au fonctionnement et au développement d'un phénomène organisé. » (Morin, 1986, p. 98). C'est-à-dire que deux principes ou deux composantes, tout en étant hétérogènes, peuvent réaliser un tout sans que leur dualité ne disparaisse dans ce tout. Selon Lugan (2009), tous les systèmes sont condamnés à une entropie infinie qui consiste à perdre de l'énergie jusqu'à l'état d'équilibre et d'halogénéation qui signifie leur disparition, mais leur ouverture sur leur environnement permet à la fois d'obtenir de l'information et de pomper l'énergie qui est vitale pour leur existence.

Dans notre étude de cas nous avons considéré que l'environnement du système de la DPQF est constitué du marché mondial du pétrole et des institutions internationales telle que la BM, le FMI et l'OMC. Pour le premier, le marché mondial du pétrole, chaque fois que les prix augmentent ou descendent, cela affecte le système de la DPQF, mais sans modifier ces structures sous-jacentes. Par exemple les prix de pétrole peuvent baisser, sans que les DPQF suivent le même rythme, pour la simple raison que le gouvernement peut recourir au Fonds de Régulation des Recettes pour équilibrer son budget. Pour les secondes, la BM, le FMI et l'OMC, elles peuvent donner des recommandations au gouvernement algérien sur la tendance budgétaire et législative à suivre mais sans que le gouvernement suive à la lettre ces recommandations puisque n'importe quel système s'adapte à son environnement. Lorsque l'Etat algérien a perdu sa souveraineté économique durant les années 90, les recommandations étaient sous forme de règles à exécuter ; le gouvernement n'avait d'autre choix que de les appliquer. Mais une fois que l'Etat algérien a repris sa souveraineté, ces institutions internationales sont devenues plus des conseillers que des contrôleurs, puisqu'elles n'influaient pas directement l'élaboration du budget de l'Etat.

Cette adaptation à l'environnement est due selon Lugan (2009), aux composants et aux éléments hétérogènes qui constituent le système. Tout en créant du désordre, du mouvement, de la perturbation, ce désordre est un créateur d'ordre et d'organisation puisque le mouvement qui se crée à l'intérieur du système lui permet à la fois de pomper de l'énergie et de l'information, tout en protégeant sa forme et sa structure à travers cette énergie et cette information. Ce qui signifie que les manifestations des citoyens contre les DPQF et l'action de tirer la sonnette d'alarme de l'économiste font persister le système. En effet lorsque le système reçoit l'information selon laquelle il existe un désordre, il crée un nouvel ordre et s'autoorganise pour assurer sa pérennité en essayant de satisfaire les éléments antagonistes qui le constituent.

La démarche systémique nous permet de concevoir le système de la DPQF « comme un ensemble de complémentarités et d'antagonismes » (Lugan, 2009). Le système de la DPQF constitue à la fois l'unité qui agence et organise les différents acteurs qui le composent, et constitue la diversité et la multiplicité qui sont essentielles à son existence dont leurs rôles de générer de l'énergie. Donc contrairement à ce que pensent plusieurs économistes algériens et étrangers, le système de la DPQF (ou le gaspillage dans le sens du citoyen) est un système actif et ouvert, puisque s'il ne l'était pas, comment expliquer sa longévité. Du moment où il est ouvert, il pompe

de l'énergie et de l'information pour produire une organisation qui le répare et il peut lutter contre les éléments hétérogènes qui veulent le pousser à se désintégrer, en faisant appel à son environnement pour s'auto-réguler. Le système de la DPQF en tant qu'organisation intelligente, utilise l'antagonisme d'une « façon organisationnelle » (Lugan, 2009), en se protégeant à la fois du désordre intérieur, en essayant d'ôter les qualités de ses éléments qui ne sont pas essentielles ou dangereuses à sa propre existence, et en se protégeant à la fois du désordre extérieur « en se multipliant de façon à ce que le taux de reproduction dépasse le taux de disparition ». Donc le système de la DPQF n'est pas fermé, il est totalement ouvert et attentif à son environnement, puisqu'il se réforme et se transforme constamment. C'est son ouverture qui lui permet de se refermer pour se protéger et pour garder sa structure. Le meilleur exemple est le soulèvement de "l'huile et du sucre" de 2011 : les DPQF n'ont été jamais si élevées. Lorsque les citoyens se sont soulevés, ils ont donnée de l'énergie et une bouffée d'air pour que le système de la DPQF se réforme, en le poussant à distribuer davantage de DPQF pour garder sous contrôle les citoyens. L'autre exemple est la réduction des prix du pétrole de l'année 2014. Le système de la DPQF a réduit les DPQF à cause de l'austérité budgétaire, mais à aucun moment elles n'ont disparu, sauf qu'elles ont pris une autre forme ; la preuve en est que le gouvernement continue à distribuer des logements. Un autre exemple : quand l'ancien premier ministre annonce<sup>50</sup> devant le conseil de la nation que 70 milliards de dinars consacrés à l'investissement dans des projets de l'industrie, n'ont produit aucun résultat. Donc à l'intérieur même d'une phase d'austérité, le système de DPQF a pu se régénérer. Ce qui nous nous pousse dans les deux cas à chercher comment le système s'auto-produit.

#### **4-3-2-3-La reproduction du système de la DPQF**

L'un des défauts de la démarche analytique, c'est de réfléchir sur les objets et sur les choses en termes d'action-réaction, cause à effet. Pourtant dans la réalité, les systèmes naturels et surtout sociaux ne fonctionnent pas forcément de cette manière. Ils fonctionnent plutôt en termes de boucle de rétroaction. Ce qui nous renvoie au troisième principe du paradigme de complexité d'Edgar

---

<sup>50</sup> BENAKLI, Nadia (2017, 29 juin.). « ABDELMADJID TEBBOUNE L'A RÉVÉLÉ HIER AU SÉNAT "70 milliards de DA investis sans impact" ». L'expression (Alger), p.3.



Morin qui est « le principe de récursion organisationnelle » qu'il définit ainsi : « Le principe d'organisation récursive est l'organisation dont les effets et les produits sont nécessaires à sa propre causation et sa propre production » (Morin, 1990). En l'occurrence dans notre étude de cas, on peut dire que le système de la DPQF est produit par les différents acteurs qui sont : l'administrateur, le citoyen, l'économiste. Nous pouvons dire qu'il s'agit d'un engrenage dans le sens où le système de la DPQF lui-même reproduit ces acteurs, qui eux-mêmes le reproduisent à leur tour. Et là nous constatons réellement la boucle de rétroaction.

Selon Lugan (2009), la notion de rétroaction ( feed-back) renvoie à une information générée par une variable sortante ; cette information est ensuite transmise à un dispositif, qui ajustera à travers elle les flux entrants de manière positive ou négative. Selon Lugan toute rétroaction « qui maintient la constance d'un système ou régule une performance est dite négative (« feed-back » négatif) » (2009).

Cette notion est essentielle dans la définition du système d'action concret élaboré par Michel Crozier et E Friedberg (1977) pour qui l'organisation est comme un système d'actions concret et comme un champ de structuration d'action de diverses personnes . La régulation (prise dans le sens de rétroaction) lui est indispensable puisqu'elle représente « les mécanismes qui maintiennent cette structuration »(1977, p. 284). Plus encore, elle lui permet de se transformer, comme l'explique Crozier : « Le système humain, certes, maintient une certaine permanence, mais il se transforme et surtout, il se transforme en s'adaptant » (1977, pp. 284-285). Cette récursivité qui s'effectue à travers les nouveaux jeux adoptés par les acteurs, pour détourner les règles issues de l'ancienne organisation, engendre une organisation nouvelle portant en elle les nouveaux jeux adoptés par les acteurs qui la constituent. De ce fait, le système d'action concret produit les jeux des acteurs, en même temps il se reproduit à travers eux. Tout cela se déroule à travers la régulation qui assure à la fois sa production et la production des jeux qu'il structure.

Comme nous l'avons expliqué dans le chapitre 1<sup>51</sup>, en dépit que les personnes qui ont été à l'origine de la production du système de la DPQF soient mortes ou retraitées, le système existe

---

<sup>51</sup> Voir page 57

toujours. Des nouvelles personnes sont arrivées avec une nouvelle mentalité et une nouvelle culture pourtant il est toujours là comme s'il produisait les personnes qui vont le reproduire malgré la différence totale entre le contexte des années 80 et les années 2000. Cette continuité trouve son explication chez W. R. ASHBY (1958), dans la variété et la souplesse qui caractérisent les systèmes sociaux ; autrement dit la capacité pour le système de rester lui-même tout en changeant.

Selon Lugan (2009) l'efficacité d'une action est déterminée par deux processus :

- Le premier est celui de la transmission de l'information ; dans notre projet de recherche nous l'avons appelé le système de communication sociale. Puisque c'est à travers la communication que l'information est produite et que le système de la DPQF peut collecter les informations sur son environnement et sur ses composants. Nous allons traiter dans la section suivante l'importance de l'information à travers laquelle nous avons élaborer le modèle qui représente le système de la DPQF puisqu'il permet un repérage des communications récurrentes et leur catégorisation (Mucchielli, 2004), qui sont indispensables à la régulation du système.
- Le deuxième est celui des mécanismes de commande et de contrôle ; par exemple, dans le cas du système de la DPQF le contrôle consiste à évaluer l'écart entre l'objectif du système et l'action réalisée ; en cas d'écart des opérations correctives sont produites telles que la stratégie du gaspillage, les grèves des travailleurs ou des manifestations organisées par des citoyens, ou le changement du gouvernement. Toutes ces actions correctives permettent au système de se redynamiser et de se stabiliser.

Pour récapituler, nous pouvons avancer que la récursivité consiste à faire émerger l'organisation qui transforme la diversité désordonnée en diversité ordonnée qui ensuite maintient l'organisation qui l'a produite. Comme le précise Morin (1977), l'ordre et l'organisation s'inscrivent dans une relation circulaire ; chaque fois que l'organisation est affectée par son environnement ou par ses composants, elle produit un nouvel ordre, un schéma, un modèle qui précise l'emplacement de chaque composant pour ensuite se reproduire et se transformer à travers cet ordre. Donc la récursivité consiste à assurer cette coordination entre l'organisation et l'ordre, qui est essentiel à la reproduction de l'organisation.

Dans la sous-section suivante, l'ordre est le modèle conçu qui précise l'emplacement de

chaque acteur dans le système de la DPQF ; une fois élaboré il permet de reproduire le système et faire émerger l'organisation qui assure la coordination entre tous les acteurs. Mais avec le temps, où chaque fois que le système de la DPQF est confronté à un problème, la récursivité pousse les acteurs à adopter un nouveau schéma qui est essentiel à la reproduction et à la transformation du système de la DPQF, sachant que ce schéma est non conforme à l'organigramme officiel et non conforme au rôle que donne la constitution pour chacun ; cependant il représente le pouvoir réel constaté sur le terrain.

#### **4-3-3-La construction du modèle du système de la DPQF**

Dans cette sous-section nous avons représenté le modèle du système de la DPQF en adoptant la méthode systémique qualitative relationnelle de Mucchielli (2008) qui se fonde sur quatre étapes :

- 1- Repérage des communications récurrentes et catégorisation
- 2- Modélisation des formes d'échanges
- 3- Modélisation des significations des formes d'échanges
- 4- Lecture de la logique finale

##### **4-3-3-1- Repérage des communications récurrentes et catégorisation**

Durant notre recherche nous avons saisi les communications récurrentes suivantes :

Dans la première relation :

- CR1 : Le gouvernement algérien accorde à l'ordonnateur des privilèges tels que le statut du cadre supérieur de l'État avec tous les avantages qui s'ensuivent, les DPQF qui lui permettent de réaliser ses propres objectifs, et la possibilité d'obtenir des postes supérieurs tel que ministre.
- CR2 : En revanche le gouvernement attend de l'ordonnateur qu'il obéisse aux ordres.
- CR3 : Exécuter la loi de finances.
- CR4 : Veiller à ce que l'autorité de l'État soit marquée sur son territoire.
- CR5 : Veiller à ce que toutes les politiques publiques des différents secteurs soient mises en œuvre.

- CR6 : Le plus important est qu'il supporte la pression exercée par le gouvernement, sans manifester la moindre plainte.

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons '*L'obligation d'allégeance*'. Cette dernière signifie « la force de l'investissement du salarié dans l'organisation et son identification en elle. Lorsqu'elle est forte, elle se caractérise par :

- 1- Un soutien aux valeurs et aux objectifs de l'organisation et leur acceptation
- 2- La volonté de travailler avec énergie au nom de l'organisation
- 3- Le désir de rester dans l'organisation ; »(Hellriegel, Slocum, & Baron-Renault, 2006, p. 76)

Mais il faut contextualiser cette définition dans le contexte du système de la DPQF. Si l'ordonnateur tend à réaliser ces trois objectifs, ce n'est pas pour le désir d'appartenir à l'organisation mais pour éviter la marginalisation qu'il peut subir par la société une fois qu'il est démis de ses fonctions. De plus, l'objectif qui sous-tend les privilèges que perçoit l'ordonnateur de la part de sa hiérarchie, est de marquer l'autorité du pouvoir central de ces derniers, et non pas de récompenser l'acte d'allégeance comme le pense l'ordonnateur. Selon Calin (2012), dans l'univers juridique où l'organisation sociale est dépersonnalisée, la soumission à la loi n'est récompensée en aucun cas. De là, nous déduisons que ces privilèges et ces avantages accordés à l'ordonnateur n'ont de but que de représenter, honorer et afficher l'autorité de la hiérarchie à travers lui.

Donc, à la lumière de ces arguments nous concluons que le gouvernement ne peut pas être satisfait par un simple acte de loyauté des ordonnateurs. Il veut un acte d'allégeance, du moment où « l'allégeance à l'organisation va au-delà de la loyauté pour inclure une contribution active à la réalisation de objectifs de celle-ci » (Hellriegel, Slocum, & Baron-Renault, 2006, p. 76). Cette allégeance qui est due au type même de l'administration de l'État ; cette dernière en tant qu'ensemble d'institutions régies par des règles et des lois, stipule que ce dernier appelle l'ordonnateur plus à la soumission et à l'obéissance qu'à la fidélité , à l'honneur, et à la droiture (Calin, 2012). Par exemple lorsque l'ordonnateur ne respecte pas ces engagements envers le gouvernement, son acte est considéré comme illégal, de ce fait il est pénalisé pour le non-respect de la loi (Calin, 2012). Mais cet acte est aussi considéré implicitement comme le refus de la non

soumission et d'obéissance.

Dans la deuxième relation :

- CR1 : L'administrateur offre ses services et sa force de travail à l'ordonnateur.
- CR2 : En contrepartie ce dernier lui accorde un salaire.
- CR3 : Lui assure une sécurité sociale, de santé et de travail.
- CR4 : Lui assure une retraite.

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons '*L'acceptation du contrôle comportemental*'.

Toujours dans cette deuxième relation :

- CR1 : L'ordonnateur accepte de fournir du travail à l'administrateur, de lui fournir un salaire, une sécurité sociale, une sécurité de santé, une sécurité pour le travail et une retraite.
- CR2 : en contrepartie, il doit obéir aux ordres.
- CR3 : Il doit se soumettre à l'autorité.
- CR4 : Il s'engage physiquement et moralement pour appliquer la loi et surtout de ne pas poser la question, comment et pourquoi, du moment où elle ne figure pas dans ses prérogatives.

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons '*L'obligation d'allégeance*'.

Comme dans le cas de la relation entre le gouvernement et l'ordonnateur, l'ordonnateur attend à travers l'allégeance de l'administrateur, qu'il se soumette et qu'il obéisse aux ordres et aux désirs de l'ordonnateur, ce qui ne représente rien d'autre qu'une soumission et une obéissance au gouvernement.

Dans la troisième relation :

- CR1 : Le citoyen et l'économiste offrent la possibilité à l'administrateur d'être évalué pour recevoir son salaire, puisque ce sont eux qui sont concernés par les actions publiques. Si les actions publiques n'atteignent pas le citoyen et l'économiste, ceci signifie que, soit l'administrateur s'absente soit qu'il abuse de ses prérogatives ; comme conséquence soit il

va être licencié soit son salaire sera revu à la baisse.

- CR2 : En contrepartie, l'administrateur offre des services publics qui leur permettent de satisfaire leurs besoins.
- CR3 : De garantir leur droit constitutionnel tel que l'éducation, la santé, le logement.
- CR4 : De garantir leur droit de jouir et d'user de leurs propriétés privées en toute sécurité, et de protéger leurs droits d'auteurs.

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons ‘ ‘ *évaluation du bien-être propre* ’ ’.

Mais il faut préciser que le citoyen et l'économiste attendent que l'administrateur leur satisfasse tous leurs besoins, ce qui n'est pas le cas. L'administrateur ne va leur offrir que les biens et services qui ont été prévus dans la loi de finances. Donc c'est à travers l'administrateur que le citoyen et l'économiste vont savoir si le gouvernement a respecté ses engagements ou pas.

Dans la même relation :

- CR1 : l'administrateur exécute, au profit des citoyens et des économistes les politiques et les actions publiques inscrites dans le budget de l'état qui sont indispensables à la satisfaction de leurs besoins en biens et en services.
- CR2 : En contrepartie il attend des économistes et des citoyens qu'ils confirment leur loyauté à l'ordonnateur, qui n'est autre que le représentant du gouvernement.

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons ‘ ‘ *l'exécution des dépenses et les DPQF* ’ ’.

À ce niveau, nous voyons que nous ne sommes plus dans une logique d'allégeance, mais dans une logique de loyauté. Selon Calin (2012) « les traits sémantiques dominants du terme loyauté ne renvoient pas au domaine de la loi mais à celui de la relation personnelle à autrui : ‘ ‘ *fidélité* ’ ’, ‘ ‘ *engagement* ’ ’, ‘ ‘ *parole donnée* ’ ’ ». Les autres sèmes du terme loyauté sont :

- L'honneur qui renvoie à « une conduite conforme [...] à une norme sociale » (2012) qui permet aux personnes qui l'adopte d'être surestimées par les autres.
- La droiture qui renvoie à une « disposition à se conduire sans s'écarter des règles du devoir, de la morale » (idem).
- La probité qui renvoie à une « exacte régularité à remplir tous les devoirs de la vie

civile » (idem)

Selon Calin (2012) les composantes du terme loyauté, en aucun cas ne renvoient aux organisations sociales actuelles, mais à la mafia et à la féodalité . Les organisations sociales actuelles renvoient à la loi, qui est caractérisée par sa forme écrite et par sa caractéristique de dépersonnalisation de l'organisation sociale où elle est indépendante de toute relation personnelle. Les organisations mafieuses et féodales où aucun pouvoir supérieur ne médiate la relation entre le chef et son subordonné, sont plus personnelles. Dans une telle organisation où la culture orale domine, la parole suffit, nous n'avons pas besoin d'écrit. Dans le cas où une personne ne tient pas sa parole, cet acte n'est pas considéré comme un délit ou un crime, mais comme une trahison.

Ce qui arrive au citoyen lorsqu'il évalue l'action du gouvernement, qui s'effectue à travers l'ordonnateur et l'administrateur, il ne cherche pas à comprendre ce qui était écrit dans la loi de finances ou ce qui était décrété comme lois ; l'essentiel pour lui c'est qu'il constate la parole du gouvernement se réaliser sur le terrain dans la vie quotidienne. Comme le dit Carlos Ghosn « comment pouvons-nous être sûrs que les beaux mots et les beaux discours peuvent aider à transformer la réalité ? La seule façon d'être sûr que les actions vont suivre, que le résultat va suivre c'est d'avoir recours à la mesure. »(cité dans Gibert, 2009, p. 1). Si le citoyen mesure les actions et les politiques publiques du gouvernement et ne voit rien, il va considérer l'action du gouvernement comme une trahison, non seulement pour lui, mais aussi envers l'Etat, puisque le citoyen représente lui-même l'Etat.

Mais il faut remarquer que la mesure de l'action du gouvernement par le citoyen et l'économiste différent, même à l'intérieur des citoyens eux-mêmes. De ce fait le gouvernement tente de poursuivre une logique benthamienne (comme expliqué dans le chapitre 3), en essayant de satisfaire le maximum de citoyens pour faire accepter ses actions et ses politiques.

Ces différents données et arguments nous renvoient à la relation la plus importante qui est la quatrième relation :

- CR1 : Le gouvernement à travers l'administrateur chapeauté par l'ordonnateur, exécute le budget qui comporte des dépenses et des DPQF
- CR2 : indispensables pour satisfaire les besoins du citoyen et de l'économiste

#### *Chapitre 4 : Signification de la DPQF*

- CR3 : ce qui permet d'augmenter le bien-être propre et les conditions de vie du citoyen et de l'économiste.
- CR4 : et chaque fois que l'ordonnateur et l'administrateur ne font pas leur travail il les avertit publiquement pour rendre justice au citoyen et à l'économiste.
- CR5 : En contrepartie le citoyen et l'économiste accordent une crédibilité à ses discours.
- CR6 : ils votent pour lui.
- CR7 : et lui accordent à la fois le statut d'un bon "gestionnaire" et d'un " wali amr salihé".

Nous classifions toutes ces communications récurrentes dans une seule méta-catégorie que nous nommons " *L'obligation de loyauté*".

À ce niveau, nous avons une boucle de rétroactions, une positive et une négative :

- La rétroaction positive : Lorsque le citoyen et l'économiste sont satisfaits et lorsqu'ils voient leur bien-être et leurs conditions de vie améliorées, le citoyen va manifester sa satisfaction envers les DPQF produites par l'administrateur, et l'économiste atteste leur pertinence. De ce fait, le citoyen et l'économiste confirment la loyauté du gouvernement et de l'ordonnateur envers eux. Le résultat est qu'une rétroaction positive se produit, puisque les DPQF engendrent une loyauté et parallèlement, la loyauté va engendrer plus de DPQF. Deux conséquences vont découler de cette récursivité : la première est l'accroissement de la perturbation, puisque de plus en plus de catégories sociales vont demander leurs parts de la croissance. Le système a réussi en premier lieu à résister en faisant appel à son environnement extérieur, en profitant de l'augmentation des prix des hydrocarbures pour maintenir sa stabilité. Cette stabilisation a permis de produire la deuxième conséquence qui est la récursivité positive : celle de l'accroissement du système des DPQF. En deuxième lieu, malgré l'accroissement des recettes des hydrocarbures, le système n'a pas pu satisfaire les acteurs qui le composent pour une simple raison : l'incapacité de l'économie nationale à absorber toutes ces DPQF, comme le confirme le rapport de la banque mondiale en 2007 (López-Cálix, 2007). La conséquence c'est que de plus en plus d'acteurs observent qu'il y a une réserve de change de 200 milliards de dollars, sans amélioration de leurs conditions de vie ni de leur Bien-Etre. Ce qui nous renvoie à la



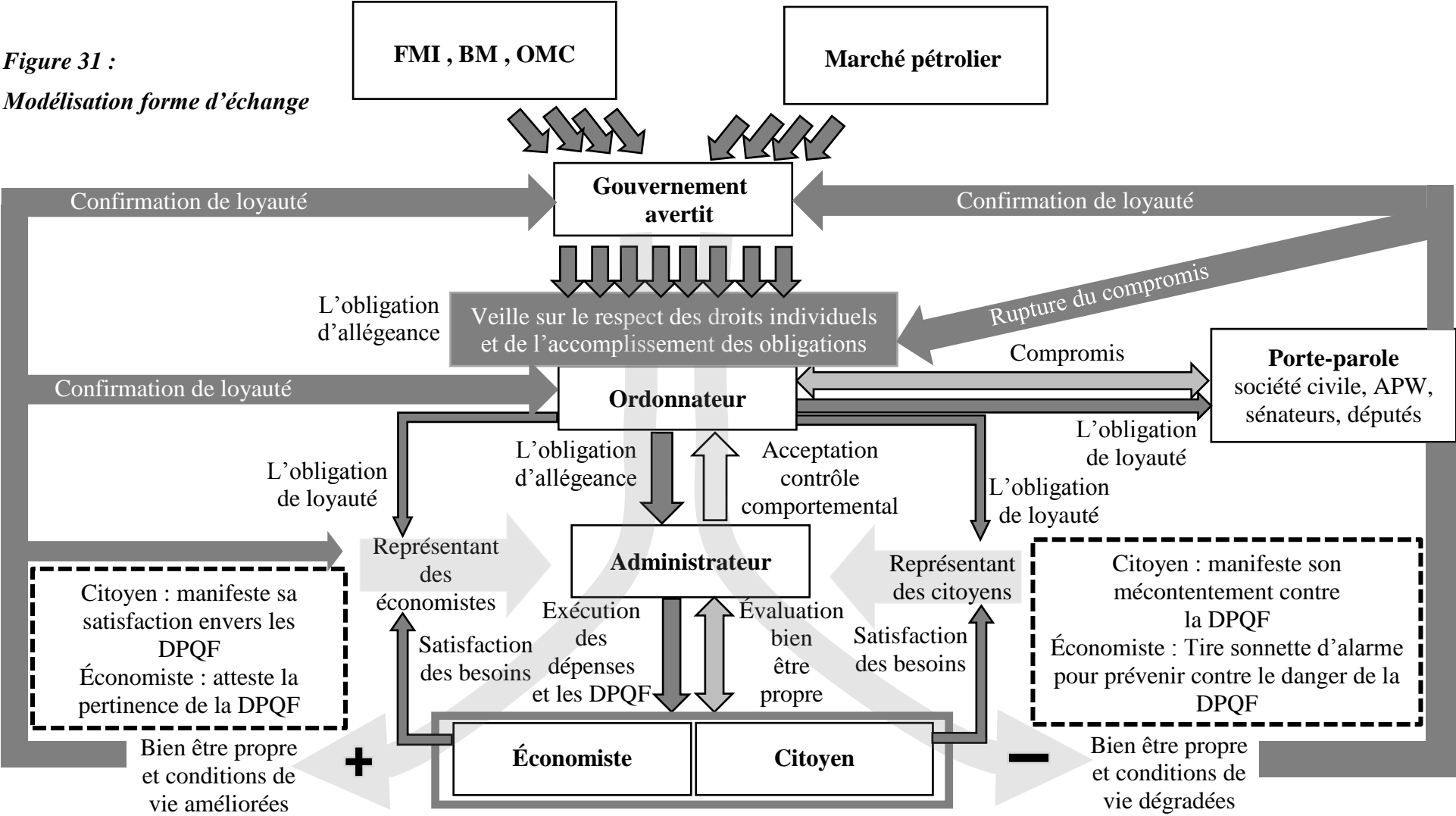
deuxième rétroaction qui est la rétroaction négative.

- La rétroaction négative : Comme il a été cité au-dessus, lorsque les citoyens et les économistes ne sont pas satisfaits et lorsqu'ils voient leur Bien-Etre et leurs conditions de vie se dégrader, les citoyens manifestent leurs mécontentement envers les DPQF exécutées par l'administrateur, et l'économiste tire la sonnette d'alarme pour alerter l'opinion publique sur la dangerosité de ces dépenses. Comme conséquence, le citoyen et l'économiste attestent la trahison du gouvernement et de l'ordonnateur envers eux. Pour apaiser la tension l'ordonnateur fait appel aux portes paroles des contestataires pour entamer une négociation. A chaque fois que le gouvernement vote le budget il accorde au wali des DPQF ; ces dépenses constituent une marge de manœuvre à laquelle, en cas de problème, il recourt à ces dépenses pour satisfaire les besoins des citoyens. Si les DPQF qui sont à sa disposition suffisent pour satisfaire ces besoins, un compromis est obtenu entre l'ordonnateur et les représentants du citoyen et de l'économiste, et de ce fait, le citoyen et l'économiste confirment que le gouvernement et l'ordonnateur qui les représentent sont loyaux envers eux. Si les DPQF ne suffisent pas, les représentants passeront à un niveau supérieur de négociations où ils négocient directement avec le gouvernement. A ce niveau-là, le gouvernement essaie de procéder à la même technique de l'ordonnateur, en utilisant les DPQF qui sont à sa disposition. Mais cette stratégie est déterminée par les prix du pétrole et la crédibilité qu'accordent les institutions économiques internationales. Mais si les DPQF sont suffisantes à satisfaire les revendications du citoyen et de l'économiste, ces derniers vont alors confirmer la loyauté du gouvernement envers eux. Dans le cas contraire, le président sacrifie alors comme dernier ressort son gouvernement, de peur que le système s'effondre. Une fois le compromis réalisé, le système des DPQF se reproduit de nouveau et des DPQF seront allouées pour la satisfaction de ces nouvelles revendications du citoyen et de l'économiste.

#### **4-3-3-2- Modélisation des formes d'échanges**

Dans la figure 31, nous schématisons les différents acteurs qui composent le système des DPQF, et les différents échanges qui s'effectuent entre eux. À travers ce modèle nous observons l'importance de la méta-catégorie " *L'obligation de loyauté* " dans le fonctionnement et la régulation du système, qui ne peut se réaliser qu'à travers les DPQF. *L'obligation de loyauté* n'est

Figure 31 :  
Modélisation forme d'échange



autre que la logique qui fonde le système.

#### **4-3-3-3- Modélisation des significations des formes d'échanges**

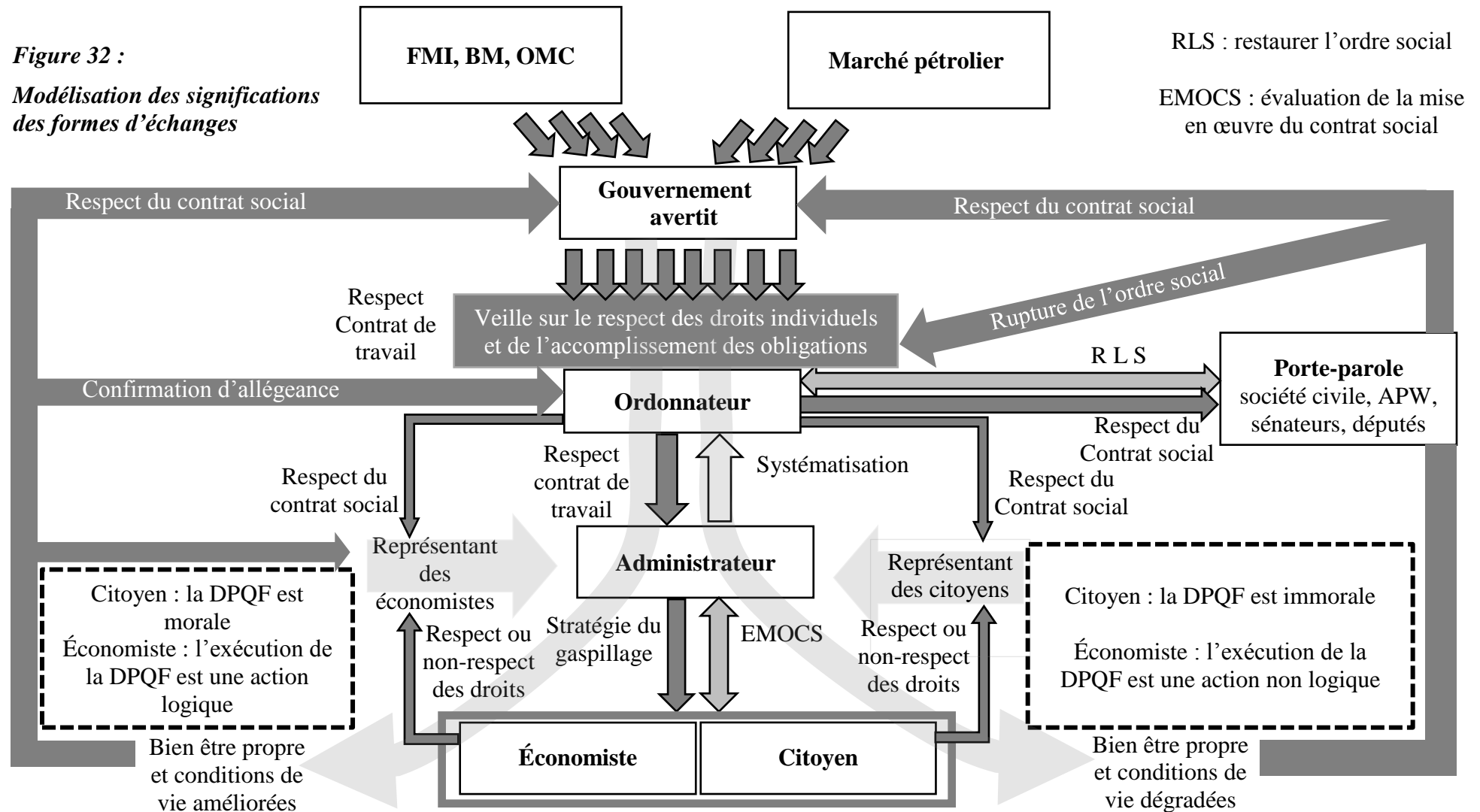
Dans cette étape nous passons d'un niveau physique observable vers un niveau supérieur abstrait et sémantique, où chaque méta-catégorie de communications récurrentes est remplacée par sa signification par laquelle nous allons mettre toutes les significations en interaction pour voir comment le système de DPQF fonctionne au niveau sous-jacent (voir figure 32).

Le système des DPQF au niveau sémantique commence par l'action du gouvernement qui somme l'ordonnateur de respecter la feuille de route du gouvernement, en lui accordant à la fois des dépenses et des DPQF essentielles à réaliser cette dernière. Dans cette première étape, nous observons que la signification de l'allégeance qu'accorde l'ordonnateur à son gouvernement n'est autre que le respect du contrat de travail qui les lie.

Ensuite l'administrateur accepte d'être systématisé, en agissant en tant que système de la DPQF, pour travailler au sein de l'administration. En contrepartie, l'ordonnateur attend de l'administrateur l'obéissance et la soumission, qui n'est autre que l'exécution du contrat de travail qui les lie. Précisons que ce contrat ne comporte pas que les règles formelles, mais aussi des règles informelles, tels que l'obligation d'assister aux rassemblements organisés par l'UGTA, ou l'interdiction d'exprimer publiquement son opposition au wali. L'exécution à la lettre des dépenses et des DPQF par l'administrateur sans poser la moindre question, renvoie au respect de sa hiérarchie et de ce fait, il remplit une partie du contrat de travail qui le lie au gouvernement.

Dans la troisième phase, nous passons d'une logique de respect du contrat de travail à une logique de respect du contrat social : l'administrateur, en exécutant les dépenses et les DPQF, attend du citoyen et de l'économiste qu'ils confirment que le contrat social est respecté par le gouvernement, afin que le système de DPQF se reproduise une autre fois. Mais cette confirmation ne peut se mesurer qu'à travers la constatation par le citoyen et l'économiste que leurs droits ont été totalement respectés. Si c'est le cas, le citoyen va considérer que la DPQF est morale et l'économiste va considérer que la DPQF est logique. Comme conséquence ils vont confirmer que l'ordonnateur et le gouvernement, à la fois, ont respecté le contrat social.

Figure 32 :  
Modélisation des significations  
des formes d'échanges



Mais chaque fois que le système se reproduit, le citoyen et l'économiste ont tendance à attendre que le gouvernement donne plus de DPQF. À un certain niveau le gouvernement respecte sa part de contrat social à travers l'exploitation de la rente pétrolière. Mais comme nous l'avons observé plus haut, l'économie nationale est incapable de consommer toutes les DPQF. De ce fait, le citoyen et l'économiste vont constater que leurs droits ne sont pas respectés. Par conséquent ils signalent au gouvernement que sa part du contrat social n'était pas respectée. Donc, le citoyen va considérer que les DPQF sont immorales, et l'économiste va considérer l'exécution des DPQF comme étant non logiques. Le gouvernement craignant que le contrat social ne soit rompu, ce qui signifierait sa disparition et la création d'un désordre public, entame des négociations avec les représentants du citoyen et de l'économiste à travers l'ordonnateur. Ce dernier utilise les DPQF qui sont à sa disposition pour apaiser la tension sociale et sauver le contrat social. Si les DPQF qui sont à sa disposition suffisent à rendre leurs droits au citoyen et à l'économiste, l'ordre social est restauré. Alors, l'économiste et le citoyen confirment que le contrat social est respecté par le gouvernement. Dans le cas contraire, les représentants vont entamer des négociations directement avec le gouvernement ; ce dernier va utiliser les DPQF qui sont à sa disposition en prenant en considération le marché des hydrocarbures et les remarques des instances financières internationales. Si les DPQF suffisent à rendre leurs droits au citoyen et à l'économiste, le contrat social est, alors, sauvé et le gouvernement est maintenu à sa place. Dans le cas contraire, trois scénarios sont envisageables :

- Soit le gouvernement est remplacé.
- Soit le gouvernement utilise la force publique pour stopper les manifestations et les grèves.
- Ou dans le cas extrême, une nouvelle constitution est mise en place où chaque acteur de la société renégocie ses droits et ses obligations.

Mais quelque soit le scénario, le système est relancé et reproduit puisqu'il est lié à l'existence de l'Etat et de la société et non pas au gouvernement (voir la figure 32).

#### **4-3-3-3- Lecture de la logique finale**

À travers cette modélisation nous avons essayé de démontrer comment les DPQF sont indispensables pour le maintien du système des DPQF, qui est dû lui-même à la logique caractérisant le système qui est la logique de loyauté. Pour que le gouvernement maintienne

l'ordre social et le contrat social attestant son existence, il recourt à ces dépenses pour se maintenir au pouvoir le plus longtemps possible. Cette remarque n'est pas spécifique pour le cas algérien, nous l'observons même dans les pays développés. Nous avons énoncé dans l'introduction de ce chapitre, que les citoyens sont réticents à la politique de l'austérité plus qu'à la politique dépensière avec toutes les prodigalités qu'elle comporte, et que le gouvernement sait pertinemment que toute politique d'austérité est une politique suicidaire qui signifie la mise à mort de son existence.

Pour cela le gouvernement accorde toujours des DPQF à l'ordonnateur, qui sont sous forme de budget discrétionnaire, pour que celui-ci les utilise au cas où il y a une manifestation populaire. A travers cet acte, il évite que la manifestation arrive jusqu'à lui. Cependant, au cas où aucune manifestation n'est produite, l'ordonnateur peut les utiliser à sa guise. Mais il ne faut pas dire que c'est une caractéristique algérienne, c'est une caractéristique du management moderne. Comme l'explique Henri Bouquin (2011), les grandes firmes intentionnelles ont compris qu'il est impossible de prévoir avec exactitude les besoins de l'organisation, puisque nous vivons dans un monde tumultueux. Plus encore, Bouquin explique que la volonté d'élaborer un budget précis génère des coûts considérables ; de ce fait, l'acte de budgétisation devient plus cher que le gaspillage produit par un budget non élaboré avec exactitude. Ceci présente un paradoxe : ce qui est gagné en amont est perdu en aval, et ce qui est perdu en amont est gagné en aval.

Donc, pour parer à ce problème, les grandes firmes élaborent un budget avec une justesse moyenne et attribue un complément sous forme d'un budget discrétionnaire que les dirigeants utilisent au cas où ils sont confrontés à des situations inattendues.

Mais ce qui est sûr c'est que les coûts du maintien du contrat social sont plus chers que le maintien du contrat de travail, puisque comme nous l'avons expliqué, quand une personne respecte la loi, elle ne s'attend pas à être récompensée ; elle veut tout juste éviter le désagrément lié au non-respect de la loi. Mais dans le cas de loyauté, le gouvernement doit dépenser de l'argent et réaliser effectivement ses promesses s'il veut gagner la crédibilité auprès du citoyen et de l'économiste. De ce fait le gouvernement attend d'être récompensé par ces derniers.

Mais certaines personnes peuvent nous demander pour quelle raison nous avons conclu que c'est le gouvernement qui doit confirmer sa loyauté au citoyen et à l'économiste. Comme nous l'avons expliqué, l'Etat est composé d'un territoire et d'un peuple. Ce sont à eux qui représentent

l'Etat ; le gouvernement n'est là que pour les servir. Cette idée n'est pas nouvelle : Nicolas Machiavel déjà insistait lors de la définition de l'Etat sur le caractère provisoire d'un gouvernement contrairement au caractère durable du peuple. L'Etat est l'« unité politique d'un peuple qui le double et peut survivre aux allées et venues non seulement des gouvernements mais aussi des formes de gouvernements » (Machiavel, 2000). Rappelons, une fois de plus, que cette attitude envers la qualité provisoire d'un gouvernement ne date pas d'aujourd'hui, puisque Spencer et Locke, Bentham eux-mêmes considéraient le gouvernement et les administrateurs comme des employés au service de la Nation. Dans le cas de défaillance, leur contrat est rompu et ils sont remplacés par d'autres.

#### **Conclusion du chapitre 4**

Dans ce chapitre nous avons porté un regard analytique, premièrement sur la signification subjective de la DPQF, qui est représentée par les trois acteurs que nous jugeons les plus importants dans la compréhension de l'émergence de la DPQF en tant que système. Nous avons déduit que chacun d'eux dépend d'un système propre à lui, qui lui permet de percevoir la DPQF différemment.

Nous avons constaté que l'administrateur dépend du système d'exécution de la DPQF : dans lequel il est obligé d'utiliser les DPQF s'il veut réaliser les objectifs fixés par la Loi de Finances en permettant à la fois de réaliser les objectifs de l'organisation et ceux de l'ordonnateur ce qui lui permet de garantir la sécurité de son poste. Pour défendre sa position il utilise 'l'argument du gaspillage', selon lequel, s'il ne consomme pas les sommes restantes, le budget de l'année suivante sera revu à la baisse ; ce qui constituerait un danger pour l'ordonnateur envers lequel il est redevable, car cette réduction va diminuer la marge de l'ordonnateur. L'explication sociologique crozienne d'une telle conduite c'est que c'est une forme de "stratégie" qui permet de maintenir l'équilibre de l'organisation.

Nous avons vu aussi que le citoyen dépend du système de consommation de la DPQF, dans lequel il entame des manifestations et des grèves pour pousser le gouvernement à augmenter les biens publics destinés à la satisfaction de ses besoins. Donc, il va manifester contre les DPQF jusqu'à ce que celles-ci satisfassent ses besoins. Nous avons déjà observé cette attitude dans certaines catégories sociales qui ne manifestent aucunement contre les DPQF, du moment où elles

en profitent. L'argument qu'utilisent les citoyens pour légitimer leurs manifestations et leurs grèves contre l'ordonnateur et l'administrateur, est'' l'argument de sacrifice'' selon lequel l'ordonnateur et l'administrateur doivent se sacrifier en démissionnant et en renonçant au Bien-Etre, pour que cet état d'injustice cesse. L'explication sociologique rousseaulienne est qu'un tel acte de la part des citoyens, signifie que ces DPQF sont immorales.

D'autre par, nous avons vu que l'économiste dépend du système d'évaluation de la DPQF, à travers lequel il va attirer l'attention sur le danger que représentent les DPQF, afin de les éliminer du moment où elles entravent toutes formes d'évaluation et de mesure, sachant que cette situation est amplifiée par d'autres pratiques douteuses. Pour argumenter ses actions l'économiste utilise '' l'argument de direction'' selon lequel si le gouvernement cède une fois devant les citoyens et devant l'organisation syndicale pour satisfaire leurs besoins, il sera introduit dans un cercle vicieux, d'où il ne pourra pas sortir. Ce qui engendre chaque année des DPQF votées hors budget ; de plus rien ne garantira que les prix du pétrole resteront élevés pour attribuer de tels DPQF. Pour lui, le budget doit être voté une seule fois, en dehors de toute pression et en se basant sur la production réelle de l'économie nationale et non pas sur la production pétrolière. L'explication sociologique parétienne est qu'un tel acte de la part de l'économiste, signifie que ces DPQF sont non logiques.

A travers les trois systèmes cités auparavant, nous avons reconstitué le système de DPQF pour faire ressortir sa signification objective. Cette signification se représente sous forme d'un modèle schématisé explicatif, dans lequel nous observons les différents acteurs principaux de notre projet d'étude ainsi que les acteurs secondaires, que nous avons introduit plus tard dans ce modèle, et les différentes communications récurrentes qui s'effectuent entre elles dans le but de faire ressortir la logique du système des DPQF, qui est ''le contrat social''. Le système des DPQF se reproduit chaque fois que le contrat social est respecté ; si ce dernier n'est pas respecté, le gouvernement recourt aux DPQF supplémentaires pour sauvegarder ce contrat qui est primordial pour maintenir l'ordre public. Donc, le contrat social qui est la signification de la loyauté, est le responsable de la reproduction de maintenance du SEDP, celui-ci qui est un système de régulation sous-jacent du système d'exécution des dépenses publiques algériennes. En se régulant, il génère des DPQF qui régulent ce dernier, puisque en interagissant avec d'autres systèmes tels que le système fiscal, le système économique, les dépenses qu'il génère créent des perturbations qui



#### *Chapitre 4 : Signification de la DPQF*

produisent de l'énergie indispensable à la permanence du système d'exécution des dépenses publiques algériennes qui est l'outil essentiel pour la réalisation du contrat social par le gouvernement.

# Conclusion générale

En conclusion nous avons essayé dans cette thèse et dans un premier temps, de comprendre la signification du gaspillage qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques algériennes. Au début nous avons constaté que notre démarche était erronée, parceque ces dépenses supplémentaires insupportables moralement et économiquement, elles sont chez l'administrateur ni du gaspillage ni de l'inefficacité, elles sont plutôt une stratégie par laquelle il réalise l'objectif de l'organisation dont il appartient. C'est le citoyen qui considère ces dépenses comme du gaspillage en se basant sur une logique moraliste. Et c'est l'économiste qui considère ces dépenses comme de l'inefficacité en se basant sur une logique instrumentaliste.

L'obstacle qui empêche la compréhension d'aptitude de l'administrateur et que les acteurs qui évaluent son acte, s'accroche à leurs croyances et leurs logiques pour l'évaluer sans lui donner l'opportunité de se justifier et d'expliquer les causes de son agissement. Par exemple les militants de la société civile et les hommes de religion ignorent que dans une civilisation telle que la notre, qui vit une crise morale, l'administrateur est jugé et payé par l'ordonnateur sur la base des efforts qu'il fournit pour la consommation totale des crédits de paiement alloués chaque année. Ce qui signifie que la moralité en aucun cas ne rentre dans les calculs de l'administrateur.

Le même constat nous pouvons l'observer chez certains membres de la communauté scientifique appartenant à l'école orthodoxe de l'économie (Marshall, Jevons, Pareto) et appartenant à l'école classique (Taylor, Fayol) et à l'école néoclassique (Drucker) de la théorie des organisations, qui pourraient manifester un certain scepticisme sur le résultat que nous avons obtenu, concernant la signification que donne l'administrateur à son acte de l'exécution des dépenses supplémentaires et de leurs dilapidations. Pourtant certains chercheurs qui adoptent une position pragmatique telle que Berry, Moisdon, et Riveline (1979), considèrent que l'attitude de l'administrateur soit anodine dans le domaine du management car comme ils l'avancent: « Une personne agit le plus souvent en fonction des critères sur lesquels elle se sent jugée » (1979).

Le résultat est que les membres de la communauté scientifique appartenant à l'école orthodoxe de l'économie ou appartenant à l'école classique, et les militants de la société civile qui avancent que les administrateurs sont contraints à des limites morales et économiques, ils ignorent totalement le déroulement des événements sur le terrain. Car la réalité est bien loin de ce que les économistes et les experts en management et les citoyens l'avaient imaginé ; en effet et en réalité,

ce qui est moralement condamné est totalement accepté, et ce qui est économiquement défendu est totalement permis dans le monde de l'administrateur.

Cette divergence de points de vue nous a conduit à résoudre deux problèmes, le premier étant lié à l'éthique et le deuxième à l'économie. En effet beaucoup de citoyens estiment que l'administrateur est immoral. Cependant nous avons prouvé tout au long de notre travail, que le monde dans lequel évolue un administrateur est un monde totalement juridico-administratif, et dans lequel il n'y a aucune place à l'éthique. Comme le disait George UGEUX, l'ancien vice-président de la bourse de New York, lors d'un entretien « Le droit ne prétend pas à l'éthique » (Reportage Krach 4<sup>ème</sup> épisode). Les citoyens confondent entre d'un côté la légitimité et l'éthique et de l'autre la légalité. En effet plusieurs chercheurs ont observé que plupart du temps, les pratiques telles des malversations, des errances peuvent être totalement légales. A titre d'exemple, Andrée Lacroix confirme ce constat à travers l'étude des dérives de la classe politique québécoise, où elle observe que « ... les élus ne dérogent que rarement à la loi » lorsqu'ils commettent de tels actes (Lacroix, 2011).

Nous nous sommes retrouvés alors confronté à un dilemme : faut-il remplacer le Droit par l'Éthique pour traiter de tels actes illicites ? La réponse que nous en donne A. Lacroix est que le choix est impossible dans la mesure où le Droit et l'Éthique ne peuvent être que complémentaires. En effet recourir à l'Éthique à la place du Droit aboutirait à une autre guerre de religions, du moment où l'interprétation des Livres Sacrés, à l'origine de certains principes éthiques au sein d'une même communauté religieuse, pose problème. C'est d'ailleurs la question qu'a essayé de traiter Rousseau dans son Contrat Social.

Le deuxième point de divergence que nous avons relevé est lié à l'économie et renvoie à la logique. En effet nous avons mis en évidence que les économistes qui pensent que l'administrateur n'est pas logique se basent sur les théories économiques orthodoxes, elles-mêmes non logiques comme le démontre Vilfredo Pareto. Selon lui, même si certaines théories sont fausses elles sont acceptées parce qu'« elles correspondent à des intérêts cognitifs, idéologiques ou matériels, à des intérêts de caste, de classe, de groupe, etc. »(Boudon, 2003), c'est-à-dire parce qu'elles sont "utiles" pour les personnes qui les utilisent. Nous avons démontré à titre d'illustration dans notre travail que Pareto considérait la théorie des finances publiques comme

non logique et fausse, puisqu'elle se base sur la théorie des besoins collectifs, fausse elle-même, hypothèse confirmée plus tard par Leroy (2014). De la même façon Josh Bivens et John Irons (2010) soutenus plus tard par Paul Krugman (2013), ont démontré que la théorie de "l'austérité budgétaire" qui fonde également la finance publique et l'idéologie néo libérale, élaborée par Carmen Reinhart et Kenneth Rogoff (2010), était fausse. Par conséquent si les théories économiques qui fondent les finances publiques sont erronées, et de ce fait non logiques, comment demander aux administrateurs de les adopter. En dépit de cela et en supposant qu'elles sont logiques et vraies, ce n'est pas selon Pareto, leur vérité qui détermine leur choix, mais leur utilité. Une théorie fausse en effet, peut être choisie facilement au détriment d'une théorie vraie, si la société la considère comme utile (Pareto, 1917). Ceci prouve la prédominance de la "logique des sentiments" dans la société, comme moyen pour l'explication des conduites des acteurs et du fonctionnement des organisations sociales et des institutions.

Au niveau managérial et organisationnel le constat n'est pas différent. Par l'analyse de dix-sept modèles d'efficacité, Richard Steers (1975) a démontré qu'il y a peu de cohérence entre ces modèles. Par conséquent si les modèles théoriques économiques sont erronés et réfutés et que les modèles d'efficacité managériale ne représentent pas une unité scientifique, sur quelle norme nous baser pour juger les administrateurs soient logiques. La réponse serait que dans leur propre monde, le non logique serait le seul moyen qui leurs permettrait à affronter les défis auxquels ils font face tous les jours.

Au niveau institutionnel et hiérarchique, de nombreux économistes supposent que la responsabilité est imputable aux ordonnateurs et aux ministères, du moment que ce sont eux qui sont responsables du gaspillage créé par l'administrateur. Pourtant les auteurs du livre de Stratégor ont démontré que dans la réalité, l'entreprise, l'organisation et les directeurs ne sont qu'une facette qui cache les vrais détenteurs du Pouvoir. En effet, ces décideurs que nous croyions posséder le pouvoir de prendre leurs propres décisions, ne sont en fait, que des exécuteurs ; ils sont en effet, souvent piégés et limités par les moyens budgétaires et financiers ainsi que par les prérogatives dont ils disposent. Ces moyens et ces prérogatives ne font que restreindre leur pouvoir d'action. En d'autres termes, bien qu'ils grimpent les échelons de la hiérarchie, ils se retrouvent, néanmoins, eux-mêmes des supers exécuteurs, et ce, quelque soit l'importance des moyens dont ils disposent. « Dans la réalité, ce dirigeant n'existe pas toujours, et lorsqu'il existe, il est beaucoup moins puissant que les modèles ne le supposent. Les

choix qu'on lui prête ne sont pas forcément les siens, car bien souvent il ne fait qu'entériner ceux qu'on lui propose. Certains semblent même avoir été opérés tout seuls, tant ils apparaissent comme le produit d'une histoire plus que celui d'une décision délibérée et datable » dixit Jouy-en-Josas (2008, pp. 5-6)

Nous constatons que les approches de l'économiste, de l'administrateur et celle du citoyen sont en divergentes et sont hétérogènes ; mais c'est justement, cette divergence et cette hétérogénéité qui permettent de créer le dynamisme et l'énergie au sein de la société puisque c'est la division de travail qui nous permet d'être interreliés, complémentaires et utiles à chacun de nous. C'est la culture et l'histoire qui vont nous doter des moyens pour donner du sens à cette interrelation et à cette complémentarité.

En passant d'un niveau interactionnel, organisationnel vers un niveau systémique, nous avons pu concevoir la logique qui fonde le système DPQF, qui est indispensable à l'explication de son rôle dans la société. Cette logique c'est ' le contrat social' par lequel des DPQF sont générées pour mettre de l'ordre et de la stabilité dans la société algérienne. En plus de l'explication que nous avons donnée, précédemment, sur le rôle et l'objectif que joue le système de la DPQF, nous pouvons aller plus loin en proposant une autre grille de lecture, en nous basant sur la théorie triadique du signe de Charles Sanders Peirce. Dans cette grille de lecture nous avons supposés que chaque acteur se trouve dans un niveau sémiotique donné par lequel le système DPQF interprète les DPQF qu'il génère. Ce système constitue une partie de la société algérienne. De ce fait, la société algérienne interprète la DPQF à travers le système de DPQF lui-même. Ainsi, nous avançons l'hypothèse que le citoyen se trouve dans le niveau de priméité, l'administrateur dans le niveau secondéité et l'économiste dans le niveau tiercéité.

Nous postulons premièrement que le citoyen exprime le sentiment du système DPQF, l'état où se trouve ce dernier. Il est son baromètre. Comme le système de DPQF fait partie de la société, nous pouvons déceler, à travers lui [le citoyen], si la société est heureuse, triste, satisfaite, déçue, optimiste ou pessimiste. Au final la société ressent, à travers le système DPQF, un sentiment d'immoralité envers les DPQF qu'il génère.

Nous postulons deuxièmement, que l'administrateur exprime les actions du système de DPQF ; l'administrateur est son état physique pratique ; il est son aspect manifeste, observable matériellement. Et comme le système de DPQF fait partie de la société, nous observons à travers

l'administrateur, les rouages utilisés par la société pour réaliser les DPQF. Ceci conduit la société à utiliser la stratégie de DPQF pour générer les DPQF indispensables pour maintenir l'ordre social, qui est le résultat du respect du contrat social liant le souverain au citoyen.

Nous postulons troisièmement, que l'économiste exprime, la règle, la loi, par lesquelles la stratégie du gaspillage du système DPQF est expliquée. De ce fait, l'économiste représente la partie symbolique du système. Rappelons-le, le rôle des scientifiques à l'instar des économistes, des sociologues, des linguistes, est de codifier les règles de conduite, les comportements, les actions des acteurs produites dans le système. Et comme le système de DPQF fait partie de la société, la stratégie du gaspillage est symbolisée, par la société, à travers le concept de "l'action non-logique". Ce symbole en tant que règles, nous explique, comme le fait Pareto, que dans le monde social les actions non logiques sont indispensables pour faire marcher les organisations sociales et les institutions, car le monde social se base sur la "logique des sentiments". L'autre explication est celle de Herbert Simon qui pense qu'à travers le concept de "rationalité limitée", les acteurs développent, dans un monde plein d'incertitude, des stratégies pour parer au problème de l'asymétrie d'informations provoquée par l'environnement.

Comme conclusion, nous proposons une signification de la DPQF au niveau du système de la DPQF comme suit :

***La DPQF, en tant que système, est une stratégie (mise en œuvre par l'administrateur) totalement non logique selon l'économiste et envers laquelle le citoyen exprime le sentiment d'immoralisme.***

Autrement dit,

***La DPQF est une stratégie immorale totalement non logique, dont le rôle est de maintenir un équilibre fixé à priori. Cet équilibre n'est autre que celui du budget par lequel le contrat social est réalisé empiriquement.***

Beaucoup de personnes pourraient penser que cette définition de la DPQF (gaspillage chez le citoyen), est assez pessimiste et exagérée, puisque nous ne pouvons pas réunir le Mal avec le Bien, le Bon avec le Mauvais, le citoyen, l'économiste avec l'administrateur. Pourtant c'est un fait, le système de DPQF, comme tout autre système tel que la bureaucratie, ou la corruption, sont le miroir de la société. Ces systèmes fonctionnent de la même façon que les personnes qui les

composent, puisqu'ils émergent de ces dernières. Ce qui signifie que, directement ou indirectement, d'une manière consciente ou inconsciente, tout le monde est impliqué dans le système. Mais malgré la connotation négative que donnent les gens à ces systèmes, ces derniers ont une fonction qui permet de résoudre les grands problèmes qui mènent la société au blocage. Par exemple, la corruption, est un système de redistribution de la richesse lorsque l'Etat cesse de remplir ce rôle. La bureaucratie est un système de protection de la société contre les effets culturels externes qui menacent son identité. Il en est de même pour le marché informel qui apparaît lorsque le marché formel ne permet plus pour diverses raisons, de réaliser de bons arbitrages tels que l'intervention excessive de l'Etat, l'instabilité réglementaire et une politique fiscale injuste.

Mais pour une telle approche, il faut changer la méthode d'étude des phénomènes. Le changement, lorsque le chercheur traite ces phénomènes, commence dans un premier plan, par l'abandon de l'éthique et surtout du militantisme scientifique. L'un des défauts que nous avons constaté chez les chercheurs qui traitent le problème du gaspillage, c'est qu'ils se basent principalement sur la logique normative, comme s'ils voulaient changer la société, en essayant d'éliminer les contradictions ; pourtant ce sont ces contradictions qui fondent les sociétés humaines. A titre d'exemple, les médias et les écoles de médecine nous donnent l'image tronquée d'un médecin humaniste qui tente de sauver la population ; et pourtant dans la réalité, ce médecin est payé par ordonnance et non pas par vie sauvée. L'autre exemple, c'est lorsque les religieux lancent un discours idéologique, en disant que nous sommes tous frères ; et pourtant depuis la création du monde, le fait d'être frères n'a jamais empêché le pire. Adopter l'éthique comme seule logique pour étudier un phénomène, conduit forcément à biaiser l'étude de ce dernier, puisque comme le disait Wittgenstein (1922) les énoncés éthiques sont insensés.

L'autre facteur qui aide le chercheur à déceler la Vérité lorsqu'il observe un phénomène, consiste à adopter la logique des acteurs. Cette méthode dont le fondateur est Dewey, consiste à ce que le chercheur se substitue à l'acteur étudié, pour appréhender le phénomène à travers sa logique comme "Alice au pays des merveilles" que l'auteur cite dans son livre. Alice est obligée d'adopter la logique du monde nouveau dans lequel elle s'est retrouvée, et à partir du quel elle peut produire une multitude de connaissances pour la compréhension de ce monde.



Maintenant retournons au concept du phénomène du gaspillage tel qu'il est perçu par le commun des mortels en Algérie. Nous estimons que ce phénomène est lié à deux événements historiques qu'a vécus l'Algérie. Le premier est celui du règne de l'Empire Ottoman qu'a connu l'Algérie. Les Ottomans sont connus pour leur amour pour la construction de grands édifices, l'amusement, les plaisirs surtout durant la dernière période qui a précédé l'effondrement de l'empire. Le second événement est lié à la période du colonialisme français. Quand la France a colonisé l'Algérie, elle a introduit avec elle sa culture d'administration de l'État. L'une d'elles, est le colbertisme qui se focalisait sur l'industrie du luxe et par lequel le goût français est promu. L'autre facteur est la culture bureaucratique française, dont l'administration algérienne s'est beaucoup inspirée, et dont nos politiciens et gouvernants adoptent les mêmes techniques et pratiques de gestion que celles de leurs collègues français. Cette similitude est perceptible dans les mêmes types de dérives que commettent les administrateurs, les politiciens, et les élus des deux rives ; il suffit de lire le livre de René Dosière (2012) pour constater la grande ressemblance.

Donc, le phénomène de la DPQF (ou le gaspillage) qui caractérise le système d'exécution des dépenses publiques, est plus complexe que nous le pensions. Il englobe en effet, une réalité sociale, politique, historique, psychologique et économique. Pour mieux le cerner, il faut le comprendre dans sa complexité.

La question que nous nous sommes posée réside dans la permutation de la logique pragmatique, au niveau interactionnel et responsable de la stratégie du gaspillage, par la logique moraliste. A notre sens, ceci est quasiment impossible à réaliser, tout simplement parce qu'une telle logique nous mènerait vers le relativisme religieux, où chaque personne et chaque communauté possède son propre registre de valeurs éthiques. Ce qui conduirait ces personnes et ces communautés à privilégier l'appartenance religieuse à l'appartenance idéologique d'un Etat ; ceci représenterait un réel danger pour l'existence de l'Etat.

Une autre suggestion réside dans la permutation de la "logique pragmatique" en "logique instrumentaliste". Là aussi, notre point de vue est le même que précédemment. En effet, le changement est impossible à réaliser du fait que pour garder la société en cohésion, certaines actions non logiques doivent exister. Celles-ci fondent les systèmes sociaux, par lesquels les personnes supportent leur vécu, et peuvent exercer pleinement la position sociale que leur attribue

le système, contrairement à la logique instrumentaliste, qui fonde la société sur des principes matérialistes, aveugles qui la conduisent vers l'effondrement.

Donc et pour conclure, nous pensons que **La DPQF en tant que stratégie immorale totalement non logique**, donne une certaine flexibilité pour l'équilibre du budget, fixé à priori, et donne de même une certaine souplesse au système dans sa globalité afin qu'il réalise le contrat social.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### BIBLIOGRAPHIE

#### A

---

- Adorno , T. W., & Horkheimer, M. (1975). *La Dialectique de la Raison*. Paris Gallimard.
- Ait Issad, S., & Abada, A. (2013). *Evaluation De L'efficacité Du Contrôle Financier De L'état Sur L'exécution Des Programmes D'investissements Publics (2000-2014)*. Paper presented at the Evaluation des effets des programmes d'investissement publics 2000-2014 et leurs retombées sur l'emploi, l'investissement et la croissance économique . Setif.
- Al-Zubaidi , M. a.-H. M. (1985). *Taj al-'Arus min Jawaher al-Qamus*: Islamic Books.
- Aljarjani, C. (2009). *Altaerifat* Beirut Dar Al koutoub Ilmia
- Anthony, R. N. (1965). *Planning and Control Systems: A Framework for Analysis*. Boston: Division o research, graduate school of buisness administration: Harvard university.
- Anthony, R. N. (1993). *La fonction controle de gestion* Paris: Publi-Union.
- Archer , M. (1988). *Culture and Agency. The Place of Culture in Social Theory* Cambridge, UK: Cambridge University Press
- Archer , M. (1995). *Realist Social Theory. The Morphogenetic Approach*. Cambridge, UK: Cambridge University Press
- Archer , M. (2000). *Being Human. The Problem of Agency*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Archer , M. (2003). *Structure, Agency and the Internal Conversation*. Cambridge, UK: Cambridge University Press.
- Ashby, W. R. (1958). Introduction à la cybernétique, trad. par M. Pillon, Paris, Dunod.
- Athanasopoulos, P., Bylund, E., Montero-Melis, G., Damjanovic, L., Schartner, A., Kibbe, A., . . . Thierry, G. (2015). Two Languages, Two Minds. *Psychological Science*, 26(4), 518-526. doi: 10.1177/0956797614567509
- Avenier, M.-J. (1989). *Méthode de terrain et recherche en management stratégique* Paper presented at the Contribution à la journée " la recherche-action en action et en action", Paris

- Avenier , M.-J. (2010). Retrouver l'Esprit de la vallée du Constructivisme en remontant à ses sources épistémiques. *Cahier de recherche -CERAG, 2010(03 E4)*.
- Avenier, M.-J. (2010). *Retrouver l'Esprit de la vallée du Constructivisme en remontant à ses sources épistémiques*. Cahiers de recherche n° 2010-03 E4. Retrieved from <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00526755>
- Avenier, M.-J. (2011b). LES PARADIGMES ÉPISTÉMOLOGIQUES CONSTRUCTIVISTES : POST-MODERNISME OU PRAGMATISME ? *Management & Avenir, n° 43 (2011/3)*, 372 -391.
- Avenier, M.-J. (2012b). Inscrire son projet de recherche dans un cadre épistémologique. In M.-L. Gavard-Perret , D. Gotteland , C. Haon & A. Jolibert (Eds.), *Méthodologie de la recherche en sciences de gestion* (Vol. 2e édition, pp. 415). Montreuil , Saint DenisFr: PEARSON EDUCATION.
- Avenier, M.-J., & Parmentier Cajaiba, A. (2012a). The dialogical model : developing academic knowledge for and from practice. *European Management Review, 9(4)*, 199-212.

## **B**

---

- Balogun, J., Anne S, & Johnson, P. (2003). Three responses to the methodological challenges of studying strategizing. *Journal of Management Studies, 40(1)*, 197-224.
- Bardhan, P. (1997). Corruption and Development: A Review of Issues. *Journal of Economic Literature, 35(3)*, 1320-1346.
- Baudrillard, J. (1976). Kool Killer ou l'insurrection par les signes. *L'échange symbolique et la mort*, 118-128.
- Becker, H. (1966). In J. McKinney (Ed.), *constructive Typology and Social Theory*. New York Appleton-Century-Croft
- BENAKLI, Nadia (2017, 29 juin.). « ABDELMADJID TEBBOUNE L'A RÉVÉLÉ HIER AU SÉNAT "70 milliards de DA investis sans impact" ». L'expression (Alger).
- Bentham, J. (1789). *An Introduction to the Principles of Morals and Legislation*. London: T. Payne.
- Bentham, J. (1791). Panoptique ou Maison d'inspection. *Paris, Éditions Belfond, 221*.
- Bentham, J. (1839). A manual of political economy. *Works of Jeremy Bentham, 3*.
- Bentham, J. (1840). *Oeuvres de Jérémie Bentham, jurisconsulte anglais: Traités de législation civ. pén. Tactique des Ass. Sophismes politiques: Société belge de librairie Hauman*.

- Bentham, J. (2010). *Traité de législation civile et pénale* Paris Dalloz
- Berry, M., Moisdon, J.-C., & Riveline, C. (1979). Qu'est-ce que la recherche en gestion? *revue Informatique et Gestion*.
- Bertelsmann Stiftung. (2009). BTI 2010 : Algeria Country Report. Gütersloh.
- Bhaskar, R. (1978). *A Realist Theory of Science (2nd edn)* Brighton: Harvester.
- Bhaskar, R. (1979). *The Possibility of Naturalism : A Philosophical Critique of the Contemporary Human Sciences*. Brighton: Harvester Press.
- Bhaskar, R. (2008). *A realist theory of science*. London/New-York: Verso.
- Boncœur, J. (2004). Éloge du superflu dans la pensée économique anglaise. In G. Girard (Ed.), *Le superflu : Chose très nécessaire*. Rennes Presses universitaires de Rennes.
- Boudon, R. (2003). Les sciences sociales et les deux relativismes. *Revue européenne des sciences sociales*, *XLI*(126), 17-33.
- Boudon, R. (2013). Les actions « logiques » et « non-logiques » selon Pareto *Revue européenne des sciences sociales*, *51*(2), 19-46. doi: 10.4000/ress.2503
- Bouquin, H. (2011). *Les fondements du contrôle de gestion, 4<sup>éd</sup>* (Vol. 4<sup>éd</sup>). Paris: Presses Universitaires de France
- Bourdieu, P. (1976). Le champ scientifique. *Actes de la Recherche en sciences sociales*, *2*(2), 88-104.
- Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Raisons d'agir.
- Bourdieu, P. (2003). L'objectivation participante. *Actes de la Recherche en sciences sociales*, *150*, 43-57.
- Bronckart, J.-P., & Friedrich, J. (1999). Présentation. In L. S. Vygotski (Ed.), *La signification historique de la crise en psychologie* (pp. 15-69). Paris: Delachaux et Niestlé.
- Busino, G. (2008). La science sociale de Vilfredo Pareto. *Revue européenne des sciences sociales*, *XLVI*(140), 107-132. doi: DOI : 10.4000/ress.172

## C

---

- Calin, D. (2012). Explorations autour de la notion de loyauté. *Enfances & Psy*(3), 26-34.
- Carnap, R. (2001). *La construction logique du monde*. Paris Librairie Philosophique Vrin.

## **Bibliographie**

- Carnap, R., Neurath, O., & Hahn, H. (2010). La conception scientifique du monde. le Cercle de Vienne. In M. Ouelbani (Ed.), *Qu'est-ce que le positivisme ?* (pp. 87-90). Paris Virin.
- Châtel, V., & Soulet, M. H. (2003). *Agir en situation de vulnérabilité*. Laval Presses de l'Université Laval.
- Chauviré, C. (2010). RORTY LECTEUR DE PEIRCE ET WITTGENSTEIN. *Revue française d'études américaines*, 124(2010/2), 29-38.
- Chemingui, M. A., & Ayadi, N. (2003). Understanding the Poor Human Capital Contribution to Economic Growth in Algeria. *Paper produced as part of the Global Development Project, Kuwaiti Institute for Scientific Research, Kuwait*
- Chia, R. (1995). From modern to postmodern organizational analysis. *Organization studies*, 16(4), 579-604.
- Chia, R. (1996). *Organizational Analysis as Deconstructive Practice* New York Walter de Gruyter.
- Claeys, D. (2013). *Architecture et complexité: Un modèle systémique du processus de (co)conception qui vise l'architecture*: Presses universitaires de Louvain.
- Coase, R. H. (1937). The Nature of the Firm. *Economica*, 4(16), 386-405. doi: 10.2307/2626876
- Combessie, J.-C. (2003). *La méthode en sociologie*: La Découverte.
- Commons, J. R. (1934). *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*. New Brunswick Transactions Publishers.
- CÔTÉ, S. (2000). LES MÉTHODES QUALITATIVES EN ÉVALUATION DE PROGRAMME. Montréal UQAM.
- Crozier, M. (1963). *Le Phénomène bureaucratique* Paris: Le Seuil.
- Crozier, M. (1979). *On ne change pas la société par décret*. Paris Fayard.
- Crozier, M. (1996). COMMENT JE ME SUIS DÉCOUVERT SOCIOLOGUE RÉFLEXIONS SUR UN APPRENTISSAGE QUI NE SERA JAMAIS TERMINÉ. *Revue française de science politique*, 80-95.
- Crozier, M., & Friedberg, E. (1977). *L'Acteur et le système : Les contraintes de l'action collective* Broché Paris Seuil.
- Cyert, R. M., & March, J. G. (1963). *A behavioral theory of the firm*. New Jersey: Prentice Hall.

**D**

---

- d'Iribarne, P. (1989). *La logique de l'honneur . Gestion des entreprises et traditions nationales* Seuil
- d'Iribarne, P. (2007). Islam et management. Le rôle d'un univers de sens. *Revue Française de Gestion*, 171(2), 141-156. doi: 10.3166/rfg.171.141-156
- David, S. (1980). La sémiotique de Charles S. Peirce. *Langages*, 14<sup>e</sup> année, n°58, 9-23. doi: 10.3406/lgge.1980.1844
- De Brabandere, L. (1998). *Le management des idées*. Paris Dunond.
- De Saussure, F. (1916). Cours de linguistique générale, publié par Ch. Bally et A. Sechehaye avec la collaboration de A. Riedlinger. Paris: Payot.
- de Warcy, L. P., & Voltaire. (2012). *Histoire de la vie et des ouvrages de Voltaire: suivie des jugemens qu'ont portés de cet homme célèbre divers auteurs estimés*. Charleston: Nabu Press.
- Denzin , N. K. (1984). *On Understanding Emotions* San Francisco , CA: Jossey-Bass
- Denzin , N. K. (1994). Girod-Séville et Perret In D. e. Lincoln (Ed.), *Handbook of Qualitative Research* (pp. 1-17). Thousand Oaks , Ca: Sage.
- Derathé, R. (1950). Jean-Jacques Rousseau et la science politique de son temps.
- Derrida , J. (1967a). *L'écriture et la différence*. Paris: Seuil.
- Derrida, J. (1967b). *De la grammatologie*. Paris Les Éditions de Minuit.
- Desjardins, D., & comparée, U. d. Q. à. M. G. d. r. e. é. (1999). *Aspects épistémologiques de la pensée de JA Schumpeter*: [Montréal]: Groupe de recherche en épistémologie comparée, Université du Québec à Montréal.
- Devaux, E. (2002). *Finances publiques*. Paris Bréal
- Diemer, A., & Guillemin, H. (2012). Adam Smith et la physique de Newton. *Æconomia. History, Methodology, Philosophy*(2-3), 327-363.
- Dimitrova, A. (2005). Le «jeu» entre le local et le global: dualité et dialectique de la globalisation. *Socio-anthropologie*(16).
- Dingley, J. C. (1997). Durkheim, Mayo, Morality and Management. *Journal of Business Ethics*, 16(11), 1117-1129.

- Dockès, P. (2005). Léon Walras et la conciliation des verités. *Cahiers du CERAS*, 169-188.
- Dockès, P., & Potier, J.-P. (2005). Léon Walras et le statut de la concurrence : une étude à partir des Elements d'économie politique pure. In G. Bensimon (Ed.), *Histoire des représentations du marché* (pp. 366-391): Michel Houdiard.
- Donnadieu, G., & Layole, G. (1995). Essai d'interprétation systémique de la régulation sociale dans une organisation. *Cahier de recherche -GREGOR, IAE de Paris*.
- Dormont, B. (2009). *Les dépenses de santé une augmentation salutaire ? Opuscule du CEPREMAP* (Vol. 15). Paris Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure.
- Dosière, R. (2012). *L'argent de l'Etat*. Paris: Le Seuil.
- Dostaler, G. (1999). Hayek et sa reconstruction du libéralisme *Cahiers de recherche sociologique*, 32, 119-141.
- Drucker, P. F. (1954). *The Practice of Management*. New York: Harpers and Brothers.
- Drucker, P. F. (1964). *Managing for Results* New York: Harper & Row.
- Drucker, P. F. (1967). *The effective executive* (Vol. 967). New York: Harper & Row.
- Du Marsais, C., Beauzée, N., & Marmontel, J.-F. (1789). *Dictionnaire de grammaire et de littérature*
- Du Marsais, C. C. (1765). *Oeuvres de du Marsais, Volumes 4 : Principes de grammaire* Paris De l'imprimerie de langlois
- During, E. (2000). Logique d'exécution Cage/Gould. *Critique*, 639-640(Aout-Septembre).
- Durkheim, É. (1893). *De la division du travail social*. Paris: Félix Alcan réimpression PUF 2007.
- Durkheim, É. (1894 /2007). *Les Règles de la méthode sociologique* Paris: Payot rééditer par PUF
- Durkheim, É. (1912/1968). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Paris: : PUF
- Durkheim, É. (1924/1974). *Sociologie et philosophie*, 4e éd. Paris PUF
- Durkheim, É. (1934). *L'éducation morale*. Paris Librairie Félix Alcan.

**E**

---



- Ebang, L. (2013). *La Logique de l'enquête en science sociale: Sortir d'une méthodologie du mimétisme expérimental: Connaissances et Savoirs.*
- Eco, U. ([1976]1979). *A Theory of Semiotics (= Advances in Semiotics)*. Bloomington: Indiana University Press.
- Eco, U., & Peraldi, F. (1980). Peirce et la sémantique contemporaine. *Langages*(58), 75-91.
- El-Erian, M. A. (2010). *Navigating the New Normal in Industrial Countries*. Paper presented at the Per Jacobsson Foundation Lecture ,International Monetary Fund, WASHINGTON. <https://www.imf.org/external/np/speeches/2010/101010.htm>
- El-Messiri, A. W. (1999). *"ENCYCLOPEDIA OF 'JEWS, JUDAISM, AND ZIONISM"*. Egypt Dar El Chourouk
- Elder-Vass, D. (2007). Social structure and social relations. *Journal for the theory of social behavior*, 37(4), 463-477.
- Elster, J. (1989). Social Norms and Economic Theory. *Journal of Economic Perspectives*, 3(4), 99-117.
- Emerson, H. (1909). *Efficiency as a basis for operation and wages*. New york The Engineering magazine.
- Emerson, H. (1912). *The Twelve Principles of Efficiency*. New York: Engineering Magazine.
- Engels, D. (2009). « Dieu est la vraie mesure de toute chose... ». Platon et le culte grec traditionnel. *Revue de l'histoire des religions*, 2009(4), 547 - 581
- Eymard-Duvernay , F. (1990). Reynaud Jean-Daniel, Les règles du jeu. L'action collective et la régulation sociale. *Revue française de sociologie*, 31(4), 650-654.

## **F**

---

- Fayol , H. (1916). *Administration industrielle et générale*, . Paris: Dunod.
- Fiol, M. (1991). *La convergence des buts dans l'entreprise*. (Thèse d'Etat ), Université de Paris-Dauphine, Paris
- Floerkemeier, H., Mwase, N., & Koranchelian, T. (2006). FMI: Questions choisies In D. d. M.-O. e. d. l. A. centrale (Ed.), (Vol. Rapport du FMI No. 05/52, pp. 100). Washington, USA: Fonds monétaire international.
- Foucault , M. (1961). *Histoire de la folie à l'âge classique*. Paris Gallimard
- Foucault, M. (1969). *L'Archéologie du savoir*. Paris Gallimard.

- Foucault, M. (1975). *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris Gallimard.
- Francfort, F., Sainsaulieu, R., Osty, R., & Uhalde, M. (1995). *Les Mondes sociaux de l'entreprise*. Paris Desclée de Brouwer.
- Fuller, S. (1987). On regulating what is known: A way to social epistemology. *Synthese*, 73(1), 145-183.

## **G**

---

- Garfinkel, H. (1967). *Studies in Ethnomethodology*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.
- Garfinkel, H. (1986). *Ethnomethodological Studies of Work*. Londres: Routledge & Kegan Paul.
- Geertz, C. (1973). Thick Description: Toward an Interpretive Theory of Culture *The Interpretation of Cultures: Selected Essays* (pp. 3-30). New York: Basic Books.
- Gibert, P. (1980). *Le controle de gestion dans les organisation publiques* (Vol. 1). Paris: Les éditions d'organisations
- Gibert, P. (2009). *Tableaux de bord pour les organisations publiques*: Dunod.
- Gibson, J. J. (1979). *The Ecological Approach to Visual Perception*. Boston: Psychology Press; 1 edition.
- GIDE, C. (1931). *Cours d'Economie Politique* Paris: Sirey
- Giere, R. N. (2004). How Models Are Used to Represent Reality. *Philosophy of Science*, 71, 742-752.
- Giere, R. N. (2006). *Scientific perspectivism*. Chicago: University of Chicago.
- Girin, J. (1981). *Les machine de gestion* Paris: Edition de l'école polytechnique
- Girod-Séville, M., & Perret, V. (1999). Fondements épistémologiques de la recherche. In R.-A. Thiétart (Ed.), *Méthodes de recherche en management* (pp. 13-33). Paris: Dunod.
- Glaser, B. G., & Strauss, A. (1967). *The Discovery of Grounded Theory : strategies for qualitative research*. Chicago Aldine
- Glaserfeld, E. V. (1981). Einführung in den radikalen Konstruktivismus. In P. Watzlawick (Ed.), *Die erfundene Wirklichkeit* (pp. 16-38). Munich: Piper.
- Glaserfeld, E. V. (1988). Introduction à un constructivisme radical - contributions au constructivisme (pp. 19-43). Paris: Seuil.

- Glaserfeld, E. V. (2001). The radical constructivist view of science. *Foundations of science*, 6(1-3), 31-43. doi: 10.1023/A:1011345023932
- Glaserfeld, E. V. (2005). Thirty years radical constructivism. *Constructivist Foundations 1/1*, 9-12.
- Godefroy, F. (1881). *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IXe au XVe siècle*. Paris: édition de F. Vieweg.
- Golsorkhi, D., & Huault, I. (2006). Pierre Bourdieu : critique et réflexivité comme attitude analytique. *Revue Française de Gestion*, 165(6), 15-34.
- GORLÉE, D. (1989 a). Wittgenstein et Peirce: Le jeu de langage. *Semiotica*, 73(3-4), 219-232. doi: doi:10.1515/semi.1989.73.3-4.219
- Goumeziane, S. (2006). *Ibn Khaldoun, 1332-1406: un génie maghrébin*: Eddif.
- Guba, E. G., & Lincoln, Y. S. (1989). *Fourth generation evaluation*. London: Sage.
- Guba, E. G., & Lincoln, Y. S. (1998). Competing paradigms in qualitative research. In N. Denzin & Y. Lincoln (Eds.), *The landscape of qualitative research* (pp. 195-220). London: Sage.

## **H**

---

- Halbwachs, M. (1925). *Les cadres sociaux de la mémoire*. Paris Librairie Félix Alcan.
- Hammersley, M. (1990). *Reading ethnographic research: A critical guide*. London: Longman.
- Harper, D. (2001). Online Etymology Dictionary. Retrieved juin 10, 2015, from <http://www.etymonline.com/index.php?term=waste>
- Harré, H. R. (1979). *Social Being. A Theory for Social Psychology*. Oxford Blackwell.
- Harré, H. R. (1983). *Personal Being. A Theory for Individual Psychology*. Oxford: Basil Blackwell,.
- Harré, H. R. (1986). *Varieties of realism*. Oxford: Blackwell.
- Harré, H. R. (1990). Exploring the Human Umwelt. In R. Bhaskar (Ed.), *Harré and His Critics. Essays in Honour of Rom Harré* (pp. 339-364). Oxford: Blackwell.
- Harré, H. R. (1991). *Physical Being. A Theory for a Corporal Psychology*. Oxford: Blackwell.
- Hayek, F. A. (1946). *La route de la servitude* (G. BLUMBERG, Trans. 5 ed.). PARIS: QUADRIGE- PUF.

- Heidegger, M. (1927/1981). *Varat och tiden [Being and time]* (R. Matz, Trans. Vol. Vol 1-2). Lund, Sweden Doxa.
- Hellriegel, D., Slocum, J. W., & Baron-Renault, B. (2006). *Management des organisations: De Boeck Supérieur*.
- Hess, D. J. (1997). *Science Studies: An Advanced Introduction*. New York: NYU Press.
- Hlady Rispal, M. (2002). *La méthode des cas : application à la recherche en gestion*. Bruxelles: De Boeck Université.
- Hlady Rispal, M. (2015). Une stratégie de recherche en gestion. L'étude de cas. *Revue Française de Gestion*, 253(8), 251-266. doi: 10.3166/rfg.253.251-266
- Honoré, J. (2005). *Catéchisme de l'Eglise catholique: abrégé*: Editions Saint-Augustin.
- Hont, I., & Ignatieff, M. (1983). Needs and Justice in the Wealth of Nations. In I. Hont & M. Ignatieff (Eds.), *Wealth and Virtue: The Shaping of Political Economy in the Scottish Enlightenment* (pp. 1-44). Cambridge, England: Cambridge University Press.
- Hunt, S. D. (1991). Positivism and Paradigm Dominance in Consumer Research: Toward Critical Pluralism and Rapprochement. *Journal of Consumer Research*, 18(3), 32-44.
- Hunt, S. D. (1992). For Reason and Realism in Marketing. *Journal of Marketing*, 56(2), 89-102.
- Hunt, S. D. (1994). On Rethinking Marketing: Our Discipline, Our Practice, Our Methods,. *European Journal of Marketing*, 28(3), 13-25.
- Husserl, E. (1900-1901/1970). *Logical investigations* (J. N. Findlay, Trans. Vol. 2). London: Routledge & Kegan Paul.
- Husserl, E. (1993). *Recherches Logiques, tome deux, Recherches pour la phénoménologie et la théorie de la connaissance, deuxième partie : Recherches III, IV et V*. Paris PUF.

## **I**

---

- Imbs, P. (1971). *Trésor de la langue française: dictionnaire de la langue du XIXe et du XXe siècle (1789-1960)*: Éditions du Centre national de la recherche scientifique.
- Irons, J., & Bivens, J. (2010). Government Debt and Economic Growth Overreaching Claims of Debt “Threshold” Suffer from Theoretical and Empirical Flaws.

## **J**

---

Jouy-en-Josas. (2008). *Stratégor 4ème édition : Politique général de l'entreprise*: Dunod

Jullien, F. (1997). *Traité de l'efficacité*. Paris Grasset

Jullien , F. (2009). *Les transformations silencieuses*. Paris Grasset

## **K**

---

Kant , E. (1781). *Critique de la raison pure*. Riga Johann Friedrich Hartknoch.

Kant, E. (1994). *Fondation de la métaphysique des moeurs introduction à la métaphysique des moeurs* Paris Flammarion

Kant, E. (2012). *Critique de la raison pure*: PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE.

Kelly, G. A. (1963). *A theory of personality: The psychology of personal constructs*. New York: Norton

Kempf, H. (2009). *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme* (Vol. Paris): Éditions du Seuil.

Keynes, J. M. (1923a). *John Maynard Keynes*. London Macmillan and Co.

Keynes, J. M. (1923b). *A tract on monetary reform*. London Macmillan and Co.

Keynes, J. M. (1942). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie: Traduit de l'anglais par Jean de Largentaye*: Payot.

Keynes, J. M., & Jean- de Largentaye. (1942 a). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie: Traduit de l'anglais par Jean de Largentaye (livre 1,2,3)*. Paris Payot.

Keynes, J. M., & Largentaye, J.-d. (1942 b). *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie: Traduit de l'anglais par Jean de Largentaye (livre 4,5,6)*. Paris Payot.

Koffka, K. (1935). *Principles of Gestalt psychology*. New York: Harcourt.

Krugman, P. (2013). How the case for austerity has crumbled. *The New York Review of Books*, 6, 2013.

Kuhn, T. S. (1962). *The Structure of Scientific Revolutions*. Chicago University of Chicago Press.

Kvale, S. (1989). To validate is to question. In S. Kvale (Ed.), *Issues of validity in qualitative research* (pp. 73-91). Lund, Sweden: Studentlitteratur.

## **L**

---

- Lacroix, A. (2011). L'insuffisance du droit en matière d'éthique ou les lois sur l'éthique: voyage au pays de l'absurde! *Éthique publique. Revue internationale d'éthique sociétale et gouvernementale*, 13(1), 95-115.
- Lakatos, I. (1970). Falsification and the Methodology of Scientific Programs. In I. Lakatos & A. Musgrave (Eds.), *Criticism and the growth of knowledge* (pp. 91-122). New York: Cambridge University Press.
- Lakatos, I. (1978). *The Methodological of scientific research programmes*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lawson, T. (2003). *Reorienting Economics*. Londres: Routledge.
- Le Moigne, J.-L. (1990). Epistémologies constructivistes et sciences de l'organisation. In A. C. Martinet (Ed.), *Epistémologie et Sciences de Gestion* (pp. 81-140). Paris: Economica.
- Le Moigne, J.-L. (1990). *La modélisation des systèmes complexes*. Paris: Dunod.
- Le Moigne, J.-L. (1995). *Les Epistémologies constructivistes* (Vol. 1ère édit.). Paris Que Sais-Je ?, .
- Le Moigne, J.-L. (2001). *Le constructivisme: Tome I - Les enracinements*. Paris L'Harmattan.
- Le Moigne, J.-L. (2002). *Le Constructivisme : Epistémologie De L'interdisciplinarité*. Paris: L'Harmattan.
- Le Moigne, J.-L. (2003). *Le Constructivisme. Tome 3: Modéliser Pour Comprendre*. Paris L'Harmattan.
- Le Moigne, J.-L., & Defourny, V. (1993). Dire l'entreprise, c'est la modéliser dans sa complexité. *Communication et organisation*(4).
- Le Texier, T. (2014). Le management, art de l'efficacité et non du profit : étude du champ lexical du terme management dans la littérature anglophone depuis la fin du XVIIIe siècle. *Économie et Société*, 48(1), 5-34.
- Leff, N. H. (1964). Economic Development Through Bureaucratic Corruption. *American Behavioral Scientist*, 8(8), 8-14. doi: 10.1177/000276426400800303
- Legris, A., & Ragni, L. (1999). Recouvrement du champ de l'économie dans l'œuvre de Vilfredo Pareto: une mise en perspective du désaccord avec Léon Walras. *Revue européenne des sciences sociales*, 37(116), 325-346.

- Legris , A., & Ragni , L. (2005). THÉORIE DE L'ACTION, RATIONALITÉ ET CONCEPTION D L'INDIVIDU CHEZ PARETO. *Cahiers d'économie Politique / Papers in Political Economy*, 49(2005/2), 103-126.
- Lektorski, V. A. (2013). Le réalisme constructif dans l'épistémologie et les sciences cognitives. *Revue philosophique de la France et de l'étranger*, 138(2), 171-186. doi: 10.3917/rphi.132.0171
- Leroy, M. (2014). Pareto, fondateur à (re)découvrir de la sociologie des finances publiques. Retrieved 04 mai 2016, from SociologieS <https://sociologies.revues.org/4859>
- Lincoln, Y. S., & Guba, E. G. (1985). *Naturalistic Inquiry*. Thousand Oaks ,Californie Sage
- Littré, É. (1863). *Dictionnaire de la langue française: 1.1.: A-C*. Paris: Hachette.
- Locke, J. (1691). Some Considerations of the Consequences of the Lowering of Interest, and Raising the Value of Money *Locke on Money*, 2, 82-83.
- London, B. (1932). *Ending the Depression Through Planned Obsolescence* (pamphlet): US.
- López-Cálix, J. R. (2007). République Algérienne Démocratique et Populaire Une Revue des dépenses publiques : A la recherche d'un investissement public de qualité In G. p. I. D. s. é. R. M. O. e. A. d. Nord (Ed.), (Vol. Volume I : Texte Principal pp. 234). ALGERIE: Banque mondiale
- Lugan, J.-C. (2009). *La systémique sociale, 5éd* Paris Presse universitaire France.
- Lyotard, J.-F. (1979). *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris: Minuit.
- Lyotard, J. F., & Thébaud, J. L. (1979). *Au juste: conversations*: Christian Bourgois.

## **M**

---

- Machiavel, N. (2000). *Le prince*, trad. L. Fournel et J.-C. Zancarini, Paris, PUF, 41.
- Malthus, T. R. (1820). *Principles of Political Economy*. London: W. Pickering.
- Malthus, T. R. (1841). *Essai Sur Le Principe de Population* (E. Vilquin, Trans.). Louvain Ined.
- Mandeville, B. (1924). *The Fable of the Bees: Or, Private Vices, Publick Benefits: By Bernard Mandeville. With a Commentary Critical, Historical, and Explanatory by FB Kaye*: Clarendon Press.
- Marshall, A. (1961). *Principles of Economics: An introductory volume*: Macmillan London.

## ***Bibliographie***

- Martinet, A.-C. (1990). Grande questions épistémologiques et sciences de gestion In A.-C. Martinet (Ed.), *Epistémologies et science de gestion* (pp. 9-29). Paris: Economica
- Martinet, A.-C., Silem, A., & Denis, J.-P. (2009). *Lexique de gestion et de management*. Paris Dunod.
- McGuire, W. J. (2004). A Perspectivist Approach to Theory Construction. *Personality and Social Psychology Review*, 8(2), 173-182. doi: doi:10.1207/s15327957pspr0802\_11
- Merchant , K. A. (1982). The control function of management. *Slowan Management Review*, 23(4), 43-55.
- Merchant , K. A. (1985). *Control in Buisness Organisations* Londres: Harpercollins College Div.
- Mifflin, H. (2012). *The American Heritage Dictionary: Fifth Edition* (Vol. 5). Boston: Houghton Mifflin Company
- Milhau, J., & Nogaro, B. (1942). *Essai sur la notion de gaspillage , par Jules Milhau,... Préface de M. Bertrand Nogaro*. Paris: Librairie du "Recueil Sirey".
- Mill, J. S. (1848). *Principles of Political Economy*. London John W. Parker.
- Mill, J. S. (1869). *The Subjection of Women*. London Longmans.
- Mill, J. S. (1875). *Nature, The Utility of Religion and Theism. 4th Ed*: Longmans, Green, Reader and Dyer.
- Mill, J. S. (2008). *L'utilitarisme*. Paris Editions Flammarion.
- Morin, E. (1977). La méthode, 4 tomes. *Paris: Seuil. Première parution en, 24.*
- Morin, E. (1986). *La Méthode - tome 3 La Connaissance de la connaissance anthropologie de la connaissance: La Connaissance de la connaissance. Anthropologie de la connaissance*: Le Seuil.
- Morin, E. (1990). Introduction à la pensée complexe. *ESF, Paris*.
- Morin, E. (1995). La stratégie de reliance pour l'intelligence de la complexité. *Revue internationale de systémique*, 9(2), 133-165.
- Morin, E. (2004). *Éthique*: Éditions du Seuil.
- Mounin, G. (1974). *Dictionnaire de la linguistique* Paris Presses universitaires de France.



Mucchielli, A. (2004). *Étude des communications: approche par la modélisation des relations*: Armand Colin.

Mucchielli, A. (2008). *Manuel pour le diagnostic systémique des relations humaines* JePublie (Ed.)

## **N**

---

Nadeau, R. (1999). *Vocabulaire technique et analytique de l'épistémologie*. Paris Presses universitaires de France.

Namer, G. (1977). Rousseau: de la «science de l'homme» à la sociologie. *L'Homme et la société*, 45(1), 231-240.

Nelson, C., Treichler, P. A., & Grossberg, L. (1992). Cultural Studies In L. Grossberg, C. Nelson & P. A. Treichler (Eds.), *Cultural Studies* (pp. 1-16). New York: Routledge.

North, D. C. (2005). *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

## **O**

---

Olson, M. (1965). *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge, Ma: Harvard University Press.

Ouchi, W. G. (1977). The Relationship between organisatizational Structure and Organizational Control. *Administrative Science Quarterly*, 22(1), 95-113.

Ouchi, W. G., & Maguire, M. A. (1975). Organizational control:two functions. *Administrative Science Quarterly*, 20(4), 559-569.

## **P**

---

Paillé, P., & Mucchielli, A. (2012). Chapitre 7 - L'examen et l'analyse phénoménologiques des données d'entretien *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales* (pp. 139-156). Paris: Paillé, Armand Colin, « U » Mucchielli , Alex.

Pareto , V. (1909). *Manuel d'Économie Politique*. Paris V.Giard & E.Brière

Pareto, V. (1917). *Traité de sociologie générale* (Vol. T. XII ). Genève: Droz.

Pareto, V. (1968). *Oeuvres complètes: Tome 12, Traité de sociologie générale*: Librairie Droz.

## Bibliographie

- Pareto, V. (1975). A "Guido Sensini", letter of 9 April 1905,. In G. Busino (Ed.), *Correspondance, 19(2), OEuvres Complètes* (pp. 542-544). Genève: Librairie Droz.
- Pareto, V. (1976). *Oeuvres complètes: Tome 21, Faits et théories*. Genève Librairie Droz.
- Pareto, V. (1982). *Oeuvres complètes: Tome 24, Premiers cours d'économie politique appliquée*: Librairie Droz.
- Pareto, V. (1982). *Premiers cours d'économie politique appliquée* (Vol. Tome 24).
- Pareto, V., & Busino, G. (1970). *Oeuvres complètes: Tomes 13-14*: Librairie Droz.
- Passeron, J.-C. (1994). La rationalité et les type de l'action sociale chez Max Weber. *Revue européenne des sciences sociales*, 32(98), 5-44.
- Patry, M. (1994). L'imputabilité des administrateurs publics In R. Parenteau (Ed.), *Management public :Comprendre et gérer les institutions de l'État* (pp. 622). Québec: Presse de l'université de Québec.
- Peaucelle, J.-l. (2003). Saint-Simon, aux origines de la pensée de Henri Fayol. *Entreprises et histoire*, 34(3), 69-83. doi: 10.3917/eh.034.0069
- Peirce, C. S. (1960). *Collected Papers* Cambridge (Mass.): Harvard University Press.
- Perelman, C. (1981). *Logique formelle et logique informelle*. Paper presented at the Séminaire de Philosophie et Mathématiques.
- Perelman, C., & Olbrechts-Tyteca, L. (1958). *Traité de l'argumentation, la nouvelle rhétorique*. Paris Presses universitaires de France.
- Piaget, J. (1967). *Logique et connaissance scientifique*. Paris: Gallimard
- Piaget, J. (1970). *L'épistémologie génétique*. Paris PUF
- Pieret, D. (2011). Efficacité et efficience selon François Jullien. *Dissensus*, N° 4(avril 2011), 70-79.
- Piras, M. (2004). Les fondements sociaux de l'agir normatif chez Durkheim et Weber : le rôle du sacré. *Archives de sciences sociales des religions*, 127, 139-166.
- Plane, J. M. (1996). *Pour une approche ethnomethodologique de la petite entreprise* Paper presented at the IIIe congrès international francophone de la PME (CIFPME), Québec
- Plane, J. M. (1999). Considération sur l'approche ethnométhodologique des organisations. *Revue Française de Gestion*, 123(Mars-Avril-Mai), 44-53.

Popper, K. (1959). *The Logic of Scientific Discovery*. New York: Harper and Row.

## Q

---

Qurtubi. (1966). *Al -Jami'li-Ahkam ou Al-Jami 'li Ahkam al-Coran ou Tafsir al-Jami*. Caire: مطبعة دار الكتب المصرية.

## R

---

Rapper, G. d. (2002). Espace et religion: chrétiens et musulmans en Albanie du Sud. *Etudes balkaniques. Cahiers Pierre Belon*(9), 17-39.

Rasmussen, D. C. (2016). Adam Smith on What Is Wrong with Economic Inequality. *American Political Science Review*, 110(2), 342-352.

Rastoin, J.-L., & Benabderrazik, H. (2014). *Céréales et oléoprotéagineux au Maghreb*. Paris IPAMED

Reichenbach, H. (1938). Experience and prediction: An analysis of the foundations and the structure of knowledge.

Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2010). Growth in a Time of Debt. *American Economic Review*, 100(2), 573-578.

Reynaud, J.-D. (1975). *Les syndicats en France*. Paris Seuil

Reynaud, J.-D. (1988). Les régulations dans les organisations : régulation de contrôle et régulation autonome. *Revue française de sociologie*, 29(1), 5-18.

Reynaud, J.-D. (1989). *Les Règles du jeu : L'action collective et la régulation sociale*. Paris Armand Colin.

Ricardo, D. (1817). *Principes de l'économie politique et de l'impôt* London John Murray and Albemarle-Street.

Roethlisberger, F. G., & Dickson, W. J. (1939). *Management and the Worker*. Cambridge: Harvard University Press.

Rose, M. (1975). *Industrial Behaviour* Penguin: Harmondsworth.

Rousseau, J.-J. (1750). *Discours sur les sciences et les arts*. Paris: Barillot & fils.

Rousseau, J.-J. (1755). Discours sur l'économie politique. *Oeuvres complètes*, 3.

Rousseau, J. J. (2011). *Du contrat social*. Paris Editions Flammarion.

**S**

---

- Sainsaulieu, R. (1973). *Les Relations de travail à l'usine*. Paris Éditions des Organisations.
- Sainsaulieu, R. (1977). *Les effets culturels de l'organisation*. Paris: Presses de la FNSP.
- Sainsaulieu, R. (1983). LA RÉGULATION CULTURELLE DES ENSEMBLES ORGANISÉS. *L'Année sociologique (1940/1948-), 33*, 195-217.
- Saint-Simon, C.-H. (1816-1818). *L'industrie*
- Saint-Simon, C.-H. (1819). *L'organisateur* (Vol. 20).
- Sandberg, J. (2005). How do we justify knowledge produced with interpretive approaches? *Organizational Research Methods, 8*(1), 41-68. doi: 10.1177/1094428104272000
- Sarantakos, S. (2012). *Social Research: Macmillan International Higher Education*.
- Saunders, M., Lewis, P., & Thornhill, A. (2009). *Research Methods for Business Students 5th ed.* Essex, England: Pearson Education Limited.
- Say, J.-B. (1803). *Traité d'économie politique, Traité d'économie politique ou simple exposition de la manière dont se forment, se distribuent et se composent les richesses*. Paris Deterville.
- Schumpeter, J. A. (1942). *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942, Trans.). Paris Payot
- Schumpeter, J. A., & Perroux, F. (1935). *Théorie de l'évolution économique*. Paris Dalloz Paris.
- Schutz, A. (1945). On multiple realities. *Philosophy and Phenomenological Research : A Quarterly Journal, 5*, 533-575.
- Schutz, A. (1953). Common-sense and scientific interpretation of human action. *Philosophy and Phenomenological Research: A Quarterly Journal, 14*, 1-37.
- Searle, J. R. (1969). *Speech acts : An Essay in the Philosophy of Language*. New York, USA Cambridge University Press.
- Searle, J. R. (1995). *The Construction of Social Reality*. New York , USA Simon and Schuster.
- Segond, L. (1880). *La Sainte Bible: Nouveau Testament: A*. Cherbuliez.
- Shrivastava, P. (1986). Is Strategic Management Ideological? *Journal of Management, 12*(3), 363-377. doi: 10.1177/014920638601200305
- Silverman, D. (1970). *The Theory of Organisations*. London: Heinemann.

- Smith, A. (1759). *Théorie des sentiments moraux*. Edinburgh: Alexander Kincaid and J. Bell.
- Smith, A. (1776). *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*. Londres: W. Strahan and t. Cadell.
- Smith, A., & Canan, E. (1763/1896). *Lectures on Jurisprudence* Oxford The Clarendon Press.
- Stanton, T. (2018). John Locke and the fable of liberalism. *The Historical Journal*, 1-26.
- Steers, M. R. (1975). Problems in measurement of organizational effectiveness. *Administrative Science Quarterly*, 20(4), 546-558. doi: 10.2307/2392022
- Suppes, P. (1962). Models of Data In P. Suppes, E. Nagel & A. Tarski (Eds.), *Logic, Methodology, and Philosophy of science: Proceeding of the 1960 International Congress* (pp. 252-261). Stanford Stanford University Press.

## T

---

- Talvi, E., & A. Vegh, C. (2005). Tax Base Variability And Procyclical Fiscal Policy In Developing Countries. *Journal of Development Economics*, v78(1,Oct), 156-190. doi: 10.3386/w7499
- Talvi, E., & Vegh, C. A. (2000). Tax Base Variability And Procyclical Fiscal Policy In Developing Countries. *Journal of Development Economics*, v78(1,Oct), 156-190. doi: 10.3386/w7499
- Tarski, A. (1923-1944). La conception sémantique de la vérité In A. Tarski (Ed.), *Logique, sémantique, métamathématique*. Paris: Armand Colin.
- Taylor, F. (1903). *Shop Management*. New York: Harper.
- Taylor, F. W. (1911). *The principles of scientific management*. New York HARPER & BROTHERS PUBLISHERS.
- Thiétart, R.-A. (2007). *Méthodes de recherche en management*. Paris Dunod.
- Tixier, J., & Jeanjean, T. (2001). *Apports et limites des programmes de recherche aux sciences de gestion*. Paper presented at the AIMS.
- Touraine, A. (1965). *La sociologie de l'action* Paris Seuil,.
- Trist, E. L., & Bamforth, K. W. (1951). Some social and psychological consequences of the Longwall Method of coal-getting: An examination of the psychological situation and defences of a work group in relation to the social structure and technological content of the work system. *Human relations*, 4(1), 3-38.

Tsoukas , H. (1989). The Validity of Idiographic Research Explanations. *Academy of Management Review*, 14(5), 551-561.

**V**

---

Vallat, D. (2014). *Quel cadre épistémologique pour l'ESS?* Paper presented at the XIVe Rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'Economie Sociale et Solidaire: "L'économie sociale et solidaire et solidaire en coopérations".

van Fraassen, B. (1980). *The Scientific Image*. Oxford: Oxford University Press.

van Fraassen , B. (1989). *Laws and Symmetry*. Oxford: Oxford University Press.

Vandenberghe, F. (1997/8). *Une histoire critique de la sociologie allemande. Aliénation et réification, 2 tomes*. Paris: Editions de la Découverte/Mauss

Vandenberghe, F. (1999). The Real is Relational . An Inquiry into Pierre Bourdieu's Constructivist Epistemology",. *Sociological Theory*, 17(1), 32-67.

Vandenberghe, F. (2005). The Archers: A Tale of Folk (Final Episode?). *European Journal of Social Theory*, 8(2), 227-237.

Vandenberghe, F. (2006). *Complexités du post-humanisme. Trois essais dialectiques sur la sociologie de Bruno Latour*. Paris L'Harmattan.

Vandenberghe, F. (2007). Une ontologie réaliste pour la sociologie: système, morphogenèse et collectifs. *Social Science Information*, 46(3), 487–542.

Veblen, T. (1899). *The Theory of the Leisure Class: An Economic Study in the Evolution of Institutions*. United States: Macmillan.

Voltaire. (1836). *Oeuvres complètes de Voltaire avec des notes et une notice historique sur la vie de Voltaire Tome cinquième* Paris: Furne librairie.

Voltaire. (1837). *Œuvres complètes de Voltaire avec des notes et une notice historique sur la vie de Voltaire: Philosophie volume 6*. Paris Furne librairie.

Vygotski, L. (1997). *Pensée et Langage*. Paris éditions La Dispute.

**W**

---

Walras, L. (1874). *Éléments d'économie politique pure, ou, Théorie de la richesse sociale*. Lausanne F. Rouge.

- Walras, L. (1896a). *Éléments d'économie politique pure, ou, Théorie de la richesse sociale*: F. Rouge.
- Walras, L. (1896b). *Études d'économie sociale. Théorie de la répartition de la richesse sociale*. Lausanne: Rouge.
- Walras, L. (1897). L'État et les chemins de fer. *Revue de Droit et de Science Politique en France et à l'étranger*, 7, 417-436.
- Waterfield, R. (2008). *Republic*: OUP Oxford.
- Weber, M. (1959). *Le savant et le politique*. Paris Plon trad. J. Freund.
- Weber, M. (1992). *Essais sur la théorie de la science*. Paris AGORA.
- Weber, M. (2003). *Economie et société: Les Catégories de la sociologie* (Pocket Ed. Nouvelle ed.). Paris: Pocket.
- Whitaker, R. (2001). *Big Brother.com : la vie privée sous surveillance*: Les Presses de l'Université Laval.
- Wittgenstein, L. (1953). *Philosophical Investigations* (G. Anscombe, Trans.). Oxford: Blackwell.
- Wittgenstein, L., trad Dastur, F., Élie, M., Gautero, J.-L., Janicaud, D., & Rigal, É. (2005). *Recherches philosophiques*. Paris Éditions Gallimard.
- Wittgenstein, L. (1922). *Tractatus Logico-Philosophicus* (originally published in 1921), trans. by Pears, DF and McGuinness, BF: Routledge and Kegan Paul, London.

## **Y**

---

- Yanow, D. (2006). Thinking interpretively : philosophical presuppositions and the human sciences. In D. Yanow & P. Schwartz-Shea (Eds.), *Interpretation and method. Empirical research methods and the interpretive turn*. London: Sharpe.
- Yin, R. K. (1990). *Case Study Research: Design and Methods* (Vol. 5). Beverly Hills, Californie Sage Publications.

**TABLE DES FIGURES**

**TABLE DES FIGURES**

---

Figure 1 : Dépense plus qu'il n'en faut .....	107
Figure 2 : modèle basé sur la compréhension des théories scientifique.....	119
Figure 3 : Organigramme de la Wilaya d'Oran.....	133
Figure 4 : Organigramme de la Wilaya d'Alger.....	141
Figure 5 : Transformation principe théorique à une modèle représentationnelle.....	187
Figure 6 : hypothèse spécifique.....	211
Figure 7 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire.....	236
Figure 8 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire.....	236
Figure 9 : La recherche de l'efficacité par le gaspillage .....	237
Figure 10 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire.....	242
Figure 11 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire.....	242
Figure 12 : La recherche de l'efficacité par la manifestation.....	243
Figure 13 : L'Efficacité dans le parcours ordinaire.....	248
Figure 14 : L'Efficacité dans le parcours extra ordinaire.....	249
Figure 15 : La recherche de l'efficacité par l'alerte .....	249
Figure 16 : La DPQF perçue par l'administrateur.....	252
Figure 17 : La DPQF perçue par le Citoyen.....	253



## *Table des figures*

Figure 18 : La DPQF perçue par l'économiste .....	255
Figure 19 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Primité.....	258
Figure 20 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Secondité.....	258
Figure 21 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Tiercité .....	260
Figure 22 : signification de la DPQF chez l'administrateur au niveau de la Tiercité' .....	261
Figure 23 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Primité.....	262
Figure 24 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Secondité.....	263
Figure 25 : La signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Tiercité .....	264
Figure 26 : signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Tiercité' .....	265
Figure 27 : signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de la Primité.....	267
Figure 28 : signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de la Secondité.....	267
Figure 29 : La signification de la DPQF chez le citoyen au niveau de la Tiercité.....	269
Figure 30 : La signification de la DPQF chez l'économiste au niveau de Tiercité'.....	270
Figure 31 : Modélisation forme d'échange .....	286
Figure 32 : Modélisation des significations des formes d'échanges .....	288

**LISTE DES TABLEAUX**

**LISTE DES TABLEAUX**

---

Tableau 1 : nombre de citation des mots efficacité et gaspillage..... 11

**LISTE DES ENCADRES**

**LISTE DES ENCADRES**

---

Encadré 1 : Fiche technique de la wilaya D'Oran.....	134
Encadré 2 : Logique administrative versus logique économique.....	135
Encadré 3 : Les dépenses supplémentaires inutiles comme moyen et système de régulation	136
Encadré 4 : fièvre dépensière .....	138
Encadré 5 : Textes relatifs à la comptabilité publique .....	139
Encadré 6 : Fiche technique de la wilaya D'Alger.....	140
Encadré 7 : Réévaluation des programmes .....	143
Encadré 8 : Un enchevêtrement de pouvoir .....	143
Encadré 9 : Le dépassement de pouvoir.....	144
Encadré 10 : la réalité pour l'administrateur .....	144
Encadré 11 : Titres consultés au sein de l'ENA .....	146
Encadré 12 : Différents mots utilisés par le citoyen pour désigner les dépenses supplémentaires inutiles .....	150
Encadré 13 : Différents mots utilisé par l'économiste pour désigner la DPQF .....	153

**LISTE DES EQUATIONS**

**LISTE DES EQUATIONS**

---

Équation 1 : équivalence de la forme (T) ..... 126

Équation 2 : Modèle représentationnel de génération de signification ..... 127

**LISTE DES ABREVIATIONS**

**LISTE DES ABREVIATIONS**

---

DPQF :	dépense plus qu'il n'en faut
PSRE :	Plan de soutien à la relance économique (2000-2004)
PCSC :	Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance (2005-2009)
FRR :	Fonds de régulation de recettes
ICOR :	Incremental Capital/Output ratio
CEPREMAP :	Centre pour la recherche économique et ses applications
DAL :	Direction administration locale
CNES :	Conseil national économique et social
ENA :	Ecole national d'administration
SQR :	Systémique qualitative relationnelle
PECP :	Paradigme épistémologique constructiviste pragmatique
PECGL :	Paradigme épistémologique constructiviste Guba et Lincoln
MG :	Mécanisme générateur
RC :	Réalisme critique
LF :	La loi des finances
LFC :	La loi des finances complémentaire
DFP :	Droit de la fonction publique
SEDP :	Système d'exécution des dépenses publiques
MICL :	Ministère de l'intérieur et des collectivités locales
IGF :	Inspection générale des finances

## *Liste des abréviations*

CCI :	Claim, Concern , Issue
APN :	Assemblée populaire nationale
APW :	Assemblée populaire de wilaya
APC :	Assemblée populaire communale
PECM :	Paradigme épistémologique constructiviste modéré
ESA :	Équipe semi Autonome
BAD :	Banque africaine de développement
OD :	Objet dynamique
OI :	Objet immédiat
JO :	Journal officiel
MP :	Monde propre
PECT :	Paradigme épistémologique constructiviste tempéré.
MAG :	Modèle alternatif de Giere
CNES :	Le Conseil National Économique et Social
ENA :	école nationale de l'administration
CP :	Crédit de paiement
BP :	Budget primitif
BS :	Budget supplémentaire
MSB :	projet de modernisation du système budgétaire
FCCL :	Fonds commun des collectivités locales
CET :	centre d'enfouissement technique

**TABLE DES MATIERES**

**TABLE DES MATIERES**

---

<b>Introduction générale :</b> .....	<b>1</b>
<b>Chapitre 1 : Le constructivisme tempéré</b> .....	<b>15</b>
<b>Introduction du chapitre 1</b> .....	<b>16</b>
<b>1-1-Les éléments constitutants du processus d'élaboration des connaissances</b> .....	<b>21</b>
1-1-1-Définition de l'épistémologie .....	21
1-1-2- Objet à connaître .....	21
1-1-3- Sujet connaissant .....	25
1-1-4- Le système de connaissance qui relie l'objet à connaître au sujet connaissant.....	31
1-1-5- Processus de cognition qui valide les résultats.....	35
<b>1-2-Le constructivisme tempéré</b> .....	<b>41</b>
1-2-1-Les différents types de constructivisme .....	41
1-2-2- Le perspectivisme épistémologique .....	46
1-2-2-1-Question ontologique .....	46
1-2-2-2-Question épistémologique.....	58
1-2-2-3-Question méthodologique .....	68
1-2-2-4-Critère de validité.....	85
<b>Conclusion du chapitre 1</b> .....	<b>86</b>
<b>Chapitre 2 : Méthodologie de recherche</b> .....	<b>88</b>

<b>Introduction du chapitre 2 .....</b>	<b>89</b>
<b>2-1-Définition de l'objet de recherche .....</b>	<b>92</b>
2-1-1-La différence entre les phénomènes globaux, universels et spécifiques .....	92
2-1-2-La différence entre le sens et la signification .....	96
2-1-3- Conception du gaspillage selon le type de budget .....	103
2-1-4-La Dépense plus qu'il n'en faut (DPQF).....	104
2-1-5-L'objet de recherche.....	106
<b>2-2-Méthodologie de recherche .....</b>	<b>106</b>
2-2-1-L'étude de cas qualitative comme stratégie de recherche .....	107
2-2-1-1-Définition .....	107
2-2-1-2-Type de recherche et l'objectif visé par l'objet d'étude.....	112
2-2-1-3-L'objectif du projet d'étude .....	112
2-2-1-4-Type de l'étude de cas.....	113
2-2-2- La démarche de recherche .....	113
2-2-2-1- La démarche cognitive .....	114
2-2-2-2- La démarche systémique.....	114
2-2-3-Méthode et outils de collecte de données.....	115
2-2-3-1-Observation non participante .....	115
2-2-3-2-Entretien ouvert.....	116



## *Table des matières*

2-2-3-3-La recherche documentaire .....	116
2-2-4-Méthode de traitement de données .....	117
2-2-4-1-Modèle représentationnel .....	117
2-2-4-1-1-Le principe général et les conditions spécifiques .....	118
2-2-4-1-2-Modèle représentationnel.....	119
2-2-4-1-3- Les Hypothèses spécifiques .....	120
2-2-4-1-4-Le modèle empirique .....	122
2-2-4-1-5-La génération des données empiriques .....	124
2-2-4-1-6-La construction des représentations selon le modèle de Giere (MAG) .	124
2-2-4-2-La méthode systémique qualitative relationnelle.....	128
2-2-4-1-1- Première étape : Repérage des communications récurrentes et catégorisation .....	129
2-2-4-1-2- Deuxième étape : Modélisation des formes d'échange .....	130
2-2-4-1-3- Troisième étape : Modélisation des significations des formes des échanges .....	130
2-2-4-1-4- Quatrième étape : Lecture de la logique finale.....	131
<b>2-3-Cas pratique .....</b>	<b>131</b>
2-3-1- La signification des dépenses supplémentaires inutiles chez l'Administrateur ..	132
2-3-1-1- L'investigation empirique .....	132
2-3-1-2- Résultat de la recherche documentaire.....	145

2-3-1-3- Entretiens ouverts.....	148
2-3-2- La signification de la dépense supplémentaire chez le citoyen.....	148
2-3-2-1-La recherche et l'analyse documentaire.....	149
2-3-3-La signification des dépenses supplémentaires chez l'économiste.....	150
2-3-3-1-La recherche et l'analyse documentaire.....	150
<b>Conclusion du chapitre 2 .....</b>	<b>153</b>
<b>Chapitre 3 : Le gaspillage.....</b>	<b>155</b>
<b>Introduction du chapitre .....</b>	<b>156</b>
<b>3-1-Définition du gaspillage.....</b>	<b>158</b>
3-1-1-Le statut lexicologique du mot 'gaspillage' .....	158
3-1-1-1- L'étymologie du gaspillage dans la langue française .....	158
3-1-1-2-L'étymologie du gaspillage dans la langue arabe .....	159
3-1-1-3-L'étymologie du gaspillage dans la langue anglaise.....	160
3-1-2-Le statut du gaspillage dans les différents champs théologiques.....	161
3-1-2-1-Le Christianisme .....	161
3-1-2-2-Le Judaïsme .....	162
3-1-2-3-Islam.....	163
3-1-2-4-Parallèle entre les différentes approches du mot 'gaspillage' .....	164
<b>3-2-La conception scientifique du gaspillage .....</b>	<b>165</b>
3-2-1- Le gaspillage comme phénomène économique.....	165

3-2-2-La différence entre le gaspillage et le luxe.....	166
3-2-3- La définition du gaspillage .....	167
3-2-3-1- La gaspillage d'utilité.....	169
3-2-3-2- Le gaspillage monétaire .....	169
3-2-4- Le gaspillage juridique .....	170
3-2-5- Le gaspillage technique .....	171
<b>3-3-Les différents usages du gaspillage par les économistes .....</b>	<b>172</b>
3-3-1-L'usage favorable du gaspillage.....	172
3-3-2-L'usage défavorable du gaspillage, de par son immoralité.....	175
3-3-3-L'usage du progrès scientifique pour éliminer le gaspillage.....	179
<b>3-4-Les soubassements théoriques et philosophiques de notre modèle représentationnel .....</b>	<b>182</b>
3-4-1-Le Principe Philosophique et les conditions de son application .....	182
3-4-1-1-La Théorie de la Connaissance .....	182
3-4-1-2-La théorie de l'Homme social.....	184
3-4-2-Définition des objets abstraits spécifiques .....	186
3-4-2-1-Définition de l'institution.....	186
3-4-2-1-1-La conscience collective .....	186
3-4-2-1-2-Le Strate.....	186
3-4-2-1-3-La classe .....	189

## *Table des matières*

3-4-2-1-4-L'Homme social .....	190
3-4-2-1-5- L'Acteur collectif .....	190
3-4-2-2-Les règles techniques .....	190
3-4-2-2-1-Les règles indicatives.....	191
3-4-2-2-2-Les maximes du but.....	191
3-4-2-2-3- L'Homo Oeconomicus .....	192
3-4-2-2-4- Les règles officielles .....	193
3-4-2-2-5-Les règles de contrôles .....	194
3-4-2-3-Les règles morales.....	194
3-4-2-3-1-Les règles impératives .....	195
3-4-2-3-2-Les maximes normatives .....	197
3-4-2-3-3-Les préceptes .....	200
3-4-2-3-4-Les règles informelles.....	203
3-4-2-3-5-Les règles d'autonomie.....	204
3-4-2-3-6-Les règles du jeu .....	204
3-4-2-3-7-Les règles culturelles .....	206
3-4-3- Définition des similarités d'adéquation et les entités empiriques .....	209
3-4-3-1-La logique moraliste .....	210
3-4-3-2-Logique instrumentale .....	212

3-4-3-3- La logique pragmatique .....	214
3-4-3-3-1-L'éthique de conviction .....	214
3-4-3-3-2-L'éthique de responsabilité.....	215
3-4-3-3-3- La combinaison entre l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité .....	216
<b>Conclusion du chapitre 3 .....</b>	<b>221</b>
<b>Chapitre 4 : Signification de la DPQF .....</b>	<b>223</b>
<b>Introduction du chapitre 4 .....</b>	<b>224</b>
<b>4-1-La Construction de la DPQF chez chaque Acteur.....</b>	<b>227</b>
4-1-1-L'Administrateur .....	227
4-1-1-1-Le système d'exécution des DPQF .....	227
4-1-1-1-1- L'espace.....	227
4-1-1-1-2-Le temps .....	228
4-1-1-1-3-La causalité .....	228
4-1-1-1-4-La perception de l'environnement.....	231
4-1-1-2-La logique d'exécution du système d'exécution de la DPQF.....	231
4-1-1-3-La logique d'efficacité de système d'exécution de la DPQF.....	232
4-1-1-4-Le fonctionnement concret du système d'exécution de la DPQF.....	234
4-1-2- Le Citoyen .....	237
4-1-2-1-le système de consommation de la DPQF.....	237

4-1-2-1-1- L'espace.....	237
4-1-2-1-2- Le temps .....	238
4-1-2-1-3- La causalité .....	238
4-1-2-1-4- La perception de l'environnement .....	239
4-1-2-2-La logique de consommation du système de consommation de la DPQF ....	240
4-1-2-3-La logique d'efficacité du système de consommation de la DPQF .....	240
4-1-2-4-Le fonctionnement concret du système de consommation de DPQF .....	240
4-1-3- L'économiste .....	244
4-1-3-1-Le système d'évaluation de la DPQF .....	244
4-1-3-1-1- L'espace.....	244
4-1-3-1-2- Le temps .....	244
4-1-3-1-3-Les causalités .....	245
4-1-3-1-4- La perception de l'environnement .....	246
4-1-3-2-La logique d'évaluation du système d'évaluation de la DPQF.....	246
4-1-3-3-La logique d'efficacité du système d'évaluation de la DPQF .....	246
4-1-3-4-Le fonctionnement concret du système d'évaluation de DPQF.....	247
4-1-4- Parallèle de la DPQF chez les trois acteurs .....	250
<b>4-2-La signification de la DPQF pour chaque acteur .....</b>	<b>255</b>
4-2-1-La signification de la DPQF chez l'administrateur .....	256

## *Table des matières*

4-2-1-1-Signification au niveau de la Primité .....	256
4-2-1-2-Signification au niveau de la Secondité .....	257
4-2-1-3-Signification au niveau de la Tiercété.....	258
4-2-1-4-Signification au niveau de Tiercété' ( <i>tiercété prime</i> ) .....	259
4-2-2-La signification de la DPQF chez le citoyen.....	260
4-2-2-1-Signification au niveau de la Primité .....	260
4-2-2-2-Signification au niveau de la Secondité .....	261
4-2-2-3-Signification au niveau de Tiercété.....	262
4-2-2-4-Signification au niveau de la Tiercété' ( <i>tiercété prime</i> ).....	263
4-2-3-La signification de la DPQF chez l'économiste.....	264
4-2-3-1-Signification au niveau de la Primité .....	264
4-2-3-2-Signification au niveau de la Secondité .....	266
4-2-3-3-Signification au niveau de la Tiercété.....	266
4-2-3-4-Signification au niveau de la Tiercété' ( <i>tiercété prime</i> ).....	268
<b>4-3-La signification de la DPQF au niveau du système .....</b>	<b>269</b>
4-3-1-La DPQF en tant qu'objet complexe.....	270
4-3-2-Reconstruction du système de la DPQF.....	272
4-3-2-1-Définition des composantes et de leurs interrelations organisées par le système de la DPQF .....	272

## *Table des matières*

4-3-2-2-La production de l'énergie et de l'information du système de la DPQF .....	274
4-3-2-3-La reproduction du système de la DPQF .....	276
4-3-3-La construction du modèle du système de la DPQF .....	279
4-3-3-1- Repérage des communications récurrentes et catégorisation.....	279
4-3-3-2- Modélisation des formes d'échanges .....	285
4-3-3-3- Modélisation des significations des formes d'échanges .....	287
4-3-3-4- Lecture de la logique finale.....	289
<b>Conclusion du chapitre 4 .....</b>	<b>291</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>294</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>303</b>
<b>TABLE DES FIGURES.....</b>	<b>324</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>326</b>
<b>LISTE DES ENCADRES .....</b>	<b>327</b>
<b>LISTE DES EQUATIONS .....</b>	<b>328</b>
<b>LISTE DES ABREVIATIONS.....</b>	<b>329</b>
<b>TABLE DES MATIERES .....</b>	<b>331</b>